UNIV. OF
TORONTO

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/formationhistori00oliv

BINDING LIST MAY 1 1929

Oliveira Lima, Manoel d

Ao Ill.mo Snr. Dr. M. Cyridião Bueno

com os agradecimentos de

M. de Oliveira Lima

Bruxelles, Nov. 911.

Formation Historique de la Nationalité Brésilienne

LIBRARY
SEP 29 1922
UNIVERSITY OF TORONTO

TRAVAUX DE L'AUTEUR

Pernambuco, seu desenvolvimento historico. Leipzig, F.-A. Brockhaus, 1891, 1 vol. in-8° de XIII-327 pages, avec 4 portraits.

Aspectos da litteratura colonial brazileira. Leipzig, F.-A. Brockhaus, 1896, 1 vol. in-16 de XVI-301 pages.

Sept ans de République au Brésil, extrait de la *Nouvelle Revue.* Paris, 1896, 1 broch. in-8° de 38 pages.

Nos Estados Unidos, Impressões politicas e sociaes. Leipzig. F.-A. Brockhaus, 1899, 1 vol. in-12 de 320 pages.

Memoria sobre o descobrimento do Brazil, premiada pela Associação do Quarto Centenario. Rio de Janeiro, Imprensa Nacional, 1900, 1 broch. in-8°.

O Reconhecimento do Imperio, Historia diplomatica do Brazil. Paris-Rio de Janeiro, H. Garnier, 1901, (2ª edição, 1902), 1 vol. in 8° de VIII-376 pages, avec un portrait de Canning.

No Japão, Impressões da terra e da gente. Rio de Janeiro, Laemmert e Cª, 1903, (2ª edição, 1904), 1 vol. in-8° de VIII-364 pages, avec gravures.

Relação dos Manuscriptos do Museu Britannico de interesse para o Brazil. Rio de Janeiro, edição do Instituto Historico, 1903, 1 vol. in-8°.

Elogio de F. A. de Varnhagen, pronunciado na Academia Brazileira. Rio de Janeiro, *Jornal do Commercio*, 1903. 1 broch. in-16.

Conferencia sobre o Japão, na Escola «Senador Correia». Rio de Janeiro, Laemmert e Cª, 1903, 1 broch. in-8°.

O Secretario d'El-Rey, peça historica nacional. Paris-Rio de Janeiro, H. Garnier, 1904, 1 vol. in-16 de VI-151 pages.

Vida diplomatica, conferencia no Instituto Archeologico. Pernambuco. *Jornal do Recife*, 1904, 1 broch. in-8°

O Padre Manoel de Moraes. São Paulo, edição do Instituto Historico, 1907, 1 broch. in-8°.

José Bonifacio e o movimento da Independencia, conferencia no Salão Steinway. São Paulo, edição do Instituto Historico, 1907, 1 broch. in-8°.

Gustave Beyer. São Paulo, edição do Instituto Historico. 1907, 1 broch. in-8° de 16 pages.

Pan-Americanismo, Bolivar-Monroe-Roosevelt. Paris-Rio de Janeiro, H. Garnier, 1908, 1 vol. in-16 de 343 pages.

Cousas diplomaticas. Lisboa, Comp. Editora, 1908, 1 vol. in-12 de 291 pages.

Le Brésil, ses limites actuelles, ses voies de pénétration, Rapports présentés au Congrès de Géographie de Genève. Anvers, édition de la Mission de Propagande, 1908, 1 broch. in-8° de 14 pages, avec 2 cartes.

Sur l'Évolution de Rio de Janeiro, conférence faite à Vienne au Congrès des Américanistes. Anvers, édition de la Mission de Propagande, 1909, 1 broch. in-4° de 42 pages, avec gravures.

La langue portugaise, La littérature brésilienne, conférences faites à l'Université de Louvain. Anvers, édition de la Mission de Propagande, 1909, 1 broch. in-8° de 52 pages.

Dom João VI *no Brazil.* Rio de Janeiro, *Jornal do Commercio*, 1909, 2 vol. in-8° de 1.149 pages, avec 6 portraits.

Machado de Assis et son œuvre littéraire, avant-propos d'Anatole France, frontispice et illustrations d'A. Graverol. Paris, Louis Michaud, éditeur, 1909, 1 vol. in-16 de 158 pages.

La Conquête du Brésil, conférence faite au Théâtre Royal de la Monnaie, extrait du *Bulletin de la Société Royale Belge de Géographie.* Bruxelles, 1910, 1 broch. in-8° de 35 pages.

O485f

OLIVEIRA LIMA

DE L'ACADÉMIE BRÉSILIENNE

Formation Historique

DE LA

Nationalité Brésilienne

SÉRIE DE CONFÉRENCES FAITES EN SORBONNE

AVEC UNE PRÉFACE DE

M. E. MARTINENCHE

Professeur à l'Université de Paris

ET UN AVANT-PROPOS DE

M. JOSÉ VERISSIMO

de l'Académie Brésilienne

180719
22/5/23

LIBRAIRIE GARNIER FRÈRES

6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

PARIS

[1911]

Il a été tiré de cet ouvrage 100 *exemplaires sur papier de luxe numérotés de* 1 *à* 100.

EXEMPLAIRE N° 46

V

A L'ÉTAT DE SAINT-PAUL

LE PLUS AVANCÉ DU BRÉSIL, PATRIE DES « BANDEIRANTES », BERCEAU DE JOSÉ BONIFACIO ET FOYER DE CIVILISATION, AUQUEL ME RATTACHENT LES PLUS FORTS LIENS INTELLECTUELS,

ET

AU GRAND JOURNAL

O ESTADO DE SÃO PAULO

AUQUEL J'AI L'HONNEUR ET LE PLAISIR DE COLLABORER DEPUIS SEPT ANS, EN TOUTE INDÉPENDANCE D'ESPRIT, ET OU TOUTES LES OPINIONS HONNÊTES, LIBREMENT ÉMISES ET COURAGEUSEMENT DÉFENDUES, SONT SURES D'ÊTRE ACCUEILLIES ET RESPECTÉES.

O. L.

Paris, le 7 mai 1911.

VII

SOMMAIRE

I. — Le XVIe siècle. — La découverte et les premiers essais de colonisation. — L'Indien comme élément de population et l'indianisme comme manifestation littéraire. — Les Jésuites et la catéchèse. — Une fête brésilienne à Rouen en 1550.

II. — Les tentatives d'occupation française pendant le XVIe et le XVIIe siècles, au sud et au nord. — Villegagnon et La Ravardière. — La défense portugaise. — Le sentiment national se révèle par une littérature naissante.

III. — L'union hispano-portugaise et ses conséquences pour le Brésil. — L'occupation hollandaise au XVIIe siècle. — L'administration de Maurice de Nassau. — Expulsion des étrangers. — Affermissement du sentiment national. — Éveil de l'esprit de rébellion.

IV. — La conquête de l'intérieur pendant l'époque coloniale. — Les « bandeirantes » paulistes et leur grande œuvre. — L'Espagnol comme ennemi. — La fixation des limites.

V. — Bahia centre de luxe, et Minas-Geraes centre d'activité. — La prose des vers et la poésie de l'or. — Les mines, source de pauvreté. — Le système d'administration portugais.

VI. — L'esprit d'autonomie contre l'esprit de despotisme. — La conspiration de 1789, produit de la philosophie française et de la suggestion républicaine des États-Unis. — Démocraties néo-latines d'Amérique. — Le supplice de Tiradentes.

VII. — La cour portugaise établie à Rio-de-Janeiro en 1808. — Un roi sage. — La transformation politique et sociale sous l'influence des nouvelles idées. — Le Brésil-royaume.

VIII. — L'indépendance s'accomplit comme une sorte de divorce. — Rôle important de José Bonifacio. — Le Prince royal facteur principal de la séparation.

IX. — L'Empire vis-à-vis des grandes puissances européennes. — Le rôle de l'Autriche et celui de l'Angleterre. — Mission de Sir Charles Stuart à

Rio-de-Janeiro. — Le coup d'État de 1823, la Constitution de 1824 et la Confédération de l'Équateur.

X. — Impopularité de Dom Pedro Ier causée par ses tendances autocratiques et par la perte de la province Cisplatine. — L'adaptation du régime parlementaire. — L'abdication et la Régence.

XI. — Dom Pedro II. — Sa majorité anticipée et son apprentissage de souverain. — Caractéristiques de son règne. — Le fédéralisme et le principe d'autorité. — Le fameux « pouvoir personnel » et les libertés nationales.

XII. — Le rôle des partis constitutionnels et les grands problèmes politiques, économiques et administratifs. — Quarante années de paix et de prospérité. — Les motifs déterminants du changement de régime.

PRÉFACE

Je ne me donnerai pas le ridicule de présenter M. de Oliveira-Lima qui s'est acquis de si beaux titres à l'estime de tous ceux qui, chez nous, se piquent d'une culture un peu générale. Je dirai seulement les circonstances auxquelles nous devons son nouvel ouvrage.

Le Français qui fait pour la première fois le voyage de S. Paulo a des surprises charmantes. Il admire en débarquant à Santos une activité dont l'explication est plus haut, sur les plateaux où la terre violette fournit au monde les deux tiers de son café. A travers le plus merveilleux décor tropical, il monte vers la capitale de l'État sur un chemin de fer entretenu comme un jardin de luxe par une administration dont la prodigalité semble rivaliser avec l'exubérance de la végétation. Et le voici transporté dans une très grande ville qui a le bon goût de garder des maisons qui sont des foyers, et de s'étendre sur l'espace au lieu de s'évertuer à gratter le ciel. Dans ce cadre sans cesse élargi vit une élite qui croit fermement à l'avenir de la latinité, et qui nous fait l'honneur de conserver précieusement la tradition de la culture française. Je ne puis nommer tous ceux qui, sous la présidence du Dr Bettencourt-Rodrigues, entretiennent les relations les plus fécondes avec notre « Groupement des Universités et Grandes Écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine ». *Les Français qu'a reçus l'*Union Franco-Pauliste *ont connu l'exquis et le délicat.*

La distance rend naturellement ce privilège assez rare.

*Tous ceux qui n'ont pu en jouir n'en doivent pas moins une reconnaissance particulière à l'*Union Franco-Pauliste, *puisqu'ils lui doivent le livre de M. de Oliveira-Lima. C'est elle, en effet, qui nous a permis d'organiser le cours que l'éminent ministre du Brésil à Bruxelles a bien voulu nous faire cette année en Sorbonne. Il est inutile de dire le succès qu'il a obtenu. On le comprendra en lisant le volume où sont réunies les leçons qui attirèrent et retinrent un public nombreux et attentif.*

Comment s'est formée la nationalité brésilienne? Par quelles étapes a passé ce pays, ou plutôt ce continent dans lequel l'Europe, moins la Russie, pourrait tenir à l'aise? La grandeur de ce sujet rend inexcusables des ignorances qui ne sont pas toutes dissipées. Il est naturel que l'histoire de la civilisation méditerranéenne continue à occuper la première place dans l'éducation de l'Europe; il serait absurde de ne pas y faire entrer un tableau général de cette Amérique latine qui a les promesses d'un avenir nécessaire au rythme de l'humanité. L'activité industrielle des États-Unis nous a parfois inspiré une admiration qui n'allait pas sans quelque injustice. On verra dans le livre de M. de Oliveira-Lima les difficultés presque insurmontables qu'imposaient au Brésil son climat et son étendue, et les conditions mêmes de son développement. Avoir réussi à résoudre par l'assimilation et non par la destruction le problème des races, et à maintenir une unité morale dans la diversité des provinces fédérées, s'être élevé des anciennes Capitaineries jusqu'à l'idée réalisée d'une nation indépendante et capable d'une culture largement humaine, il y a dans cette évolution, si rapide malgré son apparente lenteur, et si sagement progessive, de quoi permettre et justifier tous les espoirs.

Dès 1618, *un auteur anonyme écrivait ces* « Dialogues des grandeurs du Brésil », *où se manifeste si curieusement contre les préjugés et les dédains des beaux esprits de la métropole l'amour passionné d'une terre magnifique, plus conquérante encore que conquise, puisqu'elle aspire déjà à*

devenir une patrie. Arrivé au moment où le Brésil, après la chute de l'Empire, entre dans l'histoire d'aujourd'hui, M. de Oliveira-Lima se refuse le plaisir de jeter sur le passé un regard orgueilleux. Il a expliqué le changement de régime de son pays; il nous laisse le soin de revenir sur le chemin parcouru et de tirer nous-mêmes la conclusion. Et, précisément parce qu'il n'a jamais négligé les ombres à côté des lumières, parce qu'il a toujours parlé en historien impartial, son livre exhale un optimisme robuste et sincère. C'est, dans sa simplicité voulue, le plus émouvant « Monologue des grandeurs du Brésil ».

A ces grandeurs aucun pays n'applaudit avec une plus profonde sympathie que le nôtre. La France a commencé par aimer le Brésil d'un amour qui n'était pas désintéressé. Elle a été de ces ennemis dont M. de Oliveira-Lima dit si joliment que leur inimitié est un hommage, puisqu'elle a sa source dans la plus vive des amitiés. Elle a rêvé de devenir au pays des perroquets et de l'or une France « antarctique et équinoxiale ». Les incursions des corsaires normands ou bretons au XVI*e siècle et l'expédition de Duguay-Trouin en* 1711 *ne réussirent pas plus que la diplomatie de Catherine de Médicis à ravir aux Portugais une colonie qui ne devait être conquise que par elle-même. De ces prétentions que les Brésiliens nous font l'honneur de déclarer flatteuses, il ne reste que le nom de Villegagnon donné à l'une des îles de cette merveille du monde qu'on appelle la baie de Rio-Janeiro. C'est un Français qui semble avoir choisi pour le Brésil l'emplacement de sa future capitale. Il n'a certainement pas manqué de goût.*

La grande et légitime action de la France au Brésil a été toute morale et intellectuelle. Ce n'est pas pour nous un des moindres intérêts du livre de M. de Oliveira-Lima que de nous faire voir comment l'évolution de nos idées oriente, pour ainsi dire, le développement politique et social d'un pays qui commence en 1789 *à conspirer pour la liberté, n'arrive à l'indépendance qu'en substituant à la notion traditionnelle*

du royaume la conception napoléonienne de l'empire, et, après avoir subi le contre-coup de 1830 *et de* 1848, *prépare en* 1870 *le triomphe d'une République qui semble avoir voulu attendre, pour s'imposer, le premier centenaire de notre grande Révolution.*

Ce n'est pas à un Français qu'il convient de dire ce que le Brésil a pu gagner à s'être mis ainsi à l'école de notre libéralisme. Mais comment ne se féliciterait-il pas que l'histoire lui fournissse une raison de plus d'avoir une dilection particulière pour une nation qui, sans cesser d'être elle-même, communie avec la sienne dans un même idéal?

Cet idéal n'a pas besoin, pour s'exprimer, des mots sonores que l'on reproche volontiers aux Latins. Le patriotisme réfléchi de M. de Oliveira-Lima ne cherche des raisons que dans la raison, et ne veut séduire que par une peinture fidèle des hommes et des choses. Ce diplomate, qui a beaucoup voyagé et beaucoup lu, a pris l'habitude de ne jamais se contenter d'un point de vue. Il est entré tour à tour dans l'esprit yankee et dans l'âme japonaise, et ses promenades en Europe ont élargi encore une culture qui ne se lasse point de contrôler dans les livres d'hier les observations d'aujourd'hui. Un étranger, qui aurait fait dans les archives les recherches de M. de Oliveira-Lima, ne parlerait pas du Brésil avec plus de liberté. Un Français n'écrirait pas avec une clarté plus facile. La critique n'a jamais fait qu'une réserve sur ses livres, et qui portait précisément sur la réserve même de leur auteur. M. de Oliveira-Lima a la coquetterie de la discrétion. Et c'est pourquoi son œuvre est proprement un charme pour ceux qui savent lire entre les lignes. Et c'est pourquoi je me garderai bien de parler de sa personne et de la délicatesse de son amitié. Je voudrais pourtant le remercier de m'avoir fait l'honneur de me demander cette préface importune. Mais n'en ai-je pas déjà trop dit?

Ernest MARTINENCHE.

Dakar, 18 août 1911.

AVANT-PROPOS

UN DIPLOMATE ACTUEL

I

Dans l'œuvre, considérable à plus d'un titre, de M. Oliveira-Lima, il y a un livre de *Choses diplomatiques*, composé de divers articles relatifs au sujet ainsi indiqué et publié d'abord dans la presse périodique, de 1903 à 1907.

Dans la diversité de leurs thèmes et de leurs motifs, ces articles gardent toutefois une entière unité; celle-ci résulte moins du fait qu'ils traitent tous de sujets concernant la diplomatie, que de l'argument fondamental et constant développé à travers les trois cents pages du volume. Cet argument n'est autre que celui-ci : — pour répondre aux nécessités actuelles, la diplomatie moderne ne peut ressembler à la diplomatie classique : celle d'intrigues politiques, de secrets de cabinets, d'habileté et d'astuce machiavéliques, d'attitudes et de raideurs protocolaires déguisées ou fardées d'élégances mondaines et de suffisances courtisanesques. Moins encore quand il s'agit de la diplomatie d'une démocratie, d'une démocratie américaine surtout; que la nation est neuve et pleine d'avenir, sans traditions capables de

porter obstacle à la désinvolture naturelle de sa jeunesse, et que, de plus, étant presque complètement inconnue, elle éprouve un impérieux besoin de se faire connaître et estimer. Bien au contraire, la diplomatie de ces nations, et même celle des nations anciennes et fameuses doit être de nos jours un agent vivant, d'aspect multiple et varié, du progrès de leurs intérêts de tout genre, un agent qui réponde à toute opportunité en triomphant des entraves de la routine. L'assertion peut être facilement corroborée par des exemples illustres, et M. Oliveira-Lima en donne maintes preuves dans son livre.

Le progrès de notre époque, favorisé par la publicité la plus large, en même temps que par la commodité et la rapidité des communications, a annulé de fait l'ancienne méthode diplomatique précisément dans ce qui constituait son emploi : les relations politiques entre les peuples, au moyen de délégués auprès des gouvernements respectifs. Ces relations s'opèrent maintenant de gouvernement à gouvernement, de chancellerie à chancellerie, et le rôle des ministres diplomates serait réduit aujourd'hui à celui de simples messagers si, conformément aux conditions de la nouvelle ère, il ne s'ouvrait pour eux de nouveaux champs d'activité à ce que l'on continue d'appeler leur diplomatie. Agents commerciaux assimilés aux consuls, quand le réclamera l'occasion économique; agents intellectuels, quand le requerra l'intérêt de la culture nationale; agents de l'honneur et du crédit de leur pays, quand l'exigera la bonne renommée de sa civilisation; agents industriels, quand l'industrie nationale sollicitera leurs services; tels seront forcément les diplomates de demain, en dépit de la présomption hiératique attachée à la « carrière », sous peine de devenir des nullités revêtues de superbes uniformes.

Je crois qu'en l'exposant ainsi, je ne trahis point la pensée essentielle du livre *Choses diplomatiques*. Honnêtement, en homme de cœur qu'il est, M. Oliveira-Lima diplomate s'est toujours efforcé de se mettre d'accord avec M. Oli-

veira-Lima publiciste. Et le présent volume — pour lequel j'écris, bien inutilement, cette préface que je n'ai pu refuser aux sollicitations d'un ami — nous est un nouveau témoignage de la supériorité avec laquelle il a su réaliser son noble idéal.

Même avant d'écrire *Choses diplomatiques*, dont les pages renferment un programme complet de réforme diplomatique s'appuyant sur des raisons et des démonstrations théoriques et pratiques, M. Oliveira-Lima avait déjà commencé à mettre en œuvre la diplomatie qu'il préconise, laquelle a pour elle plus que les meilleures raisons : — la propre force des choses.

C'est que l'auteur n'est pas entré dans la diplomatie comme un jeune bachelier quelconque, séduit par les oripeaux et les galanteries de la carrière, avide de courir le monde, de jouer au dandy loin de la patrie et aux dépens de celle-ci, et qu'il ne s'est jamais senti entraîné par l'attrait d'autres puérilités sublimes de ce genre. Tels ne furent point les motifs qui déterminèrent sa vocation. A peine fût-il entré en fonctions qu'il révéla son caractère sérieux et son tempérament studieux. Dans la jeune diplomatie républicaine où il débuta en 1890, à vingt-trois ans, et où il se distingua bientôt, il fut, si je ne me trompe, le premier à s'occuper durant les longs loisirs que laisse, à en croire les médisants, le service de nos légations, et à s'y livrer à d'autres exercices que ceux consignés dans le rituel diplomatique mondain. De cette discordance par rapport à sa caste est résulté le livre dans lequel on peut dire qu'il a trouvé le secret de rendre intéressante l'histoire locale d'une ancienne province brésilienne : *Pernambuco et son développement historique*. (Berlin, 1895). Cet ouvrage, quoique marqué des signes inévitables d'un premier livre de jeunesse, est, dans son genre, un modèle pour lequel l'auteur n'avait, chez nous du moins, aucun exemple à imiter.

Ayant reçu son éducation loin de son pays natal et

dès son jeune âge absent de la patrie, M. Oliveira-Lima a pu librement fortifier son nationalisme et son patriotisme, — pour nous servir de la distinction qu'il a lui-même établie; — et il a pu se livrer dès lors à l'étude de l'un et de l'autre, de leur histoire dans le passé et dans le présent, de leurs institutions, de leur littérature, témoignant par là de beaucoup d'intelligence en même temps que d'un amour profond et sincère. De cet attachement aux choses de la patrie devaient résulter, outre l'ouvrage déjà cité : *Sept ans de république au Brésil* (Paris, 1896), réfutation et éclaircissement de l'opinion européenne moins sympathique à nos nouvelles institutions; — *Aspects de la littérature coloniale brésilienne* (Leipsig, 1896); — *Mémoire sur la découverte du Brésil et négociations diplomatiques auxquelles elle a donné lieu* (1900); — *La Reconnaissance de l'Empire* (1901); — *Relation des manuscrits intéressant le Brésil, existant au Musée Britannique de Londres* (1903); — *Éloge académique de F. A. Varnhagen* (1903); — travaux d'étendue plus ou moins grande, livres et brochures, tous, cependant révèlent la même vocation de l'historien de sa patrie et la même affection constamment inspirée par celle-ci. A la liste de ses livres il convient d'ajouter encore : *Aux États-Unis* (1899) et *Au Japon* (1903), ainsi que l'œuvre de fiction théâtrale, où il se montre d'ailleurs plus historien qu'artiste, *Le Secrétaire du Roi* (Paris, 1900).

Dans les deux ouvrages qu'il a composés pendant son séjour comme diplomate dans ces deux intéressants pays, l'unique pensée de servir le sien demeure encore évidente, car c'est au Brésil que se rapportent à l'occasion ses observations et ses réflexions. A la même préoccupation se rattache aussi sa pièce de théâtre, dont le personnage principal représente l'un des plus insignes Brésiliens des temps coloniaux, Alexandre de Gusmão.

II

Ces livres et ceux qu'il a publiés depuis assurent à M. Oliveira-Lima une place peu commune dans la littérature brésilienne contemporaine, sinon par une correction parfaite de la forme, — dont, je regrette de devoir le constater, il ne se préoccupe pas assez, — du moins par des qualités de savoir et de pensée. Ce n'est peut-être pas un styliste, mais c'est un écrivain. Il y a toujours, dans tout ce qu'il expose, une pensée dont il veut nous persuader, — ce qui est le signe le plus élevé auquel se reconnaît l'écrivain, — et il faut avouer qu'il y réussit. Sa conception du métier littéraire est, si je ne me trompe, que celui-ci comporte des charges et des responsabilités devant la culture et la civilisation dont les lettres doivent être les austères servantes et non le frivole ornement. C'est pourquoi il a accompli, depuis le début de sa carrière diplomatique (1890-1904), l'œuvre que nous voyons, en mettant en pratique sa propre maxime qui consiste à servir son pays en dehors des tâches obligatoires du service; c'est ainsi qu'il a étudié et divulgué notre histoire si mal connue, qu'il en a fouillé passionnément les archives, qu'il nous a instruits de l'exemple des grands pays qu'il était intéressant pour nous de mieux connaître et des questions qui se débattaient à l'extérieur et auxquelles nous ne pouvions rester indifférents; c'est ainsi qu'il a défendu le Brésil contre toute supposition injuste ou erronée, contribuant par là à la bonne opinion que l'on pouvait s'en faire, et éclairant l'étranger sur nos efforts dans la voie de la culture et de la civilisation.

Étant donné son esprit et son caractère, M. Oliveira-Lima ne pouvait rester tant d'années dans la carrière, y occuper des

postes et y remplir des missions si diverses sans en saisir tous les aspects, les portées et les attributions, sans en connaître à fond toutes les fautes et les défauts. N'étant pas homme à s'accommoder de tout, n'étant ni un intrigant ni un neutre, on pouvait s'attendre à ce qu'il rendît public le résultat de son enquête, d'autant plus qu'il ne s'agissait d'aucun dangereux secret diplomatique, mais uniquement de faits d'observation personnelle. Ce qui l'honore surtout, c'est qu'il n'a pas publié son livre pour le plaisir de médire de la « carrière », mais uniquement pour témoigner de la nécessité de l'améliorer et de la rendre plus profitable au pays. M. Oliveira-Lima n'est pas un contempteur de l'ancienne diplomatie; il ne nie point ses mérites ni les services qu'elle a rendus. Bien au contraire, il les connaît, les reconnaît et les proclame même dans maints passages de son étude ainsi que dans les profils bien tracés de quelques-uns de nos diplomates les plus estimés : le baron de Carvalho Borges, le baron de Penedo, Souza Corrêa, le vicomte de Cabo Frio, — ses premiers maîtres ou anciens chefs. Seulement, il lui semble à lui, esprit rien moins que routinier et des plus avertis contre les mirages professionnels, que puisque tout a subi une évolution, la diplomatie ne peut demeurer stationnaire, et qu'à des situations nouvelles il faut des méthodes nouvelles.

C'est le courage patriotique de dénoncer une situation anormale parce qu'elle est incohérente eu égard au moment actuel de notre vie publique, qui lui a inspiré son recueil de *Choses diplomatiques* et un autre volume, paru la même année et de sujet analogue : *Pan-américanisme* (1908). Certes, c'est un signe de supériorité d'âme que le détachement du soi-disant esprit de corporation, le mépris des vulgaires camaraderies de classe. Seuls les médiocres ou les intéressés se cramponnent, dans l'expectative égoïste de profits personnels, aux fétiches du clan. M. Oliveira-Lima a honorablement préféré servir son pays et relever sa propre classe en en bravant les préjugés et en tâchant de la

réformer pour la sauver du reproche d'inutilité dispendieuse dont mentalement l'accablent avec quelque raison presque tous les Brésiliens.

Joignant l'exemple à la parole, il a accompli la belle œuvre de féconde diplomatie de cette dernière période de sa carrière, et il n'a cessé de s'y vouer depuis son retour en Europe comme ministre plénipotentiaire.

En Belgique où il est accrédité en cette qualité et où il atteignit vite une haute réputation, en Suède où il remplit les mêmes fonctions près le gouvernement, à Vienne, à Paris et dans d'autres capitales, il a su se faire reconnaître, selon l'heureuse expression du grand Suédois Bjorkman, comme l'ambassadeur intellectuel du Brésil. En des conférences, par des articles de journaux et de revues, par des livres et des brochures sans nombre, à des Congrès, dans des Universités et des Chambres de Commerce, son action intelligente et éclairée, à la fois remplie d'ardeur et de tact, s'est exercée inlassablement en faveur et au profit du Brésil. Dépourvue de tout concours officiel de son pays, mais s'appuyant en premier lieu sur une douce collaboration domestique, aussi intelligente et dévouée que modeste et discrète, ensuite sur la conscience de bien faire et sur l'entière approbation de ses compatriotes, l'œuvre de M. Oliveira-Lima, œuvre de haute et efficace diplomatie, nous a été du plus grand avantage.

A la réputation encore à demi-coloniale de pays d'une belle nature sauvage et d'immenses richesses inexploitées, de premier producteur du café et du caoutchouc, il a ajouté — sans rien négliger de ses aspects économiques qu'il sait proclamer et faire ressortir au besoin — les qualifications de pays où grandissent et s'épanouissent la culture européenne et la civilisation occidentale. Dans un Congrès scientifique, à Vienne, il est parvenu à faire admettre notre obscure et dédaignée langue portugaise comme l'un des idiomes officiels de cette assemblée, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. En cette même ville, dans un Congrès de

musique classique, il est parvenu à faire entendre, de pair avec celles de Haydn et de Mozart, les compositions de notre P. José Mauricio ressuscité par le généreux effort du regretté vicomte de Taunay.

Il a amené l'intellectualité française à célébrer en Sorbonne, — c'est-à-dire dans un centre qui est comme le forum intellectuel de l'Europe — l'intellectualité brésilienne par une commémoration solennelle de Machado de Assis. Il a fait reconnaître en Belgique la nécessité de fonder des chaires de langue portugaise, et il aura la satisfaction de présider, en octobre prochain, l'inauguration de l'une de ces chaires créée à l'Université de Liège. Il a fait apprécier, dans la plus répandue peut-être des revues françaises, l'œuvre littéraire du Brésil contemporain. Il a attiré l'attention des capitalistes européens sur les richesses de notre pays, comme il a éveillé l'intérêt des classes cultivées de l'Europe sur les manifestations de notre civilisation. Il a favorisé l'accroissement de nos relations commerciales en encourageant la formation de Chambres de Commerce destinées à développer nos échanges à l'étranger.

De cette laborieuse période datent, outre ses deux ouvrages relatifs aux sujets diplomatiques, *La langue portugaise et la littérature brésilienne*, — *Machado de Assis et son œuvre littéraire*, — *La Conquête du Brésil*, publiés en français, et d'autres conférences, discours, articles, prononcés dans des réunions d'associations, de Congrès, d'Académies, ou publiés dans des journaux ou des revues, tous animés du même sentiment de patriotisme élevé et intrépide, — surtout intrépide, — et du désir de servir son pays en augmentant en faveur de celui-ci la considération de l'étranger.

Ce « *cri de son nid paternel, inspiré non par un vil intérêt* » (1), il l'a jeté cependant — et nul plus grand éloge ne pourrait, je pense, lui être adressé — sans aucune de ces réclames

(1) Camôens, *Lusiades*.

tapageuses ni de ces exhibitions indiscrètes qui si souvent méritent le surnom de « rastaquouérisme », épithète toujours imminente qui frappe, non sans motifs, presque tout ce qui est latino-américain. Bien loin de là, la bonne tenue et la discrétion de sa propagande révèlent toujours le gentleman dans le diplomate louant sa patrie.

De cette période date aussi le livre capital dans l'œuvre de M. Oliveira-Lima : *Dom Jean VI au Brésil.* C'est plus qu'une monographie du prince qui présida à l'organisation du Brésil et en prépara l'indépendance en en hâtant les destinées; c'est l'histoire générale du pays, son histoire économique, politique, sociale, littéraire pendant toute cette époque qui s'étend de 1808 à 1821. Ce livre restera comme l'un des travaux les meilleurs et les plus achevés sur notre culture historique de ces derniers temps.

III

Le 15 mars dernier, à l'amphithéâtre Turgot de la faculté des Lettres de la Sorbonne, M. Oliveira-Lima inaugurait la série de ses conférences, — ou de son cours, comme l'appela officiellement la haute administration de l'Université de Paris — sur la Formation historique de la nationalité brésilienne. En le présentant à l'auditoire nombreux et choisi qui était venu l'écouter, M. Alfred Croiset, le grand helléniste et historien, doyen de la faculté, fit cette remarque, que M. Oliveira-Lima était le premier diplomate étranger occupant une chaire au célèbre institut du savoir et des lettres françaises.

Présenter une synthèse de notre évolution historique à un public entièrement ignorant de celle-ci était déjà une tâche difficile, mais ce qui l'était beaucoup plus, c'était de rendre pareille synthèse intéressante pour les étrangers.

**

Sans éviter tout à fait les longueurs auxquelles cette ignorance, prévue mais en tout cas excusable, l'obligeait fatalement, M. Oliveira-Lima triompha vaillamment de la première difficulté. Il tâcha de vaincre habilement la seconde, peut-être plus grande, en introduisant dans ses leçons tout le pittoresque que comportait la partie narrative, et particulièrement, eu égard à la nationalité de ses auditeurs, en s'étendant davantage sur la part prise par les Français dans cette histoire. Le point important pour une série de lectures de ce genre, n'était cependant point de faire connaître, même dans sa généralité, l'histoire d'un pays lointain et inconnu comme le nôtre. On ne pouvait en aucun cas en espérer autant. Ce qui importait davantage, c'était d'intéresser l'auditoire pendant l'espace de quelques semaines, en lui laissant une idée, même vague, de l'évolution de ce pays. D'après les informations d'origine française, à ne prendre même que celles-là, ce but a été pleinement atteint par M. Oliveira-Lima. Non seulement pour le Brésil, mais même pour l'Amérique du Sud, ces conférences ont eu immédiatement un effet utile, car on a présenté au Conseil municipal de Paris un projet tendant à créer à la Sorbonne une chaire d'histoire et de géographie des républiques latines de cette partie de l'Amérique, projet dont l'idée a été manifestement inspirée par le cours de M. Oliveira-Lima.

Plus significative encore, s'il se peut, de l'intérêt éveillé par sa série de conférences est l'invitation qu'il a reçue, d'abord de l'Université de *Leland Stanford*, de Californie, pour y professer soit l'histoire du Brésil, soit celle de l'Amérique du Sud, et, ensuite, d'un groupe d'universités américaines pour entreprendre dans plusieurs facultés une série de conférences sur ces thèmes. Le Brésil, et particulièrement l'intellectualité brésilienne ne pouvaient recevoir un plus agréable hommage des représentants de la haute culture nord-américaine.

L'intérêt que ces conférences ont excité en Sorbonne, ce livre où il les a réunies, non seulement le justifiera complè-

tement, mais il contribuera à le fortifier et à le maintenir. Les Français et les Européens familiarisés avec la langue française trouveront ici, intelligemment résumée, à grands traits il est vrai, mais fermes et nets, le récit exact d'une nation américaine qui tient à honneur de ne pas laisser se perdre et péricliter chez elle l'héritage de la civilisation européenne; d'une nation dont l'existence n'est d'ailleurs pas tout à fait dépourvue de gloire, ne fût-ce que par l'ardeur qu'elle déploie à conserver et à augmenter cet héritage.

Mettant à profit, comme il le déclare si loyalement à chaque page de ses leçons, le meilleur de l'érudition brésilienne à laquelle il appartient lui-même, M. Oliveira-Lima a pu instruire ses auditeurs des derniers résultats auxquels est parvenue notre historiographie. En utilisant copieusement et sagement les récits et les observations de nombreux voyageurs étrangers qui nous ont visités et étudiés depuis nos débuts, il a judicieusement remplacé les opinions et les impressions nationales, peut-être suspectes, par des jugements et des témoignages exempts de tout préjugé patriotique, lesquels mériteront ainsi, espérons-le, un meilleur accueil et plus de crédit de la part du public étranger. De plus, la littérature brésilienne d'imagination lui a servi à noter ou à prouver certains traits de nos coutumes ou de notre caractère national tout en lui permettant de compléter par là, comme il l'a si ingénieusement tenté dans ces pages, la physionomie particulière de notre pays et de notre peuple. On y trouvera alliée, sans réticences ni déguisement de la vérité, à l'affectueux sentiment de la patrie la raison éclairée de l'historien.

C'est bien l'œuvre d'un diplomate actuel, à la fois homme de lettres distingué, qui sachant remplir avec honneur ses obligations réglementaires et ses devoirs protocolaires, rehausse l'administration de sa charge par la recommandation fervente, intelligente et exemplaire de sa nation.

JOSÉ VERISSIMO.

Rio de Janeiro, le 27 juin 1911.

FORMATION HISTORIQUE

de la

Nationalité brésilienne

I

MESDAMES, MESSIEURS,

Avant de commencer, je tiens à vous demander pardon de ma hardiesse. Faire en Sorbonne un cours sur une histoire que vous êtes portés à croire peu intéressante, c'est déjà osé; mais le faire en français, c'est plutôt téméraire. Il n'y avait cependant pas moyen de faire autrement, pour remplir, dans ce cas particulier, l'un des buts que s'est proposés l'excellent *Groupement des Universités et Grandes Écoles de France* pour les relations avec l'Amérique latine. Un cours en portugais serait ici chose tout à fait inutile : autant ne pas tenter l'aventure. Et nous pensons — chaque peuple a ses vanités — que le Brésil gagne à être connu par son côté historique, qu'il présente un raccourci de l'évolution de la culture moderne. Victor Hugo a écrit aux Brésiliens, au moment de la mort de son ami Ribeyrolles, un proscrit du 2 décembre qui s'était réfugié chez nous, que nous sommes une généreuse nation. « Vous avez — telle est la phrase lapidaire du grand poète, et je la répète avec orgueil et émotion — vous avez le double avantage d'une terre vierge et d'une race antique. Un grand passé historique vous

rattache au continent civilisateur. Vous réunissez la lumière de l'Europe au soleil de l'Amérique. »

Vous en jugerez vous-mêmes. Je vous demanderai seulement quelque indulgence pour les défauts du français que je parle, non pas patriotiquement mal, comme le personnage du romancier portugais Eça de Queiroz, mais involontairement mal, comme presque tous les étrangers.

On se dispute toujours au Brésil, entre gens studieux, pour savoir si la découverte du pays fut l'œuvre du hasard ou le résultat d'un plan — dans le sens bien entendu, que les caravelles d'Alvares Cabral allaient, comme beaucoup d'autres, à la recherche de terres inconnues ou plutôt mal connues, puisque de vagues traditions, des prophéties toujours interprétées à souhait et même des représentations cartographiques plus ou moins fantaisistes s'accordaient à placer des îles mystérieuses à la hauteur du double continent américain. Je pourrais vous en citer plusieurs de ces cartes et même de ces globes. Ce serait de l'érudition facile, que vous pouvez puiser ailleurs dans tous les détails. Je rappellerai seulement, en passant, que le graveur italien d'une médaille de bronze à l'effigie de Charles IV d'Anjou, comte de Maine, ayant à dessiner, vers la moitié du XVe siècle, une mappemonde, désigna, avec l'esprit d'à propos qui distingue sa race, sous le nom de « Brume » (en latin, *Bruma*) le quatrième continent, lequel occupait alors d'une façon très marquante l'attention des cosmographes.

A l'obsession héroïque de ravir la Terre Sainte aux infidèles qui la détenaient et qui souillaient de leur présence impure le sépulcre du Christ — obsession qui engendra les Croisades et remplit le Moyen Age — succéda, à l'aube de la Renaissance, la préoccupation plus pratique de ravir à ces mêmes infidèles le commerce de l'Orient, qu'ils entretenaient par l'Égypte et la Mer Rouge, et qui enrichissait Venise. La jalousie mercantile entre chrétiens poussa vers

l'Océan ténébreux les nations de cette Péninsule Ibérique à laquelle les Phéniciens avaient communiqué un peu de leur instinct des affaires, et le xve siècle fut employé par l'une d'elles à tâcher de contourner l'Afrique, afin de trouver une route vers les Indes. Elle y réussit en même temps que l'autre, prenant la route de l'occident pour atteindre les régions merveilleuses de l'est, se trouva tout d'un coup en face d'un monde qu'on appela nouveau, mais qui n'était pas insoupçonné.

Je ne remonterai pas au déluge; mais au cours de l'antiquité classique, Aristote, le philosophe grec, et Strabon, le géographe de culture gréco-latine, eurent tous les deux l'intuition de continents peuplés s'élevant en plein Océan Atlantique, à distance de la Méditerranée. Strabon surtout précisa l'existence d'une terre occidentale, laquelle pour ainsi dire hanta plus tard l'imagination de nombre de savants à tendances d'humanistes, et qui tantôt se voyait réduite à l'île des Sept-Cités ou Antille, tantôt prenait les proportions d'une « Terre ferme ».

Cabral n'était certes pas un savant. Nous nous le représentons plutôt comme un homme de cour, d'une intelligence éveillée et renseigné sur ces données ou mieux sur ces conjectures. De plus, il avait avec lui, à bord, un physicien, maître Jean, instruit par métier sinon curieux par nature. Ce sont deux éléments en faveur de la seconde hypothèse; mais j'aurais peur de compliquer les choses, surtout pour des auditeurs étrangers au sujet, en rappelant d'autres probabilités qui ne changeraient guère le dénouement, attendu que celui-ci manque également dans ce problème historique.

Je ne veux point dire par cet adverbe que la caractéristique des problèmes historiques est de demeurer insolubles, mais bien sûrement ils s'étayent sur des suppositions et des discussions, puisque le rôle de l'historien est de compléter celui de l'annaliste et d'essayer d'expliquer les faits de l'humanité — et encore faut-il qu'ils ne soient pas

controuvés — en dégageant leurs mobiles et leurs conséquences, c'est-à-dire l'esprit philosophique qu'ils renferment. L'histoire serait donc la réalité sociale, l'activité morale interprétée — tout comme l'art est l'interprétation de la nature.

J'ai pris moi-même, au sujet de la découverte du Brésil, dans un petit travail sans prétention, une position moyenne : ce sont toujours les plus commodes, souvent les plus justes, parfois les plus stables. Alvares Cabral se dirigeait ostensiblement et effectivement vers les Indes, récemment retrouvées par Vasco da Gama, en contournant le cap de Bonne Espérance. Vasco da Gama lui-même avait recommandé à la nouvelle expédition de naviguer le plus possible à l'ouest, afin d'éviter les calmes plats de la Guinée, que les voiliers de ces parages connaissent fort bien. Cabral se le tint pour dit, et il est même bien possible qu'il prit exprès le conseil trop à la lettre, dans l'espoir secret de voir surgir, lui aussi, quelqu'une de ces îles fabuleuses qui chaque jour, parès que leur charme fut rompu, se dévoilaient aux yeux des marins, surpris que l'Océan, jadis appelé ténébreux, renfermât tant de choses ignorées.

Une tempête survint peut-être, ce qui ne laisse pas d'être admissible, car la bonace a besoin d'être justifiée : les conditions ordinaires suffisaient cependant à amener le même résultat. Les douze navires de la flotte, chaque jour plus éloignée de la route maritime la plus directe à suivre pour gagner l'Orient, furent entraînés par les vents alizés et par des courants maritimes que les océanographes ont reconnus sur place, jusqu'aux rivages d'un continent qu'ils prirent naturellement pour une île — erreur que des voyages ultérieurs permirent de rectifier. Les vents et les courants qui de la Guinée conduisent en Amérique du Sud se trouvent relevés dès les premiers routiers de navigation, et au XVIIe siècle, le Hollandais Linschot reproduisait encore le conseil donné par les pilotes portugais aux navigateurs, de se diriger en ligne droite du Sénégal ou de Sierra Leone au

Brésil, pour revenir de là vers le sud de l'Afrique, afin de doubler avec plus de sûreté le cap de Bonne-Espérance. (E. Guérin, *Les Français au Brésil.*)

L'aventure de 1500 devenait plus importante que Cabral n'aurait pu l'imaginer. Le Brésil était découvert à une longitude qui le plaçait dans la sphère, non pas d'influence mais de domaine, attribuée au Portugal par le Saint-Siège.

L'histoire du partage romain du Nouveau-Monde est faite, et M. Henry Harrisse, le piocheur infatigable de l'*Americana Velustissima*, y a donné les dernières retouches. Ce ne fut pas grâce à un mouvement spontané de générosité de la part du Saint-Siège que le Portugal conquit ses droits à la conversion des païens et au salut des infidèles. Les requêtes auprès des souverains pontifes se succédèrent — la série des bulles et des brefs en fait foi — et les concessions papales devinrent encore l'objet de négociations avec l'Espagne, quand celle-ci se mit pareillement à protéger les entreprises hasardeuses au-delà des colonnes d'Hercule, et qu'elle eut la chance d'accéder aux suggestions de Colomb.

L'élan fut même tel qu'en 1500, l'année où Cabral jeta l'ancre à Porto Seguro, Yañez Pinzon reconnut une partie de la côte nord du continent méridional et mouilla dans l'énorme embouchure de l'Amazone, qu'il prit pour une mer douce; tandis que Diego de Lepe, un autre Espagnol, s'arrêta devant des côtes septentrionales du Brésil, signala le cap Saint-Augustin et vérifia que le littoral à partir de là s'incline graduellement dans la direction sud-ouest.

Les difficultés diplomatiques ne provenaient toutefois pas seulement de la Castille où du reste elles avaient été aplanies par des traités, dont la précision mathématique était loin d'être parfaite, mais qui mettaient un peu d'ordre dans cette poursuite peu à peu effrénée, à travers l'inconnu, du mirage de l'or. La France avait, elle aussi, des marins audacieux et des commerçants ambitieux. Les

armateurs de Honfleur et de Dieppe étaient réputés à juste titre parmi les plus opulents de l'époque, et les corsaires armés par eux comptaient parmi les plus hardis à croiser les mers.

Précisément l'un des problèmes historiques dont je vous parlais tout à l'heure et qui reste sans solution définitive, malgré toute l'ardeur que mit à l'étudier feu M. Margry, un érudit de grande envergure, parce qu'il avait en lui, en plus de la science, la passion du patriotisme, est celui de la priorité de la découverte du Brésil par les navigateurs normands. Je vous signale à ce propos les beaux travaux, entre autres, de M. Paul Gaffarel et de M. E. Guérin, — celui-ci tout récent — me bornant à attirer votre attention sur la persévérance des convoitises de la France d'autrefois relativement à cette région qu'elle était destinée à dominer un jour par l'intelligence et par le sentiment, en devenant l'éducatrice de nos esprits en quête d'horizons plus larges et l'inspiratrice de nos âmes assoiffées de liberté.

Les premiers colons du Brésil furent des déportés que le gouvernement portugais y débarquait de force, généralement par groupe de deux, pour apprendre la langue du pays et servir d'interprètes aux futures expéditions; des aventuriers qui ne reculaient pas devant la solitude morale; des marins échappés à des naufrages assez communs sur les écueils de la côte, parmi les embarcations qu'on envoyait pour effectuer des reconnaissances ou des chargements; enfin, des spéculateurs qui venaient trafiquer de tout et se laissaient enjôler par les appas de la barbarie. Le nombre de ces colons grossissait chaque année, comme aussi celui de ceux qui ne s'y rendaient que comme des oiseaux de passage.

Quelques-uns de ces personnages ont laissé un souvenir impérissable. Ainsi celui surnommé le Bachelier de Cananéa, licencié en droit, déporté pour un délit quelconque et débarqué dans ce port, en 1501, par la petite flotte venue en reconnaissance aussitôt que la découverte eût été annoncée

à Lisbonne, et qui avait Américc Vespuce à bord d'une de ses caravelles, en qualité de pilote expérimenté. Trente ans après, l'escadre de Martim Affonso de Souza, dépêchée avec la mission d'occupation formelle de la nouvelle colonie, retrouva le Bachelier vivant paisiblement au milieu des Indiens.

Un autre fut João Ramalho, qui s'était installé au haut du plateau tombant presque à pic sur la bande de littoral plat où est situé le port de São-Vicente, dans le voisinage de la ville actuelle de Saint-Paul, cité à la fondation de laquelle il prêta son concours sans renoncer au nouvel entourage qui, à ce que l'on rapporte, resta le sien pendant 60 ans, car il mourut en vrai patriarche, laissant naturellement une abondante descendance, document vivant de la fusion des deux races : l'envahissante et l'asservie.

Le « Caramurù » est le plus célèbre parmi ces personnages, à cause de ce surnom sur lequel repose une des traditions les plus anciennes et les plus répandues de notre première histoire. Débarquant à Bahia en 1510, très probablement par suite d'un accident de navigation, ce Portugais, du nom de Diogo Alvares, se vit entouré d'Indiens qui montraient des dispositions rien moins qu'hostiles. Pour les effrayer il eut la bonne idée de décharger son espingole. La détonation en effet sema parmi eux l'épouvante, et, faisant succéder sans délai à l'animosité le respect, valut à Alvares de la part des indigènes cette appellation fameuse de Caramurù, nom d'une sorte de gymnote dont les décharges électriques provoquent une violente commotion.

Héros de gracieuses légendes, de poèmes épiques et de drames lyriques, le Caramurù ne pourrait guère être désormais oublié. Une légende que l'histoire ratifie lui fait épouser la fille d'un chef indien : c'est l'histoire de la princesse Pocahontas, de la Virginie, et du capitaine Smith qui se reproduit dans notre continent. Une autre légende, fausse celle-ci, le fait venir en France avec sa femme, laquelle aurait eu comme marraine de baptême Catherine de Médicis.

La plus touchante des légendes rattachées au nom de Caramurù est cependant celle que le moine Santa Rita Durão mit à profit dans son épopée qu'Eugène de Monglave traduisit en français il y aura bientôt un siècle, et qui fait suivre à la nage par ses femmes délaissées — car le Caramurù devint polygame comme les autres — le bateau qui emmène en Europe Diogo Alvares et la belle *Paraguassù*. L'une de ses femmes, la plus ardente à la poursuite, la pauvre Moéma, épuisée de fatigue et plus encore de douleur, se laissa à la fin envelopper par les flots qu'elle fendit pendant des heures de toute la vigueur que pouvait lui prêter sa flamme amoureuse.

Aucun personnage de ces premiers temps du Brésil ne pourrait se vanter d'avoir passé par une plus longue série d'aventures que l'Espagnol Don Rodrigo de Acuña qui, suivant la déroute du premier circumnavigateur du globe, Fernão de Magalhães, que vous appelez couramment Magellan, se dirigea en 1525 vers l'Archipel des Moluques. L'escadre à laquelle appartenait son vaisseau ayant été dispersée avant le passage du détroit qui mène au Pacifique, Don Rodrigo chercha abri dans un port au sud de Santa Catharina, où une partie de son équipage faisant la rencontre d'anciens compagnons de Solis, l'explorateur du rio de la Plata, préféra s'établir là plutôt que de courir de nouveaux risques. Se décidant pour ces raisons à rentrer en Espagne, Don Rodrigo fit escale à Bahia, où il perdit encore quelques hommes, faits prisonniers par les sauvages et, plus loin, dans le voisinage du fleuve São Francisco, il dut se chercher un port, son vaisseau faisant eau. Justement trois bâtiments français y chargeaient du bois de Brésil. L'accueil fut bienveillant, et deux calfats furent prêtés aux nouveaux venus. Mais quand le vaisseau espagnol fut couché sur le flanc, les Français voulurent s'en emparer; Don Rodrigo parvint à les amadouer au moyen d'un important cadeau de vin et d'huile; or, pendant que l'affaire se traitait, ceux qui étaient restés à bord, voyant la réparation finie, réussirent à renflouer

le bateau, à lever l'ancre et à mettre à la voile. Quand les autres s'en aperçurent, le bâtiment espagnol filait rapidement vers la haute mer. Don Rodrigo le suivit en canot à voile pendant deux jours presque, criant et gesticulant comme un possédé : on ne voulut ni l'entendre ni le voir. Le vaisseau se perdit bientôt à l'horizon, et le malheureux commandant avec ses matelots fidèles dut retourner à terre, débarquant dix lieues plus au nord du port où il avait séjourné et où il rentra en longeant le rivage.

Entretemps deux des bâtiments français étaient partis, et le troisième les hébergea quelque temps, mais ne voulut pas les transporter. Abandonnés dans le canot, ils remontèrent la côte, descendant à terre çà et là pour recueillir des mollusques et des fruits sauvages, ainsi que pour refaire provision d'eau. A l'île de Santo Aleixo, ils trouvèrent un peu de farine de blé, un tonneau de biscuits mouillés et des hameçons qui leur servirent à pêcher quantité de poissons. De là ils passèrent à une factorerie portugaise, où pour comble de malheur Christovão Jacques leur refusa passage de retour, de sorte que Don Rodrigo de Acuña ne revit l'Europe que plus tard, paraît-il, quand Jacques fut rappelé et emmena avec lui trois cents prisonniers faits parmi les corsaires français.

Les plaintes du malchanceux navigateur furent cependant transmises à leurs destinataires d'Espagne et de Portugal, et c'est grâce à cette circonstance que l'on connaît les détails de cette suite de mésaventures, rare même à cette époque de voyages périlleux. Vous voyez que la vie sur les côtes du Brésil ne manquait, en la première moitié du XVIe siècle, ni de péripéties mouvementées ni d'intérêt dramatique.

La factorerie où Don Rodrigo de Acuña vint échouer était celle de Pernambuco, érigée aussi bien qu'une autre à Iguarassù, en face de l'île d'Itamaracà, par ce même Christovão Jacques, Espagnol de naissance à ce que l'on suppose, qui en 1526 commanda la première escadre de

défense des côtes brésiliennes et qui déjà en 1521 avait visité le littoral de la nouvelle découverte, et probablement remonté le rio de la Plata. Les deux factoreries étaient destinées à servir de point de départ à la Capitainerie qui fut officiellement nommée la Nouvelle-Lusitanie.

Pendant la première moitié du XVIe siècle, les cargaisons de bois de Brésil — bois de teinture dont le nom, dérivé de braise, à cause de sa couleur rouge, se substitua au titre officiel de Terre de la Sainte-Croix que le pays avait chrétiennement reçu tout d'abord — furent le motif d'âpres combats sur mer et autour de semblants de factoreries, qui commençaient à se dessiner par une palissade que Français et Portugais s'acharnaient tour à tour à relever et à démolir. Cette rivalité sanglante, que d'interminables pourparlers officiels ou clandestins entre François Ier de France et Jean III de Portugal, par l'entremise d'ambassadeurs et d'agents privés, ne réussirent pas à apaiser, devint même la cause principale de l'occupation effective du pays par les Portugais.

Ceux-ci ayant sur les bras et dans leurs poches tout l'Orient, commencèrent par mépriser la nouvelle possession, nonobstant les jolies phrases de la relation sur la découverte, rédigée sur place par le greffier Vaz de Caminha, vantant les agréments de la nouvelle terre, et les louanges excessives d'un personnage aussi célèbre qu'Américo Vespuce, lequel s'ingénia à n'y apercevoir rien de moins que le paradis terrestre.

La lettre de Vaz de Caminha est l'acte de baptême du Brésil. Elle était adressée au Roi et rendait compte de la bonne trouvaille. On vivait du reste à une époque où de pareilles surprises étaient quotidiennes. Le verbeux greffier décrit de façon très minutieuse mais amusante, avec force remarques, tantôt ingénues, tantôt piquantes et toujours curieuses, les menus incidents de cette première rencontre de Portugais et d'indigènes américains, depuis la réception de deux des sauvages qu'on avait amenés à bord — récep-

tion qu'on s'efforça de rendre solennelle, le chef de l'expédition ayant pris place sur un siège dressé au milieu d'une carpette, et exhibant à dessein un lourd collier d'or, pour tâcher d'apprendre si la terre ne recélait pas le précieux métal — jusqu'à la participation aux danses des Indiens d'un des personnages de la flotte, homme d'humeur enjouée qui, pris du désir de folâtrer, se fit accompagner d'un joueur de musette, et, prenant les sauvages par les mains, se mit à gambader avec eux au son de la musique, finissant même par leur donner une séance d'acrobatie qui les réjouit beaucoup mais qui ne dissipa point leur méfiance, méfiance qui toutefois restait encore bienveillante.

Sur le pays lui-même, Vaz de Caminha ne pouvait disserter longuement, car il n'en avait vu qu'une étendue très limitée. Il le décrit comme fort boisé, d'une température fraîche, et des plus abondamment arrosés. — « Il est tellement gracieux, que, voulant en tirer parti, tout y réussira, grâce à l'abondance des eaux. » Les aventuriers normands et bretons s'aperçurent vite de l'excellence de cette terre que les Portugais avaient annexée à leur domaine et des avantages qu'elle offrait au trafic maritime.

En effet, si le Brésil fut bientôt divisé en Capitaineries distribuées en donations par les gentilshommes de l'entourage du roi et les vétérans des batailles de l'Inde et des autres contrées asiatiques, ce fut surtout parce que la défense contre les Français s'imposait comme ne pouvant souffrir d'ajournement, d'autant que les Indiens leur témoignaient généralement une sympathie qui se traduisait par des alliances menaçantes.

Cette sympathie s'est renouvelée ailleurs, en Amérique du Nord notamment, et la remarque de feu Paul Bert est parfaitement vraie, quand il s'indigne de l'accusation portée contre les Français, de ne pas être des colonisateurs. Vous devez vous souvenir de ses paroles : « Pas colonisateurs ! — s'écriait-il. Demandez aux indigènes de tous les pays où nous avons passé, ce qu'ils pensent de cette race

joyeuse, bienveillante, sans morgue, habile à prendre les mœurs des vaincus, plus apte à produire qu'à détruire... »

C'était cependant des êtres belliqueux ces indigènes dont l'indianisme littéraire brésilien du XIXe siècle, engendré par Chateaubriand et stimulé par l'esprit politique de l'Indépendance, anxieux de rompre toute attache avec l'époque coloniale, ferait des créatures supérieures par la bravoure, la fierté et la noblesse. — « Où sont ces peuples primitifs? — demandait notre romancier José de Alencar, il y a un demi siècle, dans un poème indianiste inachevé et que la *Revue de l'Académie Brésilienne* imprime en ce moment — Que sont devenus, ô mon pays, nos frères, tes premiers-nés, tes fils sauvages? Ils se sont éteints. D'aucuns errent dispersés, s'abritent dans les antres comme des fauves pourchassés, ayant perdu l'ancien éclat, descendants dégénérés de la pure et altière caste. Quelques-uns, abjurant leurs rites pour embrasser la croix, ont à l'ombre de celle-ci mêlé leur sang au sang étranger. Presque tous sont morts, défendant le sol qui renfermait les restes de leurs ancêtres, les champs, gloire et conquête des aïeux, et la liberté, loi, droit sacré, plus que droit ou loi, culte profond, âpre religion d'un peuple indompté. Le serpent rampe, frémissant d'indicible plaisir, autour de sa nichée. Il se réjouit tendrement de voir ses rejetons grandir à son image... »

Tout à coup, dans le poème, l'épervier apparaît planant au-dessous des nuages, l'œil méchant, les serres rétractées, tandis que le serpent se dresse, agitant la queue, la langue bifide prête à distiller le venin. Dans la crainte toutefois de manquer le coup, il avale ses rejetons pour empêcher que ceux-ci puissent devenir la victime de l'oiseau de proie. — « Ensevelissant vivante dans le sein qui l'a formée, c'est l'expression même du poète, la nichée qu'il n'a pu sauver. »

« Ainsi, ô ma patrie, continue Alencar, tu avais bercé tes enfants à l'ombre des bois touffus, sur les eaux, aux rumeurs de la cascade. Tu les enlaçais avec tendresse dans le giron de tes vallées en fleur. Mais le soleil de l'adversité monte

à l'horizon. Quand vagabonds, enfuis dans les forêts, devenus étrangers là où fut leur berceau, ils ont laissé pencher le front tourmenté, tu leur as ouvert ton sein et les y as recueillis. Tu préféras devenir une mère orpheline de ses enfants plutôt que la patrie d'une vile race d'esclaves. »

J'ai traduit ce morceau des *Fils de Tupan*, — Tupan veut dire tonnerre, phénomène jugé surnaturel par les Indiens, manifestation de leur incomplet naturalisme religieux, où l'on a d'abord voulu faussement trouver la révélation d'une croyance panthéiste en une divinité, bien éloignée de l'abstraction conçue par ces sauvages qui n'étaient pas encore arrivés à individualiser les forces de la nature, — j'ai traduit ce passage, dis-je, pour vous signaler le tour d'esprit que prendra chez nous la génération romantique. Il en a fait d'ailleurs son originalité, comme le sentiment en fera la valeur. En même temps, je vous amène tout de suite à mesurer la distance qui sépare le Brésil d'hier où florissait cette erronée mais sincère conception patriotique, rattachant le pays devenu indépendant à la race aborigène, du Brésil des débuts, où des aventuriers portugais réduisaient en esclavage les peuplades qui les environnaient et ensuite celles qu'ils se mirent à poursuivre.

L'aménité, par instants même la cordialité des premiers rapports, avait brusquement cessé. Les Indiens apprirent vite ce que signifiait cette prise de possession de leur territoire qui les avait tout d'abord amusés : cette croix grossière, faite de deux troncs d'arbres, qu'on avait élevée sur le sable, sous une tonnelle dressée à la hâte et devant laquelle un moine barbu, revêtu d'un surplis blanc et d'une chasuble voyante, avait célébré des rites étrangers. On leur enjoignit d'obéir désormais à ces nouveaux venus, et dans le langage de ceux-ci, obéissance voulait dire servage perpétuel.

A défaut de ces hommes tout habillés de noir, pâles, continents, ascétiques, aux paroles douces et aux gestes caressants, qui accoururent peu après pour les défendre,

personne ne les aurait protégés. Les mauvaises passions avaient libre cours entre gens dont le seul lien commun était l'espoir de la fortune; mais les nouveaux venus, qui accompagnèrent un gouverneur général, envoyé en toute diligence pour faire cesser l'anarchie vraiment féodale des donataires et centraliser l'administration éparpillée et languissante, menèrent bravement la campagne en faveur des opprimés, fondant des missions pour leurs néophytes et en même temps renseignant la Cour sur les conditions morales de cette société lointaine en formation.

Ils rachetèrent ainsi, par un dévouement et une persévérance qui ne laissèrent pas de susciter de sanglantes représailles, le crime collectif du premier asservissement de toute une race spoliée de ses droits les plus élémentaires, et à laquelle on dut substituer dans les travaux pénibles les nègres importés d'Afrique et considérés dès le commencement des découvertes comme marchandise de trafic. Simultanément les Jésuites dénonçaient les abus des autorités et flétrissaient les vices des colons, s'unissant et s'imposant, quoique en très petit nombre, par une croisade contre l'immoralité et la violence. C'est ce que l'écrivain allemand Boehmer, récemment traduit par M. Gabriel Monod, appelle si bien : « prendre les devants sur les gouvernements coloniaux, envisager, aborder et résoudre, d'une manière indépendante, les grands problèmes de civilisation que les terres vierges posaient aux conquérants, avec leurs prodigieuses richesses naturelles et leurs millions d'indigènes sauvages... »

Le nom de l'Ordre est donc demeuré populaire au Brésil, où le troisième centenaire de la mort d'Anchieta, le saint apôtre de nos Indiens, a été il y a quelques années fêté par les intellectuels les plus renommés et célébré par les voix les plus éloquentes d'un pays aux traditions et aux idées libérales, qui n'hésite néanmoins pas à accomplir l'acte de justice d'associer à tout jamais les pieux missionnaires du XVIe siècle à la fondation de la culture nationale.

L'on peut même en arriver à affirmer, sans nul risque de se tromper, que le souvenir reconnaissant des éminents services rendus par le clergé à la civilisation brésilienne pesa de beaucoup en faveur du traitement généreux accordé à l'Église lors de sa séparation d'avec l'État, décrétée par le gouvernement provisoire de la République, en 1890. Cette séparation, — le fait est bien connu, — s'effectua d'une manière digne et élevée, consciente des droits du plus fort autant que respectueuse des droits du plus faible. Ce fut une solution où l'État assura toute son indépendance laïque et où l'Église garda toute son autorité morale; où les ordres religieux conservèrent tout le patrimoine que des générations de croyants leur avaient octroyé et où les écoles neutres fraternisent avec celles de toutes confessions. Ce fut donc une solution dont le pays peut s'honorer. Ajoutons qu'il en fut de même pour l'abolition de l'esclavage, laquelle date de 1888, une année avant la Séparation, et fut amenée sans secousse par une législation progressive qui commença en 1818 pour se réaliser après une série de rudes campagnes parlementaires et de pacifiques manifestations populaires.

Voici d'ailleurs comment le meilleur traité scolaire d'histoire du Brésil, adopté pour le cours supérieur au Gymnase National, estime l'œuvre des Jésuites et lui rend justice; ce qui est d'autant plus remarquable que nul pays au monde n'est moins clérical que le Brésil, si par cléricalisme on veut entendre l'esprit ultramontain exagéré et l'antipathie envers les idées libérales. Il suffit de dire que les révolutionnaires brésiliens qui ont péri sur l'échafaud à la fin de l'époque coloniale étaient en bonne partie des prêtres, et que le principe d'autorité s'incarna pendant la Régence, c'est-à-dire pendant la plus grave crise politique du Brésil au XIXe siècle, dans un curé : le Père Feijó, lequel sut donner satisfaction aux idées fédératives en même temps qu'il réussit à maintenir l'unité de l'Empire.

Le manuel de M. João Ribeiro s'exprime comme suit :

« Les premiers Jésuites imaginèrent d'exagérer le culte

extérieur pour forcer l'attention des infidèles. Les processions et les pèlerinages devinrent fréquents; les trompettes, les tambours, le bruit de la musique, l'éclat des étendards, des dais voyants et des oriflammes qui voltigeaient dans les rues décorées de rameaux et jonchées de feuilles, produisaient une grande impression sur les catéchumènes. A cette pompe, Anchieta, qui était poète, joignit le rare charme de son inspiration, composant des pièces dramatiques dans le genre de celles que la littérature péninsulaire possédait déjà, des mystères religieux et des dialogues en vers que les enfants indigènes jouaient dans les villages de la catéchèse. Il fut le premier maître de langue *tupi*, celui qui en composa une grammaire et des livres, l'adaptant aux besoins de la religion et de la vie nouvelle apportée ainsi aux sauvages. Il fut le premier maître de langue portugaise des premiers Brésiliens blancs ou *Mamelucs*. Et ce n'est pas seulement comme maître qu'il nous apparaît. C'est comme diplomate dans la triste éventualité des guerres; comme médecin qui apprend des Indiens la vertu des plantes et se rend compte des remèdes propres à la thérapeutique de son temps; comme infirmier dévoué et, enfin, comme ouvrier dans tous les métiers où il excelle par son effort personnel. Ses aptitudes sont telles que l'imagination des contemporains lui a créé la réputation de thaumaturge, méritée par les vrais miracles qu'il opérait. »

« Du temps d'Anchieta, la province du Brésil possédait déjà trois collèges et résidences de la Compagnie, temples de la vertu et du travail — poursuit M. João Ribeiro — où ne pénétraient pas les rudesses de la lutte pour l'existence, et où la pitié pour le prochain était le premier devoir. On peut juger de leurs services en se rappelant seulement que les Pères étaient toujours à côté des gouverneurs à l'occasion des révoltes des sauvages, et que l'on calculait (vers la seconde moitié du XVIe siècle) au nombre de cent mille ceux qui avaient déjà prêté l'oreille à la voix des Jésuites. »

Toute l'histoire brésilienne du XVIe siècle tient en peu de

mots. Efforts continuels de la métropole pour organiser la colonie dont la valeur fut à la fin comprise et que la Couronne revendiqua sur les titulaires des primitives concessions, en éduquant son fonctionnarisme, en fondant sa vie municipale par l'octroi de franchises et de chartes, en pourvoyant à sa défense, en créant son industrie agricole, en dressant son armature ecclésiastique, en regardant d'un œil bénin les *entrées* dans l'intérieur, puisque le *quint* des métaux précieux qu'on y recherchait revenait au roi.

Efforts des colons pour s'adapter aux nouvelles conditions mésologiques et surtout sociales, — si l'on peut donner le nom de société au pêle-mêle des premiers lustres qui suivirent la découverte — flairant les trésors minéraux enfouis sous terre ou cachés entre les cailloux et le sable du lit des rivières, s'adonnant forcément à une certaine culture des champs afin de se munir de provisions, acclimatant la canne à sucre comme le meilleur des revenus.

Efforts des ennemis du dehors, Français et à la longue aussi Anglais, qui, à partir du règne de Henri VII, commencèrent à parcourir les mers en corsaires, pour rompre la chaîne d'établissements côtiers érigés par les Portugais et s'emparer des profits déjà amassés.

Efforts des missionnaires pour introduire la discipline parmi les Européens et la civilisation parmi les indigènes, en commençant par rendre ceux-ci sédentaires, c'est-à-dire en les parquant dans des villages ou *réductions*, vu que les déplacements continuels de la vie nomade finissaient par soustraire les tribus à l'influence religieuse.

Les bonnes paroles de l'Evangile étaient ainsi également semées parmi les puissants d'une race et les opprimés de l'autre. Cette dernière, assaillie et persécutée, se rua d'abord à l'attaque, ivre de vengeance, mais elle était trop dispersée, trop inférieure par rapport aux ressources de tout genre des envahisseurs, trop débile dans sa barbarie pour résister à une telle poussée. Elle fléchit, recula, se vit décimer par les guerres et les épidémies, se sentit anéantir, non

pas par la suggestion d'une conscience nationale ou même commune, qui lui faisait tout à fait défaut, mais par la terreur qui se propagea de tribu en tribu.

Selon l'intelligence mal éveillée de la race indigène, selon son esprit à peine développé, où les légendes tenaient lieu de connaissances, la puissance, la force de destruction devait s'acharner contre elle, personnifiée dans ces étrangers impitoyables. C'en était fait de leur existence autonome, qui n'était en réalité que remplie de combats entre peuplades hostiles, suivis de festins anthropophages, mais que le poète, usant des libertés que lui permet la Muse, décrit comme édénique : « Coulée de lait et de miel, rayon de lumière, effluve, la vie s'entr'ouvrait ici comme une fleur; les lèvres la cueillaient en un sourire, avant qu'un souffle haletant la brûlât, sans que les perles de sueur la souillassent. Jusqu'à la mort la vie était douce et la terre maternelle; un aspic dans le gazon, une goutte de venin, et la nuit venait, et avec elle le sommeil sans rêves... » (1).

Je ne vous inviterai pas à me suivre dans la voie des considérations ethnologiques et ethnographiques, parce que cette voie n'est qu'un dédale semé d'hypothèses et enténébré de fables. Il faut être bien habile pour s'y retrouver. Toutes les suppositions ont été émises pour justifier l'origine des Indiens d'Amérique — depuis la plus simple, l'ascendance mongolique, qui s'expliquerait par les migrations des Asiatiques à travers le détroit de Behring, le point où le vieux et le nouveau monde se touchent presque, jusqu'aux plus absurdes, qui font des sauvages brésiliens des descendants de Phéniciens dont les barques se seraient égarées sur nos rivages, ou même de quelques rejetons de Noé, après leur dispersion motivée par la faillite de la tour de Babel. La seule conclusion à peu près sûre à laquelle soient arrivés les spécialistes en cette matière, c'est qu'il

(1) José de Alencar : *Les fils de Tupan.*

existait dans le territoire sur lequel s'est formé le Brésil indépendant, des races vaincues et des races envahissantes; que leurs différences sont tranchées — le langage en fournit d'ailleurs la meilleure preuve — et qu'à la seconde catégorie appartiennent les *Tupis*, qui occupaient le littoral et ont naturellement été l'objet de la plus grande attention de la part des premiers voyageurs et, plus tard, des studieux.

Tapuias était le nom générique donné par les *Tupis* à leurs ennemis, à ceux qu'ils jugeaient des barbares et que quelques raisons anthropologiques justifiées — notamment la parfaite identité des caractéristiques anatomiques de leur crâne avec le crâne paléozoïque de Lagôa-Santa, exhumé par le savant danois Lund — permettent de classer parmi les plus anciens habitants connus de l'Amérique méridionale. Les envahisseurs les avaient refoulés vers l'intérieur. Ils ne sont d'ailleurs pas le seul groupement étranger aux *Tupis-Guaranis*, car ces deux n'en forment qu'un.

On compte aussi les *Aruaques* du nord, dont récemment l'explorateur allemand Karl von den Steinen s'est tout particulièrement occupé, et qui représentaient une civilisation supérieure, ou, pour mieux dire, une barbarie inférieure à celle de la race victorieuse de la côte, à laquelle ils avaient très probablement enseigné la culture du manioc, se distinguant eux-mêmes par leur connaissance de la céramique, transmise peut-être par les peuples infiniment plus cultivés des plateaux des Andes. Mais voici que je m'attarde sans le vouloir dans les hypothèses contre lesquelles je vous mettais en garde, et que je serais quand même forcé d'abandonner à l'érudition des compétents, entre autres, à celle de mon compatriote, M. Alfredo de Carvalho, qui a publié, il n'y a pas deux ans, un ouvrage très documenté sur la préhistoire sud-américaine.

Ces migrations et ces mêlées de races aborigènes ne possèdent du reste aucune influence directe sur la formation historique de la nationalité brésilienne. C'est un domaine

où la fantaisie joue inévitablement un rôle important — la science n'est pas incompatible avec l'imagination — et où une base solide manque généralement aux déductions.

L'élément qui compte vraiment à l'époque postérieure à la découverte, qui, établi sur le littoral Est du continent, reçut le choc des premiers Européens, fut d'abord poursuivi par les colons et défendu par les missionnaires, et prit part aux luttes les plus sanglantes de la période coloniale, c'est l'élément *Tupi*, constitué par des tribus de chasseurs et de pêcheurs bien plus que d'agriculteurs, particulièrement doués de l'instinct nomade. Ajoutons-y les Caraïbes, occupant la côte nord de l'Amérique, de l'embouchure de l'Amazone au lac de Maracaïbo, indigènes que le savant allemand Martius considérait encore comme frères des *Tupis*, mais qui de fait n'offrent par rapport à ceux-ci qu'une évolution semblable, ayant comme eux descendu les fleuves dans la direction du littoral et s'étant transformées graduellement en pirates hardis de la mer des Antilles, et pas seulement en guerriers cruels des plaines inondées de la région de l'Amazone et de l'Orénoque.

Vous serez sûrement surpris d'apprendre — très peu d'entre vous connaîtront ce détail — qu'en 1550, cinq années avant l'occupation de Rio de Janeiro par Nicolas de Villegagnon, cinquante indigènes de la tribu des Tupinambas égayèrent de leurs combats simulés et de leurs jeux guerriers le « triumphant, joyeulx et nouvel advènement en la ville de Rouen de S. M. Henry Second et de Très Illustre Dame Katharine de Médicis, son espouze ». Le fait est cependant authentique, et la description s'en trouve dans une brochure éditée en 1551, avec gravures à l'appui, représentant les « Brisilians » venus en France. Cette brochure est aujourd'hui introuvable; mais elle a été rééditée avec force commentaires, tantôt érudits, tantôt gracieux, par feu Ferdinand Denis.

Permettez que je m'arrête ici pour rendre un hommage ému à la mémoire de cet aimable écrivain dont quelques-uns

d'entre vous se souviennent sans doute, car il a exercé pendant de nombreuses années les fonctions de conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris. Le Brésil lui est redevable d'une longue, invariable et intelligente sympathie. Je suis de ceux, et mon pays n'en manque heureusement pas, qui estiment à leur juste valeur et savent reconnaître les services dont nous honorent les étrangers de la valeur de Ferdinand Denis.

S'étant rendu au Brésil dans sa jeunesse, du temps de la Restauration en France, il est mort sous la troisième République, à quatre-vingt-dix ans, et depuis 1822 jusqu'à sa mort, l'on peut dire que son esprit a été toujours ouvert et sa plume toujours au service des traditions historiques et littéraires du pays sud-américain et de son ancienne métropole portugaise, — deux sujets sur lesquels il a écrit toute une bibliothèque d'ouvrages savants et intéressants. Ces volumes, d'une variété extraordinaire, puisqu'ils s'étendent des légendes arabes aux suggestions poétiques de la nature sous les tropiques, et des manifestations artistiques précolombiennes aux chroniques péninsulaires, sont d'une lecture constamment agréable et comptent parmi les meilleurs de ceux qui célèbrent notre passé, qui évoquent les mythes indigènes et s'imprègnent de notre lyrisme. Aucun ne laisse de témoigner la curiosité intellectuelle, l'aménité, le goût discret, la diligence de cet inlassable vieillard — l'un des représentants les plus authentiques de la pénétration, du charme et de la sympathie humaine qui distinguent l'esprit français. Le jour où la France et l'Amérique brésilienne seront vraiment unies par le cœur comme elles le sont par l'esprit, tâche à laquelle nous nous vouons, le nom de Ferdinand Denis rayonnera comme celui d'un précurseur méritant chez nous les mêmes honneurs que son compatriote Auguste de Saint-Hilaire.

II

Mesdames, Messieurs,

Pour bien se figurer, selon le récit de l'époque, la fête brésilienne de Rouen, à laquelle j'ai fait allusion l'autre jour en terminant, il n'y a qu'à se souvenir d'un de ces nombreux villages javanais, sénégalais ou iroquois qui ont fait partie des « attractions » de toutes les Expositions universelles de nos jours. Rien de nouveau n'existe vraiment sous le soleil. Sur une place ombragée, on avait établi la troupe des Tupinambas, de 50 individus élevée à 300 au moyen de Français « façonnez et équipez en la mode des sauvages de l'Amérique dont saporte le boys de Brésil » et qui « ayant fréquenté le pays — la Normandie ne manquait pas de marins familiarisés avec notre côte — parlaient autant bien le langage et exprimaient si naysvement les gestes et façons de faire des sauvages, comme s'ilz fussent natifz du mesme pays. »

Rien d'ailleurs n'avait été épargné pour augmenter l'apparence de la réalité : des arbres fruitiers chargés de fruits de diverses couleurs et espèces imitant le naturel; des cases bâties de troncs d'arbres, couvertes de roseaux, faute de feuilles de palmiers, et entourées de palissades; grimpant parmi les branches, des animaux vivants et authentiques de là-bas, des perroquets beaux parleurs, des aras à la livrée d'azur et de pourpre, des sagouins, qu'on appelait alors « guenonnes », importés en très grand nombre pour

animer anciens châteaux féodaux et nouvelles habitations bourgeoises. Les Indiens, véritables et faux, s'exerçaient à tirer de l'arc aux oiseaux; couraient après les singes; se balançaient dans leurs hamacs; faisaient semblant de couper en forêt et de charger le bois de Brésil sur un grand navire regorgeant de voiles et de bannières; ou bien luttaient entre eux à coups de massues et à traits de flèches.

La couleur locale ne faisait donc pas défaut à ce spectacle alors très peu banal et qui agit sur les imaginations d'une manière assez vigoureuse pour que son influence arrivât à s'exercer sur des sculpteurs et des penseurs. L'église de Saint-Jacques de Dieppe possède en effet des bas-reliefs fameux où l'on peut voir des indigènes américains coiffés et ceints de plumes et ayant, comme accessoires, des feuilles de palmiers, un arc et un carquois plein de flèches. D'un autre côté, un auteur aussi illustre que celui des *Essais* s'est laissé séduire, deux siècles avant Jean-Jacques Rousseau, par la suggestion de cette vie sauvage dont il fit l'apologie, voyant, selon l'expression de Ferdinand Denis, un dédain raisonné de nos mœurs où il n'y avait qu'enfance de l'état social. Ferdinand Denis rappelle encore que le refrain d'une chanson brésilienne indigène, transmise par l'un des compagnons de Villegagnon, inspira à Montaigne, qui en prisa ce qu'il y mettait lui-même de grâce naïve, des remarques sur le génie primitif, sur la poésie libre de toutes règles, sur la fierté et l'esprit d'indépendance de ces gens qui, dans leur simplicité, offraient le modèle d'une société sage. Ils ne péchaient, d'après Montaigne, que «pour ne point porter de hauts-de-chausses» ayant même joué de cette façon trop ingénue, devant le roi de France et la belle Diane de Poitiers, leur *seyaumachie* sauvage : expression tout aussi barbare, qui appartient aux érudits du temps et signifie, suivant son étymologie grecque, combat avec son ombre; par extension, simulation de combat; et, par nature, exercice d'athlètes.

Si l'auteur des *Essais* a été à ce point imaginatif, il n'est

pas étonnant que nos indianistes qui, eux, s'efforçaient par esprit patriotique d'idéaliser les indigènes, leur aient fabriqué de toutes pièces une théogonie; les aient doués de sentiments et d'idées qui ne peuvent être que le produit d'une longue évolution de culture; leur aient attribué des improvisations guerrières, d'une élévation et d'une ardeur extrêmes, et des traditions littéraires d'une pieuse émotion. C'est déjà à ce point de vue que se plaçait votre fameux moraliste, quand, dans sa tâche sceptique, opposée à la vanité du dogmatisme, il vantait cette poésie naturelle et purement naturelle, qui seule peut être comparée « à la principale beauté de la poésie parfaite selon l'art — la poésie médiocre qui s'arreste entre deux étant desdaignée, sans honneur et sans prix ». Le scepticisme moderne qui diffère forcément dans ses conclusions de celui des *Essais*, est revenu de cette illusion de plus, qui chez nous s'appelle l'indianisme.

Le XVIe siècle au Brésil a manqué — on peut dire que toute sa littérature en manque, car l'indianisme du XIXe siècle ne fut en somme qu'une convention poétique greffée sur une rupture politique, — d'un poète de terroir qui eût exprimé dans toute la sincérité de son âme la passion de cette lutte de la culture contre la nature, lutte qui constitua la trame bien serrée de l'histoire initiale du pays. Non pas que la métropole, dont la colonie n'était que le prolongement moral, fût dépourvue de développement intellectuel. Celui-ci était au contraire intense. Ce fut même la plus belle époque littéraire du Portugal, ce siècle où la poésie s'éleva, avec Camoëns, à la fusion, admirable de grâce, de la tradition catholique du moyen âge avec la renaissance païenne, et où la prose acquit avec João de Barros une ampleur et un éclat qui trahissent déjà le commerce avec les trésors fabuleux de l'Orient. Mais outre-mer, l'atmosphère était pour ainsi dire composée d'éléments différents, et ceux qui

s'habituaient à la respirer abandonnaient peu à peu tout contact physique et moral avec ce qui avait autrefois constitué leur ambiant et en perdaient jusqu'au souvenir.

Le fait est que les gestes héroïques d'antan attendent toujours leur chantre. Les Indiens furent idéalisés par le romantisme en quête d'âmes hautaines; les Africains trouvèrent des défenseurs aux superbes envolées, mais les vaillants pionniers de la race conquérante qui avaient bien, ceux-là, la taille épique, n'ont point mérité encore une égale sympathie littéraire, quoique Lamartine, dans ses *Entretiens sur la littérature*, rêvât de nouvelles *Lusiades* composées outre-mer, dans cette langue portugaise, plus latine, disait-il, et plus belle que l'espagnole.

Il existe néanmoins un livre qui forme à lui seul tout notre bagage littéraire au XVIe siècle, — si l'on ne veut pas y ajouter les relations des Jésuites, si précieuses pour l'histoire de la formation morale du pays. Il n'est ni bien élégant comme style, ni bien intéressant comme imagination; et pourtant il vaut une bibliothèque, parce qu'il représente le bilan de l'œuvre portugaise dans l'Amérique méridionale au moment de l'union avec l'Espagne, et parce qu'il laisse déjà poindre cette tendresse ingénue pour le pays, qui fera éclore demain un nouveau sentiment patriotique.

Ce livre est une description du Brésil, écrite à Bahia — la Capitainerie choisie comme centre administratif de la colonie — par un planteur de cannes à sucre, un Portugais, naturellement, qui fut pris sur le tard de la fièvre des mines et vint à Madrid solliciter des concessions que l'on faisait, comme toujours, attendre à ceux qui manquaient de hauts protecteurs. Les journées passées dans les antichambres des ministres semblaient bien longues; les soirées étaient bien glaciales, en dépit du brasero. Pour distraire ses ennuis, occuper ses veilles, justifier ses prétentions par l'exposé des ressources dont il avait l'intuition et évoquer le *pays absent* — car c'était déjà *son vays* qu'il avait laissé derrière lui, — Gabriel Soares en composa l'esquisse chorographique,

agrémentée de traits d'histoire et de données sur la race et les mœurs indigènes. Par l'amour qu'il a mis à son travail, par l'esprit local dont il a inconsciemment imprégné son œuvre, celle-ci a survécu à toutes les descriptions plus complètes, plus exactes et plus littéraires qui nous ont été conservées dans la suite. Ç'a été en quelque sorte la première affirmation écrite d'une nouvelle entité dans les annales du monde.

Au XVIIe siècle le Brésil vit s'accroître de beaucoup le nombre de ses ennemis : je devrais plutôt dire de ses amis, car ils ne souhaitaient tous que de posséder, chacun pour soi seul, cette terre de promesse qui devenait à leurs yeux une terre promise. A ceux qui attaquaient le Portugal se joignirent ceux qui combattaient l'Espagne, car à partir de 1580, Philippe II régnait uniquement, et vous savez bien que c'était sans partage, sur la Péninsule. Le rêve de l'union ibérique s'était enfin réalisé, au profit du plus fort, ce qui est dans l'ordre naturel des choses.

Des petites nationalités qui s'étaient formées par la résistance des éléments celtes, romains et visigoths, — pour ne parler que des plus importants, — fondus en un amalgame chrétien; puis de leurs empiètements successifs et de leurs successives victoires sur l'envahisseur arabe, lequel fut bientôt acculé dans Grenade et plus tard forcé de se réfugier au Maroc; Castille avait réussi à réunir sous son sceptre la Gallice, Léon et Aragon. Il était à prévoir, surtout après qu'une suite d'héritages dynastiques eût fait de Charles-Quint un nouveau Charlemagne, prêtant donc à la Cour de Madrid une fascination singulière, qu'à la première opportunité le Portugal ne serait pas de taille à se dérober à cette attraction.

Ce mouvement fatal, d'une fatalité d'ailleurs transitoire, parce que le centre perdrait vite son prestige, se produisit pour la nationalité portugaise quand le cycle héroïque de l'activité de ce pays, commencé à la bataille d'Aljubarrota, qui en 1385 consacra son indépendance, et ayant eu comme

point culminant les découvertes de l'Inde et du Brésil, se referma tristement à Alcacer-kébir, au Maroc, où périt le roi Sébastien avec les meilleurs de ses braves.

Invoquant ses droits à la succession, indiscutables, mais dont d'autres pourraient revendiquer les pareils (la maison de Bragance, par exemple, qui était nationale, mais qui se réserva pour des temps plus fortunés), le roi d'Espagne mit en fuite, grâce comme toujours à l'épée du duc d'Albe, le roi acclamé par la populace de Lisbonne. Ce roi était le pauvre Don Antoine, prieur de Crato, petit-fils bâtard de Jean III, lequel vint mourir en France dans l'abandon et la gêne, après avoir un moment songé à aller établir au Brésil sa royauté populaire, pour ensuite négocier avec la rusée Catherine de Médicis la cession du même Brésil à la France, en échange de l'appui décisif de cette puissance pour son heureux avènement à la couronne portugaise.

Des documents existent — on a même trouvé tout récemment à Saint-Pétersbourg un billet autographe de Catherine de Médicis adressé à Strozzi — qui confirment cet essai de combinaison politique, lequel n'est guère surprenant quand on se souvient de l'habileté déployée par le premier des Valois pendant le long défilé des réclamations portugaises contre les incursions des corsaires normands et bretons, faisant croire à un plan arrêté d'occupation permanente de quelques terres brésiliennes; et surtout quand on se rappelle les deux tentatives, dont le succès fut presque assuré, de colonisation française au Brésil, à Rio de Janeiro d'abord, sous Henri II, à Maranhão ensuite, sous Louis XIII.

Repoussée ici et là par l'élément portugais, la France ne fut point déboutée et n'en persista pas moins à songer au pays des perroquets... et de l'or, tantôt s'efforçant de s'approcher de l'Amazone, c'est-à-dire tâchant d'étendre son domaine de la Guyane jusqu'à la rive gauche du grand fleuve, — ce qui lui eût donné en effet une situation admirable — tantôt cherchant un prétexte quelconque

pour s'introduire dans l'immense colonie. L'attaque malheureuse de Leclerc en 1709, et l'expédition fortunée de Duguay Trouin en 1711, toutes deux dirigées contre Rio de Janeiro — où la capitale fut transférée à cause de la plus grande proximité des mines et des conditions de la baie majestueuse — n'ont été que des conséquences lointaines de la fameuse guerre européenne de Succession; mais je dois à l'obligeance d'un ami, M. Escragnolle Doria, qui fait en ce moment des recherches dans les archives de Paris, la communication d'un petit document assez suggestif quant à la durée des prétentions françaises, lesquelles ne sont du reste que flatteuses pour nous, car on ne saurait convoiter ce qui est mauvais.

Le document en question, dont je vous offre la primeur, est une recommandation du ministère de la marine, datant de l'année 1717, à l'effet de prêter aide, au Brésil, aux Paulistes contre les Portugais. Voici en quels termes il est conçu .

« Au sieur du Puy, à Saint-Malo.
« Versailles, le 15 décembre 1717.
« J'ay reccu la Lettre que vous m'avez escrit le 29 du « mois passé qui contient un détail de ce que vous avez « appris sur la coste du Brésil de la guerre qui est entre « les Portugais et les Polistes *il me paroit qu'il seroit « encore tems de donner du secours à ces derniers*, vous me « ferez plaisir de m'envoyer un projet détaillé de la manière « dont vous pensez que ce projet pourroit estre exécuté « et de tenir cette affaire secrette. »

« Portugais » voulait dire les maîtres du pays, les autorités établies, contre lesquelles s'étaient insurgés les *Paulistes*, nom générique appliqué aux découvreurs d'or qui venaient de s'établir sur le plateau de Minas Geraes et qui naturellement occupaient leurs moments perdus à se chamailler entre eux, à refouler les nouveaux venus à la curée, et à se révolter contre les gouverneurs.

Le Brésil, ou du moins Rio de Janeiro, faillit bien devenir français en 1555. Un chevalier de Malte, aventurier de camps et de cours, du nom de Nicolas Durand de Villegagnon, qui, bravant mille périls, avait conduit Marie Stuart en France pour épouser le Dauphin, et sur lequel M. Arthur Heulhard a écrit, il n'y a pas longtemps, un magnifique essai, sut s'attirer la protection des catholiques et des protestants, gagna à un égal degré la faveur du roi et de l'amiral de Coligny, et s'en alla fonder sur un îlot de la baie de Guanabara (tel était son nom indigène) un établissement modèle d'indépendance et de tolérance religieuses, une Arcadie où Luther et Calvin, réconciliés sous les tropiques, feraient le meilleur des ménages, obéissant à la loi réformée.

Il avait trop compté, ce batailleur à qui le nord de l'Afrique n'était pourtant pas inconnu puisqu'il y avait massacré des infidèles lors de l'expédition de Charles-Quint contre Alger, sur l'effet sédatif du climat tropical. Tout au contraire, les luttes théologiques reprirent là-bas de plus belle, surtout après l'arrivée d'une fournée de Génevois, et ils se seraient entre-tués jusqu'au dernier, si un péril commun n'eût fini par inspirer un peu de retenue aux disputeurs.

Villegagnon s'était d'ailleurs débarrassé des calvinistes suisses en les réexpédiant en Europe avant qu'il ne les y suivît lui-même, n'attendant pas l'échec de son aventure de colonisation. Il arriva que la nouvelle de la présence des Français à Rio de Janeiro s'étant répandue, une expédition s'organisa à Bahia pour les déloger, et, malgré le secours porté par les Indiens au noyau déjà formé de la France Antarctique que l'on rêvait, ces étrangers durent se soumettre en l'année 1560, perdant jusqu'à l'espérance de rentrer dans le vieux monde : je n'ose dire dans leurs foyers, car ils n'en possédaient pas tous, ces pauvres hères que le bouillant neveu du fameux Villiers de l'Isle Adam avait ramassés dans la boue et dans les cachots pour aider « quelques personnes honorables » à s'emparer du Brésil

méridional, en attendant le tour du Brésil septentrional.

Quant aux autres, les Génevois rapatriés quasi par miracle, la mauvaise fortune et tous les déboires qu'ils éprouvèrent au retour ne parvinrent pas à calmer leur ardeur sectaire, et la haine de cette controverse se prolongea, loin de son berceau colonial, résonnant en des échos littéraires, d'autant plus que Villegagnon, dont les convictions religieuses étaient loin d'être solides, avait embrassé de nouveau la foi catholique.

Il nous reste de cette occupation, outre le nom — devenu géographique — de Villegagnon donné à l'îlot fortifié par lui, les premiers livres français écrits sur le Brésil : le *Voyage* de Jean de Léry, un réformé, et les *Singularitez de la France Antarctique*, du Père André Thévet, un moine cosmographe, dont les premières éditions parurent respectivement en 1578 et en 1558; tous deux fort curieux en eux-mêmes et inestimables pour la connaissance du pays primitif et l'étude du premier siècle de son histoire. Jean de Léry surtout, et Hans Stade — un Allemand de Marbourg, donc un Styrien, qui, fait prisonnier par les sauvages, faillit être dévoré par eux et traversa mille autres dangers — méritent une place d'honneur parmi les voyageurs extraordinaires, car bien peu les surpassent en pittoresque et en verve. Je vous lirai, à ce propos, une page quelconque de Léry, prise dans un exemplaire très rare de la première édition. Voici, par exemple, un passage où il s'agit de l'exécution du prisonnier d'une tribu indienne destiné à être boucané :

« Ainsi pour continuer ce propos, après ces contestations
« et le plus souvent parlans encores l'un à l'autre, celuy qui
« est la tout prest pour faire ce massacre, levant sa massue
« de bois à deux mains, donne du rondeau qui est au bout
« de si grande force sur la teste du povre prisonnier, que
« tout ainsi que les bouchers assomment les bœufs par deçà
« j'en ay veu du premier coup tomber tout roide mort,

« sans remuer puis apres ne bras ne jambe. Vray est
« qu'estant estendu par terre à cause des nerfs et du sang
« qui se retire on les voit un peu formiller et trembler;
« mais neantmoins ceux qui font l'exécution frappent ordi-
« nairement si droit sur le tect de la teste, voire savent si
« bien choisir derriere l'oreille, que (sans qu'il en sorte
« guere de sang) pour leur oster la vie ils n'y retournent
« pas deux fois. Aussi est-ce la façon de parler de ce pays là,
« laquelle nos François avoyent deja en la bouche, qu'au
« lieu que les soldats et autres en querellant par deça disent
« maintenant l'un à l'autre je te creverray, de dire à celuy
« auquel on en veut je te casseray la teste. »

« Or si tost que le prisonnier aura esté ainsi tué, s'il
« avoit une femme (comme j'ay dit qu'on en donne à
« quelques-uns) elle se mettra aupres du corps mort et fera
« quelque petit deuil : je dit nommément petit deuil, car
« suivant vrayement ce qu'on dit que fait le crocodile :
« assavoir qu'ayant tué un homme il pleure aupres avant
« que de le manger, aussi apres que ceste femme aura fait
« quelques tels quels regrets, et jetté quelques feintes
« larmes sur son mari mort, si elle peut ce sera la premiere
« qui en mangera. »

Je vous ai parlé l'autre jour et aujourd'hui même de l'indianisme, c'est-à-dire de l'exaltation du sauvage dans les lettres romantiques, mais je dois ajouter, aujourd'hui que nous nous occupons des ébauches de la France Antarctique et de la France Equinoxiale, que cet indianisme prend ses racines chez vous et que ce sont les premiers livres français sur le Brésil, dont j'ai fait mention, qui ont fait l'éloge le plus chaud de l'indigène brésilien, ami dévoué autant qu'ennemi cruel. Écoutez plutôt ces pages de Léry, si ingénues et si frappantes :

« Retournant donc à parler du traitement que les sauvages font à ceux qui les vont visiter : après qu'en la manière que j'ai dit leurs hostes ont bu et mangé, se sont

reposés, et ont couché en leurs maisons, s'ils sont honnestes, ils baillent ordinairement des cousteaux, des cizeaux, ou pincettes à arracher la barbe aux hommes : aux femmes, des peignes et des miroirs : et encore aux petits garçons des haims à pescher. Que si au reste on a affaire de vivres ou autres choses de ce qu'ils ont, ayant demandé que c'est qu'ils veulent pour cela, quand on leur a baillé ce de quoy on sera convenu, on le peut emporter et s'en aller. Au surplus parce (comme j'ai dit ailleurs) que n'ayans chevaux, asnes, ni autres bestes qui portent ou qui charrient en leur pays la façon ordinaire est qu'il y faut aller à beaux pieds sans lance, toutefois si les passans estrangers se trouvent las, en presentans un cousteau ou autres choses aux sauvages, prompts qu'ils sont à faire plaisir à leurs amis, ils s'offriront pour les porter. Et de fait il y en a eu tels qui nous ayans mis la teste entre les cuisses, nos jambes pendantes sur leurs ventres, nous ont ainsi portez sur leurs espaules plus d'une grande lieue sans se reposer : de façon que si pour les soulager nous les voulions quelques fois faire arrester, eux se mocquans de nous disoyent en leur langage : et comment pensez-vous que nous soyons femmes, ou si lasches de cœur que nous puissions defaillir sous le faix? Plustost me dit une fois un qui m'avait sur son col, je te porterois tout un jour sans cesser d'aller : tellement que nous autres de nostre costé rians à gorge déployée sur ces traquenards à deux pieds, les voyans si bien deliberez, en leur applaudissans et mettans encores, comme on dit, davantage le cœur au ventre, leurs disions : allons doncques tousjours.

« Quant à leur charité naturelle, se distribuans et faisans journellement presens les uns aux autres des venaisons, poissons, fruits, et autres biens qu'ils ont en leur pays, ils l'exercent de telle façon, que non seulement un sauvage, par manière de dire, mourroit de honte s'il voyoit auprès de soy son prochain, ou son voisin avoir faute de ce qu'il a en sa puissance, mais aussi, comme je l'ai experimenté, ils usent de la mesme liberalité envers les estrangers

leurs alliez. Pour exemple dequoy je diray que ceste fois (ainsi que j'ay jà touché au 10e chapitre) que deux François et moi nous estans esgarez par les bois, cuidasmes estre devorez d'un gros et espouvantable Lezard, ayans outre cela l'espace de deux jours et d'une nuit que nous demeurasmes perdus enduré grand faim, nous estans finalement retrouvez en un village nommé Pavo, ou nous avions esté d'autres fois, il n'est pas possible d'estre mieux receu que nous fusmes des sauvages de ce lieu là. Car en premier lieu, nous ayans ouy raconter les maux que nous avions endurez : mesme le danger ou nous avions esté destre non seulement devorez des bestes cruelles, mais aussi d'estre pris et mangez des Margaias, nos ennemis et les leurs, de la terre desquels (sans y penser) nous nous estions approché bien pres : parce, dis-je, qu'outre cela passans par les deserts, les espines nous avaient bien fort esgratinez, eux nous voyans en tel estat en prindrent si grand pitié, qu'il faut qu'il m'eschape de dire que les receptions hipocritiques de ceux de par deçà qui n'usent que du plat de la langue pour la consolation des affligez, est bien esloignee de l'humanité de ces gens, lesquels neantmoins nous appelons barbares. Pour doncques venir à l'effet, après qu'avec de belle eau claire qu'ils furent querir expres, ils eurent commencé par là (qui me fit resouvenir de la façon des Anciens) de laver les pieds et les jambes de nous trois François qui estions assis chacun en un lict à part, les vieillards qui dès nostre arrivée avoyent donné ordre qu'on nous apprestast à manger, mesmes ayans commandé aux femmes qu'en diligence elles nous fissent de la farine tendre (de laquelle comme j'ay dit ailleurs, j'aimerois autant manger que du molet de pain blanc tout chaut) nous voyans un peu refraischis nous firent aussi tost servir à leur mode de force bonnes viandes, comme de venaisons, volailles, poissons et fruits exquis dont ils ne manquent jamais.

« Davantage le soir venu, afin que nous reposissions plus à notre aise, le vieillard nostre hoste, ayant fait oster tous

les enfans d'auprès de nous, le matin à notre resveil nous dit : et bien Atour-affats : (C'est à dire parfaits alliez) avez vous bien dormi ceste nuit? A quoy luy estant fait responce que fort bien, il nous dit : reposez vous encores mes enfans, car je vis bien hier au soir que vous estiez fort las. Bref il m'est malaisé d'exprimer la bonne chere qui nous fut faite lors par ces sauvages, lesquels à la vérité, pour le dire en un mot, firent en nostre endroit ce que Saint-Luc dit aux Actes des Apostres, que les Barbares de l'Ile de Malte pratiquerent envers Saint Paul, et ceux qui estoyent avec luy après qu'ils eurent eschappé le naufrage dont il est la fait mention. Or parce que nous n'allions point par pays que nous n'eussions chacun un sac de cuir plein de mercerie, qui nous servait au lieu d'argent pour converser parmi ce peuple, au departir de là, nous baillasmes ce qu'il nous pleut : assavoir comme j'ay tantost dit que c'est la coustume, des cousteaux, cizeaux et pincettes aux bons vieillards : des peignes, mirouers et bracelets de boutons de verre aux femmes : et des hameçons à pescher aux petits garçons...

« Que si vous demandez maintenant plus outre, sur la fréquentation des sauvages de l'Amérique dont je traite maintenant : assavoir si nous nous tenions bien asseurez parmi eux, je respond que tout ainsi qu'ils haissent si mortellement leurs ennemis, que comme vous avez entendu ci-devant, quand ils les tiennent, sans autre composition ils les assomment et mangent : par le contraire ils aiment tant estroitement leurs amis et confederez, tels que nous estions de ceste nation nommée Tououpinambaoults, que plustost pour les garentir, et avant qu'ils receussent aucun desplaisir ils se feroyent mettre en cent mille pieces, ainsi qu'on parle : tellement que les ayant experimentez, je me fierois, et me tenois lors plus à seurté entre ce peuple que nous appelons sauvages, que je ne ferois maintenant en quelques endroits de nostre France avec les François desloyaux et degenerez : je parle de ceux qui sont tels : car quant aux gens de bien, dont par la grâce de Dieu le

Royaume n'est pas vuide, je serois bien marry de toucher à leur honneur. »

Je vous ai rappelé que les indigènes avaient une fois de plus témoigné de leur sympathie pour les Français, ce qui, soit dit en passant, prouve bien la force de séduction de votre race. Les Français partis, ils ne désarmèrent point. Réunissant leurs efforts, plusieurs tribus — une *nation*, comme on dirait en Amérique du Nord, en parlant des Peaux-Rouges — se disposèrent en 1562, deux années après la prise du fort Coligny, non seulement à empêcher la fondation de la ville que les Portugais ne pouvaient manquer d'ériger sur l'une des plages de la baie, afin de ne pas laisser plus longtemps ouverte à la tentation d'autrui cette position merveilleuse, mais aussi à détruire leur établissement le plus rapproché, celui de São-Vicente.

L'un de nos plus grands poètes romantiques, Domingos de Magalhães, qui publia à Paris, en 1836, en pleine crise lyrique, ses *Soupirs poétiques* — l'équivalent de la préface de *Cromwell* pour une pareille phase littéraire au Brésil — a tiré de cet épisode le sujet d'un poème indianiste, une épopée intitulée la *Confédération des Tamoyos*, dont il existe une traduction italienne. Le poème est beau comme rythme, défectueux seulement parce qu'il est suranné comme genre et conventionnel comme personnages héroïques. L'épisode en lui-même était suggestif, spécialement parce qu'il sert à mettre en évidence la solidarité naissante du pays.

Ce fut l'intervention des Pères de la Compagnie qui évita l'attaque de São-Vicente. Les Jésuites avaient créé sur le frais et brumeux plateau de Piratininga une bourgade qui est devenue la ville de Saint-Paul, poste avancé dans l'intérieur d'où partiraient à la fois les bandes d'aventuriers à la recherche de mines et les petits groupes de missionnaires en quête d'âmes. Ce fut de la sorte qu'à Saint-Paul revint l'honneur d'avoir été le plus grand centre d'exploration, de

peuplement et de civilisation au sud du Brésil, rayonnant du reste jusqu'à l'extrême nord, où le Piauhy, par exemple, peut encore en être cité comme un résultat, et que le mot « Pauliste » se fit synonyme de Brésilien en même temps que de conquérant. Les « grands brigands paulistes », voilà l'expression dont se sert à leur égard votre excellent abbé Raynal, dans un de ses livres à grande allure rhétorique et à philosophie un tant soit peu enfantine, mais dissolvante, qui ont exercé sur les esprits du temps une influence égale à celle de Diderot ou de Montesquieu. Pendant que ce dernier s'occupait des Persans et Marmontel des Incas, Raynal mit à contribution le nouveau monde en général, et nul ne prédit plus éloquemment que lui l'indépendance de l'Amérique latine.

Ce fut de Piratininga ou São-Paulo que les Jésuites accoururent pour s'interposer entre Portugais et Tamoyos, et le succès couronna leur geste. La cause de la paix et de la culture remporta en cette occasion une victoire remarquable. D'autres succès leur étaient réservés dans le domaine de l'évangélisation. L'état de demi-civilisation auquel la catéchèse religieuse amenait les Indiens était en somme ce qui pouvait le mieux convenir à leur mentalité restreinte, qu'aucun besoin intellectuel n'aiguillonnait. On dirait même que les Jésuites et autres missionnaires, qui avec plus ou moins de bonheur les imitèrent, se laissaient guider dans l'exercice de leur tutelle par les suggestions scientifiques de nos jours. A sa maturité, leur plan nous apparaît bien près de la perfection. L'éducation des sauvages se trouvait par eux limitée à l'essentiel, ce qui veut dire qu'elle n'était que rudimentaire; leur organisation sociale se fit aussi communiste qu'aurait pu le rêver un collectiviste contemporain, puisqu'il ne peut en exclure une direction; le labeur était doux; le paiement des journées se faisait en objets d'utilité, l'argent n'étant pas indispensable; l'impôt personnel dû au gouvernement, qui employait les indigènes par bandes à des travaux publics tels que le

percement de routes et la navigation sur les fleuves, n'était levé que sous la surveillance des Pères, lesquels faisaient ainsi fonctions d'inspecteurs — des inspecteurs à qui la bonté ne faisait pas défaut.

Il va sans dire que les profits des communautés indiennes enrichissaient le trésor de l'Ordre qui tenait lieu d'autorité, mais cet argent, il convient de le reconnaître, ne se gaspillait pas avec mondanité et moins encore dans le dévergondage : il subvenait aux dépenses de nouvelles explorations et de nouvelles missions. Celles-ci ne seraient d'ailleurs jamais en nombre suffisant ni assez en dehors des autorités civiles pour permettre au Brésil, comme au Paraguay, un empire ou plutôt une république théocratique. Chez nous les colons étaient nombreux et rapprochés, et la guerre qu'ils déclarèrent aux missionnaires ne s'atténua jamais, malgré la préférence accordée aux esclaves nègres à cause de leur robustesse, de leur diligence et de leur docilité, comparées à celles des Indiens moins vigoureux pour un travail continu, indolents et insoumis.

Ces derniers n'avaient pour eux que le nombre et l'avantage d'être à portée de la main. Les Africains coûtaient beaucoup plus cher, car il fallait compter les frais du honteux trafic des négociants de la Côte avec leurs pourvoyeurs, roitelets ou marchands; les risques du voyage maritime et l'énorme mortalité des malheureux transportés, victimes d'épidémies, décimés par le suicide et les crises de nostalgie.

Une fois débarqués et vendus, les nègres se trouvaient dans la plupart des cas plus heureux que dans leur milieu primitif. La condition des esclaves au Brésil était infiniment plus tolérable que dans presque tous les autres pays où cette institution existait. Le mépris de race y est pour ainsi dire nul, et la charité n'y est pas seulement pratiquée comme action publique, elle agit plutôt comme vertu sociale.

L'importation des esclaves d'Afrique commença et prospéra naturellement, au Brésil, là où le bien-être et le calme étaient mieux assurés et où l'industrie agricole s'établit en

premier lieu. J'ai nommé Pernambuco. En même temps que deux points d'occupation du Brésil méridional s'unissaient, comme nous l'avons vu, par des liens moraux, au nord Pernambuco agissait comme un centre actif de civilisation. Sa situation géographique la plus rapprochée de l'Europe et à mi-chemin de Bahia vers les territoires baignés par l'Amazone et ses affluents, qui devaient marquer plus tard la limite septentrionale du domaine américain du Portugal, lui aurait d'elle-même attribué cette destinée que lui assuraient d'un autre côté les circonstances uniques de sa fondation. Seule d'entre les premières Capitaineries autonomes du Brésil, Pernambuco s'affermit et prospéra. La fortune sourit à son donataire, l'énergique et austère Duarte Coelho, qui, sans subir de naufrage et sans s'attirer l'hostilité de gens sans aveux émigrés avec des donataires moins scrupuleux, put exécuter son plan de colonisation.

Dans ce plan entraient la fixation de gens de la noblesse, moyennant de vastes concessions de terrains, et l'établissement de moulins à sucre pareils à ceux qui s'étaient montés à Madère, sous un climat qui n'était pas le plus favorable à la culture tropicale de la canne. Le caractère aristocratique de Pernambuco, qui s'est maintenu très accusé, du moins pendant que subsista l'esclavage sur lequel se basait son exploitation agricole, et l'industrie du sucre très considérable qui en constitue encore aujourd'hui la principale ressource, sont les résultats vivants de la réussite de ce cas particulier d'une tentative générale, mais dépaysée et surannée, de gouvernement féodal.

Les prérogatives attachées aux fiefs étaient des plus étendues : la couronne avait fait ce qu'elle pouvait pour induire les donataires à ne pas laisser en friche leurs domaines. Ils pouvaient distribuer des concessions de terres, les *sesmarias*, fonder des villes, les pourvoir d'officiers de justice et leur

octroyer des privilèges municipaux; nommer des fonctionnaires d'administration, des magistrats et des autorités militaires; au début même réduire les Indiens païens à la servitude et en vendre un certain nombre comme esclaves au marché de Lisbonne. La juridiction criminelle des donataires allait sans appel jusqu'à la condamnation à mort des gens du peuple (*peões*), des esclaves et des infidèles; à la déportation pour dix ans et à des amendes jusqu'à cent *cruzados*, pour les personnes de qualité (*fidalgos*) : le tout naturellement d'accord avec les ordonnances royales que Dom Manoel avait fait réunir — l'expression codifier serait inexacte — et dont Philippe II commanda en 1603 une nouvelle rédaction : les Ordonnances Philippines, dont l'esprit n'est pas encore éteint sous la législation moderne et les codifications récentes.

Aucun donataire ne pouvait être suspendu de ses droits ou jugé avant d'avoir été entendu par le roi, qui s'engageait aussi à ne jamais envoyer dans les Capitaineries des autorités judiciaires munies de ses pouvoirs et à n'y dépêcher que des employés des finances pour percevoir les impôts dus à la couronne. Ces impôts consistaient, outre les droits de douane dont les colons étaient exemptés dans les Capitaineries féodales mais non à Lisbonne, en le quint des métaux et des pierres précieuses et en le dixième de tous les produits dû à l'Église. De ces contributions il revenait encore aux donataires respectivement, un dixième du quint et le 1/10 du 1/10 ecclésiastique. Le bois de Brésil et les épices étaient les seuls monopoles de la couronne, laquelle, comme on le voit, cédait la majeure partie de ses droits souverains, se bornant à une sorte de protectorat qui a porté notre historien Varnhagen, — dont les patientes recherches en de nombreuses archives de l'Europe et de l'Amérique ont permis d'établir nos annales sur des données certaines, — à écrire que l'indépendance du Brésil fut reconnue même avant sa colonisation.

Un long temps ne devait pas s'écouler, vous le savez déjà,

avant que l'importance croissante de la colonie, l'urgence de sa défense, le désastre de l'administration de la quasi totalité des Capitaineries et les abus de toute sorte qui en étaient résultés, ne portassent la métropole à revenir sur son plan primitif, en faisant accompagner le premier gouverneur général d'un auditeur qui eût à s'occuper de la justice et d'un pourvoyeur affecté aux douanes et aux impôts, c'est-à-dire, aux intérêts du trésor.

La descendance de Duarte Coelho elle-même honora l'ancêtre, qui avant de s'illustrer au Brésil s'était fait une réputation de sagesse et de vaillance en Asie. Ses deux fils accompagnèrent le roi Dom Sébastien lors de sa malavisée expédition en Afrique; et le cadet, par sa valeur et ses revers, inspira le premier poème brésilien : la *Prosopopée*, de Bento Teixeira Pinto, dont le mérite épique est mesquin à côté des *Lusiades*, mais remarquable néanmoins comme le premier jet d'une source poétique qui est loin d'être tarie et se révèle au contraire par un bouillonnement continuel.

Ce fut à un neveu de Duarte Coelho — fils de son beau-frère, lequel s'était chargé de peupler Pernambuco d'enfants naturels et, quand la reine régente Catherine d'Autriche fit cesser le scandale dont elle avait eu vent, se maria et poursuivit son œuvre de peuplement par de nombreux enfants légitimes; — ce fut, dis-je, à ce Jeronymo de Albuquerque qu'échut l'honneur de reprendre le Maranhão aux Français qui y avaient déjà fondé la ville de São-Luiz — le nom est bien français, et c'était celui du roi de France d'alors, Louis XIII.

La mission des capucins établie en même temps par les intrus — nom que ne pouvaient manquer de vous donner les Portugais — nous a légué de longues et excellentes relations sur les événements et sur le pays, écrites par les Pères Claude d'Abbeville, Yves d'Évreux et Arsène de Paris. Il y eut encore, un siècle plus tard, un religieux de la même congrégation, le Père Martin de Nantes, qui laissa le

souvenir et la narration d'une mission chez les Indiens *Cariris* de l'intérieur de Pernambuco; mais celui-là était une hirondelle solitaire, un étranger dont l'esprit de patrie était dépourvu de toute tendance aggressive. Ses prédécesseurs nous apparaissent au contraire comme les artisans moraux d'une absorption que l'expédition organisée à Pernambuco empêcha seule de faire de la France Equinoxiale une réalité.

Cet épisode historique fut marqué par un échange de procédés chevaleresques qu'il n'est pas oiseux de rappeler, car ils n'abondent pas, surtout dans ces régions lointaines où régnait la barbarie. Le commandant portugais, au surnom duquel — Albuquerque — le commandant ennemi rendait par lettre un touchant hommage, avait fait accorder honnête sépulture aux morts français, et de son côté, le seigneur de la Ravardière dépêcha son chirurgien pour panser de préférence les blessés portugais, car, écrivait ce praticien, De Lastre : « la France ne sera jamais sans courtoisie ».

Voici, dans le langage et suivant le récit de Claude d'Abbeville, comment les étendards de la France furent plantés à Maranhão :

« Les tambours et trompettes sonnantes marchaient devant, suivis de la compagnie françoise en bonne conche et en fort bel ordre : puis les six principaux Indiens susdits suivoient, revestus de leurs casaques bleues marquées de croix blanches devant et derriere, portans le susdit estendart de France sur leurs espaules. Les sieurs de Rasilly et de la Ravardière, lieutenans généraux, marchoient après, tenans chacun d'une main les bouts et extrémités d'iceluy, et estant accompagnez de tous les gentils-hommes françois de nostre équippage : Il y avoit en apres une grande multitude d'Indiens qui estoient accourus de tous les villages circonvoisins. Allant ainsi en triomphe depuis le logis des susdits Lieutenans jusques auprès de la Croix, où fut posé le susdit estendart, après l'exhortation faite par le Réve-

rend Père Ives, le sieur de la Ravardière adressant sa parole aux François, leur fit cette petite harangue :

« Messieurs, vous voyez comme les Indiens, eux mesmes plantent cet estendart de France, mettans leur terre en la possession du Roy; et protestent tous de vivre et mourir avec nous, comme vrais sujets et fidelles serviteurs de sa Majesté. Voyla monsieur de Rasilly qui s'en va un de ces jours en France, de la fidelle assistance duquel nous ne pouvons douter. Il s'en va faire entendre à sa Majesté et à toute la France l'importance de cette action; et la supplier très humblement au nom de nous tous, d'avoir agréable de nous envoyer à son retour, le secours necessaire, pour l'establissement parfait de cette nouvelle colonie. Je supplie et exhorte tous les gens de bien et de courage de cette compagnie, de m'assister durant le temps de son absence à la maintenir : Pour moi, je me tiendrois heureux de mourir en une si juste et honorable deffense. »

Après une harangue aux Indiens auxquels ils répondirent, l'étendard fut posé :

« A l'instant ils plantèrent eux mesmes cet Estendart, et les armes de la France, et cependant on sonnoit les trompettes, l'on battoit les tambours, et si l'on tiroit force canonades, et mousquetades, en signe de joye, et d'allegresse, avec un grandissime contentement des François et de tous les Indiens.

» Et à ce que personne ne s'étonne de cette action, je diray en passant, que la première chose que les anciens Romains avoient accoustumé de faire en leurs conquestes, estoit, qu'entrans en quelque terre, ou en quelque ville nouvellement conquise, ils plantoient aussitôt leurs Estendarts au milieu de la place et au lieu le plus éminent, pour faire reconnoistre par là qu'ils estoient et seroient dorénavant les souverains maistres et possesseurs d'icelle.

» Combien y a-t-il d'autres nations qui ont observé le mesme? Et pour estre distingué les uns des autres, ils ont

tousjours été soigneux de peindre leurs armes ou quelque devise particulière en leurs estendarts. Ainsi voit-on l'Aigle et le Minotaure à l'enseigne des Romains, la Colombe de Semiramis en celle des Assiriens, trois Faulçons en celle de Darius, pour montrer qu'il pretendoit subjuguer les trois parties de l'univers. »

III

Mesdames, Messieurs,

La France Équinoxiale n'eût, malgré tout, qu'une bien courte durée.

Les Portugais en étaient arrivés, au commencement du XVIIe siècle, à considérer leur colonie du Brésil comme un territoire vraiment élastique, qui s'agrandissait tous les jours grâce aux explorations et aux voyages, et dont l'étendue semblait n'avoir d'autres limites que celles du continent. Leurs seuls rivaux sur terre avaient été auparavant les Espagnols; mais ceux-ci se trouvaient maintenant être leurs frères politiques, depuis qu'il y avait un souverain commun aux deux métropoles. Les froissements entre autorités et même entre aventuriers se voyaient par conséquent adoucis; les galions espagnols que les lingots d'argent rendaient plus lourds, rencontraient abri et aide au besoin dans les nombreux ports de la côte brésilienne; on se hasardait dans l'intérieur, remontant les fleuves et escaladant les montagnes, sans se préoccuper de la ligne de Tordesillas ni des conventions ultérieures. En vérité, le soleil ne se couchait point sur les domaines des Philippe, et partout il entourait de son auréole de feu l'emblème de la puissance espagnole.

Et cependant le Brésil devint aussi peu espagnol que le Portugal. Si l'indépendance cessa pour la monarchie, déjà vieille de plus de quatre siècles, de Jean Ier et de Manuel le Fortuné, l'autonomie de fait — elle l'était également de droit, selon les engagements castillans — survécut, et je

pense même qu'outre-mer les distances furent mieux gardées et les positions plus définies. C'est que, quoique l'idée d'une séparation entre métropole et colonie fût encore forcément étrangère à tout calcul, et que les destinées portugaises fussent identifiées avec les destinées brésiliennes, de même que les sentiments politiques brésiliens ne pouvaient être qu'identiques aux sentiments politiques portugais, il existait déjà un élément qui ne ferait que grandir par la suite et qui donnait moralement à notre société un aspect particulier que d'autres circonstances — le mélange des races principalement — lui avaient dès lors physiquement assuré.

Nous avons vu que Gabriel Soares, le planteur de Bahia, se souvenait avec émotion de la terre où il avait peiné et où il espérait toujours s'enrichir. Immédiatement après lui, un auteur anonyme, puisque l'on ne peut dire avec certitude que ce fut le poète de la *Prosopopée*, s'enorgueillissait assez de *son pays*, où il n'était probablement pas né mais où il avait vécu, c'est-à-dire où il avait souffert, joui et aimé, pour écrire un travail descriptif comme l'autre, mais où se dénonçait certaine prétention littéraire. Il le baptisa du titre de *Dialogues des Grandeurs du Brésil.*

Remarquez bien ce substantif. L'auteur n'emploie pas le mot *Beautés;* il monte plus haut sur l'échelle lexicographique et choisit un autre terme qui traduit, sans doute possible, toute sa confiance dans l'avenir de cette colonie si imparfaitement connue encore, mais qu'on dévoilait chaque jour davantage, dans toute la fierté de sa nature vierge, et qui savait déjà inspirer de telles passions.

Les interlocuteurs de ces Dialogues, dont la date est environ 1618, sont au nombre de deux : un vétéran de la colonisation et un nouveau débarqué; celui-ci, personnage un peu nigaud, comme il sied, naturellement crédule, proclamant la vérité de toutes les fables qu'il avait entendues, nourrissant à l'égard de la colonie les préjugés et les dédains des gens plus cultivés de la métropole qui en méprisaient

tout... excepté les profits; l'autre, rompu à tous les métiers, ayant traîné dans tous les ports et même un peu dans les forêts, amateur peu raffiné de paysages, mais croyant pieusement à la fortune d'une terre aussi admirablement belle, et gardant sur ses lèvres l'âpre saveur des amours sauvages.

N'était leur ton familier et bon enfant, on pourrait se demander si ces Dialogues n'ont pas été rédigés deux siècles plus tard, quand les susceptibilités entre Brésiliens et Portugais se furent envenimées au point de se changer en animosité et de faire prévoir une rupture imminente, qui, ajoutons-le, se justifiait pleinement. On a même assez abusé au commencement du XIXe siècle, de cette forme dialoguée pour présenter des arguments, condamner des sophismes et confondre de mauvais plaideurs. C'est exactement ce que mit en pratique celui qui de si bonne heure s'essaya à prononcer l'éloge du Brésil, en montrant ses avantages et le manque de bonne foi de ses détracteurs.

Les Français n'avaient occupé, et encore sans aucune chance, que des points déserts du territoire brésilien. Quand j'emploie le mot « désert », je n'entends me rapporter qu'à la population portugaise, car les Indiens végétaient, bien qu'en nombre relativement restreint, sur toute la côte. Les Français finirent même par abandonner un négoce illicite comme celui du bois de Brésil, qui déclinait par suite de la dévastation des forêts proches du rivage et de l'emploi d'autres substances colorantes, et qui finit par leur créer plus de désagréments que de gains.

Le commerce légitime lui-même leur fut d'ailleurs fermé depuis l'union ibérique, les Espagnols ayant fait adopter par les possessions portugaises les principes d'exclusivisme national absolu qui appartenaient plutôt au gouvernement de Madrid qu'à celui de Lisbonne, car pendant le XVIe siècle les étrangers étaient tolérés dans les places et villes brésiliennes, naturellement sans jouir des faveurs accordées aux

commerçants de la métropole. C'est sous ce régime de relative franchise que les Schetz, d'Anvers, — grande maison de négoce qui rivalisait avec celle des Fugger, les banquiers allemands de Charles-Quint, par l'étendue et la variété des affaires, — possédèrent à São-Vicente, donc à Saint-Paul, des plantations et un moulin à sucre.

Le plus grand danger de la conquête française avait donc disparu dès la première moitié du XVIIe siècle. Quant aux Anglais — à l'exception de quelques semblants d'établissements fondés par eux pendant la première moitié du XVIIe siècle, dans la Guyane brésilienne (c'est-à-dire dans la région nord de l'Amazone confinant à la Guyane française), dont le dernier, celui de Cumaù, tomba aux mains des Portugais en 1632 — ils ne se montrèrent jamais qu'individuellement, comme d'honnêtes corsaires. Ce fut le cas pour Cavendish, qui en 1591 saccagea Santos, et pour James Lancaster qui en 1598 fit une descente à Recife, le port d'Olinda, afin de piller les magasins remplis de caisses de sucre qui devaient être expédiées en Europe, et de soieries, vins généreux et autres articles de luxe, qui arrivaient d'Europe pour flatter les appétits somptuaires des nouveaux riches de Pernambuco : soit cadets de bonne famille qui venaient conquérir le patrimoine que la loi des majorats leur ravissait en Portugal, soit gens du commun que la pauvreté chassait des rues de Lisbonne, où grouillaient encore plus de mendiants déguenillés et couverts de vermine que n'y paradaient de gentilshommes musqués et étincelants de pierreries.

La débauche minant la santé et le faste dorant la paresse avaient été les grands vices de l'Inde, ceux que les historiens imbus de Tacite, tels João de Barros et Diogo de Couto, flétrirent comme les causes de l'avilissement du courage et de l'endurance chez les premiers conquérants. Les délices de Capoue sont d'une généralité géographique complète et d'une parfaite continuité chronologique; mais il est à remarquer qu'au Brésil, où le voyageur italien Filipo Sassetti observait à la fin du XVIe siècle la tendance au luxe

dont font foi les relations annuelles des Jésuites, et que le *Traité descriptif* de Gabriel Soares met en relief, la lutte pour l'existence était trop intense pour que l'effet amolissant de ce genre de vie pût s'exercer de même manière sur les colons.

Tout d'abord, la population indigène n'y était pas civilisée comme en Asie. Elle était devenue farouche et hostile, ou bien il fallait la disputer aux prêtres de la Compagnie qui partout surgissaient à l'effet de protéger les Indiens et de les rassembler en des missions, auxquelles les chasseurs d'esclaves n'hésitaient pas à mettre le feu, bien décidés à en déloger le bétail humain pour le subjuguer. Puis la richesse n'était pas, comme en Orient, à portée de la main, ni comme plus tard, au Brésil même, à fleur de terre : celle-ci, pendant près de deux siècles, garda jalousement ses trésors, afin de permettre aux nouveaux maîtres du sol d'établir leur possession sur des assises plus solides et par des liens plus profonds. L'agriculture fit la fortune du Brésil avant que les mines n'eussent donné de l'éclat à sa renommée.

La réputation du pays était cependant de nature à attirer sur lui l'attention des Hollandais, quand ces sujets de l'Espagne, révoltés au début contre Rome et ensuite contre Sa Majesté Catholique, se sentirent de force à transporter le conflit loin de leurs *polders*, en prenant pour arène l'immensité des Océans. On comprit de bonne heure, à la Bourse d'Amsterdam aussi bien qu'aux États généraux de La Haye, que, pour obtenir une indépendance stable, on ne devait pas se limiter à rendre saufs ses propres foyers; qu'il fallait atteindre l'ennemi plus profondément en le privant des sources mêmes qui lui procuraient les moyens de cette longue guerre, où des régiments castillans, flamands, milanais et napolitains se ruaient au pillage, obéissant tantôt au duc d'Albe, tantôt à Alexandre Farnèse, tantôt au marquis de Spinola. On dirait que par ce bariolage militaire le monarque de l'Escurial essayait vraiment de fournir

l'image de l'universalité de l'Église au feu de laquelle il purifiait son ambition temporelle.

Les Hollandais, en prêtant à leur lutte politique et religieuse le caractère maritime qui l'élargit et en imposa la conclusion, faisaient d'excellente besogne, puisqu'ils finiraient par comprendre ainsi la nécessité d'assurer une base territoriale à leur naissant trafic d'outre-mer, et de s'inscrire par conséquent parmi les nations à possessions coloniales. Ils faisaient encore de la jurisprudence nouvelle, de caractère international, du moment qu'ils opposaient pratiquement la doctrine du *mare liberum*, subversive du droit des gens, à la doctrine péninsulaire du *mare clausum*, que le professeur portugais à l'université espagnole de Valladolid, Seraphim de Freitas, prêcha dans un traité qui est le pendant ou plutôt le contraste de celui, incomparablement plus fameux, de Grotius.

Les navires hollandais prirent tout naturellement la route de l'Amérique pour s'essayer à faire des prises sur les galions espagnols et sur les vaisseaux portugais qui s'en revenaient gonflés de richesses. Le nom de Piet Heyn, qui parvint à s'emparer de la fameuse « flotte d'argent » — convoi annuel des mines de la Nouvelle Espagne et du Pérou — est toujours populaire aux Pays-Bas, où les chansons des rues persistent à évoquer à la fois sa jambe de bois et son fructueux exploit. Mais les premières visées de la Compagnie des Indes Occidentales, que des commerçants entreprenants et habiles organisèrent sur le modèle de celle des Indes Orientales, laquelle la précéda, de même que l'Inde précédait comme objectif toute autre convoitise, se fixèrent sur le Brésil.

D'abord, c'était la région la moins éloignée de leur base d'opérations. Puis, les informations parvenues aux centres israélites d'Amsterdam, émanant des juifs portugais que les massacres de Lisbonne avaient poussés vers le Brésil et qui ne s'y jugeaient point en sûreté, d'autant que l'Inquisition pouvait les suivre là-bas ainsi qu'elle les avait suivis

à Gôa, décrivaient la terre comme des plus fertiles et des moins défendues. M. João Ribeiro, le plus philosophe de nos historiens contemporains et qui ne dédaigne pas les détails curieux, suppose que la connaissance des *Dialogues des Grandeurs du Brésil* ne fut pas étrangère aux projets hollandais. Le fait est que le manuscrit de cet ouvrage, resté inédit jusqu'à nos jours et traitant spécialement des Capitaineries de Pernambuco, Parahyba et Itamaracà, — lesquelles devinrent justement le noyau du Brésil hollandais — était conservé, ou mieux oublié à Leyde.

Il n'est pas étonnant qu'un travail aussi suggestif et aussi propre à éveiller les convoitises toujours plus grandes à ce sujet, n'ait point été publié. Le Portugal et l'Espagne faisaient grand mystère de tout ce qui se rapportait à leurs colonies. Le roi Jean II qui, après l'infant Henry le Navigateur, prit à cœur de favoriser l'expansion portugaise vers l'Afrique, défendait sous peine sévère à ses pilotes de démentir l'opinion courante sur l'énorme difficulté des voyages côtiers le long du continent noir. Au temps de Dom Manoel et de Charles-Quint, les cosmographes des deux nations rivales se voyaient à chaque instant soupçonnés de trahison et en effet menaient bien leur petit commerce de données géographiques.

On ne doit pas être surpris de ce que le rapport politique, administratif et social qui faisait le complément des travaux scientifiques des frères Ulloa, les célèbres savants espagnols, ne fut imprimé à Londres, sous le titre de *Notices secrètes d'Amérique*, qu'après que l'empire colonial eût fait place aux républiques indépendantes : il y avait dans ce rapport une masse d'informations qu'il convenait à la fierté, pour ne pas dire à l'honneur, de l'Espagne, de tenir cachées. Mais ce qui est plus fort, c'est qu'un livre purement descriptif et économique, intitulé *Opulence et ressources du Brésil*, écrit au XVIIIe siècle par un Jésuite italien, Andréoni, sous le pseudonyme d'Antonil, ait été confisqué et détruit par ordre du gouvernement de Lisbonne et dut attendre

l'année 1838 pour paraître en une nouvelle édition.

Les deux ouvrages susmentionnés, les *Dialogues des Grandeurs* et le *Traité de l'Opulence*, sont de même espèce : ce que l'un représente pour le premier siècle de colonisation, l'autre le fait pour les deux cent cinquante premières années. A les lire tous deux, on se rend compte de la richesse réelle du pays, et l'on devine toutes ses richesses latentes. On en reste émerveillé, et de ce sentiment à l'envie, la distance à franchir n'était pas grande pour des peuples en quête d'expansion. Les revenus y sont détaillés et les ressources spécifiées, comme s'il s'agissait de lever des emprunts ou d'attirer des émigrants, et Dieu sait que le Portugal d'alors ne voulait ni des uns ni des autres. Il voulait se suffire, ou plutôt il désirait que le Brésil lui suffît, surtout depuis que l'Orient commençait à lui échapper. Les *Dialagues des Grandeurs* aux mains des Hollandais, c'était une enquête toute trouvée et de nature à leur stimuler l'appétit, à ces « gueux de la mer », comme ils se surnommaient eux-mêmes avec forfanterie.

Le manuscrit en aurait été probablement emporté de Bahia, où en 1624 les Hollandais se présentèrent en forces suffisantes pour s'emparer de la ville de São-Salvador et s'y établir en maîtres tyranniques. Dispersés après la capitulation, ou s'étant enfuis même avant cet événement vers l'intérieur, les habitants se ressaisirent et, guidés par leur évêque, qui montra à l'occasion plus d'esprit guerrier que les chefs militaires et paya de sa vie un effort si étranger à son ministère, à leur tour ils assiégèrent l'ennemi par terre. L'occupation étrangère ne cessa cependant qu'une année après, quand la grande flotte hispano-portugaise de Don Fradique de Toledo ancra dans la rade de Bahia. Si la plus grande des armadas avait été mise en déroute par les éléments bien plus que par les adversaires, l'Espagne était encore à même d'en organiser d'assez importantes pour reconquérir les territoires perdus.

Ces événements firent de leur temps grand bruit en

Europe : il existe une foule de récits dans les principales langues sur la prise et la reprise de la Bahia — en portugais, en espagnol, en italien, en allemand, et je possède même dans ma collection une feuille détachée, sorte de supplément de journal, tel qu'il s'en publie aujourd'hui, qui donne au public français, avec estampes, une brève et succinte relation de ces faits palpitants dont l'équivalent de nos jours, par rapport à l'intérêt, se trouverait par exemple dans la mainmise par les Américains sur les Philippines. Outre les travaux brésiliens et hollandais, un récit minutieux et fidèle en a été récemment écrit par le Révérend Edmundson et se trouve dans la *Revue de la Société historique de Londres*.

São-Salvador, qui commençait à être la ville à l'existence facile et plantureuse, sociable et licencieuse du XVIIIe siècle brésilien, où la douceur de vivre était aussi grande que le pittoresque de la vie, devint pendant quelque temps un rendez-vous cosmopolite de premier ordre, une véritable Babel européenne où Calvinistes de Zélande, Luthériens de l'Empire, Portugais, Espagnols de toutes les provinces, Flamands et Wallons, sujets italiens de l'Espagne, aventuriers polonais se coudoyaient ou s'escrimaient, s'enivraient de compagnie ou s'égorgeaient pour des négresses. Le Brésil ne pouvait plus se plaindre d'être peu connu.

Du reste, expulsés de Bahia, les Hollandais ne cessèrent de croiser dans nos parages ni d'aborder et de capturer des bâtiments espagnols et portugais, tuant les équipages et s'emparant des cargaisons. Cela ne leur suffisait toutefois pas, et en 1630, ils concentrèrent leurs efforts de conquête territoriale sur Pernambuco qui était alors la seule Capitainerie subsistante à donataire, aussi mal préparée pour la défense que les autres et éprouvant davantage les inconvénients d'une administration jalousement exercée à distance.

Le frère du donataire, Mathias de Albuquerque, qui devint plus tard marquis d'Alegrete et s'illustra pendant la guerre d'indépendance du Portugal comme le vainqueur de Montijo, faisait fonctions de lieutenant-gouverneur; il

opposa à l'attaque hollandaise une résistance opiniâtre. Le sol du fief de sa famille fut disputé pouce à pouce : après le sac d'Olinda, la capitale établie par Duarte Coelho sur une riante hauteur et qui ne recouvra plus sa quasi splendeur d'antan, vint celui de Recife, le port si grandiloquemment décrit dans la *Prosopopée* et où les assaillants devaient finir par se retrancher pendant que les Portugais organisaient leur fameux campement du Bom Jesus.

La lutte prenait ainsi un court répit avant de se faire plus âpre, la fortune des armes commençant vraiment à sourire aux Hollandais après qu'un mulâtre très intelligent et très actif, du nom de Calabar, eût fait défection aux Portugais. Le nom de Calabar est d'ailleurs resté populaire dans notre histoire comme synonyme de traître, et il a séduit le talent de romanciers et d'auteurs dramatiques. Fuyant le châtiment de malversations pour lesquelles il avait été dénoncé, le traître servit complaisamment d'éclaireur, de guide et d'instructeur à l'ennemi, jusqu'à ce que livré par celui-ci à la prise de Porto Calvo, il lui advint d'être pendu.

Je vous épargnerai tous les incidents d'une guerre assez prolongée qui a été excellemment racontée par notre historien Varnhagen, vicomte de Porto Seguro, — dont le nom est connu des studieux français, surtout à cause de sa polémique avec D'Avezac et de ses plaidoyers en défense des quatre voyages d'Améric Vespuce — et par le général hollandais Netscher, dont l'ouvrage fut rédigé en français ; sans parler de contributions plus récentes et mieux documentées, puisées aux archives de la Compagnie des Indes Occidentales et des États généraux, et de majestueux in-folios contemporains des faits, comme la chronique de Barlaeus et le poème panégyrique de Plante, lesquels sont de superbes documents de la perfection de l'art typographique aux Pays-Bas à l'époque des Elzévirs et des Plantin-Moretus. Ces détails nous mèneraient trop loin et seraient d'ailleurs superflus dans une vue d'ensemble du développement historique du Brésil telle que celle que je

m'efforce de vous présenter en quelques lectures, — sorte de film cinématographique, dirais-je, s'il n'y manquait forcément le mouvement, que seul le grand art pourrait lui donner en reproduisant exactement la vie.

Les Hollandais eurent comme leur meilleur capitaine, à la première période de cette occupation, un officier de fortune, Polonais d'origine, du nom d'Artiszewski, esprit cultivé, non pas un reître grossier, dont le courage et l'habileté surent tirer le meilleur parti des nombreux renforts qui lui parvenaient d'Europe. Du côté des Portugais, tout au contraire, les secours terrestres furent nuls ou du moins insignifiants, tandis que les ressources locales en hommes et en munitions s'épuisaient vite.

L'Espagne avait en ce moment pour roi Philippe IV, dont le favori et tout-puissant ministre, le comte-duc d'Olivares, dominé par l'idéal de centralisation politique qui devait légitimer celle que Philippe II avait exercée de fait, en matière administrative, par l'action, le génie peut-être, de sa nature fureteuse et tracassière, s'occupait surtout de réduire les privilèges municipaux et d'abolir les *fueros* provinciaux. Le Brésil était de plus une colonie portugaise, pas même une colonie espagnole, et, par conséquent, l'assistance qu'on lui devait à Madrid n'était que secondaire. La métropole avait elle-même trop de possessions à surveiller, et il lui fallait d'abord mettre sa propre maison en ordre.

On ne négligea toutefois pas les expéditions navales, dont l'Espagne fut prodigue en ces siècles de réelle décadence dans sa grandeur apparente, mais qui en général échouèrent grandiosement. A Saint-Sébastien, l'on peut admirer la statue de l'amiral Oquendo, qui, par exception, mit en déroute son adversaire l'amiral Pater. A peu de temps de là, en 1640, l'armada on ne peut plus imposante du comte da Torre, la plus belle manifestation de l'effort maritime hispano-portugais, était détruite ou dispersée après un combat de quatre jours, dont les tableaux de Franz Post, reproduits dans la chronique de Barlaeus — *Rerum*

per octennium in Brasilia gestarum... — fixèrent pour toujours les étapes et les principaux épisodes.

Ce fut l'apogée du pouvoir hollandais en Amérique du Sud, qui un instant menaça d'éclipser la domination portugaise. Le découragement se prononça particulièrement parmi les nationaux dès que la Compagnie des Indes Occidentales, fière de son empire naissant et satisfaite des profits qu'il commençait à lui rapporter, confia le gouvernement du Brésil hollandais à un prince de la maison d'Orange, Jean Maurice de Nassau-Siegen, un humaniste doublé d'un condottiere, fine figure de gentilhomme gaspilleur et de commandant magnanime qui laissa chez nous un souvenir pas très précis peut-être, plutôt légendaire, mais par cela même impérissable, de loyauté, d'honneur et de générosité.

Maurice de Nassau débarqua à Pernambuco disposé à y régner en souverain, à y vivre en épicurien et à y dépenser en prodigue. Ce n'était précisément pas l'idéal de la Compagnie de commerce, mais c'était le sien, et le nom qu'il portait, la valeur qu'il représentait, valaient bien qu'à Amsterdam on fermât les yeux, du moins pendant la période des vaches grasses, sur des prétentions qui furent pour beaucoup le secret de son prestige, bien qu'associées à des qualités plus solides de militaire et d'administrateur.

Sous son consulat l'occupation hollandaise s'étendit du côté nord jusqu'à englober le Maranhão, c'est-à-dire qu'elle atteignit presque l'Amazone, ne s'arrêtant du côté sud qu'au fleuve São-Francisco, couvrant ainsi plus d'un tiers, la moitié peut-être du Brésil alors connu. Nous venons de voir que la puissance maritime de la Péninsule ibérique reçut de la part de Maurice de Nassau l'échec le plus sévère qu'elle eut essuyé après la perte de l'Invincible. Si l'assaut de Bahia fut repoussé — service à jamais mémorable du Napolitain Bagnuolo, et qui racheta les premiers insuccès de cet honnête général, — les colonies africaines vis-à-vis du Brésil, Mina, São-Thomé, Angola, c'est-à-dire une

bonne partie de l'Afrique occidentale, où le Portugal se fournissait des esclaves nègres qu'il dirigeait sur nos plantations, furent soumises à l'autorité hollandaise.

La Compagnie des Indes Occidentales qui, en 1630, ne possédait pas un pouce de terrain, dix ans après était maîtresse d'un empire. De Pernambuco, la cour de ce domaine vraiment royal, du Recife baptisé en « Mauritzstadt », l'autorité du prince-gouverneur rayonnait cependant d'un éclat à faire clignoter les yeux des marchands qui s'étaient payé le luxe d'un pareil stathouder colonial, sans parvenir à en faire leur premier commis, et qui commençaient de bonne heure à jeter des regards inquiets sur le héros de tant de victoires et, pis encore, sur le détenteur de tant de sagesse, de munificence et d'attraits sympathiques. L'employé était en effet aussi supérieur à ses patrons qu'il l'était par rapport au milieu dans lequel il avait été mandé, et qu'il essaya d'élever à la hauteur de son intelligence remarquable et de son esprit libéral.

Maurice ne se contenta pas d'emmener de son pays des troupes et des armes : il partit, en souverain éclairé, entouré d'un groupe d'écrivains, de savants et d'artistes. Les écrivains se plurent naturellement à entonner ses louanges : c'est ce qu'ils avaient de mieux à faire, du moment que leur Mécène se chargeait de leur fournir le sujet, s'appliquant lui-même à faire de l'histoire.

Les savants étudièrent avec ardeur et avec compétence — ils s'appelaient, entre autres, Piso, un médecin hollandais, et Markgraf, un naturaliste allemand — le climat, la faune, la flore, autant de nouveautés pour l'Europe. C'est à ces deux auteurs qu'est due *l'Histoire naturelle du Brésil*, dont il existe deux éditions elzévirs; elle est considérée non seulement comme un ouvrage classique, mais comme le livre fondamental, le tronc qui donna naissance aux branches, dans la suite couvertes de feuilles, de fleurs et de fruits, de l'arbre de la littérature scientifique du Brésil. Ce volume ne contient cependant qu'une faible

partie des travaux de Markgraf, dont la plupart sont considérés comme perdus.

Les phénomènes météorologiques, les observations astronomiques, dont celles relatives à l'éclipse solaire de 1643, — pour lesquelles il se servit de l'Observatoire érigé par son protecteur — les études de géographie mathématique et les travaux de géodésie destinés à l'établissement des premières cartes terrestres de ces régions, la nosologie locale, les coutumes des indigènes, les habitudes des animaux étrangers à l'ancienne zoologie et les caractéristiques des plantes inconnues à l'ancienne botanique, — ce furent là les nombreux thèmes, des plus intéressants, que traitèrent les deux hommes de science. L'un d'eux, Markgraf, victime des fièvres, succomba jeune à la tâche, à Angola (Afrique Occidentale) où il s'était transporté pour continuer ses recherches scientifiques; mais l'autre, Piso, survécut pour mener à bonne fin la publication de l'œuvre commune, quoique la part de chacun y soit distincte. Il devait en arriver exactement de même, environ deux siècles plus tard, aux savants bavarois Spix et Martius, explorateurs d'une très grande partie du Brésil, studieux de ses langues indigènes aussi bien que de ses conditions climatériques, des singularités de sa vie animale aussi bien que de ses merveilles végétales et de ses richesses minérales. Spix décéda en rentrant, terrassé par les fatigues; mais Martius vécut heureusement assez longtemps pour mettre en état cette œuvre colossale de la *Flora Brasiliensis* qui est l'un des monuments intellectuels de notre âge.

Quant aux peintres formant partie de la suite du comte de Nassau-Siegen, ils fournirent les premiers documents artistiques du pays, reproduisant, avec la fidélité du rendu sinon avec l'ampleur d'exécution que l'école hollandaise de l'époque possédait à un si haut degré, les exemplaires des races indiennes, les animaux et les plantes indigènes que le naturaliste et le philosophe d'Europe accueillaient avec une si légitime curiosité. Un des châteaux royaux du Danemark

et la Bibliothèque Royale de Berlin conservent la meilleure partie de ce legs artistique, vendu partiellement en un moment de gêne à l'électeur de Brandebourg. Le reste, dont on a malheureusement perdu la trace, fut vendu à votre roi Louis XIV, qui, les documents de l'époque l'attestent, le visita en grande cérémonie, accompagné de sa Cour.

Après son retour en Europe, Maurice de Nassau connut des hauts et des bas : les hauts ne pouvaient manquer d'être passagers, étant donné sa nature dépensière qui, à Pernambuco, s'afficha en deux résidences, un palais de ville et une maison de campagne, où l'on voyait des jardins magnifiques avec ménagerie, volières, viviers, pépinières; des tournois et autres fêtes où s'alliaient l'exubérance de la kermesse flamande et le pittoresque de l'exotisme d'outre-mer. Le palais dans lequel se trouve aujourd'hui installé le musée de peinture de La Haye — le Mauritshuis — fut bâti par lui, pour sa future demeure pendant son gouvernement du Brésil, et il fit à cet effet transporter les meilleurs bois de construction choisis dans des forêts particulièrement riches en arbres précieux.

Les mauvaises langues — il y en eut toujours — surnommèrent ce palais la « Maison de sucre », ce qui était une manière malicieuse d'indiquer l'origine des profits qui lui en avaient permis la construction. N'était-il d'ailleurs pas le gouverneur, moyennant contrat, payé et intéressé dans les affaires de la Compagnie qui avait engagé ses services? Et si celle-ci fut assez sotte pour l'en remercier, acceptant une démission qui avait été presque imposée par la défiance et le mauvais vouloir du Conseil, elle supporta lourdement ce désaveu d'une administration assez tolérante pour ne jamais persécuter les catholiques — bien que Maurice de Nassau appartînt à une maison intimement liée à la Réforme, et qu'il sortît lui-même du tourbillon des guerres religieuses du temps — et assez avancée pour convoquer les principaux du pays en une espèce d'assemblée régionale, embryon de Parlement, où les affaires publiques furent

discutées en toute liberté et les plaintes et les vœux des populations formulés en toute franchise afin d'être présentés aux pouvoirs compétents en Hollande.

Ce que l'Angleterre a fait, aux applaudissements du monde entier, pour l'Afrique du Sud divisée la veille par une guerre sanglante et douée aujourd'hui d'une constitution autonome, ce prince de Nassau prétendit le faire au XVIIe siècle, en pleine lutte, pour une société étrangère par la langue, les mœurs et l'esprit. Ne méritait-il pas que Napoléon Ier lui accordât l'honneur de faire restaurer son tombeau à Clèves, où Maurice mourut comme gouverneur, tombeau que les dévastations des guerres rhénanes avaient sérieusement endommagé?

Maurice de Nassau a tous droits à être considéré comme un modèle de grand administrateur et même de grand homme politique, car, à une époque de despotisme et gouvernant un pays conquis, il fut toujours prompt, en ce qui dépendait de lui, à accorder justice aux plaintes et aux prétentions des nationaux. Ainsi, avec son approbation, les Chambres d'échevins qui remplacèrent les Chambres municipales à l'instar du Portugal, furent également réparties entre Hollandais et Brésiliens. Naturellement, tout le haut fonctionnarisme, y compris les conseils de gouvernement et les bourgmestres, se composait de Hollandais. Le prince néanmoins écoutait volontiers et suivait les avis de beaucoup de personnes du pays qui vivaient dans son entourage, quelques-unes même dans son intimité, comme par exemple, le commerçant João Fernandes Vieira, qui s'enrichit en s'associant à un juif hollandais, et le moine Manoel de Salvador qui assista le traître Calabar à ses derniers moments, écrivit sur cette époque la plus intéressante des chroniques, en un style simple qui plaît infiniment à côté de tant de productions infectées de gongorisme, et eut l'occasion, grâce à sa faveur auprès du gouverneur général, de rendre de tels services à l'Eglise catholique que le pape lui adressa, en 1641, une lettre de remerciements.

Il n'est que naturel qu'on ait exigé du clergé brésilien le serment de fidélité à la souveraineté de la Compagnie des Indes Occidentales; mais, en compensation, pleine liberté était assurée au culte romain, lequel disposait en parfaite indépendance de ses revenus. Des églises et des chapelles nouvelles furent même bâties par les soins de Maurice de Nassau, qui n'hésita pas à se ranger du côté de ses administrés catholiques lorsque l'intolérance des prédicateurs calvinistes, âpres à l'évangélisation, voulut empêcher les processions dans les rues.

S'il n'avait pas été en même temps défendu aux israélites d'édifier d'autres synagogues, de faire de la propagande judaïsante et de prêter le moindre éclat aux cérémonies de leurs temples, l'on pourrait dire que le Brésil avait atteint dès ce temps-là la liberté religieuse dont il est si justement fier aujourd'hui : si ce n'est toutefois qu'il ne s'agissait alors que d'une tolérance consentie par un prince éclairé et contrariée à chaque instant par les employés subalternes et par les mercenaires engagés pour le service militaire d'outre-mer, tandis qu'à présent, c'est plutôt à une condition d'équilibre qu'on est consciemment arrivé par un effort réfléchi et impartial.

L'espèce de trêve religieuse obtenue par l'esprit d'équité du gouverneur général n'eut d'ailleurs pas la force d'amoindrir les préventions et de concilier les deux peuples. Pendant le quart de siècle de la domination hollandaise, il est curieux de constater qu'il y eut une centaine de mariages de Hollandais avec des Brésiliennes, mais pas un seul d'un Brésilien avec une Hollandaise. Les deux nationalités se maintenaient toujours à l'écart l'une de l'autre, leur séparation restant aussi tranchée que le jour où en un brillant tournoi imaginé par Maurice de Nassau pour fêter l'acclamation du duc de Bragance comme roi de Portugal, et sous les regards des dames brésiliennes, hollandaises, françaises et anglaises, selon l'énumération du Père Manoel do Salvador, les deux quadrilles se présentèrent montant des chevaux de race : —

les Brésiliens d'un côté, généralement vêtus de velours noir dans le sombre goût espagnol, et les Flamands (comme on appelait d'habitude les Hollandais) de l'autre côté, affichant des pourpoints aux couleurs éclatantes.

Le retour du comte de Nassau-Siegen en Europe marqua décidément le déclin initial de la puissance hollandaise au Brésil. Il s'embarqua, à ce que l'on dit, plein de regrets, en l'année 1644, et dix ans plus tard sa capitale capitulait par pure formalité de guerre, car dès 1648 les deux fameuses batailles des monts Guararapes avaient mis en désordre et presque anéanti les forces d'occupation que ses successeurs — un triumvirat de bourgeois ouvriers — entretenaient avec le sévère esprit d'économie qu'ils mirent à restaurer les finances obérées de la Compagnie des Indes. Ces comptables se fiaient davantage pour le maintien du domaine aux piètres tyrannies dont ils avaient fait l'essai, qu'aux mercenaires qu'une main ferme de prince et de héros avait seule eu le prestige de conserver disciplinés et fidèles à un drapeau marchand. L'argent était la principale préoccupation du nouveau gouvernement, le but essentiel de son administration, et chacun sait qu'il rend les hommes âpres au travail, mais tièdes à la foi et timides dans l'adversité. Du côté national, tout au contraire, un événement de la plus grande importance était survenu, un fait moral de la plus haute signification : la séparation du Portugal d'avec l'Espagne, rendant à celui-là sa vieille indépendance. En s'accomplissant, cette scission dissipait l'amertume des cœurs, faisait renaître les espérances jamais éteintes et réveillait les sentiments de patriotisme à peine assoupis.

Deux années ne s'étaient pas écoulées depuis le départ du prince, qu'un soulèvement de planteurs appauvris, desquels la Compagnie des Indes Occidentales exigeait le remboursement de leurs dettes en les menaçant de la saisie de

leurs biens hypothéqués, se propageait avec la rapidité d'un incendie en un champ couvert de meules de foin. La misère en perspective, la rancune suscitée par les offenses reçues, l'ardeur religieuse redoublée par les persécutions, une patrie rendue, étaient autant d'autres motifs qui favorisaient cette révolte, laquelle fut la première affirmation sûre et irrécusable de l'unité, je pourrais presque dire de la nationalité brésilienne.

Ce n'était plus le Portugal, c'était le Brésil qui s'insurgeait maintenant et faisait face à la Hollande, et l'observation a été faite par les orateurs chauvins, bien avant que le savant Martius eût publié son essai sur la façon de comprendre et d'écrire l'histoire du Brésil, que les différentes races qui se mélangèrent sous notre ciel prirent chacune leur part notoire et glorieuse dans le rétablissement de l'autorité portugaise.

Colons du Portugal, Brésiliens de naissance, Indiens et nègres se battirent à l'unisson et rivalisèrent de bravoure pour chasser l'ennemi, l'occupant de vingt années, pendant que le roi Jean IV, menacé à la frontière portugaise par les troupes de l'Espagne, redoutant à chaque instant de voir une flotte hollandaise forcer l'entrée du Tage, sans autre appui que celui — bien plus platonique qu'effectif — des bons conseils plutôt que des contingents armés du cardinal de Richelieu, conseillait, du moins ouvertement, la soumission à ses sujets d'outre-mer.

Quand, après la victoire définitive, les représentants des quatre classes de la population — le riche marchand Fernandes Vieira, émigré jeune de Madère; le maître de camp Vidal de Negreiros, originaire de Parahyba; le cacique indien Camarão; et le capitaine du régiment des noirs, Henrique Dias — furent décorés et anoblis, la métropole reconnut tacitement tout ce qu'elle leur devait à tous et à chacun en particulier pour la conservation de son empire américain. Elle reconnaissait les éléments qui composeraient à l'avenir le peuple de la grande nation que le Portu-

gal avait façonnée et qui se montrait de force à se défendre avant qu'elle ne se montrât de taille à se suffire.

En honorant ces personnages la cour de Lisbonne s'honora elle-même, car ils avaient témoigné — européens, indiens et nègres — un loyalisme à toute épreuve, plaçant leur sentiment de fidélité au-dessus de toutes les convenances et de toutes les séductions, ne souhaitant que de continuer à rendre leurs bons services à la métropole portugaise. Les cas d'apostasie religieuse ou politique furent d'ailleurs très rares de part et d'autre; parmi les Portugais, le plus fameux et cependant le plus mal connu jusqu'à la publication du procès de l'Inquisition, fut celui du Père jésuite Manuel de Moraes, un érudit et spécialement une autorité en dialecte tupi, qui, amené en Hollande, s'y fit ministre calviniste et se maria deux fois, quitte à retourner plus tard à sa première religion et à son célibat, échappant au supplice des autodafés par la sincérité admise de son repentir.

Les honneurs accordés par le roi aux chefs de la Restauration de Pernambuco furent pour eux les bienvenus, ce qui n'est que naturel. João Fernandes Vieira, celui qu'un moine biographe surnomme dans un panégyrique le « gouverneur de la divine liberté », écrivait au roi en 1672 — le document est inédit — en le remerciant de l'avoir commissionné pour inspecter les fortifications de Pernambuco : « Dès que j'ai commencé à servir Votre Altesse, j'ai toujours justifié par mes actes ce que j'avançais par mes paroles, avec le seul espoir de devoir à la munificence de Votre Altesse la satisfaction de quelques honneurs, car de richesses je n'en ai guère besoin, ce dont je rends grâce à Dieu. Et si les postes que Votre Altesse a daigné me confier rapportent des soldes, j'ai comme règle de les dépenser au quadruple au service du roi. Quant à la disposition de servir, si elle ne peut être que celle d'un vieillard de soixante-dix ans, la fougue du cœur est d'un jeune homme. »

Ces fières paroles furent écrites quatre ans après que

l'indépendance du Portugal avait été reconnue par l'Espagne et douze ans après que la reine régente eût ordonné à Francisco de Britto Freire d'aller prendre charge du gouvernement de Pernambuco pour y préparer l'installation de la famille royale de Bragance. Les moments de désespoir étaient passés où le Portugal, cerné sur terre par les troupes espagnoles, harcelé sur mer par les Hollandais qui lui ravissaient en Orient coup sur coup ses meilleures possessions, ne voyait devant lui franc et prêt à perpétuer sa tradition que le Brésil reconstitué par les Pernambucains dans sa primitive grandeur.

L'influence exercée par l'occupation hollandaise du Brésil septentrional fut nulle, puisqu'elle ne lui survécut pas. Ses vestiges de toute espèce disparurent rapidement. L'architecture n'en garda point de traces, ni l'économie agricole ou sociale, et le souvenir même de cette race étrangère s'éteignit entièrement, — exception faite de la glorification littéraire de son expulsion — ce qui constitue un excellent témoignage de la force de résistance de l'élément portugais, dont la faculté d'adaptation bien connue brave les régions les plus froides comme les plus chaudes.

Quelques surnoms des familles qui sont restées, rivées à des propriétés acquises ou par l'effet d'unions contractées et dont les descendants oublièrent dès la première génération la langue et les mœurs de leurs pères, et un sentiment plus prononcé qu'en autres endroits du Brésil colonial, de fierté et d'indépendance, — voilà à peu près tout ce que laissa derrière elle la domination de la Compagnie des Indes Occidentales. Cette exaltation morale qui en résulta n'était toutefois formée que par des sentiments réflexes : loin de provenir directement de germes politiques laissés par les démocrates d'au delà de l'Escaut, ils dérivaient de l'état d'esprit déterminé chez les vainqueurs par l'issue d'une lutte inégale et heureuse.

La liberté dont les *seigneurs d'engenho*, grands planteurs de Pernambuco — de vrais seigneurs par les origines, les

manières et le faste — affichaient l'amour, n'était autre que celle d'en agir à leur guise, de dominer depuis les bourgeois commerçants jusqu'aux capitaines généraux. Ils arrivèrent même, en 1666, à expédier par bateau, vers Bahia, un gouverneur qui ne se montrait pas assez empressé à satisfaire leurs caprices. Souchu de Rennefort qui se dirigeait vers Madagascar avec M. de Mondevergue, gouverneur général et amiral de la France Orientale, dont l'escadre dut faire escale à Recife, a été par hasard le témoin de cet épisode qu'il raconte de la façon suivante et très sommaire :

« Le 31, jour d'aoust, ce Gouverneur sortant de l'église paroissiale où il venait de reconduire le Saint-Sacrement, fut arrêté, et avec lui le Seigneur Dandrade. Quarante personnes le veilloient depuis quatre mois pour s'en asseurer, et enfin le voyant en ville peu suivy, et la coûtume des Portugais de la plus haute qualité estant d'accompagner le Viatique lorsqu'ils le rencontrent, ils le firent porter à un homme qui n'étoit point malade, et passer au quartier où estoit le Seignor Dom Mandoce, qui suivit et fut environné au retour par ceux qui avoient resolu de s'en saisir... »

Ayant pris goût au jeu, les seigneurs pernambucains se payèrent, en 1711, le luxe d'un véritable mouvement révolutionnaire, le jour où la couronne portugaise voulut octroyer les franchises municipales à la ville de Recife, dont le trafic prospérait et qui par là portait ombrage à la capitale déchue d'Olinda. Cette capitale était le refuge des gentilshommes, en opposition au bourg des négociants desquels ils étaient en bonne partie les débiteurs exploités, disaient-ils, en tout cas pressurés. Le soulèvement de la noblesse, qui mit en armes tous ses dépendants, fut d'abord victorieux, et en pleine séance d'une assemblée constituée par les propriétaires de terres et les citoyens de la ville, l'on vit, à la suite de ce premier triomphe passager des rebelles, surgir la proposition d'établir une république aristocratique « comme celle de Venise », ainsi qu'ils s'exprimaient. La fidélité au trône prévalut cependant encore, sans réussir

à épargner aux coupables les peines de déportation et de confiscation.

On parla aussi, vaguement, en cette occasion, de transférer le serment d'allégeance à un autre souverain que celui de Portugal, au roi de France notamment, en conséquence de l'état de guerre alors existant entre les deux pays et comme résultat des attaques de Leclerc et de Duguay-Trouin contre la capitale du Brésil.

Le même fait devait se reproduire plus tard, soit dit en passant, dans les colonies américaines de l'Espagne. C'est parmi les gentilshommes coloniaux, ce qu'on appelle là-bas la noblesse créole, que se recruteraient les pires antagonistes de la métropole, les défenseurs les plus zélés de la séparation politique, et ceux qui payeraient de leur sang la fidélité à leur idéal d'indépendance nationale.

IV

Mesdames, Messieurs,

Nous nous sommes occupés, la dernière fois, du Brésil septentrional, siège de l'occupation hollandaise. C'était un Brésil presque tout en façade : nous allons étudier aujourd'hui, au contraire, le Brésil conquis à l'intérieur du continent.

Nous avons vu, au nord, une société aristocratique et cependant déjà révolutionnaire. Au sud du Brésil, l'aspect social était à pareille époque bien différent : plus désorganisé en apparence, plus libre en réalité. La population de *mamelucs* — comme on avait surnommé les métis de Portugais et d'Indiens — de Saint-Paul avait réalisé, au commencement du XVIIIe siècle, une œuvre puissante, une œuvre de très grande conséquence. Le fameux historien portugais Oliveira Martins a comparé la guerre de restauration de Pernambuco à la guerre héroïque de Troie : il l'a appelée « l'Illiade brésilienne ». Nous pourrions ajouter que les exploits des Paulistes constituent une vraie Odyssée terrestre.

Un académicien brésilien, M. Arthur Orlando, disait tout récemment, au Congrès de géographie de Saint-Paul, que le *bandeirante* ne faisait que reproduire historiquement le type de l'aventurier grec poursuivant l'esclave et la Toison d'or. Seulement, ajoutait-il avec justesse, l'homme des bois touffus ne peut pas posséder la même imagination riante que celui de la plaine couverte de gazon ou du rivage battu par la mer. La forêt rend l'esprit humain sombre comme

elle. Vénus n'aurait pu jaillir du sein des ondes qu'aux caresses du soleil, de même que le « Caipora » ou « Currupira » ne pouvait naître que dans un recoin de bois privé de lumière.

Vous ne me questionnerez pas sur Vénus, vous qui êtes les enfants chéris de la civilisation helléno-romaine, mais vous me demanderez certainement ce que c'est que le « Caipora »? Heureusement, j'ai pour vous répondre le roman brésilien *Chanaan*, tout dernièrement traduit par M. Clément Gazet, où allusion est faite à ce mythe populaire brésilien, c'est-à-dire à moitié indien par l'inspiration : — « Dans la légende du Currupira un monde nouveau se dévoile, toute l'âme du muletier maranhense. Là c'est la forêt ténébreuse, les forces éternelles de la nature qui épouvantent et dont le symbole est la divinité errante qui anime les arbres, qui secoue le fauve de sa torpeur tropicale ou protège la nature contre son ennemi perpétuel, l'homme. Elle effraie, se venge ou devient plus clémente transmuée en mille figures, d'enfant malin, son incarnation préférée, d'animal ou de végétal, c'est-à-dire l'astuce ou la force, suivant les circonstances... »

Dans la nouvelle de M. Graça Aranha, Milkau, l'émigrant allemand, tout rêve et bonté, en opposition à Lentz, tout action et force, songe en ce moment à ce qu'il vient de recueillir des lèvres du mulâtre, quand celui-ci lui décrivait d'une façon pittoresque le gamin étrange et difforme qui défend la forêt et dont il eut à souffrir comme châtiment l'étreinte diabolique.

Quand je mentionnais, il y a quelques instants, les bandes fiévreuses et obstinées qui reculèrent aussi loin les limites du Brésil primitif, ce n'était pas précisément au résultat le plus cité de leur épopée que je me rapportais, c'est-à-dire à la découverte des mines, laquelle eut enfin lieu vers la fin du XVIIe siècle. C'était bien plus à la conquête en elle-même du pays à l'intérieur, conquête qui forme le pendant fortuné de sa défense à l'extérieur.

Les pierres et les métaux précieux servirent, il est évident, d'aimant pour attirer les explorateurs vers les régions ignorées et, une fois là, pour les faire se hasarder jusqu'aux points les moins accessibles. Neuf sur dix de ceux qui partaient outre-mer ne rêvaient, bien entendu, que des trésors de Golconde. L'or et l'argent des Incas avaient confirmé l'existence dans l'Amérique du Sud de richesses minérales que chacun s'apprêtait à dévoiler avant tout autre. Dès le XVIe siècle eurent lieu les « entrées », principalement sinon exclusivement dans la contrée comprise entre le São-Francisco, la grande artère fluviale brésilienne dans toute son extension, et le port de São-Vicente — la section formant le Brésil traditionnel, la partie qui a été le noyau du Brésil historique.

Plusieurs des routiers d'alors n'ont pu être rétablis exactement que de nos jours, grâce à de patientes et intelligentes études géographiques, car les dénominations diffèrent, ce qui fait qu'il faut procéder à la reconstitution par l'examen topographique et la comparaison des endroits avec les anciennes descriptions. Les expéditions manquées, et elles furent nombreuses, ne laissaient d'ailleurs presque ou même pas de traces durables, je veux dire immédiates. La connaissance géographique du pays, la prise de possession qui s'ensuivit, ne semblèrent pas des résultats assez importants pour faire oublier la désillusion survenue au but avoué des recherches, qui était les mines.

Ces pionniers du désert, ces découvreurs d'un monde nouveau caché aux premiers navigateurs, se succédaient, obscurs artisans d'une grande nation, sans que la fortune et la renommée fissent briller leurs noms à l'égal de ceux des combattants du littoral. L'histoire est femme, donc coquette, et elle se laisse facilement séduire par l'éclat, qui n'est parfois que le clinquant des gloires militaires. Notre histoire ne s'est occupée pendant longtemps, avec une préférence marquée, que des faits de guerre qui ont en effet leur place, et malheureusement très grande, dans les

annales humaines, mais qui ne comprennent pas tout l'actif des sociétés. Le mérite revient surtout à M. Capistrano de Abreu, un de nos écrivains d'aujourd'hui, d'avoir accordé la place due à ces explorations qui sont en somme le registre du peuplement du pays, le tissu de son histoire sociale, non moins intéressante que son histoire politique.

De telles explorations n'allaient du reste pas sans luttes : lutte contre les sauvages qui se voyaient poursuivis dans les gîtes où ils s'étaient réfugiés, et lutte contre les éléments, contre la nature. Cette dernière lutte n'était pas la moins pénible. On doit bien s'imaginer tout ce qu'il fallait d'intrépidité et d'endurance pour s'éloigner ainsi, par petites bandes, des lieux habités, gravir des montagnes à la végétation inextricable, s'exposer à des naufrages sur des rivières à rapides et semées d'écueils, se défendre des griffes des onces, des morsures des serpents et des flèches des Indiens, sans aucune des ressources modernes, sans vêtements de rechange, presque sans armes et sans provisions, sûrs de ne rencontrer que des semblables féroces et incertains de trouver la richesse convoitée.

Il est vrai que les audacieux se dédommageaient sur les Indiens, réduits en esclavage par milliers et ramenés vers la côte pour travailler dans les plantations. Cela s'appelait des rachats. Seulement les missionnaires rachetaient des âmes, ils élevaient à leur foi des êtres sans culture. Les *bandeirantes* rachetaient des corps, sauvaient ceux qu'ils prétendaient être prisonniers de tribus ennemies et voués aux festins du cannibalisme. La sociologie nous enseigne en effet que la servitude est un progrès sur le sacrifice humain.

J'ai employé plusieurs fois déjà une expression tout à fait brésilienne, que je n'ai certes pas la prétention d'imposer au vocabulaire français, malgré qu'on y trouve un mot de même sens et de la même filiation ibérique, — celui de *conquistadors*, auquel les *Trophées* de José-Maria de Hérédia suffiraient à donner droit de cité. L'expression

dont il s'agit est bien à nous, et intraduisible dans cette acception. Les plus anciens voyages dans l'intérieur s'appelaient d'une manière assez exacte des *entrées*. Quand les *entrées* se transformèrent en des expéditions plus nombreuses et moins désorganisées, elles reçurent le nom de *bandeiras*, ou, littéralement, bannières. On supposait, et la plupart des fois c'était bien ainsi, que les aventuriers se formaient en bandes (*bandeiras*), se rangeaient donc sous l'enseigne d'un chef à qui ils prêtaient obéissance et qui s'imposait à eux par la bravoure, la force ou l'expérience. Ils s'en allaient tous au hasard, adultes, vieillards et enfants, gens des deux sexes et de toutes les classes, emmenant une quantité d'animaux domestiques qui leur servaient soit pour les transports, soit de nourriture. Notre histoire les évoque, résignés à ne plus revoir la mer sur laquelle ils reposaient leurs yeux; disposés à endurer toutes les souffrances; s'orientant par la boussole et par les constellations; recueillant avidement toutes les légendes et les moindres indices; campant, quand le gibier venait à manquer, pour planter du maïs; abattant les géants des forêts et s'en construisant avec le tronc ou l'écorce des canots pour naviguer plus avant; pratiquant les pires cruautés envers les Indiens, à moins que ceux-ci ne se joignissent à leur bande; enfin, s'éliminant eux-mêmes les uns les autres par de perfides assassinats qui n'avaient d'autres causes que la convoitise ou la vengeance.

Un des précurseurs au XVIe siècle de la chasse au sauvage mérite d'être spécialement signalé, car il offre l'envergure d'un personnage de nouvelles extraordinaires. Son surnom seul est saisissant comme le titre d'un roman d'Alexandre Dumas. Le « Curé de l'or » — ainsi l'appelait-on — à cause de son incorrigible passion pour l'alchimie qui lui valut mille déboires et des démêlés continuels et poignants avec l'Inquisition de Lisbonne.

On connaît la faveur dont a joui pendant le moyen âge et même après la Renaissance, ce mélange d'un peu de

science et de beaucoup de fantaisie qui rêvait entre autres choses la transmutation des métaux et qui mériterait à ses adeptes le titre de visionnaires de la chimie. Le Père Antonio de Gouveia fut toute sa vie durant un alchimiste enragé et un pratiquant de l'occultisme. En Italie, où il étudia et guerroya, comme au Brésil, où il mena des expéditions à la recherche des mines, il ne s'occupait au fond que de magie. Un instant affilié à la Compagnie de Jésus, il dut la quitter à cause de son obsession, où il n'entrait pas mal de charlatanisme intentionnel et, risquons le mot, d'escroquerie, — et se fit l'astrologue attitré et pensionné d'une haute et éclairée dame, la sœur de Martim Affonso de Souza, celui qui fut chargé de parcourir la côte du Brésil avant l'institution des Capitaineries féodales.

Au logis même de cette dame se dressaient les cornues et les fourneaux au fond desquels le curé cherchait la pierre philosophale, tenant en même temps commerce d'herbes et de pommades miraculeuses pour la guérison de quantité de maux et d'infirmités. Je ne pourrais vous raconter ici tous les épisodes de la vie aventureuse de ce mystique qui dégénérait parfois en mystificateur, et qui d'autres fois se haussait jusqu'à paraître un libre investigateur en lutte avec la science officielle de son temps. Avec plus d'imagination personnelle et dans un milieu moins défiant, le Père Gouveia aurait pu devenir une sorte de Faust portugais. Au Brésil, toutefois, où il fut déporté, menottes aux mains, pour ne pas s'évader du vaisseau, il ne révéla que cupidité et imposture. Le milieu y était alors bien moins raffiné qu'en Europe, et la magie semblait admirable *ad usum hominis silvestri*.

Notre premier chroniqueur, le moine Vicente do Salvador, raconte que le Curé de l'or prit le chemin de l'intérieur de Pernambuco avec trente compagnons et deux cents Indiens, afin d'exercer la cathéchèse et de se livrer à la recherche des métaux précieux. Comme méthode d'évangélisation il ne connaissait pas seulement la violence, qui le portait parfois à se battre pour faire des prisonniers qu'il baptisait immé-

diatement sans les endoctriner, ne voulant que des esclaves chrétiens. D'autres fois, il avait aussi recours à ses sortilèges pour entraîner jusqu'à la côte des tribus d'Indiens amis qui se voyaient par le fait réduites à la servitude. A en croire les jésuites, naturellement ses ennemis, ces sortilèges n'auraient été que de vulgaires trucs de prestidigitateur.

Le curé Gouveia était protégé par le donataire, le fils du fondateur Duarte Coelho, et il comptait pour lui les principaux de la Capitainerie, de sorte que quand les jésuites parvinrent à décider l'évêque de Bahia à le faire arrêter par l'auditeur ecclésiastique de Pernambuco, son emprisonnement ne fut pas chose facile. Il faillit amener des troubles entre missionnaires et colons, qui, préparés par les haines, s'accumulaient partout et n'attendaient qu'une occasion pour éclater. Du reste le chanoine-auditeur, tout en insinuant aux inquisiteurs, dans son rapport, l'inconvénient pour le Brésil, pays neuf, de « gens sachant trop de choses », précisait avec beaucoup de clairvoyance combien le milieu était hostile aux querelles et aux persécutions religieuses. — « Je confesse, écrivait-il, qu'ici on n'accorde pas la même importance que parmi nous aux affaires du Saint Office, et qu'on ne rompt pas de lances pour l'honneur de Dieu, comme font les chrétiens ».

Le fait est que l'Inquisition, qui fut établie à Lima et qui, relativement aux possessions portugaises, fut installée à Gôa, la capitale fondée aux Indes par le grand Affonso de Albuquerque, n'exista jamais au Brésil. Cela n'empêcha certes pas de nombreux juifs ou de *nouveaux chrétiens* — comme on appelait les israélites convertis à la foi chrétienne — d'expirer dans les cachots ou de périr sur les bûchers de Lisbonne. Le Brésil y a perdu, brûlé dans un autodafé de 1739, à l'âge de trente-quatre ans, un homme d'un vrai talent dramatique.

Antonio José da Silva imita assez Molière et Regnard; mais il était doué d'originalité et d'une verve qui semblait inépuisable. Le genre auquel s'adonnait ce malheureux poète

était l'opéra, dans le sens portugais du temps, c'est-à-dire la basse comédie ou tragédie classique rabaissée à la farce. On peut s'en faire une idée approximative, si l'on met de côté ou plutôt si l'on réduit l'âpreté et l'ironie déguisée sous la gaudriole, en songeant à la « Belle Hélène » ou à « Orphée aux Enfers ». Les traditions mythologiques y étaient traitées avec une désinvolture analogue, avec des phrases d'une raillerie pareillement cruelle et tout à fait audacieuse. Ainsi Phaéton s'exclame, dans une de ces pièces, « que souvent la tyrannie forme la première marche pour monter »; et, dans le *Labyrinthe de Crète*, une princesse ne reçoit les conseils d'une parente, de bien se préparer à son métier de gouvernement en alliant la sévérité à l'indulgence, parce que la vraie maxime pour régner est celle qui enseigne à mitiger la rigueur par les caresses, — que pour répondre par la boutade suivante :

« Je ne me fatiguerai pas à l'essayer, car étant princesse, douce ou aigre, il faudra bien qu'on me supporte. »

Comme musique, les mélodieuses *modinhas* populaires de la patrie lointaine, qui pour lui était le Brésil, servirent l'auteur dramatique à souhait pour rendre plus attachante l'intrigue de ses pièces. La *modinha* brésilienne fit le grand engouement de toutes les classes du Portugal, de l'aristocratie comme du peuple, au XVIIIe siècle. Elle représentait la régression d'airs lyriques émigrés sous les tropiques et y ayant reçu l'empreinte de mélanges exotiques.

Ordinairement parties de Saint-Paul, les *bandeiras* qui à la longue suivaient des clairières déjà ouvertes dans les forêts immenses de la zone côtière, ou naviguaient sur des fleuves dont les chutes étaient déjà indiquées sur les cartes, se guidèrent, on doit du moins se le figurer, par l'instinct sûr de la région de l'or et des diamants. Et un pareil instinct avait distingué leurs devanciers, car les *entrées* de Bahia et de l'Espirito Santo (deux provinces qui se sont formées de quatre Capitaineries) avaient eu également pour objectif le haut plateau bossué de Minas-Geraes, lequel devait

devenir au XVIIIe siècle, grâce à l'exploitation minière, le siège principal de l'activité brésilienne.

La géographie semblait indiquer la direction du mouvement d'expansion brésilienne. Par une curieuse anomalie, les cours d'eau de la région de Saint-Paul au Paranà coulent du littoral vers l'intérieur, comme s'ils avaient été prédestinés à y conduire les aventuriers. Le plus difficile était de grimper la chaîne côtière. Une fois là-haut, l'extension des plateaux invitait à suivre leur surface, sur laquelle les fleuves ne creusent pas de vallées profondes mais se contentent de se jouer à travers des rapides et des écueils. Les élévations continuent de se superposer du côté de l'est, dans la direction de Minas-Geraes; mais là aussi, elles s'adoucissent graduellement et les rivières accompagnent le sens de cette descente progressive bien que relative, puisque l'intérieur ne cesse de surplomber, se prolongeant par les vastes plateaux du nord. Ces rivières coulent, les unes en chutes vers l'Océan, — celles qui furent remontées par les premières *entrées* du XVIe siècle — et mènent, les autres, au bassin du São-Francisco, qui est le fleuve historique par excellence du Brésil, et qui ne se détourne brusquement vers la côte qu'après avoir mis les pionniers sur la route des champs à perte de vue de l'intérieur de Pernambuco et du Piauhy, dont les rivages avaient retenu les envahisseurs.

De Minas-Geraes, par conséquent, les *bandeirantes* iraient bien plus loin dans la direction nord-est, puisque, en traversant la partie la plus élevée de Minas et les terres hautes de Bahia, ils arrivèrent, eux aussi, aux vastes champs du Piauhy, en-dessous du Maranhão, où ils rencontrèrent les pionniers montés successivement des rives du São-Francisco, pionniers qu'ils aidèrent à y introduire les grands troupeaux de bœufs qui en font encore aujourd'hui la principale industrie; dans la direction nord-ouest, puisqu'ils surprirent de l'or sur les frais plateaux de Goyaz et dans l'immense étendue de Matto Grosso, où les bassins hydrographiques de l'Amérique du Sud ont leurs sources et d'où

leurs cours d'eau descendent pour aller creuser les cuvettes du Paraguay et de l'Amazone; enfin, dans la direction sud-ouest, puisqu'ils refoulèrent les Espagnols de la rive droite du Paranà, lequel devint un fleuve en bonne partie national, et annexèrent au Brésil une des plus fertiles et admirables sections de son énorme domaine.

L'Espagnol devint au XVIIIe siècle — il l'était devenu dès la seconde moitié du XVIIe siècle — l'ennemi, vu qu'il personnifiait l'obstacle à l'expansion, à la marche vers l'ouest, qui fut la nôtre bien avant d'être celle des Américains du Nord. Il est juste de remarquer que, retenus sur les plateaux des Andes par la richesse des mines qui traditionnellement y étaient exploitées, et ayant vérifié que le versant oriental de la Cordillère était, selon toutes les apparences, dépourvu de métaux précieux, les Espagnols négligèrent assez de s'opposer à une semblable marche. Quand l'alarme fut donnée, il était trop tard : la poussée avait entraîné trop loin les envahisseurs.

Le général Gordon, qui avait son franc-parler, — il était l'un de ces Anglais, du genre de sir Richard Burton, qui disent des choses désagréables pour leur pays, mais n'ont d'autre souci que sa grandeur, — a fait cette observation sur l'Empire britannique : qu'il a été le produit des aventuriers anglais et non le fruit de la prévoyance ou de l'ampleur de vues du gouvernement anglais. Je ne discuterai pas la justesse de cet aphorisme, mais me bornerai à dire que sa première partie peut, mieux qu'en tout autre cas, être appliquée à l'empire portugais d'Amérique. Il est bien l'œuvre des Brésiliens, de leur énergie, de leur audace, de leur cupidité aussi, laquelle est un stimulant de l'audace. Il serait toutefois injuste d'accuser le gouvernement de la métropole d'imprévoyance ou de timidité. La cour de Lisbonne a fait ce qu'elle a pu pour encourager les efforts de ses sujets coloniaux, je veux dire qu'elle ne les laissa jamais dépourvus de sa protection — exception faite, et encore jusqu'à un certain degré, de l'épisode hollandais, — et

qu'elle ne refusa jamais sa sympathie à ce qui du reste n'était que son intérêt.

Les Jésuites obtinrent néanmoins, à plusieurs reprises, la condamnation, par les rois qu'ils dirigeaient spirituellement, des expéditions trop fréquentes contre la liberté des indigènes et dont les résultats indirects avaient été la découverte et l'occupation de nouveaux territoires à ajouter à ceux qui formaient déjà le Brésil, un Brésil si peu semblable en étendue à ce qu'il aurait dû être sur la foi des traités. Le XVIIe siècle surtout est chez nous le siècle des grands et continuels conflits entre missionnaires et *bandeirantes*, qui, ces derniers, ne reculaient devant aucun moyen pour écarter les défenseurs des Indiens, et à cet effet non seulement s'essayèrent aux pires violences contre eux, mais poussèrent aussi leur esprit d'indépendance jusqu'à la rébellion contre les autorités civiles. En 1640, lors de la Restauration de la monarchie nationale au Portugal, les habitants de Saint-Paul voulurent choisir l'un des leurs et le couronner roi; et le supplice de Beckman, un riche propriétaire qui se fit chef de la révolte au Maranhão, n'est que la contre-partie, au nord, de la situation bouleversée au sud du pays. Ce dernier soulèvement eut pour cause, non moins que la haine contre les Jésuites, le monopole de la Compagnie de commerce. Les institutions mercantiles de cette nature, si en faveur au XVIIe siècle, le furent aussi au Brésil, qui commença à les connaître vers la seconde moitié de ce même siècle, exactement en 1649; et elles y provoquèrent bientôt l'antipathie populaire par leur exclusivisme féroce et par leurs extorsions.

Je m'abstiendrai d'insister sur les détails d'une telle lutte, parce qu'elle n'offre rien de particulier comme action dramatique, — rien que vous ne puissiez vous figurer — et il me suffira d'ajouter que l'opposition tenace de l'esprit de prosélytisme ne fit, comme il était à prévoir, qu'exciter l'ardeur des chasseurs d'esclaves, dont le nombre augmentait constamment à mesure que les mines paraissaient plus

problématiques. Le point de départ des expéditions était loin d'être limité à Saint-Paul. Bien au nord même, le marché devenait également exigeant de travailleurs indigènes, à mesure que l'agriculture s'implantait, d'autant plus que la navigation vers la côte d'Afrique y était plus difficile, donc plus rare, et que les bords de l'Amazone et de ses affluents offraient par leur population grouillante et douce un vaste champ où s'exerçait le trafic surnommé « traite rouge ».

Cette partie septentrionale extrême du pays ne fut maîtrisée par le Portugal qu'à partir du XVIIe siècle. Entre le fameux voyage de découverte d'Orellana, qui en 1540 descendit à l'aventure le *grand fleuve des Amazones*, et celui de Pedro Teixeira, qui de propos délibéré le remonta et le redescendit de 1637 à 1639, l'intervalle est d'un siècle. Une fois l'exploration faite, la colonisation s'ensuivit assez rapidement, quoique peu abondante, et les missionnaires, c'est-à-dire l'élément de culture humaine, déjà traditionnelle, accompagnèrent ou précédèrent — les deux cas eurent lieu — les aventuriers qui représentaient le peuplement et partant l'élément de civilisation européenne. Grâce à cela le Maranhão, que la métropole, dès 1624, organisa en État séparé non seulement au point de vue administratif, mais politiquement même, de celui du Brésil, et qui faillit à l'époque de l'Indépendance rester le Canada loyaliste de nos États-Unis brésiliens, put entendre, dans ses pauvres églises blanchies à la chaux et sur la place publique, la voix puissante d'Antonio Vieira, apôtre des Indiens, non plus à la façon d'Anchieta, suave, mystique et résigné dans sa ferveur d'évangéliste, mais emporté, pratique et lettré, comme saint Paul.

Antonio Vieira est l'un des plus remarquables écrivains de race portugaise, un des maîtres de la langue dont il a déployé à son époque toutes les ressources et aussi tous les artifices, un incomparable sophiste et un extraordinaire orateur. Sa verve fut inépuisable; ses connaissances, variées;

son élan imaginatif, prodigieux. L'activité étonnante dont il était doué et dont il jouit jusqu'à sa mort, survenue à plus de 90 ans à Bahia, ainsi que la merveilleuse versatilité de son esprit lui ouvrirent toute grande la scène du monde. On le vit passer avec aisance des rives paludéennes des fleuves équatoriaux du Brésil, où il prêcha avec ardeur la parole divine, tant qu'on le lui permit, aux bureaux ministériels de La Haye, où il négocia pour le compte du roi l'abandon de Pernambuco; quitter l'intimité royale de Lisbonne où il conspirait pour la bonne cause des Indiens, et se rendre aux basiliques et aux palais cardinalices de Rome, où, dans les unes, sa parole retentit grandiose à l'oreille de la reine Christine de Suède, et où, dans les autres, sa finesse s'attacha aux intrigues politiques.

Voici une des lettres de cet homme de génie, lettres pour ainsi dire publiques et adressées au monarque, le roi Jean IV, dont il fut le conseiller écouté, comme il le fut ensuite de sa veuve, la hautaine Louise de Guzman, qui, désespérée de voir jamais reconnaître par l'Espagne l'indépendance du royaume dont elle était régente pendant la minorité de son fils, songea un moment, comme je vous l'ai dit, à établir la monarchie au Brésil, rendu tout entier portugais par l'initiative et l'effort des Brésiliens. Le début de la lettre en question vous permettra peut-être de juger à la fois du style du plus illustre des gongoristes et du plus zélé des catéchistes, en même temps que de l'état d'esprit colonial dont je réveille ainsi, non sans émotion, un écho retentissant :

« Obéissant à l'ordre général et récent de Votre Majesté, je rends compte à Votre Majesté de l'état où se trouvent ces Missions et des progrès que, grâce à Elle, révèlent la foi et la chrétienté de ses conquêtes, et qui montrent combien est universelle l'aide que Dieu prête à l'heureux règne de Votre Majesté sur toute la monarchie, puisque en même temps que du Royaume l'on écrit aux conquêtes sur les victoires miraculeuses, nous écrivons des conquêtes au

Royaume, également sur des victoires qui peuvent avec pareille et plus grande raison être surnommées des miracles. Dieu triomphe là-bas par le sang, par les ruines, par les larmes et par la douleur de la chrétienté; ici, il triomphe sans ruines ni guerre ni sang et aussi sans dépenses, et au lieu de la douleur et des larmes des vaincus, qui en partie échoient aussi aux vainqueurs, avec allégresse, avec applaudissements et avec triomphe de tous et de l'Église elle-même, laquelle, à mesure qu'elle se sent diminuer et atténuer dans le sang qu'elle répand en Europe, augmente d'autant plus et s'accroît des peuples, nations et provinces qu'elle gagne et acquiert en Amérique. »

Il n'est pas sans ironie — l'ironie, tant de fois citée, de l'histoire – de constater que ce fut l'ennemi le plus acharné des Jésuites, le fameux marquis de Pombal, le premier des hommes publics du Portugal qui accorda sa pleine valeur à l'État de Parà-Maranhão, dont le Père Antonio Vieira célébrait les missions d'une façon si enthousiaste. Les Hollandais, simultanément avec les Anglais, avaient été les premiers à s'établir de fait dans ces parages abandonnés après les expéditions et les reconnaissances du XVIe siècle. Les forts d'Orange et de Nassau se dressaient sur la rive gauche du Xingù, quand Caldeira, en 1616, fonda la ville de Belém du Parà. En 1625 cependant, les deux établissements étrangers étaient déjà aux mains des Portugais, et c'est à ceux-ci qu'est due l'exploration de ce vaste et magnifique hinterland. Elle se fit progressivement sinon méthodiquement, et les canots s'éparpillèrent hardiment par tous les affluents et les affluents des affluents de l'Amazone, jusqu'à s'arrêter devant l'invasion contraire qui, après avoir escaladé et longtemps séjourné sur les Andes, descendait leurs versants et parvenait enfin aux vallées, visant l'extension presque infinie des terres arrosées et des forêts humides.

Cette rencontre eut lieu, en Amazonie, aux premières missions de l'Équateur, et, dans la région des mines, aux

premières bourgades boliviennes, selon la nomenclature géographique actuelle. Elle n'eut toutefois pas lieu sans que le contour du pays n'eût été esquissé par la jonction virtuelle des deux systèmes fluviaux, celui de l'Amazone et celui du La Plata, à travers une petite étendue de terrain d'où s'échappent dans des directions opposées leurs sources respectives. Le jour où une embarcation, partie de l'embouchure de l'Amazone, arriva à l'endroit où les eaux des rivières commencent à couler vers le sud et non plus vers le nord, le sort du Brésil devenait pleinement assuré, ses limites intérieures étaient tracées, son intégrité territoriale s'affirmait, et il ne restait à la diplomatie portugaise qu'à tâcher de faire attribuer la sanction internationale aux résultats des exploits accomplis par les aventuriers brésiliens et par les voyages des missionnaires qui, les uns et les autres, avaient triplé l'étendue de la colonie primitive.

C'est ce qui arriva avant même que le marquis de Pombal eût prêté beaucoup de son attention absorbante et de son enviable maîtrise des affaires au développement de Parà-Maranhão, en y envoyant son frère comme gouverneur et en créant une Compagnie locale de commerce. Celle-ci, bien que venue un peu tard, et réfléchissant un peu trop fidèlement les méthodes despotiques de son fondateur, contribua néanmoins dans une certaine mesure aux progrès de cette région jusqu'alors fort négligée, surtout parce qu'elle y attira l'immigration portugaise.

Il est curieux que ce fut précisément un Brésilien de Santos, Alexandre de Gusmão, coureur de tripots à Paris, comme diplomate, et, plus tard, personnage de confiance du roi, par-dessus tout un homme de beaucoup d'esprit, dépaysé à la cour bigote et sensuelle de Jean V, où des cardinaux et des moines peu lettrés finirent par accaparer les hautes fonctions de ministres; que ce fut Gusmão, dis-je, qui inspira de fait, s'il ne négocia pas, le traité de 1750 entre les gouvernements de Madrid et de Lisbonne. Ce fut, après deux siècles, la première convention de portée générale qui cher-

cha à définir dans le nouveau monde la légalité géographique des deux métropoles ibériques qui jusqu'alors s'étaient tenues éloignées l'une de l'autre dans leurs possessions et qui tout d'un coup, pendant la première moitié du XVIIIe siècle, prirent contact sur divers points de l'Amérique du Sud.

D'après ce traité, qui fut très attaqué des deux côtés, et dut même être annulé — le suivant ne ferait d'ailleurs que le copier presque — parce qu'il était justement une transaction n'accordant satisfaction entière aux ambitions ni de l'une ni de l'autre des parties, le Portugal échangeait la colonie du Sacramento contre les territoires conquis au-delà de la ligne de Tordesillas, que l'Espagne n'avait du reste pas respectée en Orient en s'annexant les Philippines. Les territoires que le Portugal se voyait ainsi confirmer reculaient l'ouest méridional jusqu'aux frontières de l'Argentine, du Paraguay et de la Bolivie d'aujourd'hui, et l'ouest septentrional jusqu'au cours supérieur de l'Amazone.

Cette dénomination de *Colonia do Sacramento* évoque deux siècles de luttes presque sans interruption. Une expédition portugaise avait découvert le Rio de la Plata au commencement du XVIe siècle, mais ce furent plutôt des expéditions espagnoles qui l'explorèrent, car son méridien le leur attribuait. Les Portugais occupés et préoccupés ailleurs, car nous avons assez vu que l'occupation du Brésil ne se réalisa point sans disputes, ne songèrent à s'établir sur la rive gauche de cet estuaire qu'en 1680, quand il était un peu trop tard pour essayer de le faire impunément. Buenos-Ayres s'élevait en face, et la forteresse portugaise était séparée des autres établissements brésiliens par une considérable étendue de terres désertes de blancs et par une mer qui se montre souvent hostile. En effet au sud de l'île de Sainte-Catherine, vis-à-vis de laquelle Cabeza de Vaca débarqua en 1541 pour atteindre à travers le continent l'Assomption du Paraguay, aucune population européenne

n'existait, et la contrée où plus tard fut organisée la province de Rio Grande do Sul arriva même un moment à s'offrir par son abandon aux convoitises étrangères.

Voici un document inédit qui m'a été également fourni, il y a peu de mois, par M. Escragnolle Doria, et qui prouve qu'en France on n'était pas loin de songer à un dédommagement, sur la côte sud du Brésil, de la renonciation à laquelle le gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne avait dû consentir à Utrecht. Cette renonciation, à laquelle Louis XIV avait consenti de bon gré en 1700, en vue d'obtenir la reconnaissance portugaise de Philippe d'Anjou comme roi d'Espagne, — ce qui n'arriva point — avait rapport aux prétentions françaises sur la rive gauche de l'Amazone, entre le fort de Macapà (ancien fort de Cumaù bâti par les Anglais) et la rivière d'Oyapoc, dite de Vincent Pinson. Elles avaient été émises avec plus d'insistance après l'occupation définitive, en 1677, de Cayenne, tour à tour hollandaise, anglaise et française.

Le document en question est daté de Marly, le 8 août 1714, et adressé à M. de Fontaniai, à qui le bureau de la Marine dit avoir envoyé la copie d'une lettre du sieur Rigord « qui propose d'établir une colonie entre le Rio de Janeiro et la rivière de la Platte ». On profitait de l'occasion pour joindre une lettre du Père Fouillée, minime, *sur le mesme sujet*, et l'on priait le destinataire d'entretenir les Directeurs de la Compagnie des Indes de ce projet et de le discuter à fond « afin de voir sur ce qui se pourrait faire pour parvenir à son exécution. »

Il n'était pas facile de faire quelque chose, car le Gouvernement portugais veillait à cette époque plus jalousement que jamais sur sa colonie américaine. Elle était devenue au XVIIIe siècle la plus riche des colonies du monde, celle qui rapportait le plus à sa métropole. Le souvenir est resté du pays de l'or et des diamants dont le revenu permettait à la cour de Lisbonne de jouer à la magnificence et de pourvoir à la circulation monétaire de l'Angleterre. En soixante

années l'exportation de l'or du Brésil s'éleva, selon le calcul qui a été fait, à deux milliards quatre cent millions de francs.

Personne, ouvertement du moins, ne disputait plus au Portugal la souveraineté de ce domaine admirable : à peine les Espagnols gardaient-ils l'accès des Cordillères, de peur que la fougue de l'expansion brésilienne n'amenât les Portugais jusque sur les bords du Pacifique.

Les conflits armés avec Buenos-Ayres qui remplissent ce XVIIIe siècle et qui déterminaient tantôt la reprise de la colonie du Sacramento par les Brésiliens, tantôt l'occupation de Santa-Catharina par les Castillans, n'étaient au fond que la conséquence de malentendus européens entre le Portugal et l'Espagne, bien qu'ils revêtissent un irritant caractère local, car la pomme de discorde consistait dans la rive gauche du fleuve La Plata, c'est-à-dire la République actuelle de l'Uruguay, laquelle, logiquement, devrait former la frontière méridionale du Brésil. Il est vrai que les limites géographiques naturelles sont parfaites en théorie, mais qu'en pratique les circonstances historiques leur servent souvent d'obstacle.

Il y eut cependant encore au XVIIIe siècle des machinations contre la souveraineté du Portugal en Amérique. J'ai fait mention à plusieurs reprises, au cours de ces lectures, de l'affection persistante dont la France nous a honorés pendant notre passé colonial. Il n'a pas dépendu d'elle que le Brésil ne devînt français, et, une fois les Bourbons assis sur le trône de Charles-Quint, le Pacte de famille fut anticipé par rapport au Portugal. Les dynasties issues d'Henry de Navarre durent considérer l'avenir de l'Amérique portugaise. L'Espagne était l'éternelle rivale de son voisin de la Péninsule : nous avons vu qu'elle l'était dans le nouveau monde aussi bien que dans le vieux monde. De plus, Philippe V avait, outre les préventions de ses sujets, que la séparation avait rallumées, ses griefs personnels pour en vouloir à la puissance qui s'était rangée parmi les soutiens

de la candidature de l'Archiduc d'Autriche à la couronne d'Espagne.

Spéculant sur ces rancunes, la cour de Versailles proposa, en 1740, à celle de Madrid une convention pour le partage du Portugal et de ses possessions — le royaume européen et les îles adjacentes devant être incorporés à l'Espagne, le Brésil à la France. La cour espagnole eut crainte de souscrire à l'arrangement, et l'avènement de Ferdinand VI, en 1746, coupa court à de pareils projets dont nous parle l'écrivain allemand Handelmann, dans son *Histoire du Brésil*, qui est bien la plus remarquable étude existant sur ce sujet.

Le successeur de Philippe V avait épousé Dona Barbara de Bragance, fille de Jean V de Portugal, et cette princesse très intelligente, qui possédait le plus grand ascendant sur son mari, — ils formaient un ménage modèle — s'exerça à faire aboutir une entente entre les deux nations ibériques. La preuve qu'elle y réussit nous est donnée dans le traité de 1750, dont je vous ai parlé.

Il était infiniment plus aisé à l'Espagne de s'assurer le Portugal qu'à la France d'annexer le Brésil. Du reste, pour le cas d'une conquête européenne, la cour de Lisbonne ne perdait pas un instant de vue sa colonie américaine. L'un des plus avisés diplomates portugais, Dom Luiz da Cunha, qui fut plénipotentiaire au Congrès d'Utrecht et longtemps ambassadeur à Paris, et qui avait l'intelligence trop avertie pour le milieu politique du Portugal de Jean V, préconisait beaucoup l'idée d'une émigration royale immédiate : la dynastie se serait établie à Rio et le souverain aurait pris, sans respect pour la mémoire de Charlemagne, le titre d'empereur d'Occident.

« Le Portugal, écrivait-il dans un de ses mémoires si lumineux dans leur forme terre à terre, peut se diviser en trois parties : une qui n'est pas cultivée, une deuxième qui appartient à l'Église, et la troisième qui ne suffit pas aux besoins de sa population. » La perte n'en serait donc pas bien consi-

dérable, mais le royaume ne se trouverait pas même en butte au danger d'une conquête, parce que le roi d'Espagne serait le premier à ne pas vouloir exposer à des représailles ses riches colonies de l'Amérique du Sud, principalement le Pérou, que l'expansion brésilienne semblait viser à l'ouest.

Les limites de l'empire à fonder étaient toutefois toutes tracées d'avance, au dire de Dom Luiz da Cunha. Il les désignait : l'Oyapoc au nord, le La Plata au sud, et à l'ouest, le fleuve Paraguay jusqu'à ses sources et le Madeira qui devait se prolonger par le Javary. Ce qui, soit dit en passant, aurait donné au Brésil l'Entre-Rios, l'Uruguay et le Paraguay.

Dom Luiz da Cunha ne s'arrêtait pas encore là. Devinant et pratiquant l'impérialisme, il songeait à l'échange de la province portugaise de l'Algarve contre le Chili et les territoires aboutissant au détroit de Magellan — la République Argentine d'aujourd'hui et la Patagonie — ce qui étendait *son* empire sur deux tiers du continent de l'Amérique méridionale. « Si la vision n'est pas susceptible de se réaliser de suite, — concluait-il — elle le sera dans l'avenir ». L'avenir ne lui a pas donné raison, mais Alexandre de Gusmão, son ami et son confident — les lettres échangées entre ces deux hommes si spirituels sont des plus intéressantes — parvint, comme nous l'avons vu, à faire légitimer la conquête de l'intérieur du Brésil.

V

Mesdames, Messieurs,

Le XVIIIe siècle offre à ceux que tenterait la curiosité de connaître intimement le Brésil d'autrefois, deux points intéressants par l'aspect particulier de chacun et par le contraste qui en résulte : Bahia et Minas, celui-là un centre de vie plutôt oisive; celui-ci un foyer de vie plutôt active. Je ne veux point dire par là qu'il n'y eut à Bahia que des désœuvrés et à Minas que des travailleurs; mais le fait est que la caractéristique générale de ces deux noyaux de civilisation se présente ainsi à l'époque indiquée.

Bahia était devenue très vite une ville d'églises et de couvents. Ses fêtes du culte surpassèrent en éclat celles de tout le reste du Brésil, et le peuple, dont les nègres forment encore aujourd'hui l'appoint le plus important, y ajoutaient un élément de désordre pittoresque qui donnait un relief d'originalité exotique à ce débordement de jovialité religieuse. Les temples de Bahia sont toujours à voir à cause de la richesse de leurs boiseries dorées, d'un luxe criard et tant soit peu barbare, qui était celui du baroque portugais épanoui au Brésil. Les couvents, cependant, ont cessé d'être ce qu'ils étaient alors : des cercles mondains où, dans ceux de nonnes, l'on arrivait à jouer la comédie héroïque et la farce amusante, et où l'on se surpassait en friandises et en fadeurs.

Centre du gouvernement jusqu'à ce que Rio de Janeiro lui ravît ce rang, justement parce que le débouché naturel des

mines se trouvait être son superbe port; centre ecclésiastique, puisque l'archevêque-primat y tenait sa cour; centre de justice, puisque la Cour d'appel de la colonie y rendait ses arrêts, Bahia fut naturellement le rendez-vous d'un monde de fonctionnaires, de prêtres et de magistrats qui s'assemblaient en une société de province, exclusive, pointilleuse et envieuse, où les préjugés se donnaient libre cours et où l'intrigue fermentait à toute heure. Ce fut la ville par excellence, au Brésil, des orateurs sacrés, des poètes didactiques et des académiciens verbeux. Les sermons tonitruants suppléaient le théâtre; l'emphase bannissait la sincérité, et la rhétorique dispensait de l'étude.

Le type littéraire de l'époque, en un tel milieu, serait le mieux représenté par l'académicien Rocha Pitta, dont le nom n'est pas nouveau chez vous, puisque je l'ai rencontré dans un recueil français d'anecdotes espagnoles et portugaises du XVIIIe siècle, composé par l'abbé Bertoux. Ce recueil dit que l'on peut juger du goût littéraire au Portugal en cette période, par le début suivant, fort prisé et souvent cité, de l'*Histoire de l'Amérique portugaise* due à l'auteur susmentionné, laquelle en tout cas sert bien à prouver que les *Dialogues des Grandeurs* avaient porté leurs fruits et que l'enthousiasme pour le pays était même devenu exagéré et bruyant. Voici le passage de Rocha Pitta trouvé dans le recueil français :

« De toutes les parties du Nouveau Monde, inconnu durant tant de siècles, calomnié par tant de savants; de ce Monde où jamais ni Hannon par tous ses voyages maritimes, ni Hercule le Libyen avec ses colonnes, ni Hercule le Thébain par ses exploits, ne purent arriver, la plus considérable portion, c'est le Brésil : région immense, très heureux terrain, dont la surface n'est que fruits, le centre n'est que trésors, les montagnes et les côtes ne sont qu'aromates : région dont les campagnes payent pour tribut l'aliment le plus utile et les mines l'or le plus fin; dont les arbres fournissent le baume le plus exquis, et les mers l'ambre le plus

précieux : pays admirable à jamais riche, où la nature merveilleusement prodigue se répand en fertiles productions que, pour l'opulence du Monarque et le bonheur du monde, l'art affine en tirant de ses cannes un agréable nectar, et de ses fruits une ambroisie délicieuse, dont la liqueur et les viandes que les païens les plus polis et les plus cultivés faisaient servir à leurs dieux, n'étaient que l'ombre et une faible image... »

L'abbé Bertoux reconnaît toutefois que l'on commençait à se dégoûter — l'expression lui appartient — à Lisbonne de ces jeux de mots et de ces comparaisons forcées. Dans la colonie on devait forcément être moins exigeant, et en ce qui regarde l'historiographe Rocha Pitta, l'enflure de son style sied à merveille à son admiration ingénue des beautés naturelles du pays, à son adaptation vantarde des fables locales aux mythes de l'antiquité païenne, à la grandiloquence de ses récits militaires où les épisodes de la défense du Brésil prennent sans exception des proportions épiques.

J'ai dit qu'il serait par excellence le type littéraire de l'époque, si un autre ne l'avait précédé et fait d'avance blêmir sa gravité par son rire moqueur. Bahia n'eut en effet son annaliste solennel qu'après son poète satirique, et ce poète fut impitoyable pour les ridicules de son temps, pour les travers des personnages qu'il fréquentait, pour les histoires scabreuses ou malhonnêtes qui parvenaient à sa connaissance. La rancune des grands, la prison et l'exil ne parvinrent jamais à tarir sa verve méchante, qui s'exerçait aux dépens du sacré et du profane; qui ne respectait ni vice-roi ni prélat, ni justice ni religion. Magistrat lui-même, ce poète, Gregorio de Mattos Guerra, était donc un homme des mêmes classes que celles qu'il raillait, ce qui le rendait d'autant plus dangereux et haï.

Quoique élevé en Portugal et y ayant séjourné trente-cinq ans, on en a fait le fondateur et même le symbole de notre littérature, en élevant son goût du terroir à un sentiment natif et en transformant son humeur aigre en une explosion

de particularisme poétique. La critique exagère ainsi à la fois le mérite et l'influence de Gregorio de Mattos. Il fut une personnalité marquante de son temps et de son milieu, parce qu'il était un élément unique comme démolisseur des convenances sociales et du respect de la hiérarchie. Il fut aussi — on doit bien le reconnaître — national, en ce sens qu'il s'adapta d'une façon parfaite à la société brésilienne qu'il avait quittée très jeune; qu'il subit lui-même au plus haut degré l'ascendant de la volupté, ou plutôt de la lasciveté qui régnait dans son ambiant, — la mulâtresse fut en effet sa Muse; qu'il fut enfin un exemplaire consommé d'un phénomène psychologique et de portée sociale que l'un de nos meilleurs critiques, M. Araripe Junior, a surnommé « obnubilation. »

Il décrit dans les termes suivants cette clé pour l'intelligence de la littérature brésilienne, du moins pendant ses deux premiers siècles :

« Ce phénomène consiste dans la transformation que subissaient les colons qui traversaient l'Océan et s'acclimataient au Brésil. Portugais, Français, Espagnols, à peine débarqués et ayant pénétré dans l'intérieur, oubliaient leurs origines respectives aussitôt qu'ils perdaient de vue leurs pinasses et leurs caravelles. Dominés par la rudesse environnante, étourdis par la nature tropicale, identifiés avec la terre, ils devenaient presque tous des sauvages. Si de nouveaux colons, successivement arrivés, ne les soutenaient pas dans la lutte, ils finissaient généralement par se teindre le corps et par adopter les idées, les mœurs et jusqu'à la bestialité des indigènes. Les exemples historiques sont nombreux : Hans Stade, Soares Moreno, Anhanguera et les interprètes dont Villegagnon eut tant à se plaindre. Le jésuite Anchieta lui-même n'a pas échappé à cette influence. Son existence parmi les sauvages et le prestige qu'il s'y était acquis, supérieur à celui des sorciers indiens, tendent à prouver que le missionnaire, sinon en obéissant à une contrainte du milieu, du moins par un art consommé,

s'était fait un vrai *pagé* (sorcier). Son pouvoir ne peut bien s'expliquer que par des procédés de magie, acceptés ou habilement copiés sur ceux de ses concurrents, et qui lui servirent de méthodes de catéchèse. »

Je ne discuterai pas cette dernière proposition qui me paraît plutôt hasardeuse, mais je crois que notre critique a pleine raison par rapport à l'influence de la vie de Bahia sur le vieux faune qu'était Gregorio de Mattos, quand il y rentra pour cultiver le lyrisme créole et la satire dirigée contre les trois races. Ce qui serait encore vrai, c'est que les qualités essentielles de son œuvre littéraire doivent être considérées comme l'expression personnelle d'attributs collectifs, car ceux-ci ne cessèrent de faire partie intégrante de l'âme brésilienne, toujours prédisposée à la générosité envers les faibles et à bafouer les puissants qui veulent abuser de leur pouvoir. Gavroche a des cousins au Brésil, qui lui ressemblent moralement plus qu'on ne pense, — il n'y a que la couleur qui diffère, — et les pasquinades de Rio de Janeiro au moment de l'Indépendance furent aussi abondantes et aussi malicieuses que celles de la Rome des Papes.

Pour décrire l'existence de Bahia au XVIIIe siècle et vous mettre à même d'en juger, je ne pourrais mieux faire que m'adresser aux voyageurs étrangers qui y ont séjourné alors; mais ils sont rares. Le Portugal de la Restauration cachait implacablement sa colonie aux vues étrangères; il n'avait levé les sévères défenses édictées que par la force de traités célébrés avec la Hollande et la Grande Bretagne; d'ailleurs les nationaux de ces pays ne paraissent pas avoir pris grand avantage de la faculté qui leur était consentie, tant ils devaient la trouver hérissée de désagréments. Mais si la métropole était maîtresse de l'administration coloniale, elle ne l'était point des éléments et ne pouvait empêcher que des escadres ou de simples navires isolés, naviguant vers la mer du sud, comme on appelait alors le Pacifique, ne cherchassent à s'abriter contre la tempête, à réparer quelques avaries urgentes ou à se refaire des provisions épuisées

dans quelques ports de la côte brésilienne. L'humanité avait ses droits, même avant la déclaration des Droits de l'Homme, et, détenus à bord de leurs bateaux ou débarqués mais avec des soldats constamment à leurs trousses, ces voyageurs se rendaient compte des ressorts qui faisaient marcher cette société, de même que les Hollandais allant en députation et sous escorte, de Deshima à Yeddo, parvinrent à se renseigner aussi exactement sur le Japon des Shoguns que le témoigne l'ouvrage de Kaempfer.

C'est de la sorte que Froger, dans la relation du voyage de l'escadre de M. de Gennes, accompli à la fin du XVIIIe siècle, écrit que les habitants de Bahia, si l'on en excepte le menu peuple qui est insolent au dernier point, sont « propres, civils et honnestes, et qu'ils aiment le sexe à la folie, n'épargnant rien pour les femmes, dont ils sont extrêmement jaloux... » Je vous fais grâce d'autres particularités qui mettent trop à découvert la vantardise masculine. Il y a mieuxdu reste. Le voyage autour du monde de M. Le Gentil, imprimé à Amsterdam, en 1728, contient des détails extrêmement curieux sur la Bahia de cette époque. « Si on ôtait au Portugais, écrit-il, leurs saints et leurs maîtresses, ils deviendraient trop riches. » C'était en effet leurs principales sources de dépenses. Milord Galloway, qui commandait les Anglais en Portugal pendant la guerre de Succession, avait du reste à ce sujet une théorie remplie du bon sens britannique.

Selon lui, la loi de l'équilibre établie par la Providence pour tout l'univers voulait qu'il y eut des peuples indolents et prodigues auxquels l'or était échu en partage, à côté des peuples pauvres mais laborieux qui suppléaient par leur industrie au manque de métaux précieux. Ceux-ci leur parvenaient, comme il est juste, par la vente des produits manufacturés, car si les autres nations devenaient également industrielles, ce serait le cas d'aller, la main armée, arracher l'or « que la Providence a remis comme un dépôt entre leurs mains ». « Votre indolence, pérorait impertur-

bablement Milord Galloway dans ses propos aux Portugais, est le lien de la société entre les peuples de l'Europe. »

M. Le Gentil, malgré les sucreries dont on lui avait fait cadeau, est fort peu aimable envers les gens de Bahia, qu'il considère comme trompeurs sous leurs manières affables et qu'il décrit aussi corrompus de mœurs que possible, sans en excepter les religieuses. Il y a beaucoup d'exagération dans ces récits, bien que dans le fond il y ait quelque vérité, comme il y a du comique outré dans cette caricature qu'il fait des Portugais : « en longues robes de chambre, le rosaire en écharpe, l'épée nue sous la robe et la guitare à la main, se promenant sous les balcons de leurs dames, et là, d'une voix ridiculement tendre, chantant des airs qui faisaient regretter la musique chinoise ou nos gigues de basse Bretagne. »

Le livre contient néanmoins des croquis délicieux et désopilants, tels que des soirées muettes chez le vice-roi, où l'on riait peu et où l'on s'ennuyait beaucoup, « comme c'est l'étiquette du palais »; des visites à l'archevêché où trônait un saint vieillard « qui aime à raconter et qui raconte bien »; d'une nuit de Noël au couvent de Sainte-Claire, où les nonnes que l'on dirait « possédées de quelque esprit follet », jouèrent à tue-tête des instruments divers, depuis la harpe jusqu'au tambourin, et firent le récit, mi-satirique, mi-sentimental, des intrigues galantes des officiers de la garnison, dont quelques-uns les courtisaient; enfin et surtout la fête populaire de San Gonçalo d'Amarante, où le vice-roi, malgré son âge, fut forcé de danser et de sauter comme une jeune homme, et où le dévergondage ne connaissait pas de bornes, toutes les courtisanes de la ville s'étant donné rendez-vous pendant ces jours de réjouissances sensuelles dans les bosquets qui entourent l'église, comme s'il s'agissait d'un temple de Cypris érigé en pleine Hellade, au milieu des lauriers-roses et des myrtes. Le Gentil reconnaît toutefois que Dionysos n'était pas invité à la fête dont Aphrodite faisait seule les honneurs.

La vie à Minas-Geraes avait un tout autre aspect. La sensualité n'y était plus béate : elle était fiévreuse; les convoitises et les haines s'affirmaient par des crimes; l'or inspirait des méfaits comme si la malédiction du nain Albéric de la légende allemande avait pesé sur tout le métal précieux de la terre, sur celui que roulaient parmi leurs sables les fleuves brésiliens, aussi bien que sur celui que gardaient les joyeuses filles du Rhin. Et la malédiction s'acharna tellement sur cette contrée d'une richesse fantastique, tant que dura la recherche, que l'on dirait vraiment que l'anneau fatal des Niebelungen y avait été mystérieusement charrié.

Baptisée dans le sang des bandes qui se disputaient les *découvertes*, la Capitainerie de Minas-Geraes, séparée de Saint-Paul comme tout l'ouest le deviendrait à mesure que la colonisation s'y répandrait, se peupla et prospéra naturellement en même temps que l'existence de l'or se confirmait au fond de ses vallées ou dans les flancs de ses montagnes; mais elle-même ne s'enrichit point. La cour et la métropole purent se payer de coûteuses fantaisies; Minas-Geraes de son côté assista à l'éclosion dans son sein d'un luxe sans bien-être; sa société arriva à se couvrir d'une couche superficielle de culture qui, réfléchissant la lumière crue des tropiques, ne laissa pas d'éblouir. Malgré tout cela, son progrès ne s'accusa d'une façon plus prononcée qu'après que l'or fût épuisé et que l'agriculture fut forcée de prendre la place des fouilles minières pour nourrir le monde que celles-ci avaient attiré.

Minas cependant se peupla si rapidement qu'au moment de l'attaque de Rio de Janeiro par Duguay-Trouin, en 1711, six mille hommes — des Paulistes et des étrangers, comme l'on désignait ceux qui ne venaient pas de Saint-Paul — accoururent à la défense de la ville, mais malheureusement quand sa rançon avait déjà été stipulée et acceptée. Le gouverneur ne voulut pas consentir à la violation de la convention. La découverte des mines avait, en vérité,

provoqué en Portugal, dès le commencement du XVIIIe siècle, un si grand courant d'émigration vers le Brésil, que le Conseil d'outre-mer — la corporation chargée d'élaborer les lois et décrets royaux et de faire rapport sur les litiges administratifs, à laquelle étaient ainsi affectées les affaires des colonies et qui en quelque sorte présidait à leurs destinées — s'en émut, craignant, disait une de ses consultations officielles, que sous peu la possession ne comptât autant de sujets blancs que la métropole.

C'était la colonisation spontanée, qui dépassait définitivement la colonisation déterminée par les troupes d'occupation détachées des forces militaires du Royaume, et par les émigrants spécialement engagés en vue de favoriser le peuplement de l'immense contrée. On paraissait, surtout à ce moment-là, loin d'un élément qui avait été abondant pendant le premier siècle : celui des déportés et aussi des fugitifs de la justice, accourus vers des capitaineries féodales où le souverain avait renoncé à l'exercice de sa juridiction, et vers des capitaineries royales où la prescription des crimes était assurée même aux condamnés à mort, hormis pour les forfaits d'hérésie, de trahison, de sodomie et de fabrication de fausse monnaie.

Le mot criminel avait du reste en ce temps-là une portée que l'humanité de nos Codes d'aujourd'hui et surtout l'indulgence de nos sentiments et le développement de notre intelligence ont de beaucoup atténuée. Il suffit de rappeler, avec l'un de nos plus éminents historiens, João Francisco Lisboa, que de simples infractions, bien plus, des actes qui à présent peuvent être impunément pratiqués, n'étant passibles d'aucun châtiment — comme dire la bonne aventure ou embrasser une jolie fille — étaient alors punis de la déportation, laquelle ne s'étendait pas à moins de deux cent-cinquante espèces de méfaits. Ceci explique que beaucoup de ces soi-disant criminels étaient, une fois débarqués sur nos plages hospitalières, en mesure de devenir d'honnêtes et dignes citoyens avec d'autant plus de facilité que l'exis-

tence cessait d'avoir pour eux les mêmes rigueurs. Des terres fertiles leur étaient offertes comme elles le seraient plus tard aux bons travailleurs que ne tenteraient pas les coups de fortune des mines, déjà dépouillées de toutes les fantaisies et de toutes les légendes dont les avait affublées l'imagination des premiers chercheurs d'or, formant de la sorte un bien joli chapitre du folk-lore national.

La population qui fonda Minas — je fais donc allusion à celle du début qui ouvrit cette région aux autres émigrants — était une population déjà nationale par la naissance et qui avait reçu comme héritage précieux cette adaptation complète au milieu brésilien qui s'étendait des aliments indigenes — le maïs, la banane, la farine de manioc — au hamac de repos, des armes de guerre — l'arc et la flèche — aux mélancoliques créations imaginatives de la vie animale et de la vie surnaturelle. C'était des hommes aux muscles de fer et aux jarrets d'acier qui avaient traversé pour en arriver là de rudes épreuves, mais qui n'étaient pas autant à plaindre que les colons et les nobles des primitives donations, parce qu'ils comptaient alors derrière eux deux siècles de civilisation locale.

C'est ainsi qu'ils disposaient d'éléments de succès qui avaient manqué à leurs devanciers des premiers temps, les seigneurs féodaux improvisés pour la défense de la possession contre les incursions étrangères et leurs vassaux, fidèles ou rebelles. Ces éléments comprenaient les cultures acclimatées et dont beaucoup avaient été introduites par les Jésuites, agents par excellence au XVIe siècle du développement et de la moralité de la colonie — le cocotier, par exemple, qui est devenu inséparable de notre paysage, est un arbre importé; — les habitudes transformées de façon à garantir davantage la réussite des entreprises périlleuses vers l'inconnu; les animaux de labeur, chevaux et bœufs, et ceux servant à l'alimentation, poules et canards, qui manquaient au Brésil antérieur à l'époque historique.

Les nouveaux venus — les *emboabas,* comme les surnom-

mèrent les Paulistes, d'après un mot indien, parce qu'ils portaient des jambières — avaient cependant pour eux le nombre, en plus de l'ambition stimulée par l'envie, et une période en dériva de démêlés sanglants, aggravés par des cruautés et des lâchetés qui sont de toutes les histoires quand se déchaînent les mauvaises passions et que se réveillent les appétits malsains, quand le mysticisme religieux a cessé de les contenir et que l'autorité ne possède pas encore les moyens ni l'énergie suffisante pour les réprimer.

Après cette phase anarchique que connaissent mieux que d'autres les sociétés secouées par la névrose de l'or et des pierreries, comme la Californie, l'Australie et le Cap, — et encore l'intérieur du Brésil, aux XVIIe et XVIIIe siècles, ne pouvait manquer d'être différent de contrées explorées en plein XIXe siècle — vint la période d'étroite surveillance administrative et de sévère exclusivisme officiel, qui détourna au profit de l'État la fortune enfin livrée par le sphinx si longtemps interrogé.

Si l'État n'était pas intervenu en édictant des règlements draconiens pour réclamer ses droits au partage, un partage léonin, et épier les concurrents à l'exploitation, le résultat n'en aurait pas été beaucoup plus avantageux pour les particuliers, parce que les conditions dans lesquelles s'effectua l'exploration des gisements de quartz et des cours d'eau ne présentait que des aspects à la longue ruineux pour ceux qui s'y adonnaient. D'abord, cette industrie s'exerçait de la façon la plus empirique; ensuite, tout le monde s'occupa de mines, personne ne songeait aux provisions qui toutes devaient venir de la côte et se vendaient à des prix exorbitants; enfin, on sait que la prodigalité la plus folle accompagne toujours les gains rapides, et que les heureux de cette espèce ne croient vraiment avoir atteint la fortune que quand ils peuvent se livrer au luxe le plus extravagant.

M. João Ribeiro rappelle à ce propos les paroles prophétiques du grand imaginatif que fut le Père Antonio Vieira,

en prêchant sur l'effet que produirait la découverte des mines toujours poursuivies par les aventuriers comme but principal de leur activité.

« Dès ce jour vous commenceriez à être les régisseurs et non plus les maîtres de tous vos biens. Votre esclave ne serait plus à vous, de même que votre canot ou votre chariot ou votre bœuf, lequel ne vous appartiendrait que pour le nourrir et vous aider au service. Votre maison vous serait ravie pour servir de logement aux fonctionnaires des mines; votre plantation de canne à sucre resterait en friche, parce que ceux qui la cultivent s'en iraient aux mines, et vous-même, vous ne vous appartiendriez plus, parce que l'on vous écraserait de fardeaux, sans nul souci de vos aptitudes; seuls, vos moulins auraient beaucoup à moudre, parce que vous et vos enfants y seriez les broyés. »

Le despotisme portugais était-il d'une insensibilité aussi poignante que pourrait le faire croire cette vision de chaire, confirmée par la conspiration qui à la fin du XVIIIe siècle essaya de soustraire la colonie au pouvoir de la métropole, fondant dans le continent méridional le pendant de la République de l'Amérique du Nord?

Les colonies tendent toutes à s'émanciper de leurs métropoles — c'est la règle générale déterminée par la croissance et par le besoin de liberté, règle qui s'étend du règne animal au domaine social. Ce n'est pas que le Portugal ait été plus tyrannique que n'importe quelle autre nation à possessions. L'ancien régime était à peu près le même partout : Taine n'y aurait pas trouvé grande différence s'il l'avait étudié ailleurs qu'en France.

Le quint de l'or, l'impôt dont Minas-Geraes se plaignit toujours, surtout quand on parlait de payer les arriérés sur une contribution estimée fixe, avait été établi lors de la découverte du pays comme un impôt problématique et qui serait, le cas échéant, le grand profit de la métropole. Le reste du système tributaire, formé presque totalement par des taxes directes — les dixièmes et les vingtièmes de la

production — étaient, selon l'expression de l'historien João Ribeiro, dans sa majeure partie appliqué aux intérêts de la colonie. Ce que le roi recevait en qualité de grand maître de l'Ordre du Christ défrayait les dépenses du culte. Ceci pour la partie financière. Quant aux lois criminelles, elles s'étaient vues au début, dans l'intention de favoriser la colonisation, interprétées avec une latitude qui était de la tolérance; et le donataire de Pernambuco, qui, si vous vous souvenez encore de ce que j'ai dit de lui, était un homme à principes, se plaignait même amèrement au roi de l'ampleur accordée au droit d'asile entre les capitaineries féodales.

Si les libertés municipales qui, au XVIe siècle, avaient été octroyées pareilles, au Brésil, à celles qui rappelaient encore en Portugal la domination romaine — les droits étendus aux villes et la législation qui à travers les Visigoths et les Arabes se conserva imprégnée du particularisme latin — offraient au XVIIIe siècle l'apparence d'un visible déclin, l'aspect en était général dans toute la vie communale européenne ou de caractère européen. Les premières atteintes aux franchises locales dataient au Brésil d'un événement qui avait été un considérable progrès politique et social, je veux dire de la superposition de l'État à tendances unitaires aux Capitaineries privées.

Nous avons vu comment la première ébauche féodale avait dû être effacée de par sa propre et rapide flétrissure, et comment l'unité administrative et militaire, mise à l'essai par la métropole, fut raffermie par l'union que produisirent le mouvement général contre l'ennemi hollandais, maître d'une bonne partie du Brésil, et le mouvement général de la colonisation spontanée provoqué par le sucre et surtout par les mines. Ce sont deux mouvements à base déjà patriotique, encore qu'ils ne pussent se parer de ce titre, qui dénonçait un sentiment instinctif dans l'un des cas et en embryon dans l'autre. L'effet de cohésion qui devait en résulter constituerait le correctif de la tendance fortement dispersive des

premiers groupements de colonisation, dont chacun était devenu un cycle d'activité.

C'est de cette façon, par la force d'attraction, que sur le São-Francisco se rencontrent le mouvement descendant de Pernambuco et la colonisation autonome de Sergipe, déterminée par les « entrées » à la poursuite des Indiens, et que le mouvement ascendant de la Capitainerie de Duarte Coelho, commencé en 1584 par l'occupation de Parahyba, passa au Rio Grande, arriva au commencement du XVIIe siècle au Céará, — y souffrit, avant de reconquérir le Maranhão sur les Français, des retards causés par les vengeances des sauvages contre ceux qui essayaient de les réduire en esclavage, — et arriva au Parà à temps pour le dérober aux pirates français, hollandais et anglais.

Vous n'ignorez pas que ceux-ci cherchèrent et trouvèrent refuge dans le pays de l'El-Dorado, la chimère de Raleigh, cette contrée — vraie *res nullius* — qui s'étend de l'Oyapoc, où s'arrêta la marche portugaise vers le nord, à l'Orénoque, où fit halte la marche des Espagnols de l'isthme de Darien vers l'est, et dans laquelle les espoirs déçus de ces trois grands pays maritimes, successivement rivaux des puissances ibériques, trouvèrent un semblant de compensation dans les territoires qui s'appelèrent les Guyanes française, anglaise et hollandaise.

Le reste du Brésil a obéi à la même loi de convergence qui donna lieu à un schéma de groupement dont le rythme commun à tous est formé, selon l'expression très heureuse de M. João Ribeiro, par l'alternance du particularisme centrifuge et de la gravitation politique. Au XVIIIe siècle, par exemple, grâce aux désordres des établissements des mines, c'est le libre esprit des Capitaineries initiales qui reparaît, pour être de nouveau plié et conduit dans une seule direction générale par la monarchie indépendante.

La richesse de Minas-Geraes — richesse toute apparente

et improductive, du moins par rapport à la colonie et dans les conditions où elle fut exploitée — a été bien passagère. Elle dura tout au plus un siècle : je parle bien entendu de la richesse minière. Quand la Cour portugaise arriva au Brésil au commencement du XIXe siècle, le spectacle qu'offrait la Capitainerie de l'or était loin d'être le même qu'au XVIIIe siècle. En 1750, il est estimé que 80.000 personnes, c'est-à-dire un tiers de la population, s'occupaient de mines : au moment de l'Indépendance, en 1822, leur nombre était descendu à cinq mille. La production de l'or qui jusqu'en 1820 s'éleva, suivant les calculs de Von Eschwege, à plus de 945.000 kilogrammes, avait tellement diminué qu'en 1819 le quint rapporta seulement 105 kilogrammes.

Il en avait été de même pour les diamants, qui attirèrent une population de 40.000 aventuriers vers le district de Minas où ces pierres furent trouvées en si grande proportion, que le prix du diamant baissa en Europe de trois quarts et que, pour maintenir ses profits, le gouvernement portugais fut forcé de transformer sa surveillance en espionnage, de châtier sévèrement les fraudes, d'élever de 40.000 à 240.000 reis (1.500 francs environ) l'impôt *per capita*, et ensuite de créer le monopole d'État, que Pombal entoura de tant de rigueurs administratives que cette industrie réduite de libre à asservie ne connut plus de prospérité.

Un coup bien sérieux aussi avait été porté aux intérêts brésiliens par la perte de la Colonie du Sacramento où florissait le plus scandaleux et le plus avantageux commerce de contrebande avec la ville de Buenos-Ayres située en face, les provinces de Tucuman et du Paraguay, et même par-dessus les Andes, avec la vice-royauté du Pérou. Les marchandises introduites de la sorte et qui provenaient d'Europe par voie de Rio de Janeiro pouvaient se vendre à Lima meilleur marché que celles descendues de Panama, où les marchands de Séville, possesseurs du monopole de

trafic dans les colonies espagnoles, célébraient à leur profit les foires de Porto Bello.

Le désir de mettre fin à cette contrebande effrénée qui prenait le plus court chemin, du moins pour arriver à Buenos Ayres — et quant à la distance jusqu'au Pérou, elle était compensée par les gains — entra pour beaucoup dans la résolution du gouvernement de Madrid d'expulser les Portugais de la surnommée *Banda Oriental*, du moment que la métropole espagnole ne voulait pas rendre franc le commerce, ce qui serait au Brésil le premier acte résultant du transfert de la Cour. C'est à peine si les anciens règlements furent levés en 1778, l'année après le traité des limites qui accordait la Colonie du Sacramento à l'Espagne, les nouveaux règlements n'autorisant que le trafic direct avec la mère-patrie,

Les mines ne furent toutefois pas l'unique raison du peuplement qui suivit la conquête de l'intérieur du Brésil. A côté d'elles il y eut, comme cause déterminante, spécialement vers le nord, entre Bahia et Maranhão, en une région nonobstant sujette aux sécheresses prolongées et formant contraste avec les plaines inondées de l'Amazonie, une industrie plus paisible et moins aléatoire, l'élève du bétail, caractéristique de notre *sertão*. *Sertão* est le nom générique de cette section moins attirante du pays, contrée dévoilée comme les autres par les chercheurs d'or, parcourue par les expéditions et les guérillas de l'époque de la domination hollandaise et, enfin, colonisée par ces éleveurs auxquels revient le mérite de s'y être fixés et de l'avoir utilisée dès le XVIIe siècle, un siècle donc avant l'occupation permanente de l'intérieur méridional et central où les mines étaient situées. La population clairsemée que l'industrie pastorale retint sur ces champs à pâturages, au climat plus frais et moins humide qu'à la côte, y prit un caractère tout à fait particulier : elle est de race bien plus pure

que celle du littoral, peu mélangée de sang indien et presque pas de sang nègre, courageuse au travail, sobre, se nourrissant surtout de viande et de laitage, assez méfiante, fière de se suffire presque à elle-même, encline aux rêveries héroïques, prompte à recourir aux solutions violentes, douée généralement de sentiments chevaleresques et occasionnellement portée à des crises d'exaltation religieuse.

Personne n'a mieux décrit le *sertão* qu'un de nos écrivains, mort il n'y a pas deux ans, en pleine jeunesse, dans des circonstances particulièrement dramatiques. Euclydes da Cunha s'est révélé maitre écrivain par le livre puissant qu'il a publié sur les aspects et sur l'homme de ces régions; livre, je puis même dire extraordinaire, parce qu'il allie de solides connaissances scientifiques et des aperçus imprévus à un style nerveux et original. Je regrette de ne pas pouvoir vous citer des chapitres entiers d'un tel ouvrage, mais je ne saurais m'empêcher de vous en lire quelques passages qui vous aideront à saisir la physionomie de la contrée à laquelle je viens de faire allusion :

« Hégel, écrit-il, a défini trois catégories géographiques comme les éléments fondamentaux collaborant avec d'autres à la réaction exercée sur l'homme pour créer des différenciations ethniques. Ce sont les steppes de végétation rachitique ou vastes plaines arides; les vallées fertiles, d'une irrigation abondante; les côtes et les îles. Les *llanos* du Vénézuela, les savanes qui élargissent la vallée du Mississipi, les pampas démesurés et la vaste terrasse des Andes sur laquelle se meuvent des dunes, s'inscrivent rigoureusement dans la première catégorie... Mais ils ne fixent pas l'homme à la terre. Leur flore rudimentaire de graminées et de cyperacées, renaissant robuste aux saisons pluvieuses, est une incitation à la vie pastorale, aux sociétés errantes de pâtres, se mobilisant avec une extrême rapidité, constamment occupés à dresser et à défaire leurs tentes, et dispersés aux premières lueurs de l'été.

Aux *sertões* du nord du Brésil néanmoins, qui à pre-

mière vue leur sont semblables, il manque une place dans le tableau du penseur germanique. Quand on les traverse en été, on croit en effet qu'ils se rangent parfaitement dans la première catégorie; mais quand on les traverse en hiver, on croit qu'ils forment partie intégrante de la seconde. Tantôt effroyablement stériles, tantôt merveilleusement exubérants. En pleine sécheresse, c'est positivement le désert. Si le fléau ne se prolonge pas au point de provoquer de pénibles exodes, l'homme lutte comme les arbres, avec les réserves emmagasinées aux jours d'abondance, et dans ce combat féroce, anonyme, terriblement obscur, noyé dans la solitude des plateaux, la nature ne l'abandonne pas entièrement. Elle le soutient bien au delà des heures de désespoir qui accompagnent l'épuisement des dernières « cacimbas, » c'est-à-dire des derniers réservoirs d'eau ou citernes.

« Les pluies surviennent et la terre se transfigure, revêtant des aspects fantastiques qui contrastent avec la désolation précédente. Les vallées sèches se changent en rivières; les mornes dénudés, subitement verdoyants, deviennnent des îles. La végétation pare de fleurs, en les recouvrant, les trous béants, voile la rudesse des ravins, arrondit en collines les amas de blocs superposés, de sorte que les grandes plaines, entremêlées de vallons, se relient par des courbes plus suaves aux hauts plateaux. La température tombe, la siccité anormale de l'atmosphère disparaît en même temps que les embrasements qui suffoquent. Le paysage acquiert de nouveaux tons, la transparence de l'air met en relief les lignes plus légères dans toutes les nuances de forme et de couleur. Les horizons se dilatent. Le firmament perdant le bleu foncé des déserts remonte et se fait plus profond sur l'éclosion revivifiante de la terre. »

L'homme a collaboré à ce résultat avec les éléments météorologiques et autres causes naturelles. Il a été, suivant l'expression de l'auteur, un remarquable agent

géologique, en se chargeant du rôle d'infatigable créateur de déserts. Le feu qui avait été un instrument essentiel dans l'agriculture primitive des indigènes, au moyen duquel ils changeaient de vastes zones de forêts en des landes attristées, couvertes d'une végétation différente et rabougrie, fut employé avec une pareille insouciance par les colonisateurs portugais, aussi bien par ceux qui ne voulaient que des champs pour leurs troupeaux que par ceux qui, à la recherche d'esclaves et de métaux précieux, tenaient à avoir leurs horizons libres et détestaient les masses d'arbres où les surprises étaient faciles.

Car il faut bien le reconnaître, et je dois le répéter, par-dessus toute raison de l'expansion brésilienne figure, moins avouable et moins honorable, celle de la chasse aux indigènes. Ce fut cette poursuite effrénée et impitoyable qui mit en contact hostile, dès la première moitié du XVIIe siècle, avant même que l'union fût rompue, les deux nationalités péninsulaires dans la région baignée par les grands fleuves Paraná et Paraguay, où les Jésuites espagnols avaient fondé de florissantes et heureuses missions et où l'Espagne comptait déjà deux villes naissantes : — la ville royale de Guayra, à l'embouchure du Pequiry, et Villa Rica, sur l'Ivahy. La destruction des établissements de la catéchèse et la prise des établissements civils étaient des actes de guerre et de vandalisme pratiqués en pleine paix et même sous le régime de la fusion politique, par les entreprenants Paulistes, mais tolérés par les autorités coloniales. Je vous ai signalé qu'ils eurent pour résultat l'annexion de cette admirable région qui compta ses martyrs avant même de compter ses colons, et d'où les aventuriers brésiliens étendirent facilement jusqu'à l'Uruguay leurs incursions, constamment transformées en conquêtes. Le Brésil, comme toute autre nation progressive, s'est formé de ces conquêtes.

VI

Mesdames, Messieurs,

A Bahia comme à Minas-Geraes, les deux Capitaineries dont nous nous sommes occupés spécialement l'autre jour, la population esclave arriva à dépasser la population libre, mais la vie était là trop joyeuse et ici trop surveillée pour que cette circonstance pût inspirer des craintes bien sérieuses. Cependant, le premier *Quilombo* (ou rassemblement de nègres marrons) dont fassent mention nos chroniques se trouvait à Bahia et date de 1575; mais le plus important et le plus connu, qui a vécu dans l'histoire et qui subsiste dans la légende, est celui de Palmares à Alagôas, détruit en 1699. Sa croissance et son organisation obéirent aux lois naturelles des sociétés humaines. Aux premiers fugitifs d'autres se réunirent dans l'épaisseur des forêts vierges; des familles s'ébauchèrent; les huttes de pisé et à toits de palmes se groupèrent; une palissade et des bastions de pisé les entourèrent, comme en Afrique, d'où venaient ces nègres; des champs de manioc et de légumes furent cultivés en dehors de l'enceinte; des rapports et des échanges s'établirent avec les esclaves des propriétés les moins éloignées : une ville et une société se trouvaient fondées, dont le voisinage inquiétait les planteurs, autant à cause des déprédations auxquelles étaient exposées leurs cultures qu'à cause du mauvais exemple et de la tentation que le quilombo représentait pour leurs esclaves.

Une espèce de police rurale, composée de nègres créoles et de mulâtres libres, était chargée par ces propriétaires de parcourir les districts à moitié sauvages où se dressaient d'ordinaire les quilombos, et de ramener les esclaves fugitifs. On les nommait capitaines des bois ou des prairies, et l'institution subsista, en ce qui concerne sa dernière tâche, jusqu'à l'abolition de l'esclavage. Le métier exigeait de l'audace et une grande endurance physique; et encore, armés jusqu'aux dents, ces gens se faisaient accompagner de chiens courants que l'humanité de nos mœurs fit disparaître dans la suite.

Je laisse à votre imagination le soin d'évoquer les poignants épisodes de cette chasse à l'homme, les traitements barbares auxquels les capturés étaient assujettis par leurs poursuivants, et les représailles qui occasionnellement étaient réservées à ces derniers. Des abus, comme il est naturel, prirent leur origine de cet état de choses. Il y avait des capitaines des bois qui enlevaient eux-mêmes des esclaves pour les ramener comme fugitifs et toucher la récompense, et d'autres qui hébergeaient les fugitifs pendant des mois et tiraient profit de leur travail avant de les livrer. Mais, somme toute, l'institution eut cet avantage, dans son horrible fonctionnement, d'empêcher que le Brésil ne se remplît de refuges de nègres marrons, qui y auraient rendu la vie impossible par le manque de sécurité.

On peut d'ailleurs juger des dimensions que ces quilombos étaient susceptibles d'acquérir, par celui qu'un historien allemand n'hésite pas à qualifier de *Negerstaat* (État nègre) et qui se maintint de la sorte pendant plus d'un demi-siècle. Palmares naquit des conditions de trouble profond apportées à la Capitainerie de Pernambuco par l'invasion hollandaise. On admet même comme possible que son point de départ ait été, non la réunion d'esclaves fugitifs rassemblés à dessein, mais une cargaison de nègres d'Afrique débarquée sur la côte par un corsaire hollandais qui, s'étant emparé du navire négrier portugais, aurait

manqué du temps nécessaire pour aller vendre sa proie vivante et aurait été pressé d'employer à la guerre le navire capturé.

En tout cas, d'anciens esclaves des nombreuses plantations dévastées et abandonnées pendant l'invasion — esclaves qui ne s'étaient pas enrôlés sous les drapeaux hollandais ou portugais — se joignirent à ce premier noyau, lequel engendra d'autres quilombos. Bientôt, de nombreux petits quilombos entourèrent le grand et couvrirent le territoire actuel d'Alagôas, tous reconnaissant l'autorité du plus ancien. C'est alors que survint cette ébauche d'organisation sociale qui ne rend pas exagérée l'expression, que j'ai rapportée, d'État nègre.

Cette organisation se basa, comme toute autre à son début, sur le meurtre et le pillage. Les plantations isolées furent attaquées et incendiées, les richesses, les troupeaux et les esclaves conduits au quilombo, les blancs massacrés, leurs femmes et leurs filles distribuées comme le meilleur butin aux guerriers. La situation prit un aspect si lamentable que Maurice de Nassau, après la trêve, voulut y pourvoir au moyen d'une expédition dont les résultats cependant, certainement incomplets, se virent compromis par la campagne libératrice qui permit au Quilombo de Palmares de se reconstituer plus fort que jamais, au point de pouvoir braver les forces militaires de la Capitainerie de Pernambuco.

Dans ces conditions il ne restait aux planteurs, pour s'assurer quelque peu contre le danger, q'uà entrer en relations avec ces noirs, à obtenir par l'entremise de leurs propres esclaves le rachat de leurs femmes et de leurs filles, à payer des contributions aux déprédateurs et à établir avec eux des rapports de commerce, en échangeant les produits de leurs cultures contre des armes et des munitions. L'État nègre suivait donc la marche de toute évolution.

Pour ce qui est de son organisation domestique, il se

donna un chef à vie, le Zumbi, auquel tous étaient tenus d'obéir aveuglement. En effet, la paix des différents quilombos, administrés chacun par un commandant qui cumulait les fonctions de magistrat, ne fut jamais troublée par aucune conspiration ni par aucun soulèvement. Les lois étaient transmises oralement, la religion se composait d'un mélange de symboles catholiques et de fétichisme africain, l'esclavage existait comme en Afrique, pour les propres frères de race faits prisonniers dans les combats, les citoyens des quilombos n'étant autres que ceux qui s'y ralliaient volontairement.

La population entière de Palmares s'est élevée, selon l'estimation portugaise, à 20.000 âmes, dont la moitié composée d'hommes armés. Leur résistance fut héroïque lors de la dernière attaque contre la capitale fortifiée, formée de petits groupes d'habitations à l'ombre de grands palmiers et au milieu de laquelle coulaient, venant des montagnes, des ruisseaux qui allaient se déverser dans un étang central très poissonneux.

Ce ne fut qu'à la fin du XVIIe siècle, qu'un gouverneur général de Pernambuco montra assez d'initiative pour faire cerner ce redoutable quilombo, dont le nom seul faisait reculer les plus hardis. Caetano de Mello e Castro — c'est le nom de ce vaillant administrateur — réclama l'aide du gouverneur de la Capitainerie de Bahia, lequel lui dépêcha un détachement de mille Paulistes et Indiens commandés par Domingos Jorge et qui, s'étant avancés par terre et jetés seuls contre le poste, furent obligés de battre en retraite, jusqu'au moment de s'unir aux troupes régulières en élevant l'effectif total à six mille hommes. Un vrai siège s'ensuivit alors, entremêlé d'assauts contre les trois portes de la ville nègre dont les munitions et les provisions finirent par s'épuiser. Les portes une fois forcées, les assiégeants pénétrèrent dans l'enceinte, semant la mort et la désolation, tandis que le Zumbi, suivi de ses principaux guerriers, se précipitait dans un gouffre, préfé-

rant le suicide à l'esclavage auquel fut réduit le gros de la population du quilombo réparti entre les vainqueurs, en même temps que la capitale était rasée. Il n'y avait vraiment pas de place pour cet État africain dans une suite de colonies européennes qui ne songeraient bientôt qu'à leur émancipation.

L'esprit d'autonomie qui devait surgir au Brésil à la fin du XVIIIe siècle, — surgir n'est pas précisément le mot, puisqu'il s'était révélé auparavant, mais qui devait alors s'organiser et passer à l'état d'aspiration latente — serait la réaction naturelle contre l'omnipotence de l'État que personne n'a mieux incarné en Portugal que le marquis de Pombal. Son despotisme éclairé n'y connut pas de bornes : comment en eût-il connu, pouvait-il en connaître outre-mer, dans une colonie que la métropole, tout en laissant leur libre essor aux activités locales, avait supérieurement façonnée dès le XVIe siècle à sa propre image? Toute résistance devait être, ici ou là, inutile contre cette résolution fixe, appuyée sur la force, de pousser les choses par la violence jusqu'aux limites extrêmes dictées par la raison.

La discipline portugaise avait eu raison au Brésil de l'anarchie sociale, qui avait germé des circonstances mêmes de la première colonisation européenne et surtout des conditions de peuplement, lequel avant d'arriver à être la fusion des races de trois continents différents, avait représenté le conflit de deux d'entre elles. Or la sociologie avance, et l'histoire le prouve, que le contact de races dont chacune possède un degré de civilisation qui lui est propre et bien différencié des autres n'est pas propice, du moins à leur progrès moral corrélatif. Quand la raison n'en serait que celle des relations d'oppression mitigée par la sensualité et de servitude redressée par la révolte, l'effet en paraîtrait déplorable.

La société de Minas-Geraes, au XVIIIe siècle, nous semble,

moins que toute autre d'outre-mer, en dehors de cette situation et disposée à la modifier de son plein gré. Les mines exigeaient, plus encore que les champs, le travail des esclaves et la fièvre de l'or ne pouvait suggérer que des hallucinations de richesse ou des cauchemars de crimes. Pour qu'on entendît sur place, parties d'entre l'élément civil et non plus religieux qui aspirait à diriger, des paroles de justice pratique envers le nègre et de sympathie sincère envers l'Indien, il fallait attendre à la Constituante de 1823 la voix réfléchie et compatissante de José Bonifacio, dont l'éducation scientifique s'était achevée dans les pays les plus avancés de l'Europe, depuis la France jusqu'à la Suède, et dont la sagesse politique n'était pas le fruit de l'enthousiasme de la jeunesse, mais celui de l'expérience de l'âge mûr.

Les projets législatifs de José Bonifacio sur la civilisation des Indiens, l'abolition du trafic noir et l'émancipation des esclaves font le plus grand honneur à son esprit humanitaire et à l'assemblée qui les écouta avec sympathie. Son sens politique était cependant trop éveillé pour qu'il ne s'aperçût pas des difficultés à vaincre. — « Les difficultés se tassent par notre faute, disait-il à propos des Indiens. Ce sont les craintes continuelles et enracinées qui leur sont inspirées par les anciennes servitudes, le mépris que nous témoignons généralement à leur égard, le vol toléré de leurs meilleures terres, les tâches auxquelles nous les assujettissons en leur payant des salaires infimes, ou même en leur refusant toute espèce de salaire, les nourrissant mal, les trompant dans les contrats d'achat et de vente que nous passons avec eux, les enlevant pendant des années à leurs familles et à leurs champs, au bénéfice des travaux de l'État et de particuliers, enfin, leur inoculant tous nos vices et toutes nos maladies, sans les doter de nos vertus et de nos talents. »

Par rapport aux nègres, les accents de celui qui serait bientôt surnommé le « Patriarche de l'Indépendance »

n'étaient pas moins convaincus et généreux : « Pourquoi, s'écriait-il, les Brésiliens seuls continueront-ils à être sourds aux appels de la raison et de la religion chrétienne, je dirai plus, de l'honneur et de la dignité nationale? Car nous sommes l'unique nation de sang européen qui trafique encore ouvertement et publiquement d'esclaves africains. Je suis un chrétien et un philantrophe, et Dieu m'inspire pour que j'ose élever ma voix en faveur de la justice et d'une saine politique. Ne redoutez point, législateurs, les protestations de l'intérêt sordide... Si l'ancien despotisme fut insensible à tout, c'est qu'il y trouvait sa propre convenance, il voulait que nous fussions un peuple mêlé et hétérogène, sans nationalité et sans fraternité, afin de mieux nous garder dans l'esclavage. Mais grâce au ciel et à notre situation géographique, nous sommes devenus un peuple libre et indépendant. »

Ce cri plein de la fierté du patriotisme ne pouvait jaillir que parce que la formation de notre nationalité l'avait enfin rendu possible et légal. La liberté n'est jamais cependant enfantée sans souffrance. Encore faut-il remarquer que liberté civile, — laquelle avait été en théorie définitivement reconnue aux indigènes sous le ministère du marquis de Pombal, en même temps que les Jésuites étaient expulsés pour bien prouver que c'était eux qui les retenaient en servitude, — liberté civile, dis-je, ne veut pas dire liberté politique; elle en découle plutôt, si toutefois elle ne la précède pas; ce fut celle-ci, la liberté politique, qui constitua l'idéal immédiat, sinon le seul, des conspirateurs qui au fond de la pittoresque Villa Rica de Minas, aux rues étroites et escarpées comme celles d'un poste arabe, débouchant sur une place à bâtiments sombres qui tâchait de paraître pompeuse, et ayant pour horizon sur les hauteurs d'alentour de petites églises blanches sans goût ni style, songèrent à fonder la République.

Il n'est pas hors de propos de penser que la sève des vieilles traditions portugaises de liberté s'était en un

certain sens rajeunie dans le milieu vierge de la colonie, et que l'indépendance de la vie aventureuse y aidant puissamment, ces traditions s'étaient mises à refleurir. Il est ainsi curieux de constater qu'au Maranhão, en 1684, à l'occasion du soulèvement que Beckman paya de sa vie sur le gibet, et dont le gouvernement s'effraya tout particulièrement, craignant que les révoltés ne tendissent les mains aux Français de Cayenne — ce qui aurait peut-être converti en une réalité la tentative de La Ravardière — le gouvernement exécutif fut confié à trois nobles assistés par deux *procureurs du peuple*, qui n'étaient que des tribuns à la façon de l'ancienne Rome. Le *juge du peuple*, — magistrat populaire comme son nom l'indique, qui dans les moments critiques prenait sur lui les intérêts de ses mandataires et jouissait du prestige proportionné à son rôle — était un personnage tellement habituel à la tête des mouvements subversifs, que la charge en fut abolie en 1712, au moment du despotisme royal le plus accentué, comme se prêtant à embarrasser l'action du gouvernement et à flatter les passions de la populace.

La conspiration de Villa Rica eut lieu l'année même où en France la Bastille se voyait assaillie et prise par une foule en fureur qui, avant de s'attaquer aux représentants de l'institution monarchique assis sur le trône, s'en prenait aux pires symboles de la royauté absolue. Cet événement marque le triomphe de la liberté politique, le grand principe d'où partit l'essor mental du siècle de l'*Encyclopédie* qui gagna le monde, car il est connu que les idées éludent bien plus facilement que les marchandises les prohibitions officielles. Leur contrebande réussit toujours. Persécutées, elles échappent aux poursuites et finissent par s'infiltrer partout. Au Brésil elles arrivèrent comme ailleurs, et la meilleure preuve de l'influence qui leur revient sur le mouvement avorté de 1789, est que celui-ci fut surtout une conspiration d'hommes de lettres, c'est-à-dire, de gens auxquels étaient devenues familières

les expressions de rationalisme, de contrat social et de bonheur du genre humain, c'est-à-dire les maximes de libre critique, de libre association et de libre sensibilité, de la liberté donc sous l'aspect de l'intelligence, de l'affection et de la volonté. L'économie avait à cet effet remplacé la théologie pour l'examen des ressorts de l'esprit humain : à l'étude des manifestations de Dieu, on préférait celles des ressources des sociétés, dont la mauvaise organisation aurait faussé le naturel bon de l'homme .

Jamais des théories aussi alléchantes n'avaient résonné aux oreilles de ceux qui rêvaient le progrès de l'espèce humaine et pour qui l'avenir semblait tenir en réserve, non plus des espoirs vagues, mais de superbes réalités. Les philosophes français du XVIIIe siècle songeaient d'ailleurs beaucoup à l'Amérique comme à une terre admirablement dotée par la nature, mais qui gémissait sous l'oppression de métropoles farouches. Ne s'écrie-t-on pas, dans *Alzire* de Voltaire :

> Tu vois de ces tyrans la fureur despotique,
> Ils pensent que pour eux le ciel fit l'Amérique.

Ces vers qu'un fameux journal politique de l'époque de l'Indépendance, le *Tamoio*, du nom des Indiens de Rio de Janeiro, rédigé par les frères Andrada, prendrait comme épigraphe, sonnaient cependant déjà faux à l'aurore de la Révolution, car l'Amérique se trouvait en partie émancipée.

L'exemple de la révolte des colonies anglaises, couronnée comme elle le fut de succès, fut aussi suggestif — il le fut plus puissamment même, car le concret en ces cas prime l'abstrait — que l'effet des lectures de Rousseau et de Montesquieu, du *Contrat Social* et de l'*Esprit des Lois*, les évangiles des démocraties sud-américaines. Elle avait été, cette révolte, le signal donné de la marche en avant, elle constituait le modèle à suivre, et l'Amérique latine arriva comme l'autre à la victoire, bien qu'elle n'ait pas eu pour

elle, comme les États-Unis, l'appui matériel de la France, mais tout au contraire, contre elle, la complète et hargneuse hostilité de la Sainte-Alliance. Nous verrons toutefois que cette dernière remarque se rapporte à l'Amérique espagnole seulement, grâce aux conditions dans lesquelles vint à s'effectuer notre indépendance.

Il y a dans l'histoire de la conspiration de Minas-Geraes un épisode intéressant et qui donne la mesure de l'influence exercée dans notre milieu — le milieu spécial où couvaient les idées de liberté — par l'organisation autonome des États-Unis. Un étudiant brésilien de l'Université de Montpellier, du nom de Maia, lié en esprit et de fait aux révolutionnaires en embryon de là-bas, chercha à intéresser dans le grand projet qu'ils ruminaient l'illustre démocrate Thomas Jefferson, et à obtenir par son entremise le soutien de la République nouvellement née de l'Amérique du Nord. Maia adressa dans cette intention la lettre que la Correspondance de Jefferson, maintes fois éditée aux États-Unis, reproduit en entier dans une communication datée de Marseille le 4 mai 1787 et envoyée par lui au Secrétaire d'État John Jay.

Je vous la lirai, non pas parce que le style en est impeccable, ni l'éloquence des accents digne d'un Mirabeau, mais parce que dans son incorrection, voire dans sa gaucherie et dans son emphase, qui est bien du siècle, elle contient des notes traduisant l'état d'esprit de la colonie, de son élément cultivé tout au moins :

« Je suis Brésilien, et vous savez que ma malheureuse patrie gémit dans un affreux esclavage qui devient chaque jour plus insupportable, depuis l'époque de votre glorieuse indépendance, puisque les barbares Portugais n'épargnent rien pour nous rendre malheureux, de crainte que nous suivions vos pas : et comme nous connaissons que ces usurpateurs contre la loi de la nature et de l'humanité ne songent qu'à nous accabler, nous nous sommes décidés à

suivre le frappant exemple que vous venez de nous donner, et par conséquence à briser nos chaînes et à faire revivre notre liberté, qui est tout à fait morte, et accablée par la force qui est le seul droit qu'ont les Européens sur l'Amérique. Mais il s'agit d'avoir une puissance qui donne la main aux Brésiliens, attendu que l'Espagne ne manquera pas de se joindre au Portugal, et malgré les avantages que nous avons pour nous défendre, nous ne pourrons pas le faire, ou du moins il ne serait pas prudent de nous hasarder sans être sûrs d'y réussir. Cela posé, Monsieur, c'est votre nation que nous croyons plus propre pour donner du secours, non seulement parce que c'est elle qui nous a donné l'exemple, mais aussi parce que la nature nous a fait habitants du même continent, et par conséquence en quelque façon compatriotes. De notre part, nous sommes prêts à donner tout l'argent qui sera nécessaire, et à témoigner en tout temps notre reconnaissance envers nos bienfaisantes (*sic*). Monsieur, voilà à peu près le précis de mes intentions, et c'est pour m'acquitter de cette commission que je suis venu en France, puisque je ne pourrais pas aller en Amérique sans donner des soupçons à ceux qui en sussent. C'est à vous maintenant à juger si elles peuvent avoir lieu, et dans le cas que vous voulussiez en consulter votre nation, je suis en état de vous donner toutes les informations que vous trouverez nécessaires.

« Montpellier, 21 novembre. »

La rencontre sollicitée par Maia eut lieu à l'amphithéâtre romain de Nîmes, et le langage terre à terre des lettres de celui qui occupait alors le poste de ministre des États-Unis à Paris ne peut évoquer qu'une idée bien pâle de la conversation. Il eût fallu toute la prose colorée et magnifique de Chateaubriand, les cadences d'*Atala* ou de l'*Itinéraire*, pour rendre l'impression de cet entretien par une tiède soirée de printemps de Provence, baignée de

lune et parfumée de romarin, entre le Virginien fougueux sous sa sérénité voulue et le Brésilien ingénu dans sa fougue patriotique. Jefferson était sûrement un idéaliste, mais son idéalisme religieux avait pour expression la morale et pour contrepoids l'utilitarisme; il ne révélait pas, comme celui de Chateaubriand, la préoccupation de la beauté.

Maia avoua à Jefferson que la révolution était surtout désirée par les hommes de lettres, mais que l'opposition serait à peu près nulle, le gros des troupes étant composé de Brésiliens, la moitié seulement des officiers étant Portugais, bien peu d'entre eux forts en science militaire, et presque tous assez indifférents à la forme de gouvernement; les nobles dépourvus de sens aristocratique, les prêtres sans beaucoup d'autorité sur les classes populaires, les esclaves disposés à accompagner leurs maitres. L'habitude de la chasse semblait assurer que les gens du peuple sauraient se servir des armes à feu qu'ils possédaient. C'était surtout un chef qu'il fallait, quelqu'un qui se mît à la tête du mouvement, et pour le susciter, besoin était de compter sur l'appui d'une grande puissance comme les États-Unis, qui put fournir aux révolutionnaires des armes, des munitions, des soldats et leurs commandants, ainsi que le genre de provisions dont ils manquaient : blé et morue, le tout contre de l'argent, ou plus précisément de l'or comptant, que les mines suffisaient à garantir. La résistance du Portugal n'était pas à craindre, le pays ne possédant ni armée ni marine dignes de ce nom, et la haine des Brésiliens permettant d'espérer qu'ils feraient des prodiges.

La réponse de Jefferson fait honneur à sa réserve diplomatique. Elle a la sécheresse d'un communiqué officieux. Je vais la traduire textuellement de sa lettre, de peur d'enlever à ses paroles leur forte dose de bon sens, en même temps que leur correction de chancellerie :

« J'ai pris garde de lui faire bien saisir pendant toute la durée de la conversation, que je n'avais ni instructions ni autorité pour traiter de ce sujet avec qui que ce fût, et

que je ne pouvais donc que lui faire part de mes idées personnelles. Celles-ci étaient que notre situation ne nous permettait pas de prendre part comme nation à aucune guerre, et que notre désir même était tout particulièrement de cultiver l'amitié du Portugal, avec lequel nous avions un commerce prospère. Une révolution victorieuse au Brésil ne pouvait cependant pas manquer d'intérêt pour nous. Il était bien possible que la perspective de gains pût éventuellement gagner aux révolutionnaires de nombreuses personnes, et que des motifs plus purs pussent déterminer la jonction de quelques-uns de nos officiers, dont le corps renfermait beaucoup d'unités excellentes. Nos citoyens jouissant de la liberté de quitter leur pays individuellement sans le consentement des gouvernements de la Fédération, ils étaient pareillement libres de se diriger vers un autre pays ».

La conversation ne pouvait aboutir à un autre résultat entre deux interlocuteurs animés d'esprits si dissemblables et considérant le sujet de points de vue si opposés. Tous deux étaient les représentants des meilleures classes de leur pays : l'un de la classe des *gentlemen-farmers*, préparés par l'indépendance de la vie sociale anglaise et la liberté de leur existence politique coloniale au gouvernement de la Fédération établie entre ces possessions, l'autre, un jeune homme studieux de famille aisée, puisqu'il pouvait venir en Europe suivre un cours, hanté par les projets de délivrance politique qui bouillonnaient dans quelques esprits lointains, lesquels dans la Capitainerie vouée au culte de l'or subissaient plus qu'en aucune autre, dans leurs actes et même dans leurs pensées, la contrainte et la défiance journalière des autorités préposées à leur surveillance.

Maia n'était qu'indirectement lié aux conspirateurs de Minas-Geraes. A ce qui résulte de déclarations faites au cours de leur procès, il avait été chargé des pourparlers à l'étranger par des négociants de Rio de Janeiro, ce qu

montre quels ravages l'aspiration de liberté avait faits, et comment le désir d'un soulèvement était général, surtout après ce qui était survenu aux États-Unis. Dans une conférence sur le *Tiradentes*, le martyr de cette conspiration, à l'apologie duquel M. José Feliciano de Oliveira s'est dédié avec toute la ferveur de son âme d'apôtre et toute la rigueur de son éducation philosophique, il a été rappelé que celui qui est devenu au Brésil un héros légendaire, pleura d'enthousiasme en apprenant par un ami qui revenait d'Angleterre l'histoire détaillée de la Révolution d'Amérique, et que depuis lors il ne cessait de prier ses amis de lui traduire les ouvrages en langue britannique qui traitaient d'un sujet aussi passionnant pour son patriotisme.

Cela vous indique assez l'influence exercée par un pareil événement sur les classes avancées des colonies de l'Amérique ibérique. Il ne faut pas oublier que, dans le cas mentionné, il s'agissait du seul homme peut-être de volonté ferme et d'action hardie de tout un groupe d'idéologues et de timides qui, au moment du danger, c'est-à-dire pendant le procès, — car la révolution elle-même fut circonvenue par la délation, — perdirent contenance et rivalisèrent de pusillanimité.

Mouvement d'idéologues, voilà bien ce que fut cette conspiration de 1789 dans sa nuance plus démocratique, si on la rapproche de la sédition de Pernambuco en 1710, dont le caractère nationaliste était exclusivement aristocratique. Cet écart moral entre les deux tentatives révolutionnaires est du reste visible chez leurs prototypes. Bernardo Vieira de Mello, qui finit par prendre la direction du soulèvement de Pernambuco, était un gentilhomme, je veux dire un homme de famille qui affichait des prétentions à la noblesse : autoritaire et violent envers les siens et envers ses subordonnés, comme il était de règle parmi les *capitães-mores*, sortes de préfets ou baillis en qui le peuple personifie l'espèce des tyranneaux; comptant comme prin-

cipaux services de guerre la part prise à la destruction du Quilombo de Palmares. Le Tiradentes était, lui, un travailleur qui avait essayé sans grand bonheur de plusieurs métiers, même parce qu'il nourrissait des projets supérieurs à sa condition, à ses moyens et surtout à son milieu, et qui à la longue devint officier des milices locales, conservant à travers ses changements d'existence une réputation d'honnêteté et de loyauté.

Dans l'une et dans l'autre de ces tentatives d'émancipation on peut toutefois constater l'absence de l'élément vraiment populaire. Ce ne serait qu'en 1817, à Pernambuco, que les métis issus des croisements de trois siècles abandonneraient leur attitude traditionnelle de déférence envers la royauté lointaine, croyant s'élever par la phraséologie révolutionnaire à la hauteur de la civilisation la plus complexe, quand en vérité ils ne faisaient que donner libre essor aux penchants négatifs de leur nature sauvage. En deux fortes pages que je vous prierai d'écouter, M. João Ribeiro, le plus philosophe de nos historiens, esquisse en des traits saisissants la psychologie de ces peuples latino-américains dans leur première phase, contemporaine de l'Indépendance :

« C'est en vain qu'ils adaptent les idées de civilisation à leur organisme; il leur manque le sentiment que ces idées supposent et les vertus et qualités morales qu'à l'inverse des théories, seule l'éducation séculaire de l'histoire parvient avec difficulté à verser dans l'esprit humain. On peut dire d'elles que ce sont des races catéchisées, mais non point chrétiennes; le christianisme vit en elles comme dans un peu d'eau les gouttes de vin indispensables pour colorer son aspect ou altérer sa saveur. En général ces races assimilent et préfèrent les principes et les systèmes les plus radicaux, parce qu'ils ne sont possibles que par le renversement de la société; elles font ainsi la cour à la société et en même temps satisfont leur instinct fondamental qui est, comme celui des enfants, purement destructeur. Sans l'appui moral des mœurs, les changements d'esprit sont chez elles rapides

et vertigineux. De la religion elles passent à l'impiété et à l'athéisme; du gouvernement à l'anarchie; et l'on peut dire en généralisant, que, dans l'ordre, ce qu'elles aiment, c'est le renversement.

« Ceux qui descendent directement de l'esclavage ou de la forêt vivante n'ont rien de commun avec le passé que leur descendance à eux, dénuée de noblesse, ne peut guère estimer. Ils n'acceptent rien de l'histoire, qui naturellement leur est suspecte ou indifférente, et ils cherchent un remède impossible dans les utopies de l'avenir que leur fragile moralité ne comporte pas; c'est ainsi qu'ils sourient des rois que l'histoire a consacrés et bafouent encore davantage les faux dieux qu'ils ont eux-mêmes fabriqués et qu'ils se proposent inutilement de vénérer. Ils ne savent ni gouverner ni être gouvernés, d'abord parce qu'ils confondent l'autorité avec la force, dans laquelle ils voient son unique symbole; et ensuite, ils confondent l'obéissance avec la servilité. La joie de commander est aussi grande chez eux qu'est ignominieuse la honte d'obéir. Et, comme l'obéissance est selon leur conception l'esclavage, chacun et tous se disputent pour une parcelle d'autorité, comme s'il s'agissait d'un aliment essentiel à la vie, — motif pour lequel ils falsifient par la violence ou par la fraude tous les actes et toutes les méthodes de la vie publique qui conduisent au pouvoir. Ils comptent ainsi les années d'existence par les révolutions et par les crises, et méprisent le travail pour ne songer qu'aux hasards et aux emplois. Le gouvernement n'est en somme pour eux qu'un organe du communisme, l'agent de la nouvelle distribution de la fortune.

« Le seul remède pour ces peuples est le même que celui essayé par l'ancienne colonisation : le peuplement continuel et l'immigration européenne qui s'exercent aux métiers et labourent les champs, inoculent la vie et coordonnent ces désordres sans épuiser le trésor public.

» Par les formes politiques purement extérieures, de même que par les façons de s'habiller, il n'est point possible

de classer les peuples. Les idées et les théories se propagent d'un peuple à l'autre, et chaque peuple s'arroge le droit d'en tirer parti selon ses moyens. L'indépendance républicaine des États-Unis a fait progressivement républicaines toutes les nations d'Amérique; peu à peu le fédéralisme, dont ils étaient l'expression spontanée, s'est converti en la théorie politique de toutes ces nouvelles républiques. Sans nul doute dans cette imitation les peuples sans ressources pour scruter les secrets obscurs de l'histoire et même n'ayant pas d'histoire définie, ont été poussés par le désir d'obtenir, à travers les formes, la réalité du bien-être et de la liberté. Il est naturel que ces expériences leur aient fait payer cher leurs mirages et leurs erreurs, et la dizaine de nations qui vivent le long de la Cordillère des Andes attestent, depuis près d'un siècle, les tortures de ce sacrifice qui n'est pas encore terminé.

« Cependant ce résultat doit être considéré comme inévitable; il n'était pas possible de rompre avec le loyalisme envers le roi sans porter injure à la royauté. L'absence de traditions en Amérique supprime l'obstacle de l'inertie et favorise le progrès de toutes les idées d'avenir. Toute l'Amérique devait devenir un jour républicaine, et, malgré les incertitudes et les fautes de l'inexpérience, c'était sa destinée de représenter un grand pas dans le progrès des institutions politiques. »

Nous verrons que le Brésil a justement échappé, — grâce à la monarchie qui personnifie pour lui l'autorité sans la tyrannie, la force sans la violence, la moralité sans l'hypocrisie et la liberté sans l'indiscipline, — à la crise prolongée que traversèrent les autres peuples latino-américains, dont quelques-uns sont sortis il y a longtemps, prenant ensuite une merveilleuse envoiée vers le progrès, mais qui pèse encore sur d'autres d'une façon plus ou moins oppressive.

Il est vrai que le Brésil, seul de toute l'Amérique, eut l'avantage d'avoir une Cour, même pendant sa période coloniale. C'est une étape dans l'évolution politique, avec

tout ce que le mot peut signifier de culture et de raffinement, qui manque à tout autre pays du continent et qu'il doit à la sage résolution du roi Jean VI, alors prince régent du Portugal, de chercher un refuge dans le nouveau monde contre le bouleversement de l'Europe causé par Napoléon, et de jeter en personne les assises de l'*empire* auquel avaient auparavant songé, sous une forme démocratique, des esprits plus éclairés mais moins bénins que le sien. Cet empire il le fonda en effet par la douceur et la sympathie plutôt que par la tradition et la force, de sorte que son fils n'eut qu'à en recueillir la succession, quand sonna l'heure de la séparation que les conspirateurs de Minas-Geraes avaient crue plus imminente et avaient rêvée plus radicale.

Libertas quœ sera tamen — la liberté quoique tardive — avait été leur devise, mais la liberté se fit encore attendre et n'apparut même pas sous l'aspect cristallisé dans l'imagination de ces poètes qui payèrent de la prison, de l'exil, de la misère et même du trépas — l'un d'eux se suicida en prison — leur chimère d'indépendance.

Ces poètes : — Claudio Manoel da Costa, Gonzaga, Alvarenga Peixoto, — comptent parmi les plus illustres de la langue portugaise : la métropole ne pouvait s'enorgueillir d'en posséder de pareils à la même époque. Le malheur les fit frères et les groupa indissolublement aux yeux de la postérité, leur groupe s'augmentant encore d'autres poetes qui ne vivaient pas à Minas et qui n'ont pas pris part à la conspiration. On a même inventé dans notre histoire littéraire l'expression d'*École Mineira* (contre laquelle s'insurgeait dans un article récent de la *Revue* de notre Académie des Lettres M. José Verissimo) pour désigner cette pléïade qui, à proprement parler, n'a point fondé d'école et ne s'est organisée en aucune Arcadie d'outre-mer. Si nonobstant leur caractéristique individuelle très distincte au point de vue littéraire, ils méritent d'être classés à part, en dehors de leurs contemporains portugais, c'est en raison des accents plus sincères qu'ils ont prêtés à l'expression poétique et en

raison de la tendance qui s'ébauche chez eux, chez Gonzaga surtout, de se rapprocher de la nature comme source de l'inspiration qui jusqu'alors avait été puisée dans les réminiscences classiques.

Chez Claudio Manoel da Costa, qui n'est qu'un néo-classique européen versifiant à Minas-Geraes, la préoccupation de la forme correcte prime tout autre souci, et l'on peut dire de lui qu'il est bien un parnassien avant la lettre; mais chez Alvarenga Peixoto il y a déjà la note vaniteuse de la supériorité de la colonie sur la métropole qui sera le *leitmotiv* de l'indépendance, de même que dans Gonzaga, qui est au contraire toute suavité, il existe la note élégiaque que le lyrisme romantique fera jaillir de la contemplation de notre nature, plus mélancolique que riante dans sa grandeur.

Des conspirateurs de 1789, un seul monta sur l'échafaud, et ce fut naturellement le souvenir de celui-là qui resta vivant, qui s'incrusta pour ainsi dire dans l'âme de la nationalité brésilienne. Il n'était pas un intellectuel, bien qu'il eût reçu une certaine instruction. C'était plutôt un homme d'action, dont la dernière profession, vous ai-je dit, fut celle de sous-lieutenant des milices, de ces milices alors traditionnelles qui prenaient leur origine dans l'obligation stipulée par le gouvernement de Lisbonne pour les premiers colons, de posséder chacun au moins une arme, tandis qu'aux maîtres de plantations incombait le devoir de monter un petit arsenal. Parcourant constamment les routes à la tête de son détachement afin de surveiller la contrebande toujours active, ce sous-lieutenant à qui l'on avait donné le sobriquet de « Tiradentes », accompagnait parfois jusqu'à Rio de Janeiro les convois de lingots d'or qui devaient y être embarqués pour le Portugal, et c'est ainsi que la tâche lui revint logiquement d'essayer de se concerter avec les mécontents du littoral, dont les attaches toutefois étaient à cette époque bien plus intimes avec la métropole au-delà des mers qu'avec les Capitaineries de l'intérieur.

Le caractère des *Mineiros*, quoique proverbialement méfiant, — ce qui s'explique assez par la constitution toute spéciale de leur société, — ne demandait en cette occasion qu'à être doué de sympathie, mais les conspirateurs ne purent se procurer un appui extérieur, ni même national, en dehors de leur cercle si limité, pour les aider à rompre les liens rivant la colonie au Portugal. L'exemple ne fut point perdu, il inspira d'autres activités, à mesure que la culture se généralisait; mais si l'union des aspirations vers l'émancipation ne s'était pas réalisée dans la monarchie, l'accord ne se serait presque certainement jamais établi entre les fragments de cette mosaïque qui n'étaient pas encore les parties composantes d'un tout. Il était peut-être indispensable, pour que la fusion pût devenir une réalité, qu'il entrât du sang dans l'amalgame, et nul sang plus généreux n'aurait pu être répandu que celui qui fut versé pour la plus idéale et la plus ingénûment ourdie des conspirations, laquelle croyait triompher, plutôt que par la violence, par la conviction philosophique et par la persuasion des droits.

Il est certain que la figure de Tiradentes a pris au gibet des proportions vraiment héroïques, qui jusque-là avaient manqué à cet officier bavard que l'infortune grandit tellement qu'il ne consentit jamais — lui qui pêchait par l'excès opposé — à faire des révélations ou à dénoncer ses complices. Au milieu de la faiblesse de beaucoup et de la lâcheté de quelques-uns, lui seul fut vraiment calme et fort. Un bon sourire, à ce qu'il paraît, rayonna sur son visage lorsque le martyr apprit que pour lui uniquement la peine capitale n'avait pas été commuée; que lui uniquement subirait le supplice infamant, après lequel sa tête et ses membres dépecés seraient exposés çà et là sur des piques en des lieux éloignés, sa maison rasée et le sol stérilisé tout autour par le sel. C'était donc vraiment en lui — a-t-il dû s'imaginer avec orgueil — que s'était réfugié l'esprit errant et toujours indomptable du tribun du peuple Philippe dos Santos, qui au début de l'histoire de Minas, pour s'être montré trop

fier envers le pouvoir, fut lié par ordre du comte d'Assumar à la queue de chevaux fougueux. On l'entraîna de cette façon par les rues escarpées d'Ouro Preto — le nom qui s'attacha à tout jamais à cette légendaire Villa Rica qui existe toujours, dédaignée et pauvre, dominée par les sommets granitiques de l'Itacolomi comme au temps de sa courte splendeur, quand les carrosses et les chaises à porteurs circulaient difficilement dans ses montées étroites, que les barres d'or s'amoncelaient dans les caves de la Monnaie, et que la poudre d'or qui en restait était suffisante pour que les négresses s'en servissent afin de donner à leur chevelure crépue la teinte blond fauve du Titien.

Il manquait néanmoins en assez grande proportion à cette exubérance de luxe, la note de distinction qui de bonne heure avait caractérisé le faste plus aristocratique de Pernambuco, et qui en rendait ses habitants si vaniteux que les *Dialogues des Grandeurs* n'hésitaient pas à dire que les gens de la cour de Lisbonne venaient apprendre là les bonnes façons, le poli du langage et les raffinements de l'élégance. L'aisance de manières et la libéralité furent, il est vrai, les traits de cette noblesse de province, de la *gentry* du nord du Brésil, traits qui se conservèrent tant que durèrent les conditions sociales qui avaient engendré l'éclat relatif de ce milieu, lequel avait même attiré au XVIe siècle de nobles aventuriers de nationalité autre que la portugaise, et que Maurice de Nassau, par sa munificence, contribua à rendre encore plus attaché à la profusion et au luxe de bon aloi.

Hobereaux pernambucains, licenciés en droit qui revenaient de Coïmbra où ils avaient fait leurs études, officiers non commandants pris dans la bourgeoisie créole, blanche ou métissée, ils étaient cependant tous destinés à se rencontrer dans une aspiration commune, bien que localisée différemment au début, vers une patrie indépendante que la royauté de Jean VI rendit possible et que la monarchie impériale fit unie.

VII

Mesdames, Messieurs,

L'année 1808 marque pour le nouveau monde une époque tout à fait inédite. L'Amérique connaissait déjà les révolutions. Les treize colonies anglaises s'étaient unies pour se séparer de leur métropole et avaient organisé une république fédérale indépendante. La révolution fermentait partout. Nous avons vu qu'elle n'était pas étrangère au Brésil, et depuis un certain temps elle couvait dans les possessions espagnoles sous le regard bienveillant de l'Angleterre. Miranda, du Vénézuela, avait noué des rapports européens dans le dessein de faire aboutir son rêve d'émancipation. Ce qui était une nouveauté, c'était l'émigration d'une Cour européenne outre-mer, le transfert au-delà de l'Atlantique du siège d'un des empires du vieux monde. Car le Portugal, malgré les diminutions subies en Orient, en était encore un, dominant les Archipels de Madère, des Açores et du Cap-Vert; d'énormes territoires mal explorés et mal connus en Afrique, mais qui devaient relier par l'intérieur du continent la côte occidentale et la côte orientale, Angola et Moçambique, — plan que Cécil Rhodes se chargea bien de faire échouer plus tard; des établissements aux Indes, en Chine et en Océanie; enfin et surtout le Brésil, colossal et florissant, qui était le gros joyau de l'écrin.

Ce dernier était une mosaïque de provinces, ayant chacune son aspect particulier, mais rattachées par l'identité

de race, de langue et de religion, de façon que l'ensemble offrait une remarquable harmonie. L'autorité royale s'étendait sur tout l'immense territoire et reliait entre elles ses sections différentes, les subordonnant à la même direction. Des primitives Capitaineries féodales aucune n'avait dépassé comme telle la guerre hollandaise, c'est-à-dire la première moitié du XVIIe siècle. La plupart avaient du reste échoué dès le début; d'autres avaient été étouffées par les Capitaineries royales fondées entre les concessions; quelques-unes avaient été de suite rachetées par la couronne; enfin, certaines autres avaient fait valoir les droits acquis par leurs donataires, ou plutôt ceux de leurs descendants, devant les cours et tribunaux, obtenant par des procès qui ne se terminèrent qu'au XVIIIe siècle, de grosses indemnités du trésor public.

Ce fut d'ailleurs au Brésil que le roi Jean VI chercha refuge et établit son gouvernement — ses paroles, répétons-le, furent en débarquant : qu'il y était venu fonder un nouvel empire — quand Napoléon, détournant son attention vers la Péninsule Ibérique, déclara déchue de sa royauté portugaise la maison de Bragance. En même temps il envoyait à Lisbonne, comme proconsul, le général Junot qui y avait peu d'années auparavant séjourné comme ambassadeur — ce dont vous devez vous souvenir, car sa femme, la duchesse d'Abrantès, dans ses Mémoires si connus, décrit d'une façon très spirituelle, parfois même trop spirituelle, cette mission diplomatique en pays soumis.

En mettant l'Océan — et sur quelle étendue ! — entre lui et le plus grand des conquérants, le souverain portugais agit d'accord non seulement avec les règles de la plus élémentaire prudence, du moment que les moyens lui manquaient de s'opposer à l'invasion, mais selon les conseils d'une politique avisée, puisqu'il échappa, seul parmi les têtes couronnées de l'Europe, au traitement humiliant que l'empereur tenait habituellement en réserve pour les vieilles dynasties, les monarchies du droit divin. Et, en plus de

cela, il maintint intacte l'autonomie et l'intégrité de ses domaines, raison d'être de sa royauté; ne cessa point d'être un facteur non négligeable dans les affaires du continent qu'il avait déserté pour une plus vaste scène, qui par l'ampleur rehaussait son importance, et prépara, que dis-je? présida à l'évolution de ce Brésil qu'il éleva au rang de royaume uni, et qu'il quitta quand le pays était sur le point de devenir un empire indépendant.

Il le quitta d'ailleurs avec un profond regret, et non sans y laisser lui-même de profonds regrets, qui ont subsisté jusqu'aujourd'hui et qui rendent son nom aussi populaire au Brésil qu'il est méprisé en Portugal, pays que ses sujets européens l'accusent bien à tort d'avoir lâchement abandonné à sa triste destinée. Il ne l'abandonna nullement : il en confia simplement la défense à la seule nation qui fut en mesure de s'en charger utilement, c'est-à-dire l'Angleterre, tout en s'empressant de s'installer personnellement dans le lieu où le gouvernement britannique pourrait chercher un dédommagement à l'appui accordé. Les résultats ne furent point décevants : ils répondirent aux prévisions du sage roi.

Les soldats portugais, alliés aux troupes de lord Wellington, se couvrirent de gloire à Bussaco et en d'autres endroits; Junot capitula à Cintra; Soult fut rechassé de Porto; Masséna dut faire halte devant les lignes stratégiques de Torres Vedras, et le Portugal échappa au danger de devenir un apanage de plus des Napoléonides. Avant de pâlir sur le ciel de l'Espagne, l'étoile du César moderne s'était vue entourer au firmament portugais d'une brume de mauvais augure. La couronne d'Affonso Henriques fut une des rares dont Napoléon ne put parer son front de protecteur de l'Europe, une fois qu'il en avait dépossédé les légitimes détenteurs. S'il y était parvenu en emprisonnant Jean VI, comme il avait enfermé Ferdinand VII à Valençay, la résistance patriotique contre l'étranger en aurait souffert. Il ne s'agissait plus d'un trône dont l'occupant n'aurait fait

que s'éloigner de l'Europe par force majeure, sans cesser de gouverner au loin, tout en ne sortant pas des frontières et en guettant là-bas l'occasion de revenir occuper sa place traditionnelle, après que fût passée la tempête qui avait elle-même entraîné ceux qui voulaient s'emparer de sa couronne. Il se serait alors agi d'un trône vacant et accessible à toutes convoitises. Le prétexte ne fut pas autre, qui justifia le soulèvement et la séparation de l'Amérique espagnole refusant obéissance à Joseph Bonaparte.

Pour ce qui est du Brésil, la démarche fut providentielle — pardonnez-moi le terme qui a son relent de Bossuet, mais que je n'emploie que dans un sens figuré ou plutôt imagé. Le séjour du roi à Rio de Janeiro eut comme résultat que les attributs de la souveraineté furent prêtés à une possession qui ne pouvait à ce moment-là se vanter d'un autre prestige que de celui de son or d'antan, et qu'on adapta aux destinées que lui promettaient ses proportions, ses capacités d'opulence et les ambitieuses espérances de beaucoup de ses fils.

Considérée sous ce double aspect, la soi-disant *fuite* de Jean VI nous apparaît donc sous des dehors plus dignes et présente un sens tout à fait différent de la vulgarité de la crainte, sens que chez nous l'opinion publique, consciente en certains cas, instinctive pour la plupart, ne fut pas lente à saisir, au point qu'elle n'hésita jamais à rendre justice au monarque qui s'est vu décerner sous la république le titre de fondateur de la nationalité brésilienne. Cette sympathie collective, impulsive et sincère, ne fut d'ailleurs que l'équivalent de la sympathie individuelle, nidubitable et chaleureuse, témoignée par lui en toute occasion à son pays d'élection.

Le chargé d'affaires de France, le colonel Maler, un émigré de 1792 qui s'était réfugié à Lisbonne et qui, au retour des Bourbons, avait suivi au Brésil l'ambassade du duc de Luxembourg et resta à Rio en qualité de consul général et d'agent politique, faisait remarquer dans sa correspondance

adressée au ministère des affaires étrangères français, correspondance que j'ai eue en mains et que j'ai jugée des plus intéressantes, que les pamphlets les plus virulents sortis des presses de la capitale brésilienne après la révolution portugaise de 1820, laquelle détermina le départ du roi, épargnaient invariablement le monarque et n'employaient à son égard que des expressions d'amitié et de vénération. La critique historique ne fait donc que corroborer aujourd'hui une heureuse intuition nationale, de la même façon que la critique philologique ennoblit les heureuses locutions plébéiennes en leur accordant les franchises littéraires. Comment le bon sens ou plutôt le bon goût de la postérité ne découvriraient-ils pas, sous l'exagération des caricatures grotesques que des publicistes intéressés et partiaux ont esquissées, les traits véridiques de sagacité et de bonté?

La mémoire de Jean VI ne pourrait prétendre à un sentiment plus vibrant que cette sympathie, à laquelle se mêle un peu de compassion. L'enthousiasme serait certes déplacé. On ne peut l'évoquer, comme Gustave Adolphe, la cuirasse bouclée sur le tronc athlétique, l'épée nue et flamboyante, chargeant sur un coursier aux naseaux fumants, à la tête des hordes protestantes, dans la plus dévastatrice des guerres religieuses. On ne peut non plus l'évoquer, comme Louis XVI, le front ceint d'une auréole de souffrance, expiant ses faiblesses ou ses fautes par une admirable résignation. Jean VI ne fut pas un guerrier, ni, heureusement pour lui, un martyr. Il se contenta d'être, comme je viens de le dire, sagace et bon à un degré élevé dans la mesure de la nature humaine. Or, ne nous dit-il pas, le classique latin, que l'on trouve plus fréquemment des dieux que des hommes?

Il serait certes bien dommage que les passions sanguinaires eussent choisi comme victime quelqu'un qui était incapable de les stimuler à son profit et qui chérissait tellement la vie, avec tous les agréments qu'elle recèle, et dont il savait tirer le plus grand parti. On le voit, en

effet, de préférence admirer le superbe paysage aperçu de sa Thébaïde de l'île du Governador; goûter les pompeux opéras de son compositeur de cour, Marcos Portugal, applaudi dans toute l'Italie sous le nom de Portogallo; être sensible au charme pénétrant de la musique du compositeur brésilien, le curé José Mauricio, que l'on dirait écrite par Mozart; se délecter des sermons boursouflés des prédicateurs royaux, São Carlos et Sampaio, et savourer les succulentes créations des cuisines du Palais. La meilleure preuve qu'il n'était pas niais, comme les Portugais se plaisent à le dépeindre, c'est que son épicurisme avait autant de spiritualité que de matérialité, et qu'il fut un dilettante en même temps qu'un gastronome.

De nombreuses anecdotes burlesques et même grivoises, très rarement authentiques, courent au sujet de ce souverain que nos pères bafouaient un peu à cause des histoires qu'ils avaient entendu conter par nos grands-pères, plus sensibles au ridicule des apparences qu'à la valeur des résultats. Une qualité réellement lui manquait : la fermeté, et vous savez que la raillerie poursuit facilement les faibles. Mais ce fut cette faiblesse qui contribua peut-être le plus à le rendre aussi tolérant et aussi clairvoyant : tolérant pour maintenir la vigueur de l'autorité avec le minimum de violence et pour accepter de bonne grâce tous les avis avant de suivre sa propre opinion; clairvoyant pour prévoir et pour amener la solution de toutes les affaires d'État, depuis la conservation du royaume de Portugal moyennant sa retraite vers le Brésil, jusqu'à la séparation brésilienne associée au régime monarchique et à sa propre lignée, moyennant sa retraite vers le Portugal .

Jean VI était absolument l'homme qu'il fallait à ce milieu et à ce moment historique du Brésil pour accomplir la lourde tâche d'en faire une nation. Euclydes da Cunha l'a admirablement compris et exprimé dans une étude synthétique intitulée : *De l'Indépendance à la République :*

« Dans la situation où nous nous trouvions, écrit-il, nous

étions également inaptes à supporter l'ascendant d'un caractère fort et les traits d'un réformateur de génie. Le premier serait une nouvelle incitation aux révolutions partielles, entraînant la désagrégation inévitable; le dernier s'agiterait inutile comme un révolutionnaire incompris. Nous avions besoin de quelqu'un capable de nous offrir, passagèrement, comme un pis aller aux scissions esquissées, la bague d'alliance de la tradition monarchique, sans savoir faire prendre à celle-ci des racines; et qui d'un autre côté ne fût pas à même d'empêcher l'avènement des aspirations nationales, bien qu'elles sortissent, de façon paradoxale, du sein d'une dictature sans vigueur. »

Ce serait en un mot le triomphe de la médiocrité, si les faits ne prouvaient pas à l'historien impartial que la volonté de ce faible a pesé définitivement sur tous les événements de l'époque. On n'a pour cela qu'à songer à la continuité de l'influence bienfaisante et éclairée sur les affaires publiques du Brésil d'alors, influence qui fut pareille, soit du temps de ministres actifs et entreprenants dans leur illustration désordonnée comme le comte de Linhares, soit du temps de ministres timides et bornés dans leur traditionalisme juridique comme Thomaz Antonio Villanova Portugal.

L'émigration de la cour, dans les conditions tout au moins où elle s'est réalisée, a été résolue par le roi, car on n'avait d'abord pensé qu'à dépêcher outre-mer le prince héritier, ce qui n'aurait pas écarté les maux provenant de la déchéance royale.

Si les vicissitudes de sa diplomatie en Europe ont forcé Jean VI à se séparer de bien mauvaise grâce en 1817 de sa conquête de Cayenne, qu'il considérait comme la revanche prise en 1809 de l'occupation française de Lisbonne, et dont il avait réussi en 1815, au Congrès de Vienne, à ajourner la restitution; du moins a-t-il poursuivi avec une ténacité surprenante l'annexion de la Province Cisplatine, c'est-à-dire, l'extension méridionale du Brésil jusqu'à sa

frontière naturelle du La Plata. Cette incorporation de territoire espagnol s'est consommée à travers mille perplexités, contrariétés et hostilités dans lesquelles se sont débattus pendant des années les agents politiques et militaires les plus cotés de la couronne, sans que les circonstances soient parvenues à pousser l'esprit royal à renoncer à son dessein prémédité. Ce plan a eu par-dessus tout le mérite d'une intuition géniale — c'est encore Euclydes da Cunha qui en fait la remarque — car en ravissant la Cisplatine à l'autorité de Buenos-Ayres, le monarque a porté un coup fatal à l'aspiration de la reconstitution de la vice-royauté de La Plata, aspiration qui avait été formulée en 1811, « pour devenir le suprême idéal du patriotisme argentin ».

Rien n'échappa à la méditation et à la sollicitude du bon roi : les réformes de l'enseignement, entravées par l'étroitesse théologique et étouffées par l'enflure rhétorique; le problème des communications terrestres et fluviales entre les provinces mal délimitées du vaste territoire; une distribution meilleure, quoique non encore libre d'abus, de la justice et des impôts; le développement économique de la contrée ouverte tout d'un coup par ses décrets au commerce universel, à l'industrie nationale et à la colonisation étrangère.

Si l'irresponsabilité était déjà acquise à la fonction royale, la direction exclusive de l'État ne lui avait pas encore été soustraite, et le souverain ne chercha jamais à éluder la mission qu'il remplit, selon la plus juste compréhension du régime monarchique, de façon plus paternelle qu'autoritaire. Nous ne pouvons avoir la prétention de découvrir chez Jean VI un esprit en lui-même innovateur et révolutionnaire — ce qui aurait été en désaccord avec tout : l'ambiant, sa position, la tradition, son tempérament; — mais il faut bien reconnaître que, isolé sur un trône, personne n'a mieux profité des leçons de son siècle. Par la perspicacité, par l'équité, par le détachement, sinon théo-

rique, pratique des vieilles formules et des idéals surannés, par l'adaptation précise et sans effort aux nouvelles tendances de la pensée et du gouvernement, il fut un véritable disciple des encyclopédistes, des économistes et des moralistes précurseurs de la Révolution.

Né pour régner en souverain absolu, il chercha dans les derniers temps à se montrer un modèle de roi constitutionnel et, tant qu'il exerça le pouvoir sans partage, il fut un monarque qui, le premier en Portugal, répudia l'Inquisition, qui n'appliqua presque pas la peine de mort, qui toléra les cultes étrangers à l'Église catholique, qui protégea l'étude des sciences naturelles de préférence à celle de la métaphysique et qui, loin de leur témoigner de la répugnance, ne fit qu'encourager les progrès matériels, si profondes que fussent les transformations apportées à la société de la colonie.

Il ne révéla pas un moindre talent à ne point faire de trop. Hippolyto da Costa, qui en ce temps rédigeait à Londres un célèbre *magazine* politique et littéraire, le *Correio Braziliense*, où il dénonçait les défauts et les misères de l'administration portugaise, écrivit un jour, qu'en composant son premier ministère à Rio de Janeiro avec les comtes de Linhares, Aguiar et Anadia, le prince régent — la reine Dona Maria vivait encore, ou plutôt végétait dans sa folie religieuse — avait eu la malchance de se munir de trois pendules dérangées : l'une qui avançait extraordinairement, l'autre qui retardait chaque jour davantage, et la troisième qui était invariablement arrêtée. La comparaison n'est que juste, mais heureusement Jean VI lui-même pourrait être comparé à une pendule sans d'aussi graves défauts, sonnant régulièrement l'heure juste et ne s'écartant jamais beaucoup du temps astronomique exact. Il en a toujours conservé le mouvement à distance égale des déréglements réformateurs et de l'opiniâtreté inintelligente, faisant entendre au moment nécessaire le signal précis.

Ce don d'équilibre moral explique des contradictions dont on ne pourrait se rendre bien compte en ne voyant que les apparences. La période était, comme vous le savez, essentiellement de luttes; les armées de Napoléon avaient mis le feu à toute l'Europe, et la guerre soufflée par l'esprit libéral de combats, s'était propagée jusqu'au nouveau monde. Jean VI était organiquement, foncièrement, le symbole de la tranquillité, du pacifisme dirions-nous aujourd'hui. Néanmoins on le vit faire partir de Parà l'expédition qui conquit la Guyanne française; dompter avec promptitude et énergie la révolution de Pernambuco de 1817, qui y établit une république assez bien organisée; faire occuper Montevideo par les troupes de Rio Grande et de Saint-Paul, et, après la paix européenne, par ces vétérans des campagnes péninsulaires dressés par Beresford et dont le prince Maximilien de Wied Neuwied, un combattant de Leipzig, vantait en 1816, au moment de leur départ vers le sud, la superbe tenue. Quel roi épris des gloires militaires aurait fait davantage?

On serait tenté de dire en entendant l'écho d'un tel fracas guerrier en une si courte période, que le royaume uni du Portugal et du Brésil avait à sa tête un souverain bien différent de celui dont l'esprit ne se laissait jamais mieux séduire que par l'idée de mener l'expansion pacifique de son peuple. Tacite disait d'Auguste qu'il avait tout pacifié, même l'éloquence. Notre roi aurait été capable d'en faire autant, s'il avait disposé du génie d'Octave et si, comme ce dernier, il avait avant l'empire semé l'incendie dans tout le monde romain pour disputer sa maîtrise. Sans qu'il eût cependant le moindre génie, ni même de talent, aucun gouvernement n'a laissé derrière lui un meilleur témoignage de son activité, tout à la fois de ses intentions, de ses efforts et de ses actes.

Remarquez seulement comme son autorité a fini par s'affirmer en Amérique sans que rien lui portât ombrage, les puissances européennes étant trop éloignées et trop

épuisées pour songer à intervenir efficacement, et la désagrégation des vice-royautés espagnoles ne servant qu'à donner du relief et à prêter de la vigueur à la cohésion de l'empire fondé par lui et qui sans lui se serait anéanti de la même façon, empire dont la masse compacte projetait une ombre immense sur les démocraties qui, au sud et à l'ouest, faisaient leur apprentissage politique en se débattant dans les convulsions des factions.

Jean VI eut, il est vrai, quelques auxiliaires précieux. Palmella fut un diplomate plein de tact, rompu aux affaires, sachant voir, comprendre et exposer. Au Congrès de Vienne il joua un rôle important, parvenant à imposer les intérêts de son pays à la considération d'hommes d'État que le triomphe si durement acquis avait enivrés et tellement imbus d'autocratie, qu'ils confondaient la tutelle des peuples par les rois avec celle des petites puissances par les grandes. Palmella ne fut d'ailleurs pas le seul : Linhares fut un ministre infatigable, quoique téméraire dans ses réformes, et l'intelligence du comte da Barca était aussi progressive que déliée, son don d'administration aussi fin que son goût littéraire et artistique.

Jean VI avait la rare qualité de savoir découvrir le mérite, et la qualité plus rare encore de n'en être point jaloux. Il réussissait à merveille dans le choix de ses collaborateurs, et peu lui importait que leurs tendances fussent disparates, puisqu'il savait les fondre et en dégager l'harmonie de son administration. Les trois auxiliaires, par exemple, que je viens de vous citer et qui furent les plus remarquables parmi ses ministres, avaient des caractères complètement différents.

Le rôle proprement politique de Palmella ne commença que peu avant le retour de la cour en Europe. Palmella avait assisté à Lisbonne à la révolution de 1820, et il se rendit à Rio, où l'appelaient ses fonctions ministérielles, surtout pour décider le souverain à rentrer et à venir se mettre à la tête du mouvement libéral pour n'en point

devenir la victime. C'était donc un esprit enclin au système constitutionnel, d'ailleurs ami personnel de Benjamin Constant, et l'un des familiers de Coppet. On prétend même — et des lettres conservées dans les archives de la famille Palmella paraissent le prouver — qu'il servit de modèle à l'Oswald de Corinne. Séduisant par les grâces de sa personne, parfait grand seigneur, ayant vécu à l'étranger dès son âge le plus tendre, élevé dans les derniers salons du XVIIIe siècle, friand de bonne société, lié au meilleur monde de toutes les capitales de l'Europe, Palmella était une nature cosmopolite qui devait plaire à son maître par sa mesure et par son savoir faire, qualités dont le Roi tira tout le parti possible, non seulement pour empêcher au Congrès de Vienne que la traite y fut discutée, que la Guyanne y fut rendue sans compensation, et que Montevideo y fut adjugée à l'Espagne, comme ensuite, à Londres et à Paris, pendant les négociations auxquelles la cour de Rio de Janeiro se vit en butte pour défendre cette dernière conquête.

Tout autre était Linhares, que le souvenir du grand Pombal hantait, esprit porté à l'absolutisme et intelligence bien ouverte aux progrès matériels, voulant toutefois tout changer et tout improviser en un clin d'œil, sans se soucier la plupart du temps des circonstances et parfois sans se garder des absurdités. La reine Carlota Joaquina, qui avait infiniment d'esprit et qui détestait ce ministre parce qu'il contrecarrait son projet de se faire proclamer régente à Buenos-Ayres, en lieu et place de son frère Ferdinand VII que Napoléon conservait captif, avait surnommé Linhares le docteur Tourbillon. D'autres fois elle l'appelait aussi le docteur Pêle-mêle et s'amusait toujours de ses plans gigantesques, de son activité débordante, de son perpétuel va-et-vient, qui s'ingéniaient à doter la monarchie portugaise d'un éclat incomparable. Le Roi, de son côté, modérait où il fallait et autant qu'il le fallait l'ardeur administrative de son ministre, tout en appliquant

ce « talent de bien faire » au plus grand avantage de la colonie que tous deux rêvaient de rendre riche et puissante.

De son séjour dans les ambassades, où il avait débuté comme la plupart des gentilshommes de son temps qui se destinaient à la vie publique, Linhares était rentré soucieux de mettre en pratique ce qu'il avait vu de bon, et son talent qui à l'occasion touchait au génie, mais qui avait aussi des naivetés enfantines, différait autant du scepticisme occupé de Palmella que de la nonchalance avertie de Barca.

Celui-ci était un esprit également inventif, mais artiste dans l'âme, collectionneur de tableaux et d'estampes, bibliophile, traducteur de Dryden et de Gray, s'intéressant aux découvertes et aux trouvailles industrielles. Expérimenté dans les légations, ayant même été emprisonné à Paris, du temps du Directoire, pour avoir voulu suborner ces personnages intègres qui s'appelaient Barras et Talleyrand, afin d'obtenir la ratification d'un traité qui ne leur convenait plus, le comte da Barca était censé caresser les *idées françaises*, comme on appelait alors les idées de transformation politique et sociale. Maler, avec ses préjugés d'émigré, le tenait en suspicion et dénonçait à tout propos, dans sa correspondance adressée à Paris, le jacobinisme de cet homme d'État dont Jean VI s'accommodait si bien que Barca est mort détenant un portefeuille ministériel. L'élévation du Brésil au rang de royaume précéda de peu son décès, et l'École des Beaux Arts de Rio dut sa fondation à l'inspiration personnelle de cet amateur éclairé, écouté par un souverain ami du progrès.

Aucun de ces hommes supérieurs par l'étendue des connaissances, par l'ampleur des vues et par l'expérience du monde ne surpassait toutefois le roi dans le bon sens déployé à l'examen des affaires politiques, dans la sagesse mise à les juger et dans l'adresse révélée à les résoudre.

Un de ses traits à retenir et qui signifie beaucoup, est son

estime pour les étrangers, qui de leur côté l'ont en assez grand nombre respecté et hautement loué. Elevé au sein d'une cour méfiante où le nationalisme mesquin et bigot faisait loi, en opposition au cosmopolitisme d'idées du marquis de Pombal, ce prince repoussa spontanément les préjugés de son éducation et se piqua de recevoir agréablement au Portugal des observateurs impertinents comme le richissime Beckford, l'auteur de *Vathek*, ou des ambassadeurs insolents comme le maréchal Lannes, les transformant en amis sympathiques. Beckford a fait plus tard l'éloge de son hôte, et Lannes changea tellement d'humeur qu'à ce que l'on raconte, le prince régent aurait dit : — qu'il ne se serait pas embarqué pour l'Amérique du Sud si le duc de Montebello, et non Junot, avait commandé l'armée d'invasion.

Il l'aurait fait quand même, parce qu'il s'agissait d'un plan mûri. Quant à sa manière d'agir au Brésil sous ce rapport, nous savons qu'il livra le pays à la curiosité du reste du monde. Les explorations les plus fructueuses datent de cette époque, et toutes les facilités étaient accordées aux studieux venant d'Europe, lesquels avaient noms, pour n'en citer que quelques-uns : Spix, Martius, Auguste de Saint-Hilaire, le prince Maximilien de Wied Neuwied, de Freycinet. D'autres étrangers furent appelés pour remplir des missions scientifiques, pour diriger des entreprises industrielles, pour coopérer dans des postes de responsabilité au développement du pays que le souverain avait reconnu aussi pauvre en sources exploitées de richesses qu'opulent en ressources inexploitées.

Acclimatation de plantes et de races exotiques; utilisation de minerais abondants comme le fer; essais de nouvelles cultures comme celle du thé; ouvertures de nouvelles voies de trafic, à un tel point que la nouvelle de la prise de Cayenne fut transmise à Rio par voie de terre; tentatives de fixation de l'élément nomade de la population; protection accordée aux transports maritimes du commerce,

établissant la liaison directe du Brésil avec les grands centres européens; encouragement de la richesse publique par l'emploi multiplié des capitaux privés, comme dans la fondation de la Banque du Brésil; appel aux activités européennes pour suppléer au travail des esclaves, condamné dans un avenir plus ou moins long par la philanthropie et par la politique; projet de réunion des possessions portugaises éparses, en un faisceau de puissants intérêts mercantiles, — rien n'a manqué à l'œuvre royale pour être grande et digne d'admiration. Aucun pays du nouveau monde ne peut se flatter d'une période semblable aux treize années de séjour au Brésil du roi Jean VI, et il n'est pas trop exagéré de répéter ce que beaucoup disent là-bas : « que tout ce qu'il y a de bon lui est dû ».

Vous me pardonnerez à ce sujet quelques détails curieux : Les palmiers appelés chez nous royaux, qui décorent la ville comme autant de colonnes élégantes aux chapiteaux bruissants, proviennent de la tige venue de Cayenne et plantée par le souverain lui-même dans la terre du Jardin Botanique aménagé par ses soins. Les études pathologiques et les découvertes prophylactiques qui honorent tellement l'activité de nos hommes de science d'à présent, trouvent leur origine dans les écoles de médecine et de chirurgie, et dans le laboratoire de chimie créés par le souverain. Les études de botanique confinées auparavant aux potagers des couvents et occupant du reste l'attention de travailleurs aussi éminents que le moine Conceição Velloso, l'auteur de la *Flora Fluminensis*, furent systématisées aux cours alors ouverts, et les études anthropologiques, minéralogiques et autres furent cultivées au Muséum installé en même temps, qui occupe aujourd'hui la résidence de São-Christovão, — don d'un riche négociant au roi, qui y vivait avec ses fils, séparé de l'épouse infidèle et déloyale, laquelle habitait avec ses filles l'ancien palais des vice-rois. Enfin, le goût artistique qui, je le dirai, bien que cela ressemble à de la prétention, nous distingue tout particulièrement en Amérique

et nous rend plus sensibles que d'autres pays nouveaux aux suggestions de l'esprit, lesquelles se révélaient déjà dans la musique, la peinture et la sculpture du temps colonial, — reçut l'enseignement et l'incitation qui lui manquaient du groupe d'artistes français, et non des moindres, qui fonda notre École des Beaux Arts.

Ces artistes, dont plusieurs, suspects de bonapartisme, ne se trouvaient pas à leur aise sous les Bourbons, étaient dirigés par Lebreton, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux Arts de Paris, et s'appelaient Debret, le peintre d'histoire; les frères Taunay, l'un peintre de paysage et l'autre sculpteur; Grandjean de Montigny, l'architecte; Pradier, le graveur. Leur influence fut excellente pour estomper la couleur locale qui commençait à devenir très intense, régler les pompes d'une Cour qui s'en était de nouveau parée, et façonner certaines manifestations d'une vie sociale qui cherchait à rendre Rio de Janeiro digne du rang de capitale de la monarchie portugaise, auquel cette ville fut élevée de 1808 à 1821.

En vérité, les cérémonies du culte, les divertissements populaires, les fonctions de Cour n'y manquaient point. Acclamations royales et mariages princiers, funérailles de cardinaux et bruyantes réjouissances noires, spectacles de gala composés de drames patriotiques et de ballets allégoriques, joutes à cheval et courses de taureaux, fêtes d'églises où figuraient des prédicateurs renommés et réceptions d'académiciens, processions magnifiques et revues militaires, défilés de charité et algarades politiques, — tout se passait sur la scène de cette ville jusqu'alors si provincialement calme et qui chaque jour prenait de plus grandes proportions. Son ancienne étendue aurait d'ailleurs été trop réduite pour l'afflux de la nouvelle population se greffant sur l'ancienne : nobles émigrés de Lisbonne; ambassadeurs étrangers; dames, chambellans et même musiciens de la cour autrichienne, qui suivirent l'archiduchesse Léopoldine lors de son mariage avec le prince royal Dom Pedro;

monsignori de l'entourage du pape; réfugiés politiques du Rio de La Plata, où les dissensions se succédaient sanglantes; demi-soldes de votre grande armée en quête d'autres batailles; négociants anglais et américains attirés par l'extension des affaires; modistes et parfumeurs français, facteurs nécessaires des élégances; aventuriers à la recherche de dupes; déserteurs de dix pays et loups de toutes les mers; muletiers des convois qui seuls desservaient l'intérieur; contrebandiers d'or et de diamants; négriers enrichis au trafic; esclaves arrachés à l'Afrique et colons importés de Chine.

Le port de Rio de Janeiro étant devenu franc aux navires de toutes les nationalités, la ville avait pris une teinte de cosmopolitisme et était devenue accessible aux influences du dehors, sans que l'autorité royale sombrât toutefois dans ce désordre pittoresque. La bonhomie n'excluait pas chez le souverain le sentiment de dignité, voire une conception jalouse de son rang. Son calme majestueux ferait naufrage quand la tempête libérale se déchaînerait au Portugal; et la tourmente fut trop violente pour que la faiblesse caractéristique de son tempérament pût y opposer une résistance sérieuse. Jusqu'à ce moment il avait toujours agi à sa guise, même quand il paraissait obéir aux circonstances. Lord Strangford, l'envoyé britannique, le décida à quitter Lisbonne dès l'approche des régiments français parce que Jean VI l'avait ainsi résolu dans son esprit, après mûre réflexion; mais ce même diplomate ne put le convaincre en 1815, à la paix générale, de la nécessité de rentrer dans ses anciens États, et dut par le fait abandonner le poste de Rio de Janeiro, frappé de disgrâce par le gouvernement dont il était l'agent.

Les faveurs exceptionnelles obtenues par l'Angleterre, telles que les stipulait le traité de 1810, et qui rendaient illusoire la réciprocité commerciale invoquée, n'étaient que le rachat de la garantie accordée par le cabinet de Londres, pendant la guerre, à la souveraineté des Bragance et à

l'intégrité du domaine colonial portugais. Elles représentaient le prix d'une alliance avec le plus fort, nécessaire au plus faible dans les deux hémisphères. Le Portugal la payait avec le sang versé de l'Estremadure à Toulouse; le Brésil avec les avantages douaniers. Le Royaume-Uni devenait à ce prix quitte envers la Grande-Bretagne.

Par rapport aux autres puissances, le roi, de sa retraite sud-américaine, les bravait suivant sa manière douce et apparemment naïve qui n'excluait pas l'ironie, et qui faisait songer à la rouerie paysanne. L'expédition de Montevideo se réalisa, par exemple, en dépit de l'opposition de toute la Sainte Alliance, qui avait bel et bien renouvelé, de la façon arbitraire que l'on connaît, la carte de l'Europe, mais qui mettait le soin le plus jaloux à empêcher toute altération forcée dans la distribution des territoires coloniaux. La légitimité outre-mer signifiait l'immobilité de sa géographie politique : en Europe elle signifiait aussi le *statu quo ante*, mais avec des changements à l'avantage des vainqueurs. La distance, cependant, prêtait aux relations extérieures du Portugal ce qu'elles ne possédaient plus depuis longtemps, exception faite de quelques accès de brusquerie hautaine du marquis de Pombal : — je veux dire l'autonomie.

La distance permit également l'accomplissement de faits de guerre qui paraissent bien peu éclatants à côté de ces grandes campagnes, leurs contemporaines, dont le souvenir sera longtemps vivant, dont l'écho trahit le fracas, et qui ont rempli de leur gloire aveuglante les premiers lustres du siècle qui eut pour le bercer les refrains des dernières chansons de la Révolution. Disons-nous, néanmoins, que la prise de Cayenne fut pour le souverain déclaré déchu une satisfaction peu commune d'amour-propre, et n'oublions pas que la restitution de la Guyane après quelques années de subterfuges et d'ajournements, amena le gouvernement de la Restauration à admettre une fois de plus la limite de l'Oyapoc, que la guerre de 1801 avec l'Espagne nous avait fait perdre. Soit dit en passant, Jean VI profita de l'occupa-

tion de la colonie française pour faire transporter et introduire au Brésil quantité d'arbres tropicaux déjà acclimatés à La Gabrielle, l'admirable établissement horticole possédé par les rois de France.

Quant à l'annexion de Montevideo, si elle ne parvint pas à rester définitive et à compléter de la plus heureuse façon l'expansion portugaise et ensuite brésilienne, elle constitua par anticipation un obstacle à la politique des nationalités, que Jean VI avait prévue en Amérique avant qu'elle ne devînt en Europe le pivot de la politique du XIXe siècle.

Je ne fais que considérer ici les résultats pratiques de ces deux entreprises militaires, et je m'abstiens de m'occuper de leur influence morale sur une nationalité en formation, en exprimant des réflexions qui s'offriront à vous tout naturellement. Je préfère répondre à une question que vous seriez en droit de me poser, à la suite de cette véritable apologie d'un roi qui est parvenu à la popularité sans avoir frappé l'imagination de son peuple par rien de séduisant, et qui avait même contre lui le désavantage de posséder un physique vulgaire et disgracieux, outre le ridicule d'être un mari notoirement trompé.

Si vous me demandiez donc si le tableau que je vous ai présenté n'a point d'ombres, je vous dirais qu'il n'en est pas exempt, mais qu'elles ne servent qu'à en rehausser l'attrait. Elles manquent d'ailleurs d'importance.

Une des fautes les plus graves imputées à ce monarque est d'avoir distribué trop de grâces, d'avoir fait baisser la valeur des titres de noblesse et des décorations par la libéralité témoignée à les prodiguer. Est-ce là un crime impardonnable? Sa politique s'efforçait à s'attacher les uns par ces faveurs dont la couronne disposait, quitte à faire des mécontents des autres, — les ambitieux déçus. Lui-même en pâtirait le premier.

Il est encore vrai que les bienfaits accordés alors à la colonie furent parfois un peu trop vantés et par ce fait exagérés : la science de la réclame ne date pas d'aujour-

d'hui. Il arrivait que l'idée une fois émise, on laissait croire que sa réalisation s'ensuivrait immédiatement, et le cas s'est produit, que des événements sans portée suffisante ont passé pour d'admirables prouesses d'initiative et de travail. Le péché, qui compte parmi les véniels, est des plus répandus, et il tend plutôt à s'effacer dans l'ensemble des vertus.

Nonobstant, la corruption de l'ancien régime ne cessa d'agir dans la nouvelle capitale, autant peut-être que dans l'ancienne, et dans les Capitaineries environnantes ou écartées, confiées en bonne partie à des officiers brutaux et avides, les abus ne discontinuaient pas sous le régime de l'autonomie brésilienne. Mais du moins ces abus commencèrent à être flétris, et la corruption en vint à constituer un chef d'accusation contre le gouvernement. Aussi la presse d'opposition fit ses débuts — à Londres, comme je l'ai mentionné, avant de venir faire ses armes à Rio de Janeiro — et le roi ne se trouvait plus à mille lieues de distance : il se trouvait là, accessible à ses sujets et prompt à redresser les torts qui arrivaient à sa connaissance.

Somme toute et sans contestation possible, son administration fut éclairée et libérale. La douceur mitigeait, tout en l'exaltant, la majesté du pouvoir, et ce qui émanait du trône était bien l'affection paternelle, celle qui dans le droit divin devait caractériser les rapports entre le souverain et ses sujets.

François Arago, qui est venu au Brésil avec l'expédition scientifique de M. de Freycinet, destinée à faire le tour du monde, raconte, dans ses « Souvenirs d'un aveugle », que Jean VI ayant entendu un jour, pendant sa promenade, les gémissements douloureux d'un esclave nègre châtié par son maître d'une façon barbare, acheta l'esclave et le fit mettre en liberté. Il sut lui-même pardonner à plusieurs reprises : à des traîtres de son entourage qui, d'accord avec son épouse, voulurent le priver de la couronne en le déclarant atteint de folie comme sa mère; à ceux de la première noblesse, qui allèrent à Bayonne mendier auprès de Napoléon

la grâce d'un de ses maréchaux pour monter sur le trône de Portugal; à d'autres même, comme au marquis de Loulé, qui prirent les armes contre leur patrie et firent partie de l'armée d'invasion.

Une seule fois qu'il me souvienne, il ne pardonna point. Ce fut à l'occasion de la révolution de Pernambuco, quand ce roi soi-disant apathique se multiplia pour encourager la résistance à la contagion au reste du Brésil de l'esprit de rébéllion, et que ce souverain soi-disant indifférent à la grandeur de sa position montra à la défendre une énergie et une tenacité qu'on ne lui soupçonnait point et dont du reste il ne donna jamais plus d'autre preuve. En laissant libre cours à la justice militaire qui envoya à la potence les chefs du mouvement et au cachot une masse de leurs adhérents, sans se soucier des austères et nobles figures qu'elle condamnait dans le nombre, le roi croyait remplir son devoir de souverain, lui qui avait transplanté et, au prix de grands efforts, — car cet homme d'ordinaire clément fut aussi un travailleur acharné — avait favorisé la croissance de l'arbre monarchique, qu'il laissa derrière lui assez touffu pour que son feuillage pût s'étendre sur les provinces si disséminées du pays, en offrant à toutes le réconfort bienfaisant de son ombre.

Et ce pays qu'il trouva paralysé par une législation trop souvent surannée, entravé dans sa libre évolution, rendu fataliste par le manque d'horizon et assombri par une tragédie récente, il le laissa armé des principaux instruments de progrès, ouvert à toutes les conquêtes de l'intelligence, plein d'espérances, déjà mêlées à quelques regrets, et doué d'un enthousiasme que les premières déceptions avaient déjà commencé à mûrir.

Si jamais un roi mérita la branche de cerisier à la frondaison éternelle que, dans le Nô japonais, le messager céleste apporte de la part de la divinité au roi sage et juste, comme emblème et récompense de ses vertus, c'est sans doute à Jean VI qu'elle devrait échoir. Ce n'est pas peu dire

que d'affirmer que son intervention pratique toucha à toutes les catégories de l'esprit humain et à tous les départements de l'activité sociale, et que la commémoration de ce monarque se ferait avec la même justice dans une école, dans une caserne, dans une fabrique, dans une grange, dans une église ou même dans un théâtre, car il ne faut pas oublier qu'il fut pareillement un passionné de musique et un spectateur friand des tableaux vivants que votre compatriote, le peintre Debret, montait sur la scène du théâtre de São-João, en disposant pour l'apothéose finale autour du médaillon à l'effigie royale et dans des combinaisons plastiques toujours gracieuses, les mêmes éléments : — les quatre parties du monde assujetties par le vieux Portugal, la renommée, l'écho, l'épopée et quelques autres allégories.

VIII

Mesdames, Messieurs,

Le départ du roi et de la cour portugaise laissaient le Brésil sous la régence avec pleins pouvoirs d'un prince de vingt-trois ans, impétueux et généreux, comme il devait l'être d'ailleurs pendant toute sa courte existence brusquement fauchée à l'âge de trente-six ans, non sans avoir, dans la phraséologie politique du temps, où les hyperboles jouaient un grand rôle, donné la liberté à deux mondes. Il avait en vérité octroyé les franchises et garanties constitutionnelles à deux nations : le vieux Portugal et le jeune Brésil, renoncé à deux trônes et en même temps assuré — autant que faire se pouvait — la permanence de sa dynastie sur l'un et sur l'autre. En 1821 cependant, il ne s'agissait pas encore de cela. Il s'agissait de tenir tête à l'orage, ce dont le roi avait été incapable.

D'un côté on voyait les Portugais excités par la révolution de 1820 qui, commencée à Porto, avait trouvé son écho à Lisbonne et y avait acclamé un régime démocratique par lequel le personnage royal se réduisait à un simple mannequin d'apparat, et la réalité du pouvoir restait dévolue à une Chambre unique ressemblant fortement à une Convention. Les libéraux portugais, démentant leur sympathique dénomination, étaient sans exception décidés à étouffer les libertés dont Jean VI avait doté le Brésil. Leur idéal à ce sujet se résumait dans la recolonisation,

c'est-à-dire le retour pur et simple du Royaume-Uni à l'ancien état de colonie.

Vous savez bien que le mot démocratie a une seule étymologie, mais qu'il peut varier infiniment de sens. La démocratie portugaise d'alors ne brillait pas par la tolérance ni par l'esprit de justice. Il est du reste positif que le Portugal avait durement souffert dans son orgueil et même dans ses intérêts par l'absence de la Cour; que Lisbonne ne pouvait se résigner à la situation d'une capitale déchue, privée du meilleur de son commerce transatlantique et profondément atteinte dans ses revenus et partant dans son luxe. Ce fut ainsi que la jalousie à l'égard du pays d'outre-mer fit autant sinon plus pour le soulèvement, que la fascination des idées nouvelles.

D'un autre côté on voyait les Brésiliens, disposant de beaucoup plus de ressources matérielles que leurs frères d'Europe, qui allaient devenir politiquement et économiquement des cousins pauvres, tout satisfaits, ceux-là, de leurs privilèges récents et très peu enclins à y renoncer. Et les Brésiliens avaient pour eux le nombre en plus de l'ardeur, et aussi la raison qui n'est jamais à dédaigner, tandis que les Portugais devaient s'appuyer exclusivement sur des troupes d'occupation susceptibles d'être mises en déroute, ou du moins capables d'une bien compréhensible tiédeur.

La révolution de Pernambuco en 1817 avait déjà été une manifestation non équivoque de l'esprit nationaliste, vouée à l'insuccès parce que sa forme républicaine avait provoqué contre elle une réaction des éléments conservateurs, à une époque où ils étaient encore tout-puissants, mais dont une nouvelle explosion aurait fait voler en éclats le pouvoir suranné de la métropole. Cette révolution avait du reste creusé un fossé profond entre les deux camps. Les crachats dont la foule portugaise, qui emplissait les rues, avait outragé les patriotes brésiliens conduits au supplice s'opposaient à toute réconciliation sur les anciennes bases.

L'année 1821, au Brésil, appartient encore politiquement aux Portugais. Le Prince Régent semble entièrement entre leurs mains. Courtisan des idées libérales dès qu'elles parurent dans ce milieu, celui qui devait être le premier empereur constitutionnel du Brésil prodigua ses faveurs et ses serments de fidélité à l'œuvre régénératrice des Cortès de Lisbonne, s'efforçant toutefois de gagner l'estime du Brésil par une administration bienveillante comme celle de son père et plus économe qu'elle, car nous avons vu que les abus et le gaspillage n'étaient pas étrangers au règne de ce monarque, si débonnaire sous ce rapport. Les dépenses de table de Jean VI s'élevèrent, à elles seules, en un mois à 275.000 francs, alors qu'il n'y avait, selon le chargé d'affaires de France, aucune table royale moins somptueuse et plus bourgeoise.

Malgré tout l'incertitude régnait au Brésil, et l'animosité ne faisait que croître et se répandre, laissant prévoir une séparation prochaine, pareille à celle que les colonies espagnoles tâchaient d'obtenir à force de luttes cruelles auxquelles nous a soustraits notre destinée plus heureuse, en préparant la solution monarchique du problème de l'indépendance.

Dom Pedro avait été élevé au Brésil, et rien que pour cela — quand même ses qualités fascinantes lui eussent fait défaut — méritait la confiance des Brésiliens; mais d'autre part, il était né pour être le souverain du Portugal et de son empire, et il ne l'aurait pas oublié lui-même, si d'autres ne le lui avaient rappelé à tout propos. Ses qualités et ses défauts le prédestinaient d'ailleurs à un rôle important. Il ne ressemblait à son père ni par la dissimulation ni par la prudence, et il ne paraissait surtout avoir de commun avec lui que la facilité grâce à laquelle, une fois le mauvais moment passé, il oubliait les déceptions et les déboires, indifférent à l'avenir et insoucieux du présent. Il était spontané, impulsif, parfois téméraire, souvent emporté et toujours ambitieux de gloire; intelligent quoique peu

instruit, il suppléait à la réflexion par une finesse naturelle qu'il devait encore à l'héritage paternel, mais qui ne s'exerçait pas aux dépens du courage, qu'il tenait de sa mère.

Avec cette bravoure personnelle à un degré assez considérable; beaucoup d'imagination politique au point de paraître un romantique; un monde d'illusions; juste quelques grains de rouerie, et peu de sentimentalisme, comme c'était son cas, Dom Pedro réalisait à n'en pas douter un type achevé de « héros libérateur ». L'époque en était fertile et le mérite principal du prince fut de s'être associé à un mouvement destiné fatalement à réussir, plutôt que d'essayer inutilement de l'empêcher en ruinant son propre avenir. Les diplomates étrangers, hostiles par leurs principes conservateurs — on était à l'époque de la réaction, commencée en 1814 — se doutaient bien un peu des surprises que pouvait leur réserver le jeune héritier. — « Le prince, écrivait à Metternich le baron de Sturmer, ministre d'Autriche à Rio de Janeiro, dont j'ai parcouru la correspondance à Vienne, — a de l'esprit naturel et n'est pas entièrement dénué de connaissance. Il est actif et courageux : il a de la fermeté dans le caractère et un grand désir de bien faire. »

Somme toute, il devait constituer un agent de premier ordre entre les mains d'un dirigeant capable et de mûre expérience. C'est précisément ce qui arriva quand le Prince Régent appela au ministère José Bonifacio. Taire le nom de José Bonifacio quand il s'agit de l'émancipation politique du Brésil, ce serait comme si l'on parlait de la Réforme sans faire mention de Luther, ou comme si l'on évoquait le *Risorgimento* en laissant Cavour dans la pénombre. La théorie des hommes providentiels peut avoir été suppléée par une doctrine plus conforme aux principes d'une sociologie inspirée par l'harmonie biologique, et surtout plus à même de satisfaire les justes revendications des foules fatiguées de l'anonymat. Les grands hommes survivront

quand même dans l'histoire et continueront à surgir dans le monde, sinon comme les facteurs uniques d'événements décisifs, du moins comme les représentants suprêmes des aspirations collectives, en tout cas comme des êtres exceptionnels.

Dans ce sens on pourra toujours appeler José Bonifacio un grand homme, puisqu'il se servit de Dom Pedro en guise d'instrument précieux — un instrument magique qui eût été doué de conscience et eût vibré avec personnalité — au moyen duquel purent se réaliser les aspirations politiques et put être préservée l'intégrité territoriale et morale d'une nation qui occupe une grande place dans la géographie et dont le rôle ne demande qu'à lui être proportionné dans l'histoire.

La politique des Cortès facilita singulièrement la marche des événements au Brésil. Si cette assemblée constituante, législative et souveraine, s'était piquée de prolonger l'œuvre bienfaisante du roi, l'union ne se serait peut-être pas rompue de si tôt. Mais les délibérations successives abolissant les écoles et les tribunaux supérieurs, asservissant par tous les moyens une nation déjà politiquement émancipée et imposant au Prince Régent une règle de conduite tout à fait opposée aux intérêts des sujets brésiliens qu'il avait été appelé à gouverner, amenèrent graduellement le divorce prévu et rangèrent Dom Pedro parmi les partisans les plus enthousiastes de cette séparation. Les Cortès dans leur égoïsme aveugle oubliaient même de faire justice aux efforts déployés par le Prince Régent pour parer à une situation difficile, rendue au point de vue financier presque angoissante par le retrait des capitaux (ce retrait ayant pour cause le départ de la Cour), les soubresauts provoqués dans le commerce par les désordres politiques et la désunion locale qui privait le gouvernement central du revenu des provinces.

Cette désunion, les Cortès l'avaient favorisée, ou pour mieux dire déterminée, en se mettant en rapport avec

chaque province isolément, représentée par sa Junte provisoire, dans le dessein de rétablir la primitive organisation féodale du Brésil et d'introduire la faiblesse dans ce corps qui ne valait que par l'harmonie de son ensemble. En même temps les soi-disant libéraux de Lisbonne dépêchaient de nouveaux renforts pour augmenter la puissance de la division portugaise qui était chargée de dicter au gouvernement, auparavant autonome de Rio de Janeiro, les volontés des Cortès et ses propres caprices, au moyen de continuels *pronunciamientos*, lesquels semaient la terreur parmi les citoyens autant qu'ils aggravaient l'indiscipline dans l'armée. Il suffit, pour montrer le désarroi du moment, de mentionner que le pronunciamiento du 5 juin 1821 força le Régent à admettre auprès de lui un comité militaire destiné à régler les affaires de la classe armée et un comité civil de surveillance administrative qui assumerait devant les Cortès les responsabilités constitutionnelles. Le Prince Régent et son ministère se verraient de la sorte entièrement annulés au profit de ce double comité de salut public.

Le plus grand service rendu par Don Pedro fut de forcer la garnison portugaise de la capitale à déposer les armes et à s'embarquer pour le vieux monde, de même que son premier acte de sagesse politique, après qu'il eût embrassé la cause brésilienne, avait été de déclarer quelques jours plus tôt qu'*il resterait* (le fameux *fico*) à son poste, quand les Cortès lui enjoignirent l'ordre de rentrer au bercail pour entreprendre un voyage d'études dont avait grand besoin, assurait-on en pleine assemblée constituante, son manque d'éducation littéraire et surtout son manque d'éducation politique. Il était indispensable au nouvel ordre des choses que le prince héritier suivît un cours théorique et pratique de simplicité démocratique et de nullité constitutionnelle.

C'est à ce moment qu'entre en scène José Bonifacio de Andrada e Silva, porteur de la représentation de la Junte provisoire de São Paulo demandant au Prince Régent de

rester parmi les Brésiliens. Cet homme « fougueux et très ardent », comme le dépeint le chargé d'affaires de France dans sa correspondance diplomatique, était censé cependant être le contraire d'un agitateur factieux. C'était un lettré, surtout un savant, minéralogiste de réputation dans les cercles scientifiques d'Europe. Il avait vécu longtemps en Portugal, exercé des fonctions publiques, professé à l'université de Coïmbra, et était membre de l'Académie des Sciences de Lisbonne. Ce n'était même plus un homme jeune, car il avait à cette époque cinquante-huit ans et jouissait d'une santé si délicate que le colonel Maler, votre agent politique à Rio de Janeiro, s'étonnait par-dessus tout, dans une dépêche d'octobre 1822, que José Bonifacio eût pu clamer pendant dix mois sans en être épuisé.

Le nouveau ministre du Prince Régent était en effet une nature passionnée, et le chargé d'affaires de France, dont il ne faut pas oublier le royalisme intransigeant, le décrivait même comme une tête volcanique sous ses cheveux blancs, confondant tout dans ses discours et dans ses actes d'administration, tantôt divaguant, tantôt perdant le nord, emporté par l'impulsion de son patriotisme exalté et de sa haine aux Cortès. De son patriotisme, qui l'avait porté à s'enrôler dans le bataillon académique lors des invasions françaises en Portugal, et qui, à un moment donné, l'arracha pour toujours à ses silices et à ses calcaires pour le jeter dans le tourbillon de la politique la plus militante, de son patriotisme, dis-je, le colonel Maler se portait garant. Il lui trouvait des opinions à ce sujet saines, et aussi un cœur excellent, un détachement incomparable et une « furieuse horreur » des principes anti-monarchiques. Ce dernier point était de nature à les réconcilier; il explique cette curieuse combinaison de traits, dont fait foi la dépêche française et qui fait songer à une médaille gravée, laquelle représenterait d'un côté le profil dur d'un personnage au menton rond et volontaire, au nez aquilin et dominateur, et de l'autre côté, le même personnage de face, laissant

voir un large front intelligent et des yeux à l'expression pleine de bonté.

José Bonifacio était monarchiste dans l'âme — un moment ultra-libéral, plus tard, dans sa vieillesse, il redevint conservateur — et chez lui les sentiments étaient très vifs. Il ne voulait surtout pas entendre parler de république, système qui à ses yeux ne s'est jamais présenté que sous la forme d'une démagogie conduisant au césarisme. En cela devait l'accompagner, conscient ou instinctif, le sentiment national dans sa majorité. Le baron de Mareschal qui comme chargé d'affaires d'Autriche succéda à Sturmer et qui séjourna assez longtemps à Rio, écrivait au prince de Metternich aussitôt après le départ du roi :

« Ce que les Brésiliens réclament, c'est l'indépendance, non point de la famille de Bragance, ni sous des formes républicaines, mais du Portugal. C'est un bien dont le séjour du roi dans ce pays, pendant treize années, les a fait jouir, et que ses lois et ses promesses leur ont assuré pour l'avenir, en revenir là-dessus est impossible ».

Et le diplomate autrichien ajoutait, en cette page qui fait honneur à la clarté et à l'équité de son jugement :

« Mais si, réfléchissant sur les progrès de la démocratie en Portugal, sur le manque absolu de liberté où s'y trouvera le roi à son arrivée, le Prince Régent considère comme ce qu'il peut faire de mieux de réunir ce pays et de le constituer, en éludant même s'il le faut, des ordres et dispositions qui ne pourraient être imposés au roi que par la force et dont les résultats seraient désastreux, il n'aurait fait que ce qu'une politique sage et prévoyante lui prescrivait de plus utile et pour la maison de Bragance et pour le bien-être réel des deux royaumes ».

Le Brésil n'était pas dépourvu de représentation et par conséquent ne se trouvait pas sans défense aux Cortès de Lisbonne, où les députés brésiliens avaient été appelés à siéger et constituaient une minorité. Mais l'ambiant était trop franchement hostile pour qu'ils fussent à même de

convaincre les adversaires de leurs torts. Ils ne recueillirent que des quolibets et des huées, et durent abandonner la partie, se réfugiant en Angleterre ou retournant de là même au Brésil.

Au Brésil, la résistance commença à se dessiner franchement quand, avant son entrée au ministère, José Bonifacio, qui était l'âme de la Junte de São Paulo, invita la Junte de Minas à faire cause commune avec celle-là pour constituer à elles deux un noyau d'opposition s'appuyant sur les milices régionales. Le désarmement que j'ai signalé, de la garnison portugaise de Rio de Janeiro, se fit de la sorte, sous la pression de l'élément armé national, et la domination portugaise prit virtuellement fin dans la capitale du Brésil de la façon la plus convenable. Le problème le plus difficile restait cependant à résoudre, et il ne manquait pas de complexité. C'était de faire assimiler par le centre l'esprit provincial, fraîchement rajeuni, d'éteindre les foyers d'occupation portugaise les plus ardents, notamment à Bahia, Maranhão et Montevideo, enfin, d'orienter de préférence vers la solution monarchique l'élément nativiste exalté qui, à Pernambuco surtout, se guidait ouvertement d'après les principes républicains.

Un profond déséquilibre s'ensuivait, qui était la plus grave manifestation de cet état de transition politique. La cristallisation ne pouvait se réaliser parfaite tant qu'elle serait contrariée par des matières étrangères. Et il sembla au naturaliste qu'était José Bonifacio, dans une heureuse application au monde moral des règles élémentaires du monde physique, que la première chose à faire devait être d'éliminer ces corps étrangers.

Le ministre des États-Unis à Rio de Janeiro mentionnait dans sa correspondance adressée au Département d'État de Washington, que l'homme à qui le Prince Régent avait fait appel lui paraissait un enfanteur de projets plutôt qu'un exécuteur, qu'il lui manquait peut-être en malléabilité d'action ce qui abondait chez lui en sagacité de

pensée. José Bonifacio eut toutefois suffisamment d'adresse pour profiter des circonstances favorables à ses desseins, et il y réussit pleinement, de même qu'il eut tout ce qu'il fallait d'énergie pour lutter contre les circonstances contraires. Il sut montrer, selon l'occasion, du tact et de la brusquerie.

Du reste, ce qui était défendu au ministre, le Prince, par le prestige de son rang et par la valeur de la tradition qu'il personnifiait, pouvait se permettre de le tenter, et Dom Pedro, aux dires du chargé d'affaires d'Autriche, n'agissait jamais mieux que dans les moments de crise. Il lui aurait suffi, suivant Euclydes da Cunha, d'agir par sa présence, de jouer son rôle réel et unique, comme si, parfois, dans les transformations sociales, cette mystérieuse force catalytique qui dégage les affinités de la matière se montrait également nécessaire.

De fait, le premier ministre — il l'était en réalité sinon en titre, les ministres ayant tous le même rang — ne serait jamais parvenu lui seul et malgré tout son savoir-faire et toute sa décision à réunir toutes les verges du faisceau désuni, à calmer toutes les jalousies provinciales et toutes les susceptibilités locales, à fournir un pivot à ce système divergent dont les Cortès flattaient le particularisme et qui n'a rencontré son unité et sa cohérence que grâce à l'autorité et à l'éclat d'un trône qui devait rejeter toute attache légitime pour se proclamer bâti sur l'adhésion, c'est-à-dire la volonté, et sur la loyauté, c'est-à-dire l'amour de tout un peuple nouveau et nouvellement accessible aux préceptes de la liberté et aux suggestions de la culture.

Ces mots doivent vous faire comprendre pourquoi à la proclamation de son indépendance, quelques mois après que José Bonifacio eût été appelé au pouvoir, le Brésil devint un empire, au lieu de continuer à être un royaume. L'étendue y est relativement pour peu de chose. Le royaume, bien que constitutionnel, signifiait la tradition, le droit d'héritage, quoique ce ne fût plus le droit divin. L'empire

signifiait la conquête révolutionnaire, l'acclamation populaire. C'était la conception napoléonienne appliquée au Brésil, au bénéfice d'une dynastie qui y avait été amenée de par l'invasion de son domaine séculaire par les armées de l'Empereur des Français.

La nuit même du jour où Dom Pedro décida d'accepter par le vote déclaré du sénat de la Chambre municipale de Rio et de quelques Chambres non éloignées, ainsi que par le vote présumé des autres Chambres municipales distantes, le titre d'Empereur, José Bonifacio faisait au baron de Mareschal, qui s'empressa de les transmettre à Metternich, les réflexions suivantes : « Qu'il n'ignorait pas qu'en Europe, composée pour ainsi dire d'une république d'États liés entre eux par des traités multipliés et des intérêts compliqués, une telle démarche ne pourrait avoir lieu sans être assurée d'avance d'un assentiment général, que leur position (aux Brésiliens) était entièrement différente, qu'ils se regardaient comme sortant de l'état de nature et que le titre d'Empereur n'était pris que comme désignant le chef d'un vaste Empire. Que si le roi venait ici, la manière dont il y serait reçu et traité prouverait hautement quels étaient les sentiments de son fils, — que la faute que le roi avait faite, était de ne point prendre, en 1816, le titre d'Empereur du Brésil et de roi de Portugal, au lieu de créer un Royaume-Uni illusoire — qu'une des plus fortes raisons pour prendre dès à présent le titre d'Empereur, était qu'on ne pouvait douter que si la chose n'avait pas lieu dans ce moment, elle deviendrait inévitable lors de la réunion de l'assemblée générale, qu'alors elle mettrait S. A. R. dans une dépendance extrême et bien dangereuse envers cette assemblée, qu'au lieu de cela, le Prince se trouverait Empereur sans qu'elle eût à y intervenir et par une autorité supérieure, émanant de la volonté directe du Peuple, que cette assemblée ferait des lois, mais ne serait point admise à représenter toute la souveraineté, le souverain faisant (*sic*) une partie essentielle de la représentation

nationale, que ce serait enfin un véritable pacte qui se formerait entre le peuple et le souverain, *celui-ci ne s'engageant à rien d'avance et rejetant ce qui serait inadmissible.* »

Ce fut d'ailleurs l'élément avancé qui imposa ce nom d'Empereur qui n'était pas sans flatter l'amour-propre d'un prince nullement étranger aux vanités humaines. L'indépendance ainsi conçue et ainsi réalisée cessait de paraître le résultat du beau geste de l'Ypiranga, quand, recevant dans cette plaine toute proche de São Paulo, où il se rendait voyageant à cheval, les dernières dépêches comminatoires des Cortès de Lisbonne. Dom Pedro répondit hardiment aux provocations de cette assemblée gonflée d'orgueil révolutionnaire et prise en même temps à l'égard du royaume frère du délire réactionnaire. On sait que ce fut là que, dégainant son sabre, le Prince Régent poussa son cri fameux : « L'indépendance ou la mort ! »

Cette indépendance devenait, par l'action de l'élément avancé, le fruit de l'enfantement douloureux d'une nationalité formée par trois siècles d'aventures et de labeurs. A Dom Pedro revenait toutefois l'honneur d'avoir été, à ce moment décisif, la révélation supérieure d'un état d'âme collectif; de s'être constitué le centre de convergence, bien que plus conventionnel que spontané, d'aspirations rendues générales; de s'être fait l'exécuteur d'un mouvement politique qui sans lui se serait également accompli, mais qui aurait été dispersif.

Des partis réguliers ne pouvaient exister dans un milieu pareil. Comment arriver à la solidarité des efforts, à un accord même des volontés par rapport à des manifestations ayant lieu dans des endroits très éloignés les uns des autres et sans communications directes et faciles? Il existait néanmoins des courants définis d'opinion que contrariait l'apathie de la vie coloniale, dépourvue d'esprit politique au sens représentatif du mot, mais que la presse, balbutiante à ses débuts mais grouillante depuis le mouvement

constitutionnel, s'était chargée de canaliser tout en les activant.

Ces courants étaient pour la recolonisation du Brésil, c'est-à-dire son assujettissement à l'ancienne métropole, ou pour la séparation d'avec le Portugal — séparation cependant opérée par fractions, chacun s'occupant surtout, sinon exclusivement, de sa petite patrie. La faiblesse du gouvernement central, au commencement de la régence, était visible pour tous. Aucune des provinces — écrivait à Paris le colonel Maler — n'ose avancer la visière tombée, mais toutes éludent les ordres reçus sous les prétextes les plus frivoles, et chaque Junte ne pense qu'à consolider sa puissance locale. La conception épousée par José Bonifacio et mise en pratique par Dom Pedro fut d'ériger sur tant de rivalités et tant d'égoïsmes une grande patrie, organisant pour cela un mouvement d'ensemble, propageant la vibration d'une telle commotion politique, inévitable après les événements du Portugal, au point d'enserrer dans le circuit de ce courant électrique toute la nation brésilienne.

Il est vrai qu'il n'y avait plus chez nous de gouvernement traditionnellement organisé qui pût tirer parti d'une semblable désagrégation morale pour soutenir ses principes ultra-conservateurs. Le gouvernement qui était à la tête des affaires ne songeait pas à résister à la marche en avant; il ne prétendait qu'à l'orienter vers les intérêts dynastiques, parce que ceux-ci coïncidaient avec les intérêts nationaux. La royauté, qui avait été le correctif de la confusion féodale au XVIe siècle, redevenait au XIXe siècle l'agent répressif de notre désordre. Sa meilleure justification est qu'elle fut une ressource et non un idéal, car celui-ci parmi les classes cultivées ne pouvait être de préférence que le républicain, les idées démocratiques poursuivies en Europe ayant cherché un abri outre-mer, et l'Amérique s'étant toute ralliée au système soi-disant populaire, à telles enseignes que l'émancipation dans ces conditions paraissait devoir être synonyme de république.

En communiquant, un mois environ avant la proclamation de l'Indépendance, les deux manifestes du Prince Régent, adressés, l'un au peuple brésilien (il eut pour résultat d'affermir la position du gouvernement) et l'autre aux nations étrangères, Mareschal en attribue justement la paternité à José Bonifacio — véritable pivot de ce gouvernement, dit-il, en ajoutant ces considérations pénétrantes et encore inédites comme toute sa correspondance : — « Malgré les phrases trop fréquemment et souvent, je crois, sans nécessité, répétées de liberté, souveraineté du peuple, droits imprescriptibles des nations, et qui semblent mettre de nouveau tous les droits en question, M. d'Andrada n'est ni un démocrate ni un libéral dans la commune application du terme; il lutte contre la révolution, non pas en calmant et éclairant les esprits, mais en les détournant, en leur présentant un autre but plus à portée et plus identifié à leurs intérêts; pourquoi sans cela ce cri d'indépendance dans un pays qui l'est de fait et de droit depuis la déclaration du royaume du Brésil par le Roi, si ce n'est pour en faire des Américains au lieu de révolutionnaires? Ici le gouvernement a une fois pris la tête; il donne l'impulsion en ayant l'air de la suivre : je ne sais si c'est le vrai moyen de remédier au mal, mais existe-t-il un remède certain contre le fléau d'une révolution, pour un pays isolé et réduit à ses propres forces, quand elle a une fois éclaté? Ce que l'on peut reprocher à M. d'Andrada, c'est son enthousiasme américain, il est porté au plus haut degré et fait tenir ce langage au Prince, mais en définitive, celui qui veut ou doit régner un jour ici, ne doit-il, peut-il ne pas l'être? »

Cette dernière forme de gouvernement, c'est-à-dire la forme républicaine, semblait surtout la plus facile à assumer par l'autonomie, laquelle surpassait toute autre considération. Les députés brésiliens aux Cortès de Lisbonne affichaient généralement des principes républicains, parce que dans leurs instructions la note de la séparation sonnait plus haut que toute autre et que, quand ils partirent, l'on ne

pouvait pas encore prévoir que la solution monarchique serait la plus aisée et la plus avantageuse. C'est pour cette même raison que d'éminents républicains de Buenos-Ayres, tels que Belgrano et Rivadavia, firent également appel au système monarchique quand, à un certain moment, ils se persuadèrent que la solution démocratique ne parviendrait pas à se soutenir.

Chez nous, nous l'avons vu, le sentiment *national* faisait encore défaut pour permettre à la monarchie de s'appuyer de suite sur la généralité d'une préférence. Cette préférence devait avancer par étapes. Le caractère brésilien lui-même de la cour de Rio de Janeiro fut un trait acquis. L'entourage du roi Jean VI se composait naturellement de la vieille noblesse du royaume émigrée avec lui. Mais ce service de nationalité portugaise se débanda à la suite du souverain, ou comme résultat des événements passés pendant les dix-sept mois qui s'écoulèrent entre le départ du monarque et la proclamation de l'Indépendance. Le personnel attaché au Prince Régent ne comptait plus au commencement de 1822 qu'un majordome, un écuyer et deux chambellans de la princesse : pas une dame d'honneur, pas un gentilhomme de la Chambre. L'esprit de cette cour était du reste devenu à tel point chauvin que le colonel Maler raconte, dans sa correspondance officielle, que la petite princesse Maria da Gloria, qui fut plus tard la reine Dona Maria II de Portugal, interrogée sur ses futures fiançailles avec son oncle Dom Miguel — solution que l'on aimait à considérer comme la meilleure, sinon comme la seule possible pour la difficulté dynastique qui devait surgir d'une séparation imminente — répondit qu'un tel mariage était impossible, parce que l'Infant était Portugais, et elle, Brésilienne.

A ce moment-là, entre prince et ministre, l'accord était intervenu — fusion intime de pensées plutôt qu'entente sur des projets arrêtés — pour faire de l'Indépendance, si possible, un divorce à l'amiable au lieu d'une rupture haineuse, moins encore d'une querelle sanglante. La phrase de congé

du roi Jean VI à son fils, son suprême conseil, de s'emparer de la couronne du Brésil, si elle courait jamais le risque de devenir la proie d'un aventurier quelconque, avait mûri dans l'esprit de Dom Pedro, et de son côté José Bonifacio était décidé à attribuer au trône son rôle traditionnel de protecteur des franchises populaires et de facteur essentiel de l'unité nationale contre une oligarchie de parvenus politiques, de la même façon qu'autrefois la royauté avait défendu franchises et unité contre le féodalisme dissolvant.

José Bonifacio admettait cependant qu'un certain esprit libéral animât les actes de l'autorité. La vigueur était indispensable, mais on ne souffrirait plus la tyrannie. La lutte entre la liberté et l'autorité deviendrait au Brésil, après l'organisation de l'Empire, ce qu'elle a été partout, et ses premiers épisodes se déroulèrent autour même de la proclamation de l'Indépendance : une conséquence, celle-ci, d'ailleurs si prévue, si logique, si naturelle des événements qui s'étaient succédé, que la grande cause atteignit à Rio de Janeiro son apogée sans la moindre altération de l'ordre public. Le Prince, toujours soucieux de la revanche portugaise, qui s'annonçait depuis quelque temps contre l'ancienne colonie sous la forme menaçante d'une formidable expédition, revint de São Paulo à sa capitale au galop : en cinq jours il fit cent lieues sous une pluie battante, chevauchant par des routes qui n'étaient même pas toutes des sentiers. A peine eut-il embrassé sa femme et ses enfants, qu'il s'achemina vers la modeste résidence de son conseiller, où il avait accoutumé d'aller si souvent causer d'affaires publiques que Maler raconte qu'un jour, traversant lui-même à cheval la place où était située cette maison, il entendit un passant qui, montrant à la porte du ministre le cheval de Dom Pedro, l'appelait par une méchante raillerie : « l'aide de camp de José Bonifacio ».

Ce furent de semblables propos qui envenimèrent par la suite les rapports entre eux deux; mais en cette occasion tout n'était qu'effusion réciproque. L'effusion gagna même

la ville sans rencontrer aucune opposition. En apprenant que Dom Pedro avait remplacé l'écharpe autour du bras, adoptée par les Cortès, par une écharpe verte portant la légende : « L'Indépendance ou la mort », en métal doré, Rio presque en entier l'imita. Les emblèmes portugais disparurent comme par enchantement des uniformes militaires et civils, et une véritable symphonie en vert s'éleva, traduisant symboliquement dans la nuance de l'éternel printemps de nos forêts le renouveau de nos espoirs.

Les drapeaux des régiments restèrent sans changement pendant quelques jours; le pavillon du Royaume-Uni flotta encore un certain temps sur les forteresses de la barre, en attendant que la nouvelle fût rendue officielle et qu'on prît à cet égard toutes les mesures nécessaires. La séparation n'en était pas moins irrévocable. Rien n'aurait désormais la force de rétablir ce qui avait été. L'évolution avait réalisé ce que la révolution n'avait pu accomplir.

Ce qui s'ensuivit, après la mise en scène de l'acclamation impériale, appartient déjà à une autre phase, bien qu'émanant immédiatement de celle-ci. L'ascendant de José Bonifacio était destiné à une rapide déchéance : il s'éclipsa lors du dénouement de la crise que, plus que tout autre, cet homme d'État avait contribué à résoudre. Lui et ses frères — Martim Francisco, un ministre des Finances idéal, honnête et économe, et Antonio Carlos, un orateur passionné et un cerveau bouillonnant d'énergie et de talent — furent renversés du pouvoir et voués à l'ostracisme quand le Prince, emblème vivant de l'union, montra qu'il avait été allaité par le despotisme du régime dont il était issu. Les Andrada, du reste, n'avaient pas épargné les procédés arbitraires envers les éléments radicaux, qui réprimés ou cherchant à se contenir au cours de la lutte pour l'intégrité nationale, ne voulurent pas se soumettre plus longtemps, cédèrent à la poussée de leur idéal et opposèrent aux tendances autoritaires leurs résistances démagogiques.

Placé entre les deux courants contraires, au pire endroit de leur rencontre, le patriarche de l'Indépendance perdit l'équilibre et, avant de revenir au ferme esprit de gouvernement qui avait été le sien, versa dans l'indiscipline ultra-libérale en même temps que son souverain cédait aux exigences de son tempérament volontaire et indomptable. Leur haute mission, à tous les deux, était toutefois remplie, puisqu'elle consistait à sauvegarder le Brésil historiquement désuni et à en faire une nationalité au moyen de l'Empire constitutionnel. Quant aux rapports personnels entre Dom Pedro et José Bonifacio, ils avaient été plutôt la conjonction de deux énergies que l'union de deux sympathies. L'influence du dernier se fit sentir nonobstant auprès de l'Empereur jusqu'à l'époque de la réunion de la Constituante, qui devait amener le premier conflit entre les pouvoirs exécutif et législatif. Télémaque et Mentor se séparèrent alors, et il fallut l'abdication, en 1831, pour les réunir à nouveau.

Ce serait entrer dans les coulisses de l'histoire que de rechercher dans quelle mesure incombe la responsabilité à ceux qui compromirent des rapports aussi féconds pour le bien du pays. La jalousie doit d'ailleurs s'être mise de la partie. La popularité de José Bonifacio offusqua à de certains moments celle du Prince, tandis qu'à d'autres elle ne paraissait que le reflet de celle qui entourait le trône. C'est ainsi qu'à la rupture, Dom Pedro eut le mouvement instinctif de satisfaction de quelqu'un qui s'affranchit d'un joug, et que José Bonifacio eut l'impression mélancolique d'avoir traité avec un ingrat. — Et le fait est qu'ils avaient raison tous deux.

Ils possédaient, l'un et l'autre, une nature violente et le geste prompt. Pour que leur association pût se prolonger, il eût fallu que l'abnégation persistât, quand elle ne pouvait que se relâcher une fois passé le danger le plus grave, et que la politesse s'érigeât en arbitre, quand ses raffinements étaient aussi peu familiers à l'un qu'à l'autre des

deux personnages. José Bonifacio, en effet, malgré la grande délicatesse morale de son âme sensible, avait l'injure facile et parfois grossière, son tempérament était colérique et l'orgueil comptait parmi ses penchants. Pour ce qui est de Dom Pedro, malgré les mouvements sincères et généreux de sa riche sentimentalité, il était assez souvent en proie à des accès de brutalité qu'excusaient seulement les défauts de son éducation de famille et la vulgarité du milieu étranger au palais, où s'était écoulée sa première jeunesse.

L'entente avait duré juste le temps nécessaire pour que Dom Pedro pût oublier qu'il était l'héritier d'un Royaume Uni et pour qu'il ne pensât qu'à la gloire de devenir un empereur libérateur. De même que le désaccord survint vite entre la pensée réfléchie et le mouvement spontané, la lune de miel fut passagère entre conservateurs et démocrates, une fois que l'immense corps amorphe et d'une plasticité politique inégale qu'était le Brésil eut été jeté dans le moule de la monarchie centralisée.

Le gouvernement avait tenu à ne pas lâcher le gouvernail, de peur d'un naufrage, quoique faisant semblant de laisser le navire voguer à la merci des flots. Nous avons vu que ce furent les démocrates qui véritablement inventèrent l'Empire, en prenant l'initiative de ce mouvement des municipalités qui contenait en l'occurrence une satisfaction vibrante de l'amour-propre national. Le Prince ne vacilla que pour mieux sauver les apparences. Quant à José Bonifacio, il feignit de se désintéresser de la forme pour ne songer qu'à la réalité, plongeant apparemment dans la passivité pour permettre une activité factice aux agitateurs devenus professionnels, mais sachant bien s'opposer à une démarche politique qui aurait placé la couronne dans une situation à son avis d'infériorité évidente.

L'intention des démocrates avait été d'obtenir du souverain, en même temps que l'acceptation du diadème impérial, sa sanction anticipée de l'acte organique qui aurait été élaboré par la Constituante sur le point de s'assembler et à

laquelle avait servi de prélude la réunion à Rio, convoquée encore sous la Régence, des procureurs des provinces. Au dire du chargé d'affaires de France, José Bonifacio éprouva une grande joie quand il put empêcher cette démarche de se réaliser, et le colonel Maler le décrit pour ce motif, pris d'une grande exaltation patriotique, laquelle s'épanchait en une extrême volubilité. Les vivats poussés au théâtre et sur la place publique en l'honneur de la *Constitution libérale du Brésil* étaient, cependant, de nature à rendre songeur le jeune monarque monté sur le trône par acclamation populaire et que le parti avancé, voulant se faire illusion, exaltait sincèrement comme le premier démocrate de l'Empire.

IX

Mesdames, Messieurs,

Ce n'était pas assez de proclamer l'Indépendance; il fallait organiser l'Empire. Euclydes da Cunha écrit à ce propos que « légiférer pour le Brésil de 1823, composé de groupements ethniques historiquement distincts, serait tout, moins obéir à la conscience lucide du milieu. C'était un travail entièrement subjectif, ou le caprice d'une minorité érudite, indifférente à la manière d'être de la majorité. Parce que la seule tradition généralisée se trouvait être celle de la haine contre le maître récent, encore en armes; et celle-ci servant comme ressource d'occasion pour propager le soulèvement, s'éteindrait avec la victoire, laissant aux organisateurs de la nouvelle patrie un problème formidable, tel que celui d'élever, uni, jusqu'au régime constitutionnel, nouveau même en Europe, un peuple dispersé qui n'avait pas traversé une seule des phases sociales préparatoires. Un saut demesuré et périlleux. L'exécution téméraire de la plus grave des révolutions, cette paradoxale révolution d'en haut, que le génie de Turgot avait conçue peu d'années avant comme un moyen extrême de sauver Louis XVI des remous profonds de 1789.

« Leurs sources naturelles renversées, les réformes libérales, élargissant toutes les franchises de la pensée et de l'activité, descendraient à coups de décrets à la façon de décisions tyranniques. Elles furent imposées par un groupe

d'hommes qui étaient les représentants de leur époque, bien plus que de leur pays. Affranchis comme ils paraissaient l'être des traditions nationales qui, à vrai dire, n'existaient pas, c'était exclusivement le mirage de l'avenir qui les transportait. Ce mirage leur a cependant donné une intuition géniale, les éclairant dans la tâche étrange de former une nationalité dépourvue de la propre base organique de l'unité de race. Car nous étions destinés à constituer une race historique, selon l'idée de Littré, à travers un long cours d'existence politique autonome. Une fois l'ordre naturel des faits altéré, notre intégrité ethnique aurait à se maintenir sous la garantie de l'évolution sociale. On nous condamnait à l'évolution. Ou progresser, ou disparaître. Dans les transes de cette alternative, l'intervention monarchique fut décisive, opportune et bienfaisante. »

La monarchie allait en effet sauver l'union, mais la démocratie avait nourri des aspirations et elle devait bientôt compter des griefs. La lutte s'ouvrait entre les deux — sournoise ou franche, sourde ou éclatante — et cette lutte, même quand elle se serait assoupie, quand la paix civile aurait décidément prévalu sur la discorde militaire, se retrouverait au fond de toute notre histoire pendant le siècle écoulé. L'imagination républicaine découvrirait des incompatibilités qui en réalité ne seraient que des apparences trompeuses, car les libertés s'accommodent de tous les régimes, pourvu que l'essence en soit progressive. Le conflit d'influences forme d'ailleurs la condition même de ce progrès. Or, dans notre mécanisme politique, si la balançoire s'inclinait fortement à droite vers la centralisation, l'attraction ne cessait pas pour cela de s'exercer en même temps à gauche, du côté de la fédération.

La marche du développement politique du pays en résulta graduelle, et la cadence entre monarchie et démocratie s'établit si distinctement tout le temps que dura cette évolution, que le trône au Brésil finit par y perdre presque tout le caractère traditionnel qui pouvait lui être assuré

par la nature du système, s'approchant autant que possible, ce qui veut dire tout à fait, d'une république. Dans un des documents diplomatiques du temps, de ceux qui naturellement n'étaient pas destinés à la publicité, j'ai trouvé à ce sujet l'expression de « République impériale ». L'Empereur, il est vrai, se disait tel : « par la grâce de Dieu et l'unanime acclamation des peuples »; mais cette seconde partie du titre était la plus exacte, parce que, comme nous l'avons observé, si l'Indépendance fut proclamée par le prince en un beau geste et au moyen d'une formule synthétique — écrit Euclydes da Cunha — que le peuple pouvait saisir immédiatement et dont la note romantique et théâtrale le charma, l'Empire ne fut proclamé à Rio que plus d'un mois après par l'action, supérieure à toute autre, de la faction — on appelait ainsi les partis à cette époque — démocratique, à laquelle le titre de roi répugnait justement pour ce qu'il ravivait de l'ancien régime et évoquait du droit divin.

L'Europe d'alors tenait cependant à la légitimité, ce qui peut paraître surprenant à ceux qui le rappellent un siècle plus tard, quoique ce soit parfaitement compréhensible pour celui qui se reporte mentalement à cette époque. Légitimité était le grand mot mis en avant pour faire oublier celui de révolution, et le remède trouvé au bouleversement dynastique causé par la France démagogique et davantage encore par le plus illustre enfant de cette révolution : l'empereur Napoléon. La Sainte Alliance affichait donc pour ce souverain d'outre-mer, issu, bien que prince royal lui-même, d'un mouvement séditieux contre la mère-patrie, partant contre son roi, et qui frayait avec la souveraineté du peuple, une certaine méfiance. Cette méfiance était toutefois fort mitigée dans le fond : d'abord par les liens de famille, car le nouvel empereur du Brésil avait épousé la fille de l'empereur d'Autriche, sœur de Marie-Louise; ensuite et surtout par l'appui inespéré et solide que prêtait en Amérique au principe monarchique le rayonnement,

au milieu de tant de républiques provenant de la dissolution de l'empire espagnol, d'une couronne. Elle était à conserver par conséquent, même indépendante.

Les démocraties hispano-américaines, dont les excès n'avaient pas encore eu l'occasion de se prodiguer, inspiraient aux monarchies européennes une crainte que justifiait la séduction naguère exercée par les États-Unis, où la primitive simplicité et la sagesse innée avaient engendré les Lafayette. Canning lui-même, qui était loin d'être entiché d'un *torysme* outré, et dont l'activité se faisait tout particulièrement sentir dans tout ce qui se rapportait au nouveau monde, qu'il avait déclaré appeler à la vie politique pour redresser l'équilibre du vieux monde, favorisait l'établissement de royautés américaines — afin, disait-il, de combattre les maux de la démocratie universelle et de prévenir la ligne de séparation qu'il redoutait le plus et qui était celle de l'Amérique contre l'Europe. Pour lui, l'Amérique ne devait être que le prolongement moral de l'Europe, un monde nouveau intimement lié à l'ancien.

Je connais nombre de pièces diplomatiques relatives à cette période de l'histoire de mon pays, période qui m'a toujours spécialement intéressé et qui est heureusement féconde en documents. Le télégraphe n'existait pas encore; les journaux n'étaient pas aussi admirablement renseignés qu'aujourd'hui où ils sont à même d'informer jusqu'aux chancelleries : les diplomates étaient donc forcés d'écrire de volumineux rapports qui n'ont rien perdu de leur intérêt, puisqu'on y trouve des choses qu'on ne rencontrerait pas ailleurs. C'est ce dernier trait d'écrivassiers, disons plutôt d'écrivains pour ne pas froisser leur mémoire, qui distingue surtout les agents politiques d'autrefois de leurs confrères actuels, auxquels la vie intense et parfaitement outillée a fait naturellement perdre cette honnête habitude. Habitude utile aussi, car en repassant ces pages d'hier, comme je le faisais il n'y a pas longtemps dans les archives de Vienne, la conviction s'est vite formée dans mon esprit que la

reconnaissance de l'Empire du Brésil, laquelle occupa notre jeune diplomatie de 1823 à 1825, n'offrit jamais l'ombre d'un doute, aucun gouvernement de l'Europe, pas même celui de la Russie, ne songeant à lui soulever des obstacles insurmontables.

La Sainte-Alliance voulait seulement y mettre des formes. Fondée pour défendre la légitimité comme base du droit public, il n'eût pas été naturel que dans cette affaire elle l'abandonnât au premier mot, sans un petit effort de consolation à l'égard de la partie offensée, en négligeant de verser de l'une de ses burettes le baume diplomatique, quand elle versait de l'autre le vinaigre non moins diplomatique.

Il ne faut pas oublier que le régime constitutionnel ne régnait plus, en 1823, en Portugal. Le roi avait repris son autorité au moyen d'une espèce de coup d'État auquel il avait été du reste à peu près étranger, et sa représentation diplomatique près les cours d'Europe se plaisait à répéter qu'à la manière d'agir impolitique et brutale des Cortès devait être imputée la séparation du Royaume Uni. L'œuvre de cette assemblée d'énergumènes se trouvant détruite par la contre-révolution de Villa Franca qui avait restauré le pouvoir absolu et déclaré nulle la constitution ultra-libérale votée, le Brésil n'avait plus de raison pour s'en tenir au divorce. La réconciliation s'imposait et c'était elle qui formait l'objet de la mission confiée au comte de Rio Maior et à Francisco José Vieira, — mission transportée à Rio de Janeiro sur la corvette « O Voador », et que l'Empereur refusa même de laisser débarquer, du moment que les agents ne se trouvaient pas autorisés à reconnaître comme préliminaire l'indépendance de l'ancienne colonie.

Dom Pedro ne risquait pas d'avoir à renoncer à son intransigeance bien faite pour lui gagner les sympathies patriotiques, car voici en quels termes s'exprimait à ce sujet, du temps encore des Cortès, dans un Mémoire destiné à faire le tour des cours européennes, un personnage non

moindre que le prince de Metternich, l'homme de la coalition des trônes. Ce Mémoire explique la situation infiniment mieux que je ne saurais le faire :

« L'émancipation du Brésil était une conséquence nécessaire et inévitable de la révolution du Portugal. Les liens qui réunissaient ces deux royaumes étaient déjà tellement affaiblis qu'ils ne tenaient plus qu'à l'unité et à la force du pouvoir royal. La couronne dépouillée par les factieux de tous ses droits, de toute sa dignité, de tout son éclat, devenait un fantôme aux yeux des Brésiliens. Dès lors la prétention des Cortès de Lisbonne de gouverner un pays éloigné et cinquante fois plus grand que le Portugal, dut paraître aux habitants de ce pays absurde et monstrueuse; et, abstraction faite du caractère démocratique dont la révolution fut également empreinte au Brésil et au Portugal, il est permis de dire que si jamais la révolte d'une colonie contre la métropole a été justifiée, tel a été le cas du soulèvement des Brésiliens contre l'autorité usurpée d'une Junte révolutionnaire qui avait détrôné et enchaîné son souverain et renversé de fond en comble l'ancien gouvernement de sa patrie.

« La séparation du Brésil une fois amenée et décidée par la force des choses et par les crimes de la faction dominante à Lisbonne, le Prince Royal, constitué Régent du Brésil par son père, n'avait plus qu'à opter entre deux extrémités fâcheuses. En reconnaissant l'Indépendance du Brésil, il contribuait de sa part à un événement toujours déplorable pour son ancienne patrie, et plus ou moins dangereux pour les droits héréditaires de sa maison. Mais en refusant de la reconnaître, il était évidemment forcé de retourner en Europe; et dans ce cas le Brésil, sans être moins perdu pour la métropole, l'était encore à tout jamais pour la famille de Bragance. En signant l'acte de l'Indépendance du Brésil, le prince n'a donc fait que choisir le moindre des deux maux entre lesquels il était placé...

« En fixant leurs yeux sur les affaires de l'Amérique,

les souverains européens n'ont que deux grands intérêts à consulter, deux grandes questions à examiner. La première est celle de la conservation des droits légitimes des familles régnantes; la seconde, celle du maintien, autant qu'il peut avoir lieu, du principe monarchique contre les progrès de la démocratie universelle. Tout le reste nous intéresse fort peu. Pourvu que la souveraineté légitime ne soit pas détruite ou entièrement déplacée, il peut nous être indifférent que les provinces d'outre-mer s'appellent colonies ou royaumes, qu'elles soient gouvernées par les lois, par les autorités administratives, par les tribunaux, par les Cortès enfin, de Madrid et de Lisbonne, ou bien qu'elles jouissent d'une législation particulière et d'une administration indépendante de leurs anciennes métropoles. Or — et voilà le point de vue essentiel — ni l'un ni l'autre de ces deux intérêts majeurs, également attaqués et blessés à mort dans la révolte des colonies espagnoles, n'a été directement compromis ni par l'émancipation du Brésil, ni par la proclamation du titre impérial. La maison de Bragance, bien qu'en butte à toutes les tempêtes révolutionnaires, a conservé ses droits de souveraineté sur ce pays; elle les exerce même dans une de ses branches; et si l'Empire brésilien peut s'affermir et se consolider dans la totalité des colonies portugaises, nous ne verrons pas au moins une nouvelle collection de républiques démocratiques couvrir la moitié du continent américain. »

Un agent brésilien ne plaiderait pas mieux — ni plus intelligemment ni plus chaudement — la cause de l'Empire. Metternich y indiquait même la marche à suivre pour arranger les choses sans manquer aux convenances envers le roi de Portugal. Le moyen était tout trouvé : une démarche confidentielle auprès du souverain alors captif des Cortès, pour obtenir son consentement à la reconnaissance de son fils à qui, souvenons-nous-en, il avait même conseillé de s'emparer de la couronne du Brésil, plutôt que de la voir ramasser par un aventurier. Jean VI songeait très probable-

ment à Bolivar, qu'on supposait déjà atteint du délire impérial auquel il ne fut certes pas complètement étranger.

En France où la réaction touchait à son apogée, puisque l'armée française venait d'intervenir pour renverser le gouvernement constitutionnel de l'Espagne, Chateaubriand qui était à ce moment au ministère, ne trouvait à redire qu'à l'esprit démocratique du projet de constitution brésilienne, esprit à son avis exagéré. Il admettait donc les faits consommés, vu qu'il en discutait les conséquences avec le futur vicomte da Pedra Branca, que l'Empire avait nommé son chargé d'affaires à Paris.

La Russie elle-même avait pour l'Empire brésilien une sympathie instinctive inspirée par l'isolement monarchique de celui-ci au milieu de ces pays républicains, « sans lumières et sans vrai patriotisme, soumis à de continuelles convulsions », écrivait le comte de Nesselrode au bailli de Tatistcheff. « On ne saurait se dissimuler que l'influence révolutionnaire n'ait pénétré au Brésil comme dans le reste de l'Amérique méridionale, mais ses effets n'y sont pas les mêmes encore, ou du moins elle emprunte d'autres formes, dont l'Europe monarchique ne doit pas faire abstraction. »

Il semblait donc de toute convenance au ministre des affaires étrangères de Russie que le Portugal se prêtât à donner prompte adhésion à un changement qu'il n'était plus en son pouvoir d'amender, mais qu'il lui appartenait encore, de par sa manière d'agir à ce sujet, « de préserver des envahissements de cette démocratie qui a fait presque perdre un trône à la maison de Bragance et qui, heureusement, n'a point eu la force de lui arracher le second, ou plutôt qui s'est vu obligé de le lui offrir, pour se sauver de ses propres erreurs ».

La seule objection formulée par la cour de Saint-Pétersbourg se rapportait à la situation internationale des colonies espagnoles et était doublement déterminée par l'intimité qui, de ce temps, existait entre cette cour et celle de Madrid, et par l'antipathie qui jusqu'aux derniers temps

a prévalu dans le milieu politique russe contre les agissements de l'Angleterre. Or, la reconnaissance de l'Empire du Brésil décidait pratiquement de la question encore pendante de la reconnaissance des républiques hispano-américaines que Canning favorisait, attendu qu'elle ne laisserait plus l'ombre d'un doute sur l'avenir du problème et fermerait la porte à toute transaction dont la métropole eût encore voulu tenter l'essai.

La Russie inclinait plutôt à un Congrès européen — ces Congrès étaient alors à la mode et se répétaient : Aix-la-Chapelle, Laybach, Vérone — qui eût tranché ces différends de souveraineté outre-mer et eût fait rentrer dans la bonne voie le *nouveau ministre* anglais, dont Nesselrode disait qu'il avait manifesté des opinions « dont tous les amis du bien n'ont pu que gémir ». Canning procéda, comme c'était son habitude, par une rapide résolution.

Le moyen de pacification suggéré par l'Autriche, l'Angleterre s'en empara et s'en servit à souhait. Liée au Portugal par d'anciens traités d'amitié et d'alliance, dont les premiers remontaient au XIVe siècle, et qui garantissaient même l'autonomie et l'intégrité du royaume ibérique, y comprises ses vastes possessions, elle était l'intermédiaire toute désignée, quand même elle n'eût pas eu comme en cette occasion, à la tête de ses affaires nationales et internationales, l'intelligence avisée et l'esprit remuant de Canning.

Portugais et Brésiliens se mesuraient avec colère, mais ils avaient au fond peu envie de se dévorer, et l'on avait une telle confiance en un rapprochement que le gouvernement de Lisbonne, certainement obéissant aux conseils de Londres et aussi à l'influence toujours modératrice et bienveillante du roi redevenu absolu, refusa, malgré toutes ses plaintes, ses récriminations et ses menaces, de s'associer à un projet espagnol de Congrès européen suggéré pour régler les affaires d'Amérique selon les intérêts de la légitimité. On attendait plus d'une négociation directe ou tout au moins

entre parties intéressées à une entente, et, entre-temps, on parlait toujours à Lisbonne, mais sans s'y décider jamais, de reconquérir le Brésil par les armes, quand Sir Charles Stuart, plus tard ambassadeur à Paris, fut envoyé à Rio de Janeiro en qualité de représentant de la médiation britannique pour la réconciliation des deux pays.

Il y séjourna près d'un an. C'était un fin lettré et un incomparable bibliophile, fort épris des livres portugais. Sa négociation fut intéressante et se termina à la satisfaction presque générale, ce qui revient à dire que personne n'en sortit entièrement content, bien que personne n'en ait été sérieusement mécontent. Le Portugal renonça à toute idée ou prétention se rapportant à l'ancien ordre de choses. Le Brésil consentit de son côté à payer deux millions de livres sterlings pour sa rançon, ce qui n'était pas énorme, si l'on tient compte des améliorations réalisées par l'ancien propriétaire; mais cet acte ne fut jamais pardonné par les Brésiliens à Dom Pedro I. Celui-ci admit en outre que son père portât de son vivant le titre d'Empereur du Brésil, partageant ainsi avec lui, quoique nominalement, sa souveraineté enfin reconnue.

L'hommage était si bien mérité par le vieux monarque que cette clause du traité ne souleva aucune réclamation. Les protestations se réservèrent pour l'*octroi* de l'indépendance qui, au lieu d'être présentée comme le droit d'une nation arrivée à l'âge d'émancipation ou comme une conquête réalisée par les efforts de son peuple, s'effectuait au moyen de lettres patentes auxquelles on ne faisait dans le préambule de l'acte qu'une allusion discrète, mais qui, à l'occasion de la ratification du traité, à Lisbonne, furent malicieusement divulguées par le cabinet portugais.

Il n'y avait là d'ailleurs, à proprement parler et à envisager les choses à travers le prisme de l'impartialité contemporaine, aucun mensonge historique. Nous avons assez vu que l'indépendance du Brésil fut, on peut bien le dire sans exagération, l'œuvre en grande partie du roi Jean VI.

Quand il se retira, il put emporter la satisfaction du devoir accompli. Ce n'était pas sans raison, de même que ce n'était pas sans esprit que Telles da Silva, futur marquis de Rezende, le premier envoyé de la cour impériale de Rio de Janeiro à Vienne, affirmait dans un Mémoire rédigé à la requête de Metternich pour justifier l'Indépendance, que le Brésil ne l'avait pas proclamée, qu'il n'avait fait que la rétablir après la vaine tentative des Cortès d'effacer la politique hardie et généreuse du souverain. « C'est bien à la générosité de Sa Majesté Très Fidèle — écrivait-il — que le Brésil doit le terme de l'odieux système colonial par l'ouverture de ses ports au commerce de toutes les nations; par la création des tribunaux suprêmes, de grâce, de justice, de finances, de commerce, de marine et de guerre ; par l'établissement d'un trésor public, d'un Conseil d'ordres de Chevalerie, d'un département de la marine, d'une armée de terre, d'un système particulier de perception d'impôts, d'une organisation de douanes, de deux Académies, d'une Banque, d'une Administration générale des fermes; le tout séparé et indépendant du Portugal; enfin, par l'élévation de l'État brésilien à la catégorie de royaume, et dont l'acte présenté au Congrès de Vienne a mérité les plus grands éloges. »

En arrivant au Brésil au mois de juillet de l'année 1825, Sir Charles Stuart devait trouver que des événements de haute importance s'étaient passés depuis la séparation des deux royaumes. Tout d'abord, les derniers vestiges effectifs de la domination métropolitaine avaient disparu, puisque les troupes portugaises ne foulaient plus le sol de l'ancienne colonie; ensuite un coup d'État avait établi la suprématie du trône, ou pour mieux dire de l'autorité sur la représentation nationale anarchique; pour finir, une révolution républicaine et fédérative qui s'était donnée comme but de détruire l'union, avait pu être, sans grande difficulté, surmontée et vaincue.

Les conditions de la nationalité brésilienne présentaient

encore après l'acclamation de Dom Pedro un caractère bien incertain. Le mouvement de l'Indépendance partit de la capitale; commença pour ainsi dire à s'organiser à Saint-Paul, d'où il revint prendre à Rio sa forme définie; s'annexa après de légères hésitations la grande province de Minas-Geraes et s'étendit bientôt à tout le sud. Ce fut le bloc de l'unité impériale, mais c'était loin d'être le Brésil. Pernambuco, où couvaient les cendres de 1817, restait le foyer de l'esprit démocratique et particulariste. A Bahia, également soulevée par le ferment libéral, le hasard avait réuni le gros des troupes d'occupation, ce qui en fit naturellement le centre portugais de résistance, pouvant recevoir librement de nouveaux renforts d'Europe, parce que l'absence d'une marine nationale empêchait que les renforts ne fussent interceptés. Le Maranhão, dont les communications avec le reste du Brésil avaient de tout temps été contrariées par les difficultés de la navigation à voiles qui rendaient cette province une dépendance plus intime du Portugal, se dressait à l'extrême nord comme une sorte de réserve d'opposition de l'ancienne métropole.

Une marine faisait défaut au nouvel Empire, mais elle était néanmoins le seul moyen possible de réunir les fragments qui devenaient déjà épars d'une colonie, laquelle avait été plutôt une série de possessions autonomes. Le gouvernement impérial réussit à créer cette marine en la tirant du vieux matériel laissé par les Portugais. Le Brésil n'est pas un pays à l'esprit foncièrement militaire, si par ce terme on entend le culte ardent des gloires de la guerre; mais ce prodige naval a déjà été accompli deux fois pendant sa courte histoire de nation — sans compter qu'aux débuts coloniaux, la prise de l'îlot sur lequel s'était installé Villegagnon fut tentée et réalisée par une flotille de canots pareils aux esquifs très mobiles que les Indiens adonnés à la navigation employaient et au moyen desquels ils parvenaient à aborder les bâtiments considérablement plus puissants de leurs ennemis d'Europe.

En 1864, quand le Paraguay de Lopez, qui depuis longtemps se préparait à la guerre, rompit les hostilités contre ses voisins de l'Est et du Sud, le Brésil fut pris au dépourvu et dut improviser sa défense; mais déjà l'année suivante l'amiral Barroso, essayant la tactique navale à laquelle l'amiral autrichien Teghetoff fut redevable de son succès à Lissa deux ans après, gagna la célèbre bataille navale de Riachuelo, et, en 1868, nos vaisseaux franchissaient la passe réputée inexpugnable d'Humaytà.

En 1823 le gouvernement impérial fit prudemment appel à un fameux marin anglais, lord Cochrane, qu'un procès résultant d'affaires de bourse avait forcé à quitter le service actif de son pays, et qui vagabondait par le monde en quête d'aventures et d'avantages. La guerre navale n'allait pas alors sans profits, à cause des prises qui constituaient son meilleur attrait. Lord Cochrane était brave par métier et par tempérament; c'était, de plus, un commandant des plus expérimentés. Il l'avait déjà prouvé au Pacifique, en dirigeant la flotte révolutionnaire du Chili, et il devait le prouver aussi, plus tard, dans les luttes d'indépendance de la Grèce. Une fois à la tête de la marine brésilienne, il lui fit vite connaître le chemin de la victoire.

La capitale de Bahia, où tenait ferme le général Madeira, était cernée sur terre par des troupes nationales commandées par un de vos compatriotes, le général Labatut, un de ces demi-soldes que M. d'Esparbès et, avant lui, Balzac ont si bien décrits, et qui, pensant que l'aiglon mettrait encore du temps à risquer son vol, s'en allaient outre-mer, quelque part, gagner leur vie comme ils avaient appris à le faire, en combattant. Lord Cochrane établit sur mer un blocus aussi efficace qu'il le pouvait; coupa les communications des assiégés avec le dehors, et quand l'escadre portugaise, d'abord immobilisée dans le port, prit la route de Lisbonne, emmenant la garnison fidèle qui cédait le champ et nombre de négociants portugais qui craignaient les représailles, il la fit poursuivre jusqu'en vue des côtes du Portugal par un

de ses subordonnés, le capitaine Taylor, qui ramena quelques bâtiments capturés. De là se diriger sur Maranhão et Parà, et y proclamer l'Empire, fut pour lui une tâche des plus aisées.

Grâce à la marine, l'union du pays se trouvait enfin soudée, et, bien que l'effervescence se prolongeât quelque temps à Maranhão et à Pará, l'appui résultant du manque de cohésion faisait défaut à la révolution quand fut proclamée à Pernambuco, en 1824, par la Junte rebelle, la Confédération de l'Équateur, à laquelle le Céarà se joignit, et qui devait ériger en face de l'Empire autoritaire et centralisateur l'ébauche d'une ligue fédérative et démagogique.

La nouvelle révolution de Pernambuco prit pour prétexte, et ce prétexte ne manquait pas de paraître une excellente raison, le coup d'État de la capitale. Ayant reçu l'investiture impériale des mains du peuple, Dom Pedro I s'était moralement lié d'avance à la Constitution que les représentants de ce peuple devaient établir librement comme base du pacte entre les pouvoirs législatif et exécutif. Il est vrai qu'il avait fait la restriction, non mentale mais publique, que ce serait ainsi qu'il agirait dans le cas où la Constitution se montrerait digne de lui.

L'Assemblée constituante se réunit en effet à Rio de Janeiro en 1823, quand le jeune souverain jouissait encore de tout son prestige — le prestige de la jeunesse et de la hardiesse — et avait à ses côtés les frères Andrada, José Bonifacio et Martim Francisco, estimés des uns, craints par les autres, respectés de tous, lesquels avaient fait mine de se retirer devant le dépit des démocrates, mais qu'un mouvement populaire très spontané et très digne avait reconduits au pouvoir. Vous allez juger de la situation par le rapport — naturellement inédit — d'un agent diplomatique étranger, le chargé d'affaires d'Autriche, qui s'exprimait ainsi en s'adressant au prince de Metternich et qui, séjournant au Brésil depuis quelques années, connaissait parfaitement le monde politique auquel il était mêlé :

« L'Assemblée va se réunir, c'est de sa marche que dépendra l'affermissement du trône sur des bases solides et le rétablissement de l'ordre; tout est à faire, constitution, codes, établissement ecclésiastique, système d'éducation, rien n'existe que le souverain acclamé et couronné sans une voix d'opposition et sans avoir pris les engagements qui le lient. En cela sa position diffère déjà d'une manière très avantageuse de celle où se sont trouvés le roi son père, ceux de Naples et d'Espagne.

« L'assemblée générale ne différera pas moins, à ce qu'il me semble, de celles qui dans ces autres pays ont mis le comble aux désordres auxquels elles durent leur existence; on se plaît d'avance à la regarder comme composée à une grande majorité d'hommes sages et modérés, j'en connais moi-même plusieurs qui paraissent l'être, mais ce n'est point là le côté duquel il faut envisager la question, le résultat et l'expérience peuvent seuls prouver ce que seront des hommes dans une position absolument nouvelle; mais ce qu'on peut admettre, c'est que des individus élus sur des points aussi éloignés et aussi peu en rapport les uns avec les autres, dans un pays où la civilisation est très arriérée, où les doctrines révolutionnaires n'ont encore fait que des progrès partiels et où leur tactique se trouve en défaut par la nature du pays et de la population, peuvent bien apporter individuellement beaucoup d'idées fausses, de principes erronés et de prétentions exagérées, mais ne formeront point aussi facilement qu'en Europe un corps lié entre eux et suivant pas à pas un système réglé; il y aura sans nul doute un parti démocrate, quelques républicains, mais je ne vois point, surtout d'après les derniers événements, quelle sera la masse qui les appuierait et sans laquelle ils ne peuvent rien.

« En opposition à ce parti sans plan fixe, je vois un prince qui s'est placé à la tête du nouvel ordre de choses, je n'examine point si c'est à juste titre, mais il me semble incontestable que l'ancien gouvernement étant une fois

tombé et ne pouvant par cela même plus être rétabli sur les mêmes bases, puisque l'illusion est détruite, il se met dans la position la plus convenable : en ne prêtant à son couronnement qu'un serment conditionnel le prince s'est placé comme le régulateur entre les deux extrêmes. Ses qualités personnelles, la vigueur et l'activité montrées dans quelques occasions, son âge même, qui lui ont gagné non seulement l'amour des Brésiliens, mais l'ont fait craindre et respecter, lui donnent les moyens de l'être véritablement et de ne jamais se voir réduit au rôle humiliant du roi son père. Il est appuyé d'un ministère dont les principes essentiels sont bons, dont les vues sont monarchiques...

« Les obstacles qu'il a à vaincre sont l'opposition de vive force du Portugal et celle de la démocratie, que le parti de la métropole fomentera de son mieux et que les européens tant Portugais qu'étrangers, à quelques honnêtes négociants près, encouragent : le premier de ces obstacles n'est rien en lui-même, il est plutôt utile au gouvernement que dangereux, puisqu'il l'oblige à exercer ses forces, qu'il détourne l'attention de la population de sa politique intérieure et qu'en augmentant l'animosité contre le Portugal, il diminue l'influence pernicieuse des individus de ce pays.

« Quant à la démocratie, quoique le gouvernement soit à même de lutter contre elle et avec avantage, elle est par sa nature si dangereuse, que tant qu'elle n'est pas entièrement déracinée, il ne peut se croire en sûreté; des sociétés secrètes existent dans tous les ports, quoique les loges aient été fermées ici, elles ne sont et ne seront de longtemps détruites; les députés qui reviennent de Lisbonne et qui exerceront nécessairement une influence majeure sur l'Assemblée, n'en apportent pas des principes bien purs, leur réputation ne fut point acquise en défendant la monarchie; ne pouvant attaquer ouvertement, ils chercheront à rendre la personne du prince odieuse, à provoquer sa violence; c'est alors que l'acte du 12 octobre (l'acclamation impériale) pourra lui devenir fatal, c'est le seul qui ne soutienne pas l'examen. »

L'antagonisme entre le Prince et l'Assemblée s'esquissa le jour même de l'ouverture de la Constituante, à propos de simples formalités, quoique non dépourvues de sens. La première escarmouche fut livrée au sujet de la tenue respective du souverain et des élus du peuple — les deux parties de la souveraineté nationale selon le langage consacré. L'Empereur consentit à ôter sa couronne en entrant dans la salle des séances, parce qu'il ne fut point considéré séant que les députés restassent seuls nu-tête pendant que durait la cérémonie. D'autre part, comme les députés prenaient place sur leurs bancs, l'Empereur lut son discours assis, ce qui amena le président de l'Assemblée à prononcer son adresse également assis.

Le fait est que l'entente ne se rétablit plus. Le gouvernement aurait voulu que l'Assemblée se bornât à approuver le projet de constitution qu'il lui aurait soumis. L'Assemblée, au contraire, tenait absolument à remplir à la lettre son mandat constituant, à élever de grands débats autour de chaque article — dans l'espoir malheureusement déçu que de la discussion jaillirait la lumière — et, par l'instinct même de la conservation, à limiter autant que possible les attributions du pouvoir exécutif. C'est ainsi qu'elle prétendit que les lois rédigées et votées avant la promulgation de l'acte constitutionnel n'avaient pas à être soumises à la sanction souveraine, quand de son côté la couronne nourrissait l'ambition d'un *veto* absolu.

Cette intéressante discussion de droit public, qui évoque de point en point celle qui précéda en France la chute de la royauté et qui fit l'honneur des assemblées antérieures à la Convention, ne put arriver chez nous à sa clôture. La Constituante brésilienne avait repris de nouvelles forces, mais s'était rendue plus indocile encore, quand les deux Andrada, définitivement brouillés avec Dom Pedro, se mirent à la tête de l'assemblée en secondant de tout leur égoïsme et de tout leur emportement le troisième frère, Antonio Carlos, qui en était déjà le leader. L'opportunité de cette réu-

nion politique était cependant passée, si tant est qu'elle fût jamais venue.

Épousant, après la victoire, la rancune commune aux nationaux contre les anciens dominateurs, la Constituante avait frappé de stérilité son œuvre édificatrice que la surabondance imaginative et les théories doctrinaires rendaient déjà négative. Le parti portugais, répondant aux menaces législatives d'expulsion de l'élément appelé européen, se lia à quelques ennemis personnels des anciens et tout-puissants ministres de l'Indépendance, ainsi qu'à d'autres hommes nouvellement nés à la vie publique et qui brûlaient du désir de jouer un rôle dans les conseils de l'Empire, et tous ils poussèrent le souverain à dissoudre violemment la Constituante, six mois et demi après son ouverture.

Une diatribe de presse contre les officiers portugais que l'Empereur s'était remis à favoriser par dépit des attaques des factieux contre sa personne et ses tendances, — diatribe qui eut comme résultat une agression contre l'auteur supposé, de la part de deux officiers d'artillerie, — mit le feu à la poudrière. L'Assemblée s'emparant des prérogatives d'une Convention et prêtant l'oreille à l'appel du plaignant, s'arrogea des fonctions judiciaires, voulut bannir les offenseurs et traita les Portugais de « monstres »; tandis que la petite presse politique menaçait Dom Pedro du sort de Charles Ier et de Louis XVI.

Un conflit aigu éclata : l'Assemblée se déclara en séance permanente, exigeant des explications du gouvernement pour l'apparat militaire déployé, et le souverain riposta, comme Cromwell, en chargeant un officier de fermer la salle des réunions, d'arrêter et de déporter les principaux meneurs de l'opposition, entre autres les frères Andrada, qui vinrent s'installer en France.

La Constitution qui prit la place du projet éclos dans le sein de la primitive Assemblée, et qui fut l'œuvre d'un Conseil d'État avant la lettre, nommé *ad hoc*, présidé par l'Empereur et composé d'hommes de mérite, était en

somme très libérale et convenait peut-être davantage, par les plus grandes garanties offertes au fonctionnement du pouvoir exécutif et au rôle du pouvoir modérateur, à la condition politique du pays, où une volonté suprême et forte était nécessaire, sinon indispensable, au maintien d'une union encore mal consolidée. L'opinion blâmerait néanmoins plus tard le procédé cavalier de Dom Pedro, et le sentiment public regretterait toujours que l'honneur d'accomplir sa grande tâche eût été ravi à ce premier Parlement national, lequel n'était certes pas exclusivement composé de personnalités éminentes, mais qui renfermait parmi ses membres, — dont dix-neuf étaient ecclésiastiques, sept militaires, vingt-trois avocats et vingt-deux magistrats, — quelques noms qui sont devenus des plus illustres dans notre histoire. Cette Assemblée nous apparaît en effet animée d'un ardent patriotisme et d'un sincère amour de la liberté : ses pires défauts n'étaient que l'excès de ses qualités.

Quoique soumise à l'approbation des Chambres municipales de la nation, la Constitution impériale ne fut pas ratifiée sans de graves incidents. A Pernambuco, comme je vous l'ai dit, l'opposition prit les armes, réclamant le rétablissement de l'Assemblée violemment dissoute, et un moine carmélite des plus intelligents et des plus courageux, Frei Caneca, se fit le principal flétrisseur des penchants absolutistes de l'Empereur et l'interprète des vraies doctrines constitutionnelles. Il paya de sa vie son civisme et ne fut du reste pas sans compter des compagnons d'exécution; mais le sang répandu ne fut comme toujours que funeste à celui qui ne sut pas montrer assez d'indulgence envers les idées politiques de ses adversaires.

L'abdication surgit à l'horizon le jour où se réalisa le supplice inutile du religieux en qui s'était incarné l'esprit démocratique, et qui avait écrit dans un de ses passionnés pamphlets :

« Quand la Patrie gémit, les yeux du patriote se ferment

à tout : — aux vagissements de ses enfants, aux larmes de son épouse, aux lamentations de ses parents; le cœur plein de pitié pour la Patrie ne réserve aucune place aux autres affections; toutes les passions se taisent; il n'y a que le patriotisme qui parle. Si la Patrie fait tonner sa voix impérieuse, le patriotisme n'hésite pas, ne s'attarde pas, il marche d'un pied ferme et d'un cœur vaillant; la couleur de son visage ne s'altère point à la vue des volcans et des échafauds... »

X

Mesdames, Messieurs,

La seconde partie du règne de Dom Pedro I, c'est-à-dire les quelques années écoulées après la reconnaissance de l'Empire, la promulgation de la Constitution et l'apaisement bien que temporaire de l'agitation révolutionnaire, se signala par deux événements essentiels : l'échec de la politique extérieure du souverain, échec que la perte de la Province Cisplatine rendit éclatant, et la progressive et sûre implantation du régime parlementaire, expression du système représentatif.

La guerre contre le Brésil devenait inévitable, tant elle était populaire à Buenos-Ayres. Le sentiment public argentin ne pardonnait pas au gouvernement de Rio de Janeiro l'annexion de Montevideo, qu'il considérait comme une partie intégrante de la patrie argentine, patrie tiraillée par mille jalousies féroces et mille disputes, même sanglantes, mais constituant malgré tout cela un idéal basé sur l'unité de race et de langue, et sur la communauté d'origine et de traditions. C'était une véritable amputation que, d'après l'opinion nationale, les Provinces-Unies de La Plata avaient subie de la part du roi Jean VI. La crainte des Espagnols toujours menaçants pouvait avoir fait jusque-là hésiter le courage des moins belliqueux, mais la complète mise en déroute des troupes royalistes au Pérou était de nature à dissiper de telles appréhensions et à permettre de

pousser les choses à l'extrême entre les héritiers américains des deux métropoles péninsulaires.

Le gouvernement de Buenos-Ayres, profitant du séjour de Bolivar dans le Haut-Pérou, où il s'était rendu pour recueillir le fruit de la brillante victoire du général Sucre, songea à organiser une « guerre de principes », enrôlant les jeunes communautés républicaines de l'Amérique du Sud contre cet Empire formidable et agressif qui se débattait lui aussi dans un désordre politique que l'autorité du trône ne parvenait pas à calmer entièrement. Ce fut de Bolivar que vint le refus de s'embarquer avec les vétérans qui l'accompagnaient dans de nouvelles aventures : il jugeait avoir assez sur les bras avec sa Grande Colombie, son vieux Pérou et sa nouvelle Bolivie. Malgré sa bravade de se diriger des Andes sur Matto Grosso, de descendre le Paraguay et le Paraná jusqu'à La Plata, de remonter la côte jusqu'au Pará, en dictant au passage ses conditions à Rio de Janeiro, et de regagner le Vénézuéla par l'Amazone, le Rio Negro, le Cassiquiare et l'Orénoque, Bolivar préféra ne pas en faire l'essai, d'autant plus que l'Empereur avait désavoué l'acte de son subordonné, le gouverneur de Matto Grosso, lequel avait cru bien faire en acceptant l'incorporation au Brésil de la Province de Chiquitos, détachée de la Vice-royauté péruvienne.

A Buenos-Ayres d'ailleurs, tous ne jugeaient pas de la même façon l'intervention de Bolivar dans les affaires de la côte orientale. Il y en avait qui redoutaient son ambition démesurée et ses rêves de domination sud-américaine. Un Brésil intact était au moins un contrepoids à cette vaste fédération qui paraissait s'ébaucher du côté nord-ouest, développant sa côte sur deux océans, de l'embouchure de l'Orénoque aux confins du Chili, et étendant ses territoires depuis la mer jusqu'aux plateaux de la Cordillère des Andes et aux sommets de la chaîne de Parima.

Leur objectif à tous, en Argentine, était cependant de reconquérir le territoire perdu à notre profit, le même qui

représentait déjà pour eux une page inoubliable de gloire, puisque Jacques Liniers l'avait reconquis, en 1807, sur les forces anglaises de Whitelocke venu pour venger un premier affront, et dont l'expédition aboutit à un second désastre.

Le Brésil ne désirait pas la guerre, mais il désirait moins encore abandonner la conquête royale. Pour Dom Pedro I c'était un point d'honneur, et il le fit bien clairement comprendre aux agents diplomatiques anglais qui se donnaient toutes les peines pour éviter l'ouverture des hostilités. On peut mesurer l'intérêt que l'Angleterre portait aux affaires de l'Amérique du Sud, par les puissantes relations de commerce qui s'étaient nouées entre ses ports et ceux des colonies émancipées de l'Espagne et du Portugal. En 1823, les exportations anglaises à destination de notre continent méridional s'élevaient déjà à L. 5.600.000, ce qui représentait un huitième du total de ce commerce et dépassait de beaucoup les exportations vers les États-Unis de leur ancienne mère-patrie. Maintenant même, soit dit en passant, l'Amérique du Sud figure pour un dixième dans les exportations britanniques, et cette fraction s'élève à L. 25.000.000.

Or, le blocus du Rio de La Plata, que le Brésil ne manquerait pas de commencer par établir, amènerait des pertes considérables dans un trafic chaque jour plus florissant, abstraction faite de la nuée de corsaires qui s'abattraient sur le négoce légitime, sans plus de souci des neutres. Songeant, comme il était de son devoir, aux déplorables effets d'une rupture, Canning chargea Lord Ponsonby, nommé ministre à Buenos-Ayres, d'offrir, lors de son passage à Rio de Janeiro, la médiation britannique pour une solution à l'amiable basée sur la restitution de Montevideo contre une indemnité pécuniaire ou, en dernier lieu, l'érection de la *Banda Oriental* en un État indépendant. Ce fut cette dernière solution qui vint à prévaloir plus tard, mais à ce moment-là elle avait le grave défaut de ne point satisfaire les ambitions en somme légitimes des Provinces-Unies et en

même temps de froisser les susceptibilités du Brésil. La solution en question se présenterait comme un pis-aller pour les belligérants.

L'Empereur refusa net bons offices et propositions tendues : il aima mieux courir la fortune des armes à laquelle ses adversaires avaient fait appel avec enthousiasme. Dorrego qui était en 1825 à la tête du gouvernement de Buenos-Ayres, voulant enflammer davantage les esprits argentins qui n'avaient cependant guère besoin de ce stimulant en pareille occasion, avait jeté comme cri de guerre : « Que l'hymne de la patrie soit entonné le 25 mai 1826 sur les murailles de Montevideo ! » Il fallut en rabattre, mais il est incontestable que les plus grands succès militaires et diplomatiques de ce différend appartiennent à l'Argentine. Ce fut à son profit, indirect sinon direct, que l'Empire fut démembré de la seule conquête effective du royaume, puisque l'affaiblissement du Brésil signifiait sa plus ample sécurité, et ce fut aux dépens de la réputation de notre marine, de beaucoup supérieure, que les forces ennemies remportèrent des avantages marquants.

L'amiral Brown, un Irlandais au service de Buenos-Ayres, fit des merveilles avec l'insuffisant matériel à sa disposition. Non seulement il se joua du blocus, mais aussi il défit des expéditions navales dirigées contre le territoire des Provinces-Unies. La marine brésilienne que Lord Cochrane avait dressée avec l'autorité de sa vaillance et de sa compétence, sortit amoindrie, presque démoralisée de la lutte, malgré quelques actions honorables, et sur terre, Ituzaingo fut peut-être, selon l'avis des écrivains militaires, une bataille indécise, mais qui révéla l'impuissance de l'armée du marquis de Barbacena à garantir la limite de La Plata, si péniblement obtenue. Elle équivalait donc à une défaite, et les Argentins la saluèrent comme telle.

D'autre part, l'annexion de la Bande Orientale à l'ancien vice-royaume n'était pas à prévoir. Buenos-Ayres n'avait pas encore assez de vigueur pour contraindre la province

rebelle à l'annexion, et besoin était de compter avec le sentiment d'indépendance qui s'y était développé et manifesté par le soulèvement de Lavalleja contre l'occupation brésilienne, soulèvement que le gouvernement de Buenos-Ayres protégea et aida.

Un homme politique argentin, doublé d'un homme de lettres, M. Ramon Cárcano, vient de publier à ce sujet des pages judicieuses qui démontrent l'impossibilité de toute autre solution que la souveraineté de l'Uruguay, ainsi que l'avantage qu'y trouverait son propre pays : — « Le sentiment populaire de l'autre rive — telles sont ses paroles — était aussi hostile à une domination qu'à l'autre, et cet état moral explique la popularité d'un meneur instinctif comme Artigas (le héros de la résistance contre l'invasion portugaise, lequel avait fini par se chercher un refuge au Paraguay, où le dictateur Francia le retenait prisonnier). Affranchir le pays du Brésil, c'était le soulever contre l'Argentine; immoler du sang et des intérêts à un lyrisme manifeste. Laisser l'Empire se fatiguer et s'épuiser au moyen d'une guerre interminable, en un pays où il n'était maître que du sol qu'il foulait, et nous réserver le moment de procéder à l'action décisive et prépondérante, en assumant l'attitude sympathique de médiateurs amicaux, c'était la politique sensée, prévoyante et sûre, que les circonstances imposaient à la jeune république. » C'était aussi, ajouterai-je, le plan qu'avait caressé son homme d'État, Garcia.

« Nulle crainte — poursuit M. Cárcano — que le Brésil se tournât contre nous, menaçant de sa puissance l'intégrité du territoire argentin. Les ressources et l'esprit lui manquaient pour cette entreprise téméraire. Compromis en une guerre sociale sans trêve avec les Uruguayens, il ne risquerait pas de multiplier les difficultés de sa position politique et militaire à une distance immense de son centre de gouvernement. Travaillé par une agitation domestique, il n'exposerait pas la jeune monarchie à de nouvelles complications

avec une démocratie guerrière et expansive qui avait déjà parcouru l'Amérique en assujettissant la victoire à ses armes. » Vous n'ignorez certes pas — j'en ferai la remarque en passant — que le Chili dut son affranchissement à l'armée libératrice de San Martin, qui escalada les Andes pour lui porter secours, et que les forces de San Martin et de Bolivar se rencontrèrent au Pérou, celles-ci descendant, les autres remontant le Pacifique dans leur croisade pour l'émancipation de l'Amérique espagnole.

» Les Provinces Unies — ajoute l'auteur argentin à ses considérations déjà exprimées — maintenues dans l'expectative sans la prétention irraisonnée de conserver une fraction territoriale incohérente, rebelle et irréductible, auraient réservé intacts leur pouvoir et leur ascendant pour donner la dernière touche, profonde et définitive, à la question de l'Uruguay. » Buenos-Ayres ne perdit cependant rien à l'intervention armée dont son gouvernement fit l'essai, parce que la république en retira des traditions qui tiennent au cœur de son peuple, et aussi parce que l'issue, grâce à cette guerre sans résultat décisif, dut être celle que l'Angleterre préconisait et que les deux parties avaient auparavant repoussée comme attentatoire à leur honneur.

Cette issue constituait un gain positif pour l'Argentine, qui s'était montrée capable de lutter et même de vaincre, quoique incapable par son absolu désordre politique de conserver le fruit de la victoire. Elle n'était une perte que pour le Brésil, lequel s'était montré incapable d'un effort militaire soutenu et par conséquent d'une résistance supérieure au démembrement opéré. Seulement ce démembrement ne résulta point au profit territorial de l'adversaire, ce qui du reste fut heureux, car cela empêcha la formation, sur la côte orientale de l'Amérique du Sud, d'une sorte d'Alsace-Lorraine, question que la guerre du Pacifique créa beaucoup plus tard sur la côte occidentale par l'incorporation au Chili des provinces de Tacna et d'Arica.

L'Uruguay devint ainsi un État-tampon — l'expression,

de ce temps-là, n'était peut-être pas inventée, mais l'idée ne pouvait pas ne pas être ancienne — et cet État-tampon, selon l'expression d'un de ses plus illustres fils, Andrès Lamas, séparait et garantissait les frontières ouvertes mieux que ne pourraient le faire les plus robustes limites naturelles. La possession de ce territoire cessant d'être une cause de discorde perpétuelle, sa neutralité devint la base permanente de l'équilibre politique du Rio de La Plata. M. Ramon Cárcano n'hésite pas à affirmer que dans la convention préliminaire de paix, chacune des parties signataires eut sa part de triomphe. Le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay furent également victorieux, comme c'est le cas pour toutes les solutions simples, où la gravitation des forces et des intérêts communs, en distribuant des satisfactions réciproques, produit le résultat définitif et juste.

Peu importe qu'au Brésil le prestige impérial en reçût une forte atteinte. La guerre y avait été plutôt impopulaire, car le sentiment national n'avait jamais considéré la Province Cisplatine comme une partie composante de la patrie unifiée, et ce sentiment avait même paru assez étranger sur ce point à la politique du roi Jean VI, dont le Brésil semblait ne pas comprendre toute la portée, sûrement parce que le pays manquait d'une tradition unique. Du temps de Dom Pedro I des préoccupations intérieures, absorbées dans l'idéal démocratique qui grandissait à mesure que l'éclat de la monarchie pâlissait, surpassaient tellement celles d'ordre extérieur, que l'élément que l'on surnommait exalté ne cachait point ses sympathies pour les Uruguayens en lutte pour leur liberté. Les exaltés ne dissimulaient même pas leur satisfaction de l'humiliation subie par le gouvernement impérial quand l'amiral Roussin exigea, sur un ton qui n'admettait d'autre réplique que celle des canons, la restitution de quelques navires français capturés pendant le blocus et considérés comme de bonne prise.

La situation personnelle de l'Empereur commençait

d'ailleurs à devenir d'un équilibre plutôt instable. D'un côté l'on spéculait, pour lui faire du tort, sur les animosités et les méfiances qui évidemment subsistaient entre Portugais et Brésiliens, et d'un autre côté, l'on tirait parti contre lui de son incompatibilité instinctive et prime-sautière avec les principes du Code organique très libéral qu'il avait sanctionné.

La dissolution de la Constituante prenait, à mesure que le temps s'écoulait, des proportions dramatiques qu'elle n'avait en réalité pas eues, enflammant le désir de représailles, et les Chambres qui, en 1826, commencèrent à fonctionner régulièrement et qui paraissaient tout d'abord décidées à marcher d'accord avec le souverain et à éviter de nouvelles disputes, peu à peu s'entichèrent elles aussi de libéralisme et voulurent se hausser à toute la dignité du régime parlementaire. Elles étaient supposées en être l'expression, tout au moins théoriquement, car à ne dépendre que de Dom Pedro, elles eussent été dans la pratique réduites aux anciennes Cortès consultatives de la monarchie portugaise.

L'Empereur n'avait toutefois pas hésité à octroyer une Charte libérale au Portugal, dont il venait d'hériter la couronne par la mort de son père : il s'était tellement habitué à la phraséologie constitutionnelle qu'il ne pouvait plus s'en passer, se fiant toujours à la gratitude des peuples pour en corriger ce qui pouvait en résulter d'humiliant pour la couronne. Car son caractère était ainsi fait de contradictions. Aucun tempérament n'était plus enclin à l'absolutisme que celui de ce souverain qui de son plein gré implanta le régime constitutionnel dans deux pays — pays qu'il avait contribué directement, personnellement et avec enthousiasme, à désunir, et dont il rêvait à part lui la réunion, exultant un jour de son abnégation civique, souffrant le lendemain de son amoindrissement politique.

Aussi, quand Dom Pedro se trouva un moment, par la succession naturelle des événements, roi de Portugal, les

Brésiliens s'en émurent ouvertement, et avec d'autant plus de raison que les préférences intimes de l'Empereur paraissaient depuis quelque temps s'adresser sans hésitation aux Portugais. Son entourage immédiat, ses compagnons de plaisir, sa *camarilla*, car c'en était une, était composée de gens du vieux royaume. Cette circonstance n'était pas seulement due à un platonique instinct patriotique qui aurait rejailli en lui depuis que Dom Pedro I était également devenu Dom Pedro IV; elle était principalement due à son regret cuisant d'avoir renoncé au trône de ses aïeux pour le mirage d'un Empire qui se perdait chaque jour davantage dans les brumes républicaines.

De ce regret au besoin d'agir et à l'envie de réparer la faute commise, il n'y avait qu'un pas, mais il était bien difficile à franchir. Au Brésil personne n'aurait consenti à un nouveau partage de la souveraineté, et en Portugal, le Prince qui avait détruit le Royaume-Uni lutterait toujours contre l'impopularité, même à l'occasion des plus brillants succès de la campagne libérale dont il se fit le champion en faveur de sa fille. De toute la correspondance diplomatique étrangère de l'époque, que j'ai parcourue, la certitude m'est acquise que Dom Pedro a beaucoup souhaité découvrir un moyen de garder sur sa tête les deux couronnes, mais qu'il n'a pu se refuser à en abdiquer une, bien que l'intérêt ardent qu'il ne cessa dès lors de témoigner aux affaires portugaises y contribuât fortement, de concert avec la perte de la Cisplatine, les difficultés avec les Chambres et même le scandale de sa vie privée, pour aboutir fatalement à l'abdication de l'autre.

La favorite était une Brésilienne de bonne naissance et de grande beauté : Dom Pedro conservait, à défaut d'autres, cette puissante attache du cœur avec sa patrie d'adoption; mais cette marquise de Pompadour qui s'appelait la marquise de Santos, s'occupait — à ce que racontent même les dépêches de Mareschal à Metternich — plutôt de ses intérêts personnels et de ceux de sa famille que de politique interna-

tionale. Son influence était cependant réelle et fut à de certains moments tyrannique sur la marche des événements domestiques. Des conseils de ministres se tenaient en sa résidence, et elle changea le personnel des cabinets selon ses caprices ou ses convenances jusqu'à ce que son volage amant, fortement épris de la jeune et ravissante princesse Amélie de Leuchtenberg, fille d'Eugène de Beauharnais et en laquelle revivait le charme de Joséphine, mit fin à cette liaison qui avait abrégé les jours de la pauvre archiduchesse Léopoldine, à qui la marquise de Santos imposait sa présence comme grande maîtresse, la fille de ces amours adultérins, la duchesse de Goyaz, prenant rang à côté des petites princesses. Cette situation contribua naturellement à rendre très pénible aux diplomates brésiliens en Europe de décider au mariage une nouvelle Impératrice.

Dom Pedro s'assagit, et encore pas très longtemps, car à Londres, quand il n'était plus que le duc de Bragance, défenseur des droits de sa fille au trône du Portugal, une grande dame anglaise, écrivant à la princesse de Liéven, le décrivait comme *very frisky with the ladies* (trop empressé auprès des femmes). Il ne rougissait d'ailleurs pas de ses fredaines. Un jour qu'étant Empereur — ce fut lui-même qui raconta l'incident au ministre d'Autriche — il discutait avec le comte de Gestas, chargé d'affaires de France après Maler, les clauses d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, comme de Gestas insistait plus qu'il ne fallait pour exclure la clause admettant libre pratique religieuse des nationaux d'un pays dans l'autre, invoquant à cet effet la piété connue de Charles X, Dom Pedro, qui songeait au droit de ses sujets protestants, les fils d'émigrants allemands, lui répliqua par cette boutade : « Voyez-vous, Charles X est comme vous et moi serons un jour, à ce que je crains, il a été libertin et est devenu dévot. » Le Prince m'a dit, ajoute Mareschal, rapportant le commérage à Metternich, que cet impromptu avait tout bouleversé le pauvre de Gestas, qui est très religieux.

Le ministre d'Autriche n'excusait pas le libertinage de l'Empereur — celui-ci était, comme nous voyons, le premier à employer le terme sans déguisement : — dans sa correspondance il manifesta fréquemment ses sentiments sur un tel sujet; mais il avait fini par se rallier au système représentatif, par louer la modération et les bonnes intentions des Chambres et même par juger que le ministère devait siéger au milieu d'elles, comme en France, disait-il, en ajoutant: « Il est infiniment préférable de conserver le gouvernement représentatif que de passer par une nouvelle révolution pour l'abolir; dans l'état actuel du Brésil je ne vois aucun autre moyen de conserver l'union des provinces et de finir par les amalgamer; des visites fréquentes du souverain dans les différentes provinces m'avaient également paru une fois un moyen de rattacher les peuples au système monarchique; mais le voyage de Sa Majesté à Bahia a démontré que le scandale de sa cour, non seulement neutralisait l'effet salutaire de sa présence, mais produisait plus de mal que de bien. »

L'évolution constante du système devait bientôt combler les vœux tant soit peu singuliers et inespérés du disciple de Metternich : le Brésil allait entrer tout à fait dans le régime parlementaire, en suivant le modèle traditionnel britannique. Le premier ministère issu de la majorité de la Chambre date de 1827, mais naturellement les premiers essais furent très imparfaits, car le souverain ne parvenait pas à se plier aux justes prétentions de la représentation nationale, chaque jour plus maîtresse d'elle-même et plus sûre de faire triompher son idéal.

Il advint au gouvernement une grande instabilité causée par ce conflit de tendances; les cabinets se succédaient, les uns épousant les penchants libéraux, les autres réfléchissant les penchants de la cour. Le trouble ne profitait qu'au parti fédéraliste-républicain, dont la popularité grandit au point que nombre de candidats *exaltés* — on les surnommait ainsi — l'emportèrent sur les candidats

modérés aux élections de 1830, année fatale aux idées de réaction. A bref délai le désordre campa dans les rues : tantôt c'était des régiments de mercenaires étrangers que l'Empereur avait organisés à l'exemple des Suisses de l'ancienne royauté française, et qui se révoltaient par pure indiscipline; tantôt c'était des querelles sanglantes entre Portugais et Brésiliens, qui prenaient une teinte politique. On criait ouvertement sur le passage du souverain : « Vive l'Empereur, en tant que constitutionnel ! »; et lui, impulsif comme toujours, ne pouvait s'empêcher de répondre aux manifestants : « Je suis, j'ai été et je serai toujours constitutionnel. »

Sa situation devenait toutefois intenable, et la nouvelle des Trois Glorieuses de Juillet ne fit qu'augmenter l'effervescence, à Rio, par sa suggestion inévitable. Au mois d'avril 1831, un mouvement populaire se dessina contre un cabinet exclusivement formé de sénateurs, de courtisans, disait-on, et l'armée, abandonnée à elle-même par l'Empereur pour ne pas brusquer les choses, ayant fait cause commune avec le peuple, habilement poussé par des meneurs, l'abdication en faveur de son fils parut à Dom Pedro I la solution la plus sage et la plus honorable de la crise.

Il brûlait lui-même depuis quelque temps du désir de partir et d'aller courir les risques de l'aventure portugaise. Les constitutionnels émigrés à Londres et auxquels manquait un chef de prestige pour tenter de renverser Dom Miguel, s'étaient même, à ce qu'il paraît, mis d'accord avec les libéraux brésiliens pour forcer l'Empereur à quitter le Brésil. Celui-ci alla au-devant de l'abdication avec sang-froid, décision et dignité, comme il agissait sans exception à l'occasion du danger, confiant à la générosité de la nation et du Parlement qui la personnifiait le jeune Empereur, âgé de cinq ans, auquel, selon le choix paternel, José Bonifacio, de retour de l'exil, devait servir de tuteur.

L'abdication ouvrait la voie à l'une ou l'autre de deux

solutions : la république ou la monarchie constitutionnelle; celle-là corrigée par la dictature militaire, celle-ci limitée dans les attributions et surtout dans l'action personnelle du souverain, lequel, pendant son enfance et son adolescence tout au moins, ne serait que le prête-nom des décisions politiques prises par les véritables détenteurs du pouvoir. Ce fut d'ailleurs la dernière solution qui prévalut, avec un caractère franchement et volontairement démocratique qui a porté l'un de nos meilleurs écrivains politiques, Joaquim Nabuco, à écrire avec beaucoup de pénétration que la Régence ne fut qu'une grande expérience républicaine. De fait, le chef effectif de l'État, nous pourrions dire le Shogun du Mikado-enfant, s'imposait comme le représentant de l'opinion parlementaire prédominante, la charge changeant de titulaire et par conséquent d'orientation, d'accord avec les circonstances du moment historique. C'est ainsi qu'il y eut, après la Régence provisoire qui exerça presque légalement l'autorité qui lui fut déléguée par les membres présents des Chambres législatives, une Régence prise dans le parti modéré et composée d'un triumvirat; ensuite la Régence soi-disant modérée, mais en vérité de caractère radical — avancé, selon la phraséologie de l'époque — du Père Feijó; enfin la Régence conservatrice du marquis d'Olinda.

La monarchie et avec elle l'unité nationale furent sauvées en 1831, grâce surtout à l'ascendant, à l'adresse et au dévouement d'Evaristo da Veiga, un bouquiniste qui s'était révélé journaliste consommé en rédigeant l'*Aurora Fluminense* et qui, élu député, conquit au Parlement une situation privilégiée, où ses privilèges n'étaient autres cependant que ceux du talent et de l'honnêteté. Au milieu du débordement agressif de la presse sectaire, la feuille d'Evaristo da Veiga se faisait remarquer par sa modération, par son impartialité et par l'élévation de son ton de polémique. Elle semait les pensées d'un doctrinaire et d'un auto-didacte issu des classes populaires, — pensées rendues en un langage sans

recherche littéraire, mais naturellement éloquent, chaleureux et persuasif.

Voici comment M. João Ribeiro a décrit en quelques mots très justes le type éminent de ce journaliste de vocation : « Evaristo da Veiga voulut par l'*Aurora Fluminense* fonder un journal écrit avec simplicité, sans l'affectation boursouflée des feuilles démagogiques et d'opposition, mais en même temps sans le mensonge et le servilisme des feuilles officielles. Il voulait plutôt être sincère que brillant. Son intention, comprenant qu'il faisait partie d'une nation d'inexpérimentés, était de vulgariser au moyen d'extraits et de traductions les idées des économistes et des philosophes politiques anglais et américains, mal connus et plus mal interprétés. Cette formule d'activité intellectuelle était à la mode chez nous à cette époque; on composait des anthologies du libéralisme européen et américain, ou des productions fragmentées de forts cerveaux, dégagées des solutions auxquelles elles s'attachaient, et agissant ainsi comme des poisons extrêmement violents. Les hyperboles brésiliennes deviennent alors des quintessences politiques.

« Evaristo fut un de ces manipulateurs. Au début, son journal ne s'appuya sur aucune des factions qui se disputaient le pouvoir, et bien qu'il fût lui-même adversaire du despotisme impérial, son principal but consistait à être indépendant. La feuille, unique en son genre, acquit tout de suite une circulation énorme et devint la première de tout le pays; le langage d'Evaristo, élégant et parfois ironique, s'établit dès lors comme le modèle de style des journalistes venus après lui. Son éloquence (qui était presque le seul don d'écrivain qu'il possédât) manquait d'imagination, mais dénonçait de la finesse et une certaine ironie fascinatrice. »

Evaristo da Veiga parvint plus que tout autre à contenir la haute marée démagogique, en dressant devant la mer houleuse la digue des éléments et des intérêts contraires à la désagrégation nationale; mais il n'était pas en son pou-

voir de faire refluer l'indiscipline, qui n'était pas seulement du peuple, mais de l'armée. Et cette indiscipline s'accentua de telle façon après l'abdication, que l'on peut dire sans abus de rhétorique que l'ordre se trouva partout submergé. Les pires excès furent commis au nom de la liberté et du patriotisme, et il fallut que, à la capitale, un homme d'une énergie exceptionnelle, le ministre de la justice, Feijó, un ecclésiastique — si peu ultramontain d'ailleurs, qu'il proposa l'abolition du célibat — en vînt au point de dissoudre les régiments de ligne et d'organiser à leur place la garde nationale, armant citoyens contre soldats pour la défense de la loi.

L'armée fut donc la première dupe d'une situation qu'elle avait puissamment contribué à créer, en se soulevant contre l'Empereur qui était son meilleur ami, puisque, comme Joaquim Nabuco en fait la remarque, il se trouvait presque seul à la vouloir dans son rôle militaire, passif par rapport à l'obéissance, différent du rôle civique et libérateur que rêvaient pour elle les libéraux hostiles aux exploits de guerre. L'auteur anglais Armitage, qui a voulu faire la continuation de l'œuvre excellente du poète lauréat anglais Southey, et qui a le grand avantage d'avoir composé sur place son histoire brésilienne de cette époque, — on prétend même qu'elle fut inspirée sinon rédigée par Evaristo da Veiga — estime que la mauvaise fortune de nos armes en Cisplatine et au Rio de La Plata eut des suites salutaires et conformes aux souhaits des libéraux, décourageant les rares vocations militaires et tournant vers les carrières civiles les ambitions de la génération nouvelle. Il est positif que l'Empire, malgré tout ce qu'ont écrit contre lui ses ennemis du dehors, fut bien attaché à la paix et peu soucieux de conquêtes.

Dans l'anarchie où le Brésil se débattit pendant plusieurs années perçaient des préoccupations politiques, car la rangée des partis s'étendait des défenseurs d'une restauration de Dom Pedro I comme souverain presque absolu

jusqu'aux adeptes de la nationalisation du commerce et de la confiscation des biens des Portugais; mais il s'en dégageait pareillement une agitation sociale du plus mauvais augure, parce qu'elle avait pour fondements l'ignorance et la vengeance, et, comme moyen, l'assassinat érigé en système. Examinée à ce point de vue, c'est une navrante histoire que celle de cette période, et la répression coûta des efforts herculéens, d'autant plus méritoires cependant qu'ils ne se souillèrent presque jamais des représailles que l'on pouvait attendre : jamais, même, quand la tâche incomba aux autorités.

On a peine à croire au succès de la pacification quand on connaît et qu'on a présent le cadre du Brésil en 1832, livré ici à la soldatesque pillarde, là aux *sertanejos* farouches, plus loin aux métis féroces. C'est vraiment un miracle que l'ordre ait pu y être rétabli, dans la plupart des cas, comme au Pará et au Maranhão, par un tardif effort militaire dû à des professionnels comme Andréa et Caxias, et qu'en même temps l'autorité civile y soit devenue prépondérante. Le P. Feijó rappelle en vérité, au dire d'Euclydes da Cunha, le héros providentiel de Carlyle. Et son œuvre ne fut pas limitée à la répression du désordre général : elle s'étendit également à l'organisation administrative, scolaire, financière, de tous genres.

La Régence eut au Brésil le rare mérite d'être, en même temps qu'un gouvernement fort, un gouvernement fécond et qui laissa des traces profondes dans l'histoire non seulement politique, mais sociale et économique du pays. Elle s'attaqua à l'esclavage, faisant voter la première loi de défense du trafic des nègres, dont l'extinction avait été stipulée dans le traité d'amitié avec l'Angleterre, signé en 1826. Elle réforma la justice, décrétant un nouveau Code de Procédure criminelle, instituant le jury, consolidant les modifications apportées par le régime constitutionnel à l'esprit de la vieille législation portugaise : déjà, en opposition au souverain, les Chambres législatives avaient, peu

avant l'abdication, aboli la peine de mort pour les délits politiques. Elle donna enfin satisfaction raisonnable aux tendances particularistes au moyen de l'Acte Additionnel qui remplaça les conseils provinciaux par des assemblées législatives locales, et inaugura la décentralisation administrative qui devait aboutir à la fédération républicaine.

Evaristo da Veiga, l'esprit dirigeant des modérés — le parti à qui la révolution avait réellement profité — parvint à empêcher que les présidents des provinces ne fussent élus ou choisis dans une liste triple : nommés par le gouvernement, ils en étaient les représentants directs, de vrais préfets agissant au nom et par autorité du pouvoir central, et assurant la cohésion nationale.

La mort de l'Empereur Dom Pedro I, survenue en Portugal en 1834, aussitôt après l'installation victorieuse du régime constitutionnel, avait facilité la tâche politique de la Régence brésilienne en éliminant forcément de la lutte un des partis, celui dont l'expression la plus vigoureuse était la Société Militaire, de même que la Société Fédérale l'était pour les démocrates, et la Société des Défenseurs de la Liberté et de l'Indépendance Nationales pour les constitutionnels.

Les exaltés aussi se montrèrent disposés aux transactions dès qu'ils eurent bien conscience d'avoir perdu la partie engagée lors de l'abdication. Leur résignation ne fut ni intégrale ni immédiate, mais quoique incomplète et graduelle, elle triompha des ambitions désappointées et surtout du dépit profond qu'avait causé parmi les éléments avancés la volte-face, proclamée patriotique, de ceux qui avaient de concert avec eux acculé l'Empereur à la retraite, pour ne pas en faire résulter la seule conséquence nécessaire à leur point de vue : l'avènement de la République.

Les modérés s'étaient même montrés, par moments, excessifs dans leur discipline inflexible qui eut l'unique défaut de ne pas comprendre assez qu'il existait une incompatibilité de civilisation, bien plus que d'idées,

entre les hommes qui dirigeaient les courants politiques et ceux qui dans leur nihilisme primitif et inconscient cherchaient à miner toute autorité et à implanter l'anarchie. Cette incompatibilité, réfractaire aux accommodements civilisés, puisqu'elle était par-dessus tout sociale, explique pourquoi le désordre continua après le rapprochement des partis et les essais de fusion des idées.

Deux partis bien établis finirent par se trouver seuls en présence dans la sphère du gouvernement : les Libéraux, attachés à la réforme constitutionnelle dont ils étaient responsables et qui avait tenté de trancher par la loi le différend entre fédéralistes et unitaires, que Rosas, en Argentine, avait résolu en même temps par le gibet et le meurtre; et les Conservateurs, nés de l'alliance d'une fraction des modérés avec les réactionnaires ou partisans de la régence du premier Empereur. Ce fut ce dernier parti qui, mené par Bernardo de Vasconcellos, un vrai tempérament d'organisateur, triompha aux élections de 1836, circonstance qui détermina la démission de Feijó et l'avènement comme Régent du marquis d'Olinda.

L'ancien Régent était d'ailleurs las, politiquement usé et mal vu. La guerre civile sévissait au Rio Grande — section du pays qui semblait uruguayenne de mœurs, quoique brésilienne d'origine — et menaçait de rompre définitivement l'unité si péniblement conquise. La presse avait dû être muselée, tels étaient les débordements auxquels elle s'était livrée : les révolutionnaires au pouvoir, le fait est bien connu, deviennent invariablement des autoritaires, mais ne parviennent pas toujours à se rendre populaires.

L'opposition parlementaire eut raison de lui, comme elle avait eu raison de Dom Pedro I. Le Brésil voguait en plein océan parlementaire, et Feijó était par trop jaloux des prérogatives de l'action exécutive après l'avoir exercée à l'avantage de notre société menacée de dissolution. Il céda, sans se soumettre, à l'opinion de la majorité des Chambres,

c'est-à-dire qu'il respecta le verdict issu du suffrage national et abandonna le champ à ceux qui s'intitulaient Conservateurs, sans l'être plus que lui-même qui avait conservé l'édifice de l'Empire. Il combina de la sorte, par son procédé de conciliation énergique, la dignité du gouvernement et les exigences de la liberté inséparable d'un système vraiment représentatif. Les Libéraux, dépossédés du pouvoir, prendraient leur revanche de parti en faisant anticiper par le Parlement, trois ans plus tard, la majorité du souverain : ce qui était encore une manifestation du culte qu'ils avaient voué à l'esprit d'autorité depuis qu'ils en avaient reconnu pratiquement les bénéfices et avaient appris à exécrer l'anarchie.

XI

Mesdames, Messieurs,

Dom Pedro II est définitivement rangé parmi les principales figures morales du siècle dernier. Son long règne, inauguré par un *pronunciamiento* parlementaire et terminé par un *pronunciamiento* militaire; son amour de la paix sans déshonneur et de la justice à tout prix; sa passion pour les sciences d'abord, pour les lettres ensuite, et enfin pour les arts, en somme pour tout ce qui se rapporte à l'esprit; son dédain des vulgarités et son détachement des richesses; son affabilité remplie de dignité; sa gravité sans morgue; sa bonté sans affectation; son honnêteté sans bornes, ont rendu le nom de ce monarque non seulement familier à ceux qui s'occupent d'histoire et de politique, tout aussi bien que de philosophie et de morale, mais cher à ceux qui se laissent séduire par les aspects supérieurs de l'humanité. Sa renommée n'est d'ailleurs que juste, car ce fut le plus noble des hommes et le plus accompli des souverains.

Pourquoi, me demanderez-vous alors, fut-il détrôné, le chef de cette « démocratie couronnée », comme Mitre, le grand homme argentin, aimait à qualifier le Brésil? C'est qu'il y avait l'adjectif placé à côté du substantif, et que les couronnes, en Amérique, étaient vouées à cette mélancolique destinée, du moment qu'on avait surnommé cette partie du monde le « libre continent », parce qu'on n'y comptait pas de rois, et que les mots, surtout dans les sociétés d'une culture imparfaite, signifient plus que les idées; les conven-

tions davantage que les réalités. Et ces mots, correspondant à des idées, c'est vous, fils de la Révolution, qui les avez semés là-bas; ces conventions, plus puissantes que les réalités parce qu'elles leur survivent, c'est vous qui les avez créées dans nos esprits.

Ce n'est guère votre faute, si la terre est trop fertile outre-mer, et si les plantes y germent trop vite. Le fait est que les fleurs sont écloses avant la saison et n'ont pu se transformer toutes en fruits. C'est ainsi que les libertés politiques et même les libertés civiles se sont parfois étiolées ou ont dégénéré en des gousses sèches et amères chez quelques-unes des pseudo-démocraties fondées dans le nouveau monde, comme elles le furent toutes, avec de grandes illusions romantiques et bientôt ravalées à de sinistres et sordides tyrannies. D'autres parmi elles cependant, heureusement pour ces républiques et pour la civilisation, évoluaient normalement, cessaient de ramper pour se blottir dans leurs cocons, filant, autant dire produisant, et arrivaient à papillonner librement dans l'espace.

Le Brésil-Empire servit alors de modèle à ces républiques progressivement assagies, car nulle part en Amérique, pas même aux États-Unis à certains points de vue, les franchises ne furent plus grandes ni le sentiment démocratique aussi intense. Le voyageur connu sous le nom de baron Hubner avait parfaitement raison quand il écrivait que le Brésil lui semblait un Empire républicain et le Chili une république impériale. Précisant les termes, on dirait peut-être mieux du Brésil de ce temps-là, un Empire démocratique, et du Chili une république aristocratique. En essayant d'esquisser à grands traits le règne de Dom Pedro II, j'espère pouvoir vous faire saisir comment l'identité a fini par prévaloir dans la nomenclature politique américaine, et en même temps vous dire pourquoi le modèle présidentiel des États-Unis l'emporta à la fois sur le modèle parlementaire de la Grande-Bretagne, avec lequel l'Empire s'était identifié.

Le nom de Dom Pedro II paraît avoir été prédestiné dans notre histoire à servir invariablement de drapeau de ralliement aux partisans de l'ordre. Au moment de l'abdication de son père, quand il comptait à peine un peu plus de cinq ans et provoquait par là l'émotion de cour du ministre d'Autriche, lequel ne pouvait regarder sans tendresse ce rejeton des Habsbourg qui, disait-il, avait l'air dans son innocence d'implorer sa protection, l'Empereur-enfant avait, par sa faiblesse même et par le sentiment de loyalisme qu'elle éveillait, sauvé son pays de la désunion tendant à réduire le beau colosse politique à une poussière d'anarchie.

A quinze ans il accepterait de plein gré, par son fameux « *quero já* », l'offre du pouvoir effectif qui lui était faite par un groupement d'hommes politiques, fatigués des incertitudes d'une Régence qui se montrait incapable d'éteindre la guerre civile et de rétablir l'unité antérieure.

Aux yeux de ces hommes politiques, l'avènement du jeune souverain impliquait le respect de l'autorité sans besoin de violence, moyennant le prestige de l'institution, avant que le prestige personnel du représentant du principe monarchique eût pu agir de lui-même. Il en fut ainsi. Dom Pedro fut déclaré majeur en 1840. L'année 1845 vit se terminer la guerre civile de Rio Grande do Sul, qui avait duré dix ans et qui avait failli séparer du Brésil ce nouvel Uruguay; tandis qu'en 1848 l'esprit de faction se sentit pour tout de bon terrasser à Pernambuco, grâce à l'échec de la plus déraisonnable des révolutions. J'en demande pardon à M. Roosevelt, qui a dit n'avoir jamais pu comprendre deux mouvements insurrectionnels : celui qui déposséda Louis-Philippe du trône de France, et celui qui renversa l'Empire au Brésil.

De 1849 à 1889, quarante années s'écoulèrent, de paix domestique et de progrès, sinon accéléré — cette espèce de progrès n'a surgi partout que de nos jours — du moins ininterrompu. Bornons-nous à rappeler sommairement que l'Empire, au moment de sa chute, avait résolu de la façon

la plus calme et la plus généreuse, sinon la plus adroite et la plus juste, au point de vue égoïste de sa conservation et au point de vue altruiste de l'intérêt des planteurs privés de toute indemnité et acculés pour cette raison à la ruine, le plus grave problème économique et social qui pesait sur l'avenir du pays, je veux dire l'abolition de l'esclavage. L'Empire avait encore affirmé sa prépondérance politique dans le continent par sa constante activité dans les affaires de La Plata, contribuant à effacer la dictature légendaire de Rosas, menant un peu à sa guise les événements à Montevideo, et renversant de fond en comble la tyrannie de Lopez au Paraguay. L'Empire avait enfin rendu le Brésil la plus libérale et la plus éclairée des nations de l'Amérique latine. Ce dernier bienfait suffirait à son éternel éloge.

Dom Pedro avait été élevé à ce qu'on appelle généralement la meilleure des écoles : l'école de l'infortune. Son enfance sans caresses, son adolescence sans joies, sa jeunesse sans plaisirs avaient mûri de bonne heure son intelligence et prêté précocement à son esprit cette tournure sérieuse qui en fut l'un des traits les plus marquants. Un voyageur français de distinction connut l'Empereur à vingt ans, en 1845. Ce voyageur était le comte de Suzannet, légitimiste fervent qui, après la proclamation du duc d'Orléans comme roi des Français, prit le parti de s'éloigner des Tuileries en y mettant quelque distance, puisque ses voyages s'étendirent du Caucase au Brésil.

Le portrait qu'il nous a laissé est curieux. Dom Pedro à cette époque était une énigme : tel le considérait du moins M. de Suzannet. Son impassibilité était néanmoins corrigée par la bienveillance, voire par une certaine bonhomie retenue qui deviendrait coutumière chez lui. Son abord, quoique affable, restait froid, peut-être timide, la sympathie et l'autorité lui faisant encore défaut. Lui, plus tard loquace à l'occasion, en tout cas communicatif sans le moindre sacrifice de la majesté de son rang, ne parlait presque pas, de sorte que la vivacité semblait étrangère à un esprit qui

plus tard paraîtrait même dispersif, tant serait grande sa versatilité. Le regard fixe et inexpressif que le voyageur français notait lors de sa visite et qui le portait à douter des dons d'intelligence et de volonté requis par la lourde tâche dévolue à la couronne à ce tournant de l'histoire du Brésil, ne devait être que le résultat tout naturel de l'absence d'insouciance, de gaîté et d'exubérance de sentimentschez un jeune homme élevé dans l'intimité par moments ennuyeuse des Pères conscrits de l'Empire, loin des femmes du monde, discipliné dans ses goûts et dans ses habitudes, n'ayant d'une vraie cour que la vague impression de quelque chose de moisi et de corrompu.

Sa santé, peu robuste à cette époque, se ressentait du manque d'exercice physique, car ses tuteurs ayant eu à se plaindre des débordements d'énergie animale du père, voulurent surtout faire du fils un homme de cabinet, un souverain plus à son aise à la table du conseil qu'à la tête des escadrons. C'est de la sorte que Dom Pedro II devint — le tempérament doux de sa mère y aidant sûrement — une plante de bibliothèque : il serait devenu ce que les Anglais appellent un « rongeur de livres » *a book worm*, n'eussent été son intérêt passionné pour les questions sociales et l'ardeur de son patriotisme. Du reste, le sang auguste qui coulait dans ses veines lui donnerait vite l'aisance qui remplacerait la gêne de sa première apparence, la noblesse qui amenderait la réserve des années plus rapprochées d'un milieu qui cherchait à être foncièrement démocratique et qui parfois se laissait bien aller jusqu'à la démagogie.

Le véritable caractère démocratique de la société brésilienne, c'est l'Empereur lui-même qui le ferait ressortir, en l'accentuant par son éloignement intentionnel des préjugés, et c'est par ce trait-là, et par l'honnêteté fondamentale de sa nature et de ses procédés, qu'il parviendrait à s'entourer du respect de ses compatriotes. Celui-ci ne lui fit jamais défaut, non plus que celui des étrangers, lequel était un

tribut payé non seulement à sa simplicité, mais aussi à son culte de l'intellectualité.

La décision des grands hommes d'État manquait à ce caractère. Dom Pedro II aimait assez laisser au temps le soin de résoudre les problèmes majeurs du gouvernement, plutôt que de les trancher par son initiative personnelle. Son attitude favorite était celle de l'impulsion théorique, retardée par la résistance pratique. Toutefois, les critiques ne lui furent point de ce chef épargnées.

Le Brésil est si loin que le bruit ne vous est certes pas parvenu en Europe d'une expression fameuse de notre phraséologie politique du temps de l'Empire. Tous les mécontents déçus et tous les opposants, même ceux de bonne foi, parlaient à tout propos du « pouvoir personnel » de Dom Pedro II. Ce n'était qu'un cliché, car ce pouvoir, l'Empereur ne l'exerça que dans la limite stricte de ses attributions constitutionnelles, et là-même, pas toujours dans des conditions suffisantes. D'autre part, cela ne veut point dire qu'il ait jamais joué un rôle effacé devant ses ministres. Loin de là. Si ses ministres cédaient souvent, lui ne cédait que moins souvent. Le gouvernement était ce que tout gouvernement doit être : un compromis entre des tendances opposées et des opinions divergentes. Justement quand M. de Suzannet se préparait à partir pour le Brésil, le jeune Empereur, à dix-neuf ans, faisait mine de vouloir gouverner et non seulement de régner, en refusant à son cabinet la démission d'un haut fonctionnaire libéral, ce qui amena la chute de la situation politique dominante, qui était conservatrice.

Il ne prit cependant jamais parti contre l'opinion en jouant à la réaction, ni même il ne trancha jamais un différend constitutionnel en faisant prévaloir ses vues sur celles de son ministère. Tout au plus, en pareil cas, il recourait au suffrage, lequel était restreint et par cela même d'autant plus représentatif d'un Brésil où le suffrage universel serait en désaccord flagrant avec les conditions sociales,

Une seule dictature lui fut chère, et celle-ci il l'exerça sans hésitation : — la dictature de la moralité.

Je crois que peu de pays contemporains ont été aussi honnêtes, au point de vue de la vie publique, que le Brésil monarchique. Dom Pedro I, avec tous ses défauts, possédait, comme nous l'avons vu, de sérieuses qualités, et parmi ses meilleures, le scrupule des dépenses quand elles n'étaient point avantageuses pour l'État. Les premiers actes par lesquels il se recommanda à l'opinion, lors de sa régence, en 1821, comme Prince royal, furent des actes d'économie : le vieux roi — on est toujours tenté d'appeler Jean VI le vieux roi, certainement parce qu'il ne fut jamais très jeune — était en ce qui le touchait très économe; mais il n'était pas sans permettre à des personnes de son entourage, presque des favoris, le gaspillage des deniers publics à leur profit personnel.

Quant à Dom Pedro II, il avait pour les questions d'argent qui le regardaient, le désintéressement, disons même le mépris du philosophe, dans le sens le plus élevé du mot. Par rapport au trésor public, il n'y eut cependant jamais de Cerbère plus féroce, c'est-à-dire qu'il surveillait jalousement l'exacte application des crédits votés par le Parlement, et qu'en aucune occasion il ne se montra disposé à la condescendance envers ceux qui auraient été tentés d'en abuser. Si son influence avait été aussi réelle et efficace sur l'orientation des plus importantes questions de gouvernement qu'elle le fut sur les détails de l'administration — ce qui était le cas, quoiqu'il possédât des idées générales plutôt qu'il ne révélât le génie des affaires politiques, — Dom Pedro II aurait laissé l'impression d'un grand homme d'État et non seulement d'un grand homme de bien. C'est à ce dernier titre qu'il dut d'ailleurs d'être un souverain remarquable.

Dom Pedro II gagna par l'étude une solide illustration, une véritable érudition qui le rendit éminent parmi ses collègues couronnés, et d'un autre côté, il ne laissa jamais

se ternir la probité fondamentale de son âme, de même qu'il évita toujours dans ses manières l'affectation de la grandeur. Quelques-uns auraient voulu qu'il arrivât jusqu'à l'indépendance consciente de tous préjugés sociaux : ce qui n'aurait servi qu'à le déclasser. Il évita heureusement cet écueil, et son seul défaut, comme souverain, fut de manquer d'ampleur sinon dans la vision politique, du moins dans la réalisation de ses plans. Dom Pedro II fut instruit, bon, honnête, clément, magnanime, tout à fait supérieur comme homme privé et, sous beaucoup de rapports, comme monarque. Il s'en est fallu de peu qu'il ne restât comme un modèle parfait de la royauté : cela n'a tenu qu'à l'insuffisance de vigueur de la résolution, vigueur qui parfois supplée à la portée de la compréhension et prend l'envergure de la prééminence.

Si je m'occupe tant de l'Empereur, c'est que son individualité, rehaussée par son rang et surtout par sa valeur morale, se détache tellement de l'ensemble de son époque et de son milieu, qu'elle attire tous les regards de ceux qui, pensant et non sans raison que partout il y a à apprendre, peuvent être portés à s'intéresser à notre évolution historique. Pour ceux-là une société d'outre-mer comme celle du Brésil, exotique dans le sens premier du mot, n'est pas exempte d'attraits. Comment pourrait-on parler de l'Empire en France, du premier ou du second, sans s'occuper à chaque pas de Napoléon I ou de Napoléon III ? Toutes proportions gardées, l'Empereur chez nous constituait le centre de la vie nationale.

Sans être un despote, et beaucoup moins un tyran, son pouvoir était considérable et plus considérable encore était son ascendant. La Constitution de 1824 lui avait du reste mis entre les mains un instrument bien efficace en même temps qu'ingénieux pour arriver à certains résultats compatibles avec son vif penchant pour la moralité publique et avec son zèle civique. Cet instrument était la sélection des sénateurs à vie, pris dans une liste formée des trois noms qui

avaient réuni le plus grand nombre de voix. De cette façon se trouvaient constitutionnellement et heureusement combinées la volonté populaire et l'initiative impériale, la déférence envers l'opinion et l'indépendance de la couronne. Le souverain pouvait en toute liberté désigner, pour ce corps de choix, l'un de ceux que le suffrage national avait indiqués comme les plus dignes et les plus méritants.

On a beaucoup protesté au Brésil d'alors contre la pratique souveraine d'effacer invariablement certains noms, quoique soumis plusieurs fois en des listes triples à l'exercice de la prérogative royale. Celle-ci ne se déterminait toutefois pas par des raisons mesquines ou exclusivement par des antipathies personnelles. Il existait toujours un motif sérieux, politique ou autre, pour décider l'Empereur à écarter de propos délibéré le candidat sur lequel se portaient avec insistance les voix de son parti, et qui naturellement s'en plaignait avec éclat.

Généralement le choix était fait d'accord avec le parti au pouvoir, le souverain s'abstenant de montrer sa prédilection, même quand elle lui tenait à cœur, pour une personnalité du groupe opposé à celui qui était à la tête des affaires. Les exceptions à cette règle furent rares, surtout après que le choix de Salles Torres Homem causa la retraite d'un cabinet libéral et produisit une grave crise politique en pleine guerre du Paraguay. Torres Homem était un homme de grand talent qui, comme radical, avait écrit un des pamphlets les plus fameux de notre littérature politique — satire cruelle contre la dynastie — et qui devint, non pas réactionnaire, mais conservateur éclairé, et comme tel même partisan dévoué de l'abolition de l'esclavage.

On a peine à croire, en lisant aujourd'hui le *Libelle du Peuple*, à tout le retentissement qu'eut cette publication. Je crois qu'il en advient autant à beaucoup d'œuvres de ce genre, une fois que l'époque est passée où elles pouvaient éveiller un écho prolongé. Le langage de celle-là est fort beau, mais son émotion est toute conventionnelle : « Quel

est l'état du Brésil, demandait l'auteur? Plus rien de généreux, de national ou de grand; rien pour la gloire, pour la liberté, pour la prospérité; l'enthousiasme éteint; la torpeur de l'égoïsme envahissant graduellement comme le froid du venin, du cœur aux extrémités, et alanguissant les chairs morbides d'une société qui suppure et se dissout... »

Le *Libelle du Peuple* se complaît surtout à dénoncer : « Les vices de cette lignée sinistre à laquelle le Portugal a dû pendant deux siècles le fatal déclin de son pouvoir et de son importance »; mais il s'exerce aussi bien à flétrir le favoritisme qu'à stigmatiser les courtisans. D'Escragnolle Taunay, dans ses *Réminiscences*, se demande si la lecture de ce pamphlet, qu'il juge poignant, n'a pas agi d'une façon décisive sur la formation du caractère de Dom Pedro II. Nul souverain ne vécut en effet plus que lui à l'écart des intrigues de cour et de l'ascendant des favoris.

« Il est arrivé — écrit ce passionné Brésilien qui portait un nom français — au seuil de la mort, seul, isolé, sans un ami personnel, sans un cœur reconnaissant et dévoué, voyant uniquement autour de lui l'aridité affective dont il s'était entouré à dessein; mais aussi, dans cette solitude préméditée et pénible, sa figure solennelle et mélancolique se dressera plus grandiose aux yeux de l'historien, rappelant ces rares et colossales statues d'Égypte que l'ampleur du désert rend encore plus extraordinaires et gigantesques... »

Le système d'élection du Sénat impérial, l'impartialité apportée par Dom Pedro à ses désignations, l'affranchissement de la discipline de parti et des caprices de l'opinion que signifiait pour les hommes publics cette inamovibilité au sein de la plus élevée des corporations du pays — de plus très restreinte, car elle se composait à peine de soixante-deux membres — en ont fait une Chambre Haute singulièrement efficace. Un agrégé de l'Université de Cambridge, M. Harold Temperley, dans un livre tout récent et très documenté à propos du conflit entre les Lords et les Communes en Angleterre et de la nécessité constitutionnelle

d'une seconde Chambre active, cite le Sénat de la monarchie au Brésil comme un modèle de dignité et de sagesse, comme une oligarchie éclairée et dévouée au bien public, en même temps qu'un organisme vraiment représentatif de la nation dont il constituait un des rouages du pouvoir législatif.

Le « pouvoir personnel » de l'Empereur, — lequel, malgré toutes les diatribes, dont plusieurs d'une fière éloquence et d'une débordante passion, ne cessa jamais d'être le *pouvoir modérateur* rêvé par le système et prôné par ses philosophes, — était du reste invoqué par quelques esprits et non des moins puissants du pays, comme de nécessité absolue pour la sauvegarde des intérêts nationaux. Ils imaginaient ces intérêts en danger, livrés à un peuple sans éducation civique suffisante, ou bien confiés à un Parlement dont la tendance, réputée inévitable, vers la stérilité et l'anarchie, se dessinait déjà aux yeux des observateurs politiques.

Une autre publication fameuse du temps de l'Empire au Brésil fut celle qu'entreprit à un certain moment le plus illustre de nos prosateurs, José de Alencar, sous le titre de *Lettres à l'Empereur* et sous le pseudonyme d'Érasme. Elles datent de la fin de l'année 1865 et du commencement de l'année suivante. Alencar était un écrivain de premier ordre. Romancier et dramaturge, il avait non seulement introduit l'indianisme dans la nouvelle, rajeunissant Chateaubriand et adoucissant Fenimore Cooper, mais il s'était constitué le peintre idéaliste d'une société en élaboration comme toute société cultivée, mais offrant une galerie bien personnelle de types, dont quelques-uns déjà voués à disparaître. Esprit juridique, il prêtait à ses admirables études de droit civil et de droit public les accents du littérateur et couvrait ses arguments de philosophe des fleurs d'un style à la fois gracieux et vibrant.

Dans les Lettres que je viens de mentionner, Alencar vantait la supériorité des institutions monarchiques et indiquait en même temps au souverain la puissance qui résidait dans l'exercice de son rôle constitutionnel. « La

monarchie représentative — tels sont ses mots — est de tous les systèmes de gouvernement le plus difficile et le plus compliqué. Dans la meilleure des républiques, le peuple doit lutter à chaque moment contre ses propres passions, que les tribuns, les ambitieux, les aventuriers ont pour règle d'exploiter à leur profit personnel et au préjudice de la patrie. La Grèce et Rome furent des républiques, mais le gouvernement mixte que Cicéron et Tacite ont jugé impossible dans les temps anciens a pu seulement se réaliser sous l'influence de la civilisation moderne... Votre force, Sire, aussi grande que bienfaisante, gît dans les attributs suprêmes qui, en d'autres pays, s'appellent les prérogatives de la couronne et que notre Constitution a réunis en un pouvoir qualifié de *modérateur*. Là repose la majesté ceinte de toute sa splendeur; là demeure cette fraction importante de la souveraineté populaire, que la nation a dégagée d'elle-même et a incarnée en un être supérieur pour la réprimander dans ses erreurs et pour réfréner la véhémence de ses passions... Le pouvoir modérateur est le *moi* national, la conscience éclairée du peuple. De même que la créature humaine, au cours de la vie, est avertie par un sens intime qui l'oblige à réfléchir sur la moralité de l'action qu'elle va pratiquer, la nation reçoit du monarque le même service, et souvent le reproche intérieur, précurseur de la mauvaise passion, en évite les conséquences, forçant le peuple à suspendre son acte. »

Il convient d'ajouter ici la remarque que M. João Ribeiro a faite dans son Manuel d'histoire pour le cours supérieur des Gymnases brésiliens : que si l'Empereur fut quelquefois blâmé pour avoir trop exercé l'influence personnelle qui découlait naturellement de sa fonction souveraine, afin de faire prévaloir ses propres idées, l'opinion, mieux renseignée aujourd'hui, a vérifié que si les vues du monarque divergeaient souvent de celles de ses ministres, la raison en est que, n'appartenant point aux partis, il jugeait des intérêts nationaux avec une plus grande impartialité.

Un pouvoir personnel de nature tyrannique aurait d'ailleurs été incompatible avec quelque chose qui tenait pardessus tout au cœur de Dom Pedro II : — la liberté de la presse, en plus de celle de la tribune. Cette liberté a été absolue pendant son règne, et même pour ses excès, pour la licence donc, l'Empereur n'eut jamais que des regards indulgents. Les attaques méchantes glissaient comme autant de coups de poignard perfides mais maladroits sur sa cuirasse de philosophe, et si sa complaisance à ce sujet ne défendit pas assez les institutions contre des invectives injustes et parfois écœurantes, elle fit en sorte que le mal trouva jusqu'à un certain point en lui-même son correctif.

Le journalisme politique qui avait déjà rencontré en Evaristo da Veiga un rénovateur, suivit sous l'Empire la voie que lui avait tracée ce parfait moraliste, mort en 1837, à peine âgé de trente-huit ans, et perdit ainsi beaucoup de son primitif caractère virulent. Si dans la suite, à des époques plus rapprochées de nous, la presse pataugea à l'occasion dans le scandale, la faute en est surtout à ce besoin de nouveauté, à cette curiosité du mal, à ce désir d'étaler la vie intime de chacun, qui comptent tant parmi les caractéristiques de l'existence moderne.

L'Empire fut nonobstant, par son atmosphère de liberté, l'âge d'or du journalisme brésilien. Depuis Justiniano José da Rocha jusqu'à Quintino Bocayuva, le style l'emporta sur la passion, et le pays connut une suite de maîtres du genre. Les lettres en général s'étaient d'ailleurs constamment développées à travers les batailles politiques. Le romantisme, qui avait prêté en Europe les accents lyriques à la poésie comme à l'éloquence, au roman comme à l'histoire, vibra étrangement là-bas, dans une pleine correspondance de sentiments avec son modèle, tout en assumant l'aspect particulier que je vous ai signalé et qui fut surtout la modalité littéraire de la malveillance nationale envers les Portugais, anciens maîtres du pays.

L'Empereur était lui-même par trop intellectuel pour ne

pas favoriser cette brillante éclosion de l'esprit. Les lettres, en effet, trouvèrent toujours en lui un protecteur ardent et sympathique à toutes leurs formules. Je connais bien tous les graves défauts d'une littérature officielle. Le roman et la poésie s'imprègnent de conventions; l'histoire et l'éloquence tournent au panégyrique. Mais ce n'a pas été le cas pour le Brésil, où l'absence de fortes traditions, l'indigence éducative du milieu, l'écart entre une petite minorité nourrie de pensée européenne et une large majorité dépourvue de toute culture réclamaient pour la production de l'intelligence un patronage que seul le pouvoir était en mesure de lui assurer.

Le souverain était du reste trop libéral pour faire peser son autorité sur l'expression littéraire de son peuple, expression qui se produisait sans son intervention, qui reflétait la conscience d'une nouvelle nationalité à destinées propres, mais qui avait besoin d'être aidée dans son premier essor pour s'envoler plus haut que celles qui à l'entour s'essayaient pareillement.

Il y a naturellement des genres littéraires qui dépendent plus que d'autres de l'animation du milieu. Ainsi la poésie jaillit ordinairement de source. Elle fut chez nous spontanée comme manifestation de sensibilité, et n'obéit à l'influence étrangère qu'en ce qui regarde son aspect extérieur. Gonçalves Dias chantant les Indiens, traduisait dans ses accents profonds l'impulsion intime de son sang de métis, de même que Casimiro de Abreu, dans ses compositions poétiques d'une si pénétrante mélancolie, épanchait sans le vouloir le manque d'espoir de toute une génération moins douée d'activité que de sentimentalité, que le doute rongeait et que l'illusion aveuglait. Il n'en est pas de même pour les sciences, physiques ou morales. L'Institut historique de Rio de Janeiro, par exemple, qui assume la tâche de réunir et de divulguer les documents de notre passé, ne pouvait se passer d'appui.

Nulle fondation ne fut plus encouragée par le monarque,

qui en présidait régulièrement les séances et qui savait entendre la vérité historique, même quand elle n'en est que l'affectation. Chacun sait que la démagogie a ses courtisans tout autant que l'autocratie. Or, l'Empereur admettait la contradiction, appréciait la sincérité de l'esprit et ne refusait sa complaisance qu'aux égarements de la morale. L'opposition au système qu'il personnifiait ne fut jamais pour lui un motif d'exclusion ni d'ostracisme. Le cas que je vous ai rappelé, de *Timandro*, l'auteur du *Libelle du Peuple*, mort vicomte, sénateur et ministre, est bien loin d'être le seul. Il aurait du reste manqué de personnel politique s'il avait eu cure de toutes les manifestations de dépit dont lui et le régime étaient l'objet.

La rhétorique aidant, et elle était alors toute-puissante, la presse et la tribune se gonflaient de libéralisme sous un souverain essentiellement libéral, et les phrases incisives, les trouvailles de style des antagonistes d'occasion de la couronne se propageaient avec une singulière rapidité dans une société politique qui n'offrait plus la résistance due à son manque de cohésion. « Mensonge de bronze » — s'écriait l'un, si on élevait au fondateur de l'Empire, sous la forme traditionnelle d'une statue, le monument auquel il avait droit; « Crayon fatidique », s'exclamait l'autre, si le souverain, exerçant librement sa prérogative, rayait plus d'une fois un nom de la liste sénatoriale présentée à son choix; « Caricature de César, Louis XI », l'apostrophait un troisième, en dénonçant que le jeu des partis obéissait plutôt à des préférences impériales qu'à l'oscillation régulière du suffrage. Les censeurs, une fois qu'ils avaient pris place aux conseils de l'Empire, se rendaient compte de l'injustice de leurs déclamations, quittes cependant à recommencer dans beaucoup de cas, quand ils se croyaient victimes d'un châtiment inique dont les eût frappés la divinité suprême.

Une autre des grandes qualités de Dom Pedro II fut son sincère amour de la paix, dû autant à sa timidité intime

qu'à son libéralisme, qui s'étendait depuis l'horreur pour les violences jusqu'au respect scrupuleux des droits d'autrui. Les ennemis du Brésil — il y en eut, surtout parmi les républiques du continent, qui dans l'ébullition de leur sang espagnol et de leurs sentiments démocratiques en voulaient à nos origines portugaises et ne nous pardonnaient pas la forme monarchique de notre gouvernement — dénonçaient à tue-tête l'impérialisme de ce souverain qui dut prendre part à deux guerres étrangères, y recueillit des lauriers, mais n'annexa à son pays aucun nouveau territoire.

La guerre de 1852, où le Brésil s'allia aux révolutionnaires de Montevideo et à la province argentine d'Entre-Rios, eut comme résultats de renverser la tyrannie implacable de Rosas, à Buenos-Ayres, qui commençait à émouvoir l'Europe; de garantir l'indépendance de l'Uruguay, déjà occupé par des troupes argentines, et d'assurer la libre navigation du fleuve La Plata. C'était en même temps que servir les intérêts de la civilisation, consolider indirectement la prépondérance du Brésil dans les démêlés de ces républiques belliqueuses qui s'étaient formées des débris de l'ancienne vice-royauté. Mais quel gouvernement digne de ce nom n'a pas le souci de son autorité et de la grandeur de la nation aux destinées de laquelle il préside?

La guerre suivante du Paraguay servit à souhait de prétexte au publiciste argentin Alberdi, doué d'un très grand talent d'écrivain, pour faire retentir dans tout le continent et en Europe les protestations des nationalités soi-disant menacées, contre le colosse qui était censé les opprimer : cela en même temps que le Chilien Lastarria rentrait de sa mission diplomatique à Rio de Janeiro avec un véritable libelle contre les libertés, qu'il qualifiait d'imaginaires, de l'Empire. A la guerre contre le Paraguay Buenos-Ayres dut néanmoins participer, son territoire ayant été envahi par l'ennemi commun, dans le délire d'une combattivité qui reposait sur la servitude de tout un peuple. La guerre du reste profita principalement et

énormément à l'Argentine, dont la prospérité fut fécondée par la pluie d'or que déversa sur le pays cette lutte de cinq années, à laquelle la République servit de grande pourvoyeuse commerciale.

Je n'ai pas à faire ici de l'histoire militaire, et je dois partant m'abstenir de vous décrire le long et douloureux roman de cette campagne qui nous coûta un milliard et demi de francs, outre le sacrifice de cinquante mille hommes — campagne faite à une si grande distance de son centre de direction et contrariée par mille obstacles qui se dressaient sur la route de l'armée alliée. Les marches pénibles de celle-ci, à travers forêts et marécages, devaient, pour réussir, s'appuyer sur l'escadre brésilienne victorieuse à sa première rencontre avec la flotte inférieure du Paraguay, mais paralysée pendant de longs mois, qui, s'ajoutant, devinrent des années, devant des positions redoutables où la nature servait à merveille la défense, et qui avaient été rendues presque imprenables par une longue préparation guerrière.

L'offensive du Paraguay fut de courte haleine et vite terrassée, mais la défensive fut prolongée et on ne peut plus tenace. Votre histoire contient tant de pages héroiques que celles que renferme cette guerre ne sont pas de nature à vous émouvoir, bien qu'elles flattent notre amour-propre. Du côté du Brésil, l'honneur national était engagé à fond, et l'Empereur ne faiblit jamais, ne céda point dans son opiniâtreté patriotique, même aux pires heures de découragement, tant que la partie n'eût pas été gagnée, que la capitale ennemie ne fût pas tombée au pouvoir de l'armée du maréchal duc de Caxias, et que le tyran, poursuivi dans les montagnes de l'intérieur du Paraguay par le nouveau commandant en chef, un fils de France, le comte d'Eu, n'eût trouvé la mort sous la lance d'un de nos cavaliers.

Un épisode de cette guerre a inspiré à M. d'Escragnolle Taunay un livre fameux dans notre littérature et qui fut le seul écrit originairement en français par ce descendant

d'une distinguée famille de France. La vaste province intérieure de Matto-Grosso, située par voie fluviale au delà du territoire du Paraguay et envahie au début de la guerre par des troupes de Lopez, dut être secourue par terre, nos vaisseaux se trouvant immobilisés devant les fortifications d'Humaytà. L'énorme distance ne permit cependant à l'expédition d'y arriver qu'au bout de deux années de marche, et encore pour être forcée de battre en retraite, soit devant les forces supérieures de l'ennemi, maitre encore du fleuve Paraguay, soit par le manque de vivres et par suite d'une violente épidémie de choléra. Le livre en question s'intitule : *La Retraite de la Laguna*, et j'en détache ces pages, comme la plus vivante évocation que je puisse faire de cette période à la fois glorieuse et lamentable, où la fermeté de Dom Pedro II a été l'expression de son civisme, qui avait peut-être cherché dans les lauriers militaires la sécurité d'un régime compromis par les controverses ardentes des partis. L'expédition, décimée par la maladie, ne pouvait plus continuer la retraite, et son commandant dut, pour sauver les valides, à la fois de l'épidémie et des Paraguayens, abandonner les cholériques à l'ennemi, à l'exception des convalescents. Ces pages ont été il y a peu reproduites dans une conférence faite à l'Université de Rome par un neveu de l'auteur, M. Escragnolle Doria :

« Vers le milieu de la nuit, le colonel Camisão convoqua de nouveau les commandants et les médecins. Il venait de prendre une suprême résolution qu'il avait débattue en lui-même pendant le jour précédent comme dernier recours et dont l'idée sans doute était présente à tous les esprits comme au sien, sans que personne cependant osât l'exprimer.

« Après avoir exposé en peu de mots l'état des choses, l'urgence d'une marche en avant et sans laquelle tout le monde était perdu, l'impossibilité maintenant bien constatée, reconnue par tous, de porter plus loin les ma-

lades, il déclara aux commandants que, sous sa propre responsabilité, et selon la rigueur de ce qu'il regardait comme un devoir pour lui, les cholériques, à l'exception des convalescents, allaient être abandonnés, à cette halte même !

« Aucune voix ne s'éleva contre cette résolution dont il prenait généreusement toute la responsabilité : un long silence accueillit l'ordre, et le consacra.

« Les médecins furent pourtant invités par le colonel à présenter les observations que pouvait leur inspirer le devoir de leur profession.

« Le docteur Gesteira, après quelque réflexion, dit qu'il ne pouvait se permettre ni approbation ni improbation ; que son serment de médecin, d'une part, et de l'autre sa conscience de fonctionnaire public attaché à l'expédition lui paraissant dans le cas actuel être en contradiction absolue, il ne pouvait que garder le silence.

« Le commandant alors, comme hors de lui, ordonna qu'on allât immédiatement, aux flambeaux, ouvrir une clairière dans le bois voisin pour y transporter et y laisser les cholériques.

« Ordre terrible à donner, terrible à exécuter, mais qui pourtant, il faut bien le dire, ne souleva nul dissentiment, nulle censure ! Les soldats se mirent aussitôt à l'œuvre, comme s'ils eussent obéi à une consigne ordinaire, et, ensuite (tant le sens moral avait disparu sous la nécessité présente !) ils placèrent dans le bois, avec la spontanéité de l'égoïsme, tous ces condamnés innocents, les malheureux cholériques, souvent des compagnons de longue date, parfois des amis communs éprouvés par des dangers communs.

« Et, ce qui peut sembler non moins étrange, les cholériques eux-mêmes, au premier moment, sans qu'il fût nécessaire de recourir à aucun subterfuge, acceptèrent avec résignation ce dernier coup du sort. Les douleurs de cette horrible maladie contribuaient probablement à l'indiffé-

rence des patients, peut-être aussi l'idée du repos succédant aux tortures des cahots de la marche, mais surtout ce détachement facile de la vie propre aux Brésiliens et qui en fait vite d'excellents soldats; tous ne demandaient qu'une faveur, qu'on leur laissât de l'eau.

« Sous tant d'impressions funestes, nous nous étions groupés autour de la tente du lieutenant-colonel Juvencio; ses gémissements appelèrent sur lui l'attention de tous : le mal venait de le saisir lui-même ! Il était déjà méconnaissable, la voix toute changée et sinistre. Courir à la baraque des docteurs fut notre premier mouvement, et nous en revenions, quand une détonation se fit entendre tout près de nous, suivie de plusieurs coups de feu des sentinelles ennemies. C'était le soldat de planton du quartier-général qui s'était suicidé: d'affreuses crampes s'étaient subitement emparées de lui; il venait de s'en délivrer.

« Tous ces bruits s'étaient faits sans que le lieutenant-colonel parût en avoir le sentiment ou désirât en savoir la cause. Son agitation avait pris peu à peu le caractère d'une hallucination frénétique. Nous-mêmes restant auprès de lui, rompus de fatigue, épuisés par tant de secousses, nous ne pouvions combattre un écrasant demi-sommeil tout rempli d'images d'abandon et de massacres.

« La translation des victimes avait duré toute la nuit jusqu'aux premières lueurs du jour. C'est à ce moment d'agonie des infortunés qu'on abandonnait, que le vieux guide Lopès, revenu la veille de son excursion sur ses terres et qui nous avait déjà appris que son fils était malade, vint nous annoncer sa mort. Il avait la voix tremblante, mais son attitude était calme. « Mon fils est mort, dit-il ensuite au colonel, et je désire porter son corps au premier lieu où j'aurai l'idée de le déposer : c'est une petite faveur que je sollicite pour lui et pour moi; sa vie comme la mienne, appartenait à l'expédition. Dieu, qui est le maître, l'a sauvé plusieurs fois de la main des hommes pour le prendre lui-même aujourd'hui. »

« Tout s'assombrissait à tout moment autour de nous. Rien n'était plus digne d'inspirer la sympathie et la pitié que l'aspect du colonel depuis l'ordre qu'il avait donné et qui s'accomplissait pendant que nous commencions à marcher : regrets, remords, trouble d'esprit dans l'appréciation des motifs qui l'avaient fait agir et qu'il semblait débattre encore dans son cœur lorsque déjà ses ordres étaient passés dans le domaine des faits accomplis; il avait la pâleur d'un spectre, s'arrêtant malgré lui pour écouter.

« Quelque silencieux et mornes qu'eussent été les préparatifs, ce n'est pas sans des cris, sans des bruits nouveaux pour l'oreille et dont la cause étonnait l'esprit, que le moment de la séparation était arrivé : il nous fut insupportable à tous. Nous laissions à l'ennemi plus de cent trente cholériques sous la protection d'un simple appel à sa générosité, par ces mots tracés en grosses lettres sur un écriteau fixé à un tronc d'arbre : « Grâce pour les cholériques ! »

« Peu de temps après notre départ, et déjà hors de portée de la vue, un bruit de vive fusillade qui éclata vint nous frapper tous au cœur; et quelles clameurs sans nom n'entendîmes-nous pas ! nous n'osions pas nous regarder les uns les autres.

« D'après ce que nous raconta par la suite un de ces pauvres abandonnés, sauvé lui-même par un miracle, il paraît que plusieurs des malades (il ne savait pas bien s'il y avait eu ou non un massacre général) s'étaient relevés convulsivement, et, rassemblant toutes leurs forces, s'étaient mis à courir après nous : mais aucun n'avait pu nous atteindre, soit faiblesse, soit cruauté de l'ennemi. Notre colonne avait pourtant alors ralenti sa marche d'elle-même, instinctivement, comme pour attendre... »

J'ai été porté à vous parler longuement de Dom Pedro II, parce que, comme je vous l'ai déjà dit, sa grande figure

ressort à tous les yeux, dans le cadre de l'Empire, avec un relief si saisissant qu'elle semble être seule à remplir la toile. On vient d'écrire, à Rio de Janeiro, le jour de l'inauguration de la statue de ce souverain, qu'il avait un zele si bien entendu de notre dignité, que notre histoire s'était tellement identifiée à lui, qu'il représentait devant le monde la conscience du Brésil. Mais aurais-je besoin de me justifier des éloges rendus à sa mémoire à Paris, ce Paris qui, ainsi que l'écrivait Henry Fouquier : « aime Dom Pedro, parce que Dom Pedro aime Paris et l'aime bien, comme il veut qu'on l'aime. Il en était vraiment, de ce grand Paris, comme ajoutait le charmant chroniqueur, et il en rapportait surtout dans son pays un peu de l'âme française, de cette âme éprise de justice et d'idéal... » Les Académies et les sociétés savantes, les ateliers et les usines, les écoles et les musées le connaissaient parfaitement, ce monarque, modèle pour tous les souverains du monde, suivant la phrase de Gladstone; ce souverain d'une contrée éloignée et mal connue, lequel fut presque aussi populaire chez vous que parmi nous. Le même respect l'entourait dans les deux pays, et son souvenir auguste semble planer sur notre œuvre de rapprochement moral, dont l'exemple a d'ailleurs été de tout temps donné par lui, cet Empereur homme de science, comme l'appela Pasteur; — ce prince philosophe, comme le surnomma Lamartine; — ce petit-fils de Marc Aurèle, comme le définit Victor Hugo.

XII

Mesdames, Messieurs,

Au Brésil d'hier il n'y avait pas que l'Empereur, dont nous nous sommes longuement occupés l'autre jour. Il y avait également un personnel politique digne de participer au gouvernement d'un pays en plein développement. Deux puissants partis se disputaient le pouvoir en opposant leurs idéals et leurs méthodes, et ces deux partis traditionnels, répondant aux noms classiques de conservateur et de libéral, étaient, comme nous l'avons vu, directement sortis du premier groupement monarchique et constitutionnel par un processus d'évolution qui a opéré comme tout autre, par l'annexion d'éléments plus aptes à la lutte et par l'abandon d'éléments épuisés, impropres au conflit pour l'existence.

Bernardo de Vasconcellos, le remarquable homme d'État qui organisa la réaction conservatrice de 1837 contre les penchants jugés trop radicaux de la Régence issue de la révolution de 1831, a expliqué par ces paroles profondes sa conversion au parti de l'ordre, plus soucieux d'autorité que de liberté : « J'ai été libéral, quand la liberté était chose nouvelle dans le pays; elle était dans les aspirations générales, mais non pas dans les lois, non pas dans les idées pratiques; le pouvoir était tout : alors j'ai été libéral. Aujourd'hui cependant, l'aspect de la société est différent, les principes démocratiques ont tout gagné et beaucoup

compromis; la société, qui auparavant courait le risque de se perdre par le pouvoir, court maintenant des risques par suite de la désorganisation et de l'anarchie. Comme je l'ai voulu naguère, je veux aujourd'hui la servir, et c'est la raison pour laquelle je deviens réactionnaire. Je ne suis pas un transfuge, je n'abandonne point la cause que j'ai défendue aux jours de ses dangers et de sa faiblesse; je la quitte le jour où son triomphe est si complet que l'excès même de ce triomphe la compromet. »

Les Conservateurs s'intitulaient donc les gens de l'ordre, et ce furent eux qui non seulement paralysèrent l'essor quasi fédéraliste de la Régence, mais profitèrent, après le succès des libéraux hâtant la majorité du souverain, des graves erreurs commises par ces adversaires, en 1842 et en 1848, levant à Saint-Paul, à Minas et à Pernambuco, le drapeau de la révolte, sans motifs plus sérieux que leur chute du pouvoir déterminée par un désaccord parlementaire ou par une manifestation électorale, bien qu'entachée, il est vrai, de fraudes et de violences. Ce furent les mêmes Conservateurs qui plus tard, usés par le pouvoir, prêchèrent la conciliation; qui opposèrent aux mesures jugées précipitées une politique de ralentissement, mais non d'arrêt; qui enfin, sous la pression de l'opinion, se rallièrent au mouvement et réalisèrent, de même qu'en Angleterre, quelques-unes des mesures les plus hardies.

Les Libéraux, au contraire, posaient pour des gens de progrès qui ne s'attardaient qu'au langage démodé de la métaphysique politique. Ce furent eux qui préconisèrent les plus grandes réformes sociales et politiques; qui les dérobèrent à la discussion de carrefours pour leur accorder les honneurs des débats parlementaires; qui supportèrent les accusations d'empressement et d'indiscipline; qui ont pris, en un mot, les responsabilités devant l'histoire d'une législation dont le mérite leur a assez souvent échappé.

Pour bien juger de l'œuvre considérable des partis politiques au Brésil sous l'Empire, il suffira d'évoquer

brièvement où en étaient les différents problèmes politiques et sociaux de première importance au début et à la chute du régime. Ces résultats leur appartiennent en propre, quand même on ne voudrait attribuer qu'au développement fatal du pays son progrès économique et financier, progrès que je pourrais facilement résumer devant vous en des chiffres précis, de la plus persuasive éloquence, si je n'avais crainte de rendre trop arides les considérations historiques qui forment l'objet de ce cours.

Je ne puis toutefois m'empêcher de faire remarquer en passant, que les recettes de l'Empire, qui étaient en 1831 de 11.000 contes de reis, se chiffraient en 1889 par 153.000; que la valeur de la production nationale s'éleva pendant cette période, de cent millions de francs à un milliard deux cent cinquante millions de francs; qu'il existait, à l'avènement de la république, près de 10.000 kilomètres carrés de voies ferrées en exploitation et plus de 18.000 kilomètres de lignes télégraphiques; enfin, que 131.268 émigrants débarquèrent au Brésil en la seule année de 1888. La jeunesse et les richesses naturelles du pays comptent certes pour beaucoup dans cette étonnante prospérité; mais la sage orientation révélée par l'administration impériale était due essentiellement à ceux qui avaient assumé la charge des affaires publiques.

Envisageons par exemple la question religieuse. Nous y découvrirons sans effort une évolution complète, depuis le traitement antilibéral qui pesait au début sur les cultes autres que le romain, — religion de l'État — ne permettant qu'aux églises catholiques l'aspect extérieur de temples et proscrivant les non-catholiques des fonctions politiques, jusqu'à la Séparation, que la République ne put réaliser si heureusement que parce que l'Empire l'avait indirectement rendue possible par son zèle régalien.

On a accusé ce régime d'être voltairien, et l'Empereur était, je crois, plutôt tiède en matière de foi et indifférent aux pratiques religieuses; mais ce que l'État chérissait

par-dessus tout, c'était le vieil esprit royal hostile à l'ultramontanisme. Nous avons assisté, pendant la monarchie brésilienne, à un spectacle qui semble bien étrange à la république dans sa neutralité confessionnelle : je veux dire le spectacle de deux évêques, éminents par leur intelligence et leurs vertus, tous deux rangés parmi les plus hautes figures de l'église nationale, arrêtés, traduits en justice et condamnés à la prison pour avoir, au cours d'une campagne entreprise contre la franc-maçonnerie, publié des bulles pontificales sans le *placet* de l'Empereur et méprisé l'autorité civile. Ce n'était sûrement pas une monarchie cléricale celle qui agissait de la sorte.

En ce qui concerne la décentralisation, qui fut le mot d'ordre de toute l'opposition domestique contre l'Empire, celui-ci agit en effet de manière à fortifier la position du pouvoir central. La réaction conservatrice de 1837 avait été immédiatement suivie d'une loi interprétative de l'Acte Additionnel, dans le dessein de restreindre les attributions et surtout l'autorité des législatures provinciales créées pour donner satisfaction à l'instinct particulariste. Les voies ferrées et les lignes de navigation, raccourcissant les distances immenses, serviraient à bref délai et à la fois la cause de l'unité nationale et la suprématie d'un gouvernement que les préoccupations économiques envahissaient chaque jour davantage, et qui tournait en conséquence toute son attention vers l'expansion de l'agriculture et du commerce, l'essor de la colonisation et la mise en valeur des capitaux privés.

L'apaisement des luttes politiques, closes sous leur forme révolutionnaire en 1848, permit la réalisation de tout un large programme d'amélioration législative, financière, administrative, sociale, laquelle fut servie à souhait par un personnel recruté dans les rangs du Parlement et éduqué à l'école de la liberté, tempérée par le sens de la réalité. Ce personnel à la tête des affaires publiques affirma, dans a variété individuelle de ses procédés, une grande unité de

vues et révéla sans exception parmi ses personnages de premier plan une conception vraiment supérieure des nécessités du progrès national.

Je ne ferai pas défiler devant vous tous les principaux acteurs de ce mouvement qui a bien mérité de la patrie et de la culture universelle, et cela parce que vous auriez tôt fait d'oublier leurs noms et la contribution de chacun à l'œuvre commune. Les plus illustres furent : le marquis de Paranà, qui plus que tout autre remplaça les querelles de partis par les questions d'administration; — le duc de Caxias, qui alternait le commandement de l'armée qu'il menait à l'extinction des révoltes civiles et au renversement des tyrans étrangers, avec la présidence de ministères dévoués à la paix; — le marquis d'Olinda, à qui, dit Euclydes da Cunha, les fonctions de dernier Régent avaient prêté presque la majesté d'un roi; — Nabuco de Araujo, le réformateur de la justice et du droit; — le vicomte de Rio Branco, qui règla comme diplomate les relations internationales si délicates avec les républiques voisines du Sud, et dirigea comme homme d'État une situation féconde en transformations; — le vicomte d'Itaborahy, habile financier; — Zacharias de Góes, dialecticien mordant et puissant travailleur; — Saraiva, le libéral réfléchi qui assura au suffrage électoral pleine équité et pleine dignité; — le baron de Cotegipe, esprit satirique et clairvoyant, qui donna au trône les derniers conseils de prudence.

Euclydes da Cunha, dans son étude intitulée *De l'Indépendance à la République*, que je vous ai plusieurs fois citée à cause de la pénétration de ses aperçus sous la forme agile et vibrante de son style si personnel, a décrit mieux que personne cette transition politique qui s'effectua après 1850 et qui nous amena au tournant démocratique de 1860, suivi de la réorganisation, en 1870, du parti républicain. Le symptôme capital en fut la surnommée *conciliation* des partis en 1853, provoquée par la *fatigue* de l'élément au pouvoir — le terme fut employé au Parlement, — de même que

son expression décisive fut la loi électorale qui remplaça le suffrage de province par le suffrage d'arrondissement :

« Ce qui avait eu lieu depuis 1822 avait été une convergence de forces. Au début, la dispersion révolutionnaire, l'idéal de l'indépendance, révolté ou épars en factions, des patrouilles sans nombre, mal enrégimentées, sous le prestige d'un prince. Ensuite, en 1831, la délimitation des éléments en lutte dans les trois partis définis de la Régence. Consécutivement, avec le réveil du prestige monarchique en 1837, une nouvelle concentration en deux partis uniques. Mais ce mouvement qui apparaît dans notre histoire avec une rigueur de tracé géométrique, dans une composition mécanique de forces, ce qu'il réfléchit de façon marquée, c'est la victoire des éléments conservateurs sur les éléments progressistes; un continuel amortissement du principe démocratique; une révolution triomphante qui graduellement s'épuise et s'entrave, perdant dans une période de trente-quatre années, de 1822 à 1860, toute la vélocité du courant, jusqu'à finir par disparaître entièrement dans la vaste nappe des eaux dormantes de l'Empire.

» Nous avions besoin pour cela de quelqu'un qui ne se laissât point éblouir par le tableau unique de l'ordre inauguré, et qui fût à même, en sondant le sentiment du peuple, de réveiller peu à peu l'élément progressiste qui s'était enlisé dans la mare sanglante des révoltes malheureuses. Ce fut la mission du marquis de Paranà. Sous son influence se sont éteints les partis dont l'antagonisme exhalait depuis 1848 la force dispersive de la haine, et ont apparu les partis formés par la force constructrice des idées. La *conciliation* fut encore l'absorption du parti libéral, épuisé, par la puissante organisation conservatrice, mais la *Ligue* de 1862 fut déjà l'absorption de la majorité du parti conservateur scindé par le libéralisme revenu à la vie.

» L'élection d'arrondissement en substituant aux anciennes influences historiques, surtout conservatrices, le prestige naissant des chefs ou influences régionales, répan-

dait de fait sur tout le pays les responsabilités politiques. Ce serait réellement, suivant la phrase d'un journaliste de l'époque, le triomphe de la cause territoriale contre le *retranchement au littoral du vieux régime.* Les nouveaux élus allaient du moins traduire avec plus de fidélité la volonté du pays. Paranà marque un passage décisif de notre histoire constitutionnelle, tout en la centralisant. Il rassemble les énergies du passé et déchaîne celles de l'avenir. Deux époques se séparent à ce point culminant de l'Empire. Après lui on ne voit que la décadence continuelle du principe monarchique jusqu'en 1889, employant à la descente presque autant de temps qu'à la montée. La République avait jeté ses premiers fondements. Le principe démocratique renaissait bruyamment aux élections de 1860. »

La marche du libéralisme fut dès ce moment résolue et agressive. Le parlementarisme, triomphant en 1830 sur les visées autocratiques de Dom Pedro I et tout-puissant pendant la Régence, se sentait amoindri depuis 1841 (23 novembre) par le rétablissement du Conseil d'État, création napoléonienne qui avait également surgi avec notre Empire et qui consistait en un corps consultatif auquel était confiée l'étude préliminaire, et l'on peut dire décisive, des projets de lois et de traités gouvernementaux. De même, les garanties individuelles, qui ne jouissent en aucun pays latin de l'ampleur et de la solennité qu'elles revêtent dans les communautés anglo-saxonnes, se trouvaient sévèrement atteintes par le code de procédure de la même année 1841 (3 décembre), année qui marque l'apogée de la réaction conservatrice.

Du reste, bien que la Constitution impériale eût stipulé nombre de libertés politiques et civiles, celles-ci, en pratique, n'étaient pas scrupuleusement respectées, surtout parce que l'ambiant social n'offrait pas avec elles une entière harmonie. Afin de corriger une licence qui éventuellement se dessinerait, telle que n'en supporterait point un pays de culture avancée, on devait compter sur des abus

d'autorité qui auraient été également impossibles en un pays de franche et solide civilisation.

Il manquait alors au Brésil, comme il y manque d'ailleurs aujourd'hui encore, un peuple vraiment conscient de ses droits et de ses devoirs. Le personnel politique s'agitait dans une sphère supérieure et fermée, quoique se réclamant à chaque pas de la souveraineté de ce peuple qui en réalité ne pouvait que se dérober à une intervention directe dans les problèmes du gouvernement, lesquels restaient à ses yeux des pages indéchiffrables. Le corps électoral, restreint comme il l'était, — représentatif par conséquent, comme il apparaissait, — prenait cependant à nouveau l'habitude de se prononcer contre les tendances de l'autorité, et inaugurait définitivement le régime d'instabilité gouvernementale qui devait jeter le discrédit sur le système. « L'agitation de cette année décisive de 1860 — a écrit l'auteur de la synthèse politique plusieurs fois invoqué — se fit autour de trois noms qui, victorieux aux urnes, faisaient plus que ressusciter le parti libéral lentement détruit dans une lutte de quarante années : Francisco Octaviano, Theophilo Ottoni, Saldanha Marinho. Le premier, un athénien des tropiques, rêveur et poète, resterait attaché à la légende historique du libéralisme. Le deuxième, dont le rôle fut de faire détoner l'expansion populaire par l'éloquence explosive, qui, dans la suite, le rendrait incompatible avec la lutte parlementaire, demeurerait à tout jamais équivoque, sous des traits d'insurgé. Le dernier faisait les premiers pas du long itinéraire qui le conduirait... à la République. »

C'était là seulement que devait s'arrêter la transformation de ce libéralisme. Le trône se vit graduellement assailli, même dans le plus strict exercice de ses prérogatives, et les manifestations électorales, réfléchissant l'opinion de la classe dominante, donnaient raison à ceux qui s'écartaient de l'orthodoxie monarchique, s'écriant avec Francisco Octaviano « que l'Empire constitutionnel était le dernier hommage que l'hypocrisie rendait au siècle ».

Le gouvernement lui-même se défendait d'être courtisan; il n'affichait que l'indépendance de ses gestes et de ses attitudes. Les rangs parlementaires se peuplaient de fraîches recrues qui bafouaient les superstitions surannées des anciens et exigeaient d'autres sacrifices à l'ombre de nouveaux rites. Et quand le vieil esprit conservateur fit mine de s'émouvoir et de combattre, soutenu par la couronne qu'effrayaient tant de symptômes d'insoumission, les forces enrôlées sous le drapeau libéral ripostèrent par le cri de : « Réforme ou Révolution ! » : celle-là pour conjurer l'autre. Cela se passait en 1869, et en 1870 le parti républicain, armé pour la guerre — disons plutôt pour la propagande, vu que l'Empire, faisant appel tour à tour à l'énergie et à l'amnistie, avait clos le cycle révolutionnaire — publiait son manifeste du 3 décembre, deux mois après l'avènement de la troisième République en France.

Rapprochez ces dates des deux histoires : 1789, qui rappelle chez nous la conspiration de Minas-Geraes; 1830-1831, qui marque chez nous l'avènement du régime monarchique libéral, au moyen d'une transaction avec l'esprit républicain; 1848, qui dévoile chez nous la dernière convulsion de l'esprit xénophobe, dont l'élément portugais avait été la victime; 1870, qui marque chez nous l'organisation du parti républicain, victorieux en 1889, grâce à l'union avec l'élément militaire.

Ce ne sont guère de simples coïncidences : ce sont les indices de l'influence considérable et parfois décisive exercée par votre évolution sur la nôtre. Ce sont d'abord les convoitises de la France des Valois qui stimulent la protection de notre territoire à peine découvert. C'est ensuite l'ambition toujours éveillée de la France des Bourbons, constituant l'un des dangers qui maintiennent vivant l'instinct de défense de la métropole portugaise. C'est plus tard le renouveau de votre siècle philosophique par excellence, semant chez nous les idées de liberté que la révolution américaine aidée par la France fit éclore. C'est enfin la

France du XIXe siècle, batailleuse et passionnée pour les progrès moraux, qui accompagne et pour ainsi dire oriente notre développement politique et social.

Le libéralisme rajeuni de 1869 comprenait dans son programme, à côté de la réforme électorale que les libéraux réalisèrent en 1880, et de la réforme judiciaire dont la situation née de la réaction de 1841 rendait impérieux le correctif qu'elle reçut en 1871, la réforme majeure appelée en langage parlementaire : « *de l'élément servile* », et que les conservateurs accompliraient bientôt, guidés par un chef éminent.

L'abolition de l'esclavage fut le plus grave des problèmes que l'Empire eût à résoudre. Les intérêts agricoles, omnipotents dans un pays de cens limité à la propriété, se prononçaient contre toute initiative philanthropique du gouvernement, lequel de son côté devait chercher à ménager le zèle humanitaire de l'Angleterre, qui avait fait de l'engagement d'extinction de la traite des noirs la condition de reconnaissance de notre Indépendance.

Le trafic des esclaves fut plus d'une fois reconnu illégal; mais une apathie intentionnelle agissait par inertie, et celle-ci provoqua de la part de l'Angleterre l'adoption en 1845 du fameux bill Aberdeen qui attribuait aux croiseurs anglais, au nom du Parlement de Westminster, la faculté de capturer les bâtiments négriers dans nos eaux territoriales, et de soumettre le jugement des prises aux tribunaux britanniques. Les susceptibilités nationales ne pouvaient manquer de s'irriter de cette intromission qui défiait la souveraineté d'une nation, et qui amena d'abord des résultats contraires au but que l'on se proposait, puisque l'indignation générale, excitée par les négriers, se révéla de la façon la plus inattendue par une augmentation considérable du trafic. Le nombre d'Africains débarqués, qui en 1840 avait été de 30.000, et en 1845 de moins de 20.000, s'éleva l'année après le bill Aberdeen à plus de 50.000; en 1847, à 56.000; en l'année 1848, il atteignit même 60.000.

La leçon toutefois ne fut point perdue. En 1850 le trafic était définitivement aboli, l'Empereur ayant même déclaré qu'il préférait abdiquer plutôt que de le voir subsister. Il avait suffi que le gouvernement y mît de la bonne volonté, ce qui veut dire de la vigueur dans la répression, pour que le nombre de nègres transporté descendît, en 1851, à 3.000; en 1852, à 700; et ainsi de suite, très rapidement, jusqu'à extinction complète de l'infâme commerce.

Il n'était que naturel, dans une société où les préoccupations morales avaient leur place, où les principes chrétiens étaient professés et où l'idéalisme comptait ses fervents, que l'esclavage lui-même fût abhorré, et nous avons vu que, déjà à la Constituante, les premières voix se firent entendre en faveur de son abolition. La richesse territoriale se basait néanmoins sur cette institution, et elle avait voix au chapitre, elle y avait même la plupart des voix. L'exemple des États-Unis, dont le gouvernement n'avait fait jusqu'en 1861 que défendre et consolider la servitude noire, était de nature et de taille à soutenir chez nous ceux qui se refusaient à croire à l'avenir du travail libre. Ce fut la grande guerre de Sécession qui, au Brésil, donna l'essor aux projets de liberté de la race proscrite, faisant naître en même temps l'appréhension que le dénouement de cette crise sociale ne fût chez nous pareillement violent.

Dans ses admirables *Lettres du Solitaire*, Tavares Bastos, un publiciste aux aperçus osés, mort à la fleur de l'âge et qui cependant remua chez nous plus d'idées qu'aucun autre,—des idées que le temps rendit victorieuses,—agitait dès lors, et il n'était pas seul à agir ainsi, la solution humanitaire qui devait fatalement s'imposer : « Bastiat, cet homme de cœur, écrivait-il, se plaignait de ce que les journaux importants en 1849 ne s'attachaient qu'à la politique militante et stérile des partis, et de ce qu'ils oubliaient de discuter les questions de fond, les questions sociales. J'adresse la même plainte à la presse et aux hommes de notre temps. Descendons, mon ami, aux couches les plus

profondes. Pénétrons dans l'obscurité. Allumons une espérance dans le cœur de l'opprimé et faisons briller une lumière dans les ténèbres de son avenir... Et tout ne sera pas dit. Il y a encore, au-dessous de l'homme libre, l'homme esclave; au-dessous du misérable qui est la propriété d'un autre, le misérable Africain, libre seulement de nom... Lorsqu'on pénètre dans ces gloires pour ainsi dire souterraines et qu'on descend dans ces mines de la misère, l'air manque aux poumons, et l'esprit semble s'envelopper d'un nuage épais de tristesse et de découragement. Mais accomplissons notre mission. Commençons par le tableau qui semble le plus mélancolique : commençons par le sort des nègres... »

Le rôle de l'Empereur dans l'évolution de la question abolitionniste fut d'un libéralisme modéré, mais soutenu; d'un opportunisme calculé de façon à accorder satisfaction aux exigences de la civilisation et en même temps à ne pas faire de tort au principe monarchique auprès des partis. Étant donné son caractère et ses principes, son aspiration personnelle ne pouvait s'empêcher d'être philanthropique, et au moyen de plusieurs actes non équivoques, il favorisa autant qu'il était en son pouvoir les progrès de l'idée : progrès constants d'ailleurs, car au Brésil le nombre était fort restreint — si tant est qu'ils existaient après un certain temps — de ceux qui, comme cela arrivait dans tout le sud des États-Unis, considéraient l'esclavage une institution devant être perpétuellement maintenue.

Chez nous les manumissions étaient fréquentes; les sociétés émancipatrices rivalisaient de zèle dans leur œuvre de rachat; des milliers d'affranchis s'enrôlèrent dans l'armée pendant la guerre du Paraguay, et les affranchissements même en masse ne peuvent être tenus pour rares, tels que ceux des nouveau-nés des 1.600 esclaves appartenant à l'Ordre des Bénédictins, de tous les esclaves des domaines impériaux, et, dans les derniers temps de l'esclavage, des esclaves sans exception de plusieurs des plus riches plan-

teurs, le mouvement s'étendant parfois à des provinces entières. De plus, la douceur qui est l'un des traits particuliers du caractère national, dont l'énergie est moins dure et la sympathie plus humaine que celles d'autres peuples, rendait au Brésil le sort des esclaves moins rigoureux, de même que l'absence de préjugés de race rendait moins humiliant celui des affranchis.

Le quart de la population du pays était encore composé d'esclaves quand, en 1865, l'abolition commença à figurer au nombre des réformes législatives possibles. Sa marche fut dès lors rapide, puisque, en 1888, les esclaves, dont le nombre était déjà réduit à 700.000 environ dans une population de quinze millions, devinrent complètement libres. Il y eut une véritable gradation dans les mesures adoptées : aucune transformation ne s'est jamais accomplie avec plus de précautions.

On commença par la libération des nouveau-nés, ce qui faisait tarir la seconde des sources de l'esclavage — la première avait été tarie par l'abolition du trafic — et supprimait une situation que Salles Torres Homem avait définie, au cours de l'un de ses plus lumineux discours au Sénat, comme « la piraterie exercée autour des berceaux, sur les eaux de la juridiction divine et sous les vues immédiates d'un peuple chrétien. Ces êtres ne vivent pas encore, s'exclamait l'orateur : la poussière dont leurs corps seront formés flotte encore éparse sur la terre, l'esprit immortel qui doit les animer repose encore calme et libre au sein de la puissance créatrice, et déjà l'esclavagiste impie les condamne, les réclame comme sa propriété, les revendique au seuil du domaine de Dieu pour les précipiter dans l'enfer de l'esclavage. »

Cette loi — connue sous le nom de « liberté du ventre » — fut approuvée en 1871, après une orageuse campagne parlementaire de cinq mois, à laquelle le vicomte de Rio Branco, chef d'un cabinet conservateur, tint courageusement tête, parvenant à mener à bout l'initiative prise par

le marquis de São Vicente, auteur du projet primitif, étudié et accepté par le Conseil d'État. La réforme était complétée par l'affectation de certains impôts à l'affranchissement graduel des esclaves adultes et par la facilité pour l'esclave de se racheter lui-même au moyen de son propre pécule.

A Joaquim Nabuco revient l'honneur d'avoir présenté à la Chambre des Députés, en 1879, sinon le premier projet d'abolition totale fixée pour le premier janvier 1890, du moins celui qui, repoussé par le Ministère et par la majorité, quoique tous deux de couleur libérale, reçut toutefois la faveur générale et fut le point de départ d'une agitation de l'opinion, si sérieuse qu'elle absorba toutes les autres questions. La liberté des esclaves âgés de soixante ans, associée à un tarif de la valeur des esclaves décroissant avec les années, fut la mesure de transaction votée en 1885 pour aboutir à l'émancipation absolue décrétée le 13 mai 1888. Joaquim Nabuco pouvait alors s'écrier avec juste raison à la tribune de la Chambre : « La génération actuelle n'a jamaisconnu une émotion aussi puissante. Pour en retrouver une semblable, il faut remonter jusqu'à celle qu'éprouvèrent nos pères à la proclamation de l'Indépendance. Pour nous, Brésiliens, 1888 sera une date plus considérable que 1789 pour la France. Pour nous, c'est littéralement une nouvelle patrie qui commence ! »

La circonstance surtout à retenir et dont l'importance ne vous échappera pas, autant dire son influence sur la formation historique de notre nationalité, est celle que M. Victor Schœlcher, votre généreux abolitionniste, a signalée en disant que le Brésil avait, heureusement pour lui, échappé à la fatalité connue, par laquelle « les voies du progrès social ont été très souvent ensanglantées par la résistance qu'il rencontre ». L'abolition de l'esclavage s'est en effet réalisée de la façon la plus pacifique, comme devait se réaliser, une année après, le changement de régime.

Pendant les vingt années qui s'écoulèrent de 1869 à 1889, et qui furent la période la plus trouble de notre histoire, au

point de vue des idées qui se heurtaient et se confondaient, leur choc n'ayant plus lieu seulement aux réunions publiques mais en plein Parlement, l'Empire et la République se trouvèrent face à face, disposés l'un et l'autre à une rencontre définitive, pour laquelle ils devaient se servir des armes si variées qu'était en état de leur fournir l'arsenal de la propagande par la presse, par la tribune et par l'école.

Euclydes da Cunha a fort bien condensé ce moment historique dans le passage suivant : « La nouvelle pensée politique, dénuée de caractère et mal attachée aux tendances séparatistes des rébellions incohérentes qui se sont produites jusqu'en 1817; inopportune en 1822 et en 1831, parce qu'elle contrariait l'intérêt majeur de l'unité de la patrie; repoussée de 1837 à 1848, parce que l'action exclusive de la force centripète de la royauté se rendra encore indispensable; enveloppant d'une façon imperceptible, jusqu'à l'étouffer, l'idée de séparation, grâce à laquelle la nouvelle pensée épousa au moment de la trêve des partis, de 1853 à 1858, les ressentiments répandus par tout le pays; rejaillissant enfin par la violente poussée de 1862, qu'une guerre étrangère adoucit en déviant le cours des préoccupations nationales : cette pensée politique s'imposait en 1870, après tant de vicissitudes. Elle possédait, pour vaincre, la force des nouvelles aspirations sociales,si vigoureuses qu'elles se reflétaient dans les partis dynastiques eux-mêmes, tranchés en des dissidences qui se battaient jusqu'au sang, sans épargner aucunement leurs coups à la personnalité impériale. »

L'institution monarchique se sentait, au contraire, épuisée et surtout abandonnée dans ce milieu. Les éléments sur lesquels elle pouvait compter non seulement lui faisaient défaut, mais encore ne cessaient d'invoquer leurs motifs et d'exposer leurs plaintes. Ainsi, l'Église se proclamait atteinte dans ses libertés essentielles. La surveillance de l'État, qualifiée de despotisme, l'offensait. — « Liberté, donnez la liberté à l'Église de Jésus-Christ, s'écriait

l'évêque de Parà. Elle ne vous asservit pas; elle ne vous contraint pas; elle vous laisse suivre vos doctrines régaliennes ou n'importe quelles autres doctrines ou sectes que vous voudrez embrasser. Mais laissez-la aussi se gouverner librement selon ses lois. » En d'autres termes, c'était la Séparation que le prélat réclamait et que l'Empire refusait, jaloux de son autorité.

L'armée se sentait, de son côté, négligée, et se disait amoindrie. La guerre du Paraguay l'avait dotée des gloires militaires dont elle éprouvait auparavant le besoin, et qui servirent à rendre plus hostile son attitude envers le trône, occupé par un prince au tempérament bien plus bourgeois que guerrier, quand l'incompatibilité se révéla soudain plus aiguë : la même incompatibilité qui s'était déjà dessinée en 1831, et à laquelle la Régence avait paré, tâchant de rendre l'armée moins irréconciliable avec l'esprit civil du régime politique au Brésil. Cette mésintelligence et le discrédit qui en un certain sens rejaillit sur nous, pour nous être mesurés jusqu'à l'écrasement du système dominant au Paraguay, chez un adversaire dont l'exiguïté du territoire et des ressources paraissait disproportionnée à notre grandeur et à notre richesse, furent les deux conséquences désastreuses de la campagne étrangère.

La question militaire se précisa et s'envenima par des réclamations de classe et des démêlés avec les autorités civiles, d'où le prestige du gouvernement sortit *égratigné*, selon l'aveu un peu cynique fait au Sénat par un président du Conseil à l'esprit satirique et à la vision prophétique. Quand aux derniers jours de l'esclavage, l'armée se refusa à poursuivre les esclaves qui, à Saint-Paul et à Rio de Janeiro, obéissant aux conseils des agitateurs abolitionnistes, abandonnaient en masses les plantations, — le principe indispensable de l'obéissance en reçut une telle atteinte, que la confiance fut dès ce jour ébranlée dans le soutien que la force publique prêterait désormais à la couronne menacée de toutes parts.

Au cours de leur propagande, les abolitionnistes reprochaient au souverain sa tiédeur, sa protection déguisée des intérêts ultra-conservateurs, et ils le menaçaient des représailles du sentiment libéral révolté. Après l'abolition, — une partie politique où la couronne mit comme enjeu sa propre existence, — les planteurs à qui leur état de fortune défendait de parader comme des abolitionnistes malgré eux, tournèrent contre le trône leur âpre ressentiment de gens déçus, et le rendirent responsable de leur ruine. Les rangs des républicains s'accrurent de tous ces désillusionnés qui jusqu'alors avaient cru trouver dans le gouvernement une protection efficace, et à qui avait été injustement refusée l'aumône d'une indemnité comme celle qui, aux colonies françaises et anglaises, avait permis aux planteurs de s'adapter aux nouvelles conditions de travail.

Il ne faut pas oublier qu'une moitié du pays souffrait plus que l'autre d'un tel abandon. Le Nord traversait une crise économique déterminée par la baisse de prix du sucre, et c'est là exactement la région du Brésil où, par la nature du climat tropical, l'émigration blanche aurait plus de peine à prospérer. Dans le Sud, un large courant de colons européens se dessina aussitôt, attiré par les prix élevés du café et permettant à l'agriculture locale de s'affranchir de l'embarras résultant du manque de travailleurs.

A un seul point de vue peut-être, l'Empereur n'a pas été le souverain le plus convenable au Brésil pendant la période d'expansion consécutive à la solution en somme très heureuse — malgré le côté peu riant que je viens de vous signaler, c'est-à-dire l'appauvrissement de nombre de propriétaires agricoles, — de cette crise économique et sociale qui pesait depuis l'Indépendance sur l'avenir du pays.

Très épris de progrès moral, Dom Pedro II était moins fervent à l'égard du progrès matériel. Certes, il était convaincu de la nécessité de ce progrès matériel, et même il l'encourageait; mais il ne se montrait pas suffisamment

d'accord, à ce que l'on prétend, — car quant à moi, je n'aurais garde de lui en faire le reproche — avec l'esprit positif de son époque, et moins encore disposé à encourager les appétits de fortune qu'il sentait latents autour de lui. Personnellement ennemi du luxe, enclin à préférer la compagnie des gens intelligents, quoique peu fortunés, à celle des parvenus de la richesse, et des médiocrités sans raffinements intellectuels, comment pouvait-il témoigner de la sympathie pour ceux qui ne rêvaient que transformations et opulences?

Sa défiance était si grande à l'égard de ces brusques changements à vue impliquant le reniement des traditions nationales, qu'elle en arrivait à lui inspirer une répulsion invincible pour une colonisation trop abondante qui eût pu amener le danger d'étouffer le caractère du Brésil ancien, du Brésil historique qui avait été le domaine de ses ancêtres et la patrie de sa dynastie. Ce fut, je crois, le seul aspect chez lui d'un sentiment de caste, ou plutôt d'un orgueil de rang, et encore, ce n'était au fond qu'un traditionalisme peu égoïste et, par le fait, supérieur. Dom Pedro II, nonobstant ses façons démocratiques, tenait au Brésil prolongement du passé, à un Brésil fortifié par la défense consciente de ses gloires et par la vibration ininterrompue de ses douleurs.

La trop grande affluence d'émigrants, dont l'assimilation, eu égard à leur diversité de langues et de races, serait devenue à ses yeux forcément impraticable, le préoccupait comme un mal à éviter, au lieu de lui apparaître comme un bien à souhaiter. Le pays, cependant, éprouvait le besoin d'une expansion qui, à tort ou à raison, semblait, à ceux qui pouvaient en juger, peu en harmonie avec le système dominant. L'expansion elle-même ne faisait certes pas défaut ; mais on lui désirait plus d'ampleur dans les plans, plus de réalisme dans les desseins et moins d'entraves dans la moralité.

L'action du pouvoir exécutif, lequel avait jusqu'alors

contrebalancé par sa vigueur les tendances du Parlement, s'était entre-temps ralenti par l'effet des successives infirmités du souverain que l'on devinait incapable de prêter désormais aux affaires son ancienne et inlassable activité. Grâce à ces motifs, le personnel politique s'était fait sceptique et hésitant dans sa fidélité aux institutions. On a dû s'en apercevoir par le chœur d'adhésions qui salua la République.

L'éloquence politique elle-même se ressentait du changement. Le temps était passé des luttes bien réglées de la tribune. Ce qu'on avait vu surgir et dominer à leur place, c'est ce qu'Euclydes da Cunha dépeint si bien comme une éloquence presque sauvage dans sa superbe rudesse, dans l'énergie nouvelle avec laquelle elle revendiquait les droits populaires, dans ses rébellions de formes et dans ses grandes témérités de jugements. Silveira Martins, écrit-il, redressait à l'improviste sa stature athlétique de Danton.

A entendre ceux qui l'attaquaient, aux approches de 1889 — et très peu se souciaient de le défendre — l'Empire n'offrait plus qu'un ramassis de fautes. Ses libertés n'avaient jamais été supprimées : on ne pouvait donc en sentir le manque. On allait jusqu'à rabaisser les succès militaires par lesquels le second règne avait cru effacer les revers du premier. Beaucoup discutaient la sagesse de nos constantes interventions diplomatiques et armées à Montevideo, la justice de notre ingérence pointilleuse et irritante dans les affaires politiques de la région du La Plata, l'équité de la protection si belliqueuse accordée aux intérêts de nos nationaux. Une des premières idées mises en avant lors de l'avènement du nouveau régime fut la restitution des trophées de guerre du Paraguay, et si l'idée ne fut pas réalisée, la raison en est que les débuts de la République ont été eux-mêmes militaires, et que le sentiment des officiers non imbus des doctrines positivistes, si en faveur dans l'armée, je veux dire dans les corps savants d'officiers, ne pouvait qu'être hostile à ce désaveu. L'armée devint ainsi instinctivement

l'agent conservateur que réclamait la continuité des traditions nationales quand tout s'effondrait autour du trône, quand l'Église, la propriété, le savoir se refusaient à le soutenir au prix du moindre sacrifice.

250

257

La chaire des études brésiliennes, fondée à l'Université de Paris le 2 novembre 1910 et due à l'initiative de l'Union Scolaire franco-pauliste, affiliée au Groupement des Universités et Grandes Écoles de France pour les relations avec l'Amérique Latine, fut inaugurée par ce cours historique, en douze leçons, professé à la Faculté des Lettres (amphithéâtre Turgot) du 15 mars au 6 mai 1911, M. Alfred Croiset étant doyen de la Faculté et M. Louis Liard, vice-recteur de l'Académie de Paris.

Chartres. — Imp. Ed. Garnier. 123-5-11.

0

180719

HSAm.
O 485f

Author Oliveira Lima, Manoel de

Title Formation historique de la Nationalité Brésilienne

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU